

ROYAUME DE BELGIQUE

Ministère des Affaires économiques

INSTITUT NATIONAL DE STATISTIQUE



Statistique Criminelle
de la
Belgique

Année 1964

Imprimerie SNEL EN WEL
JOZEF KENNESLEI 20
WILRIJK - ANVERS

1966

ROYAUME DE BELGIQUE

Ministère des Affaires économiques

INSTITUT NATIONAL DE STATISTIQUE



Statistique Criminelle
de la
Belgique

Année 1964

Imprimerie SNEL EN WEL
JOZEF KENNESLEI 20
WILRIJK - ANVERS

1966

Statistique Criminelle
de la
Belgique

—
Année 1964
—

Sommaire

INTRODUCTION GENERALE.

- § 1. — Principes et exécution des enquêtes.
 - 1. Généralités.
 - 2. Infractions prises en considération.
 - 3. Unités statistiques prises en considération.
 - 4. Méthode d'élaboration.
 - 5. Organisation des travaux.

- § 2. — Traits principaux du Droit criminel belge :
 - 1. Economie générale du droit criminel.
 - 2. Notions de droit pénal.
 - 3. Notions de procédure pénale, d'organisation judiciaire et de compétence.
 - 4. Le droit criminel et la statistique.

- § 3. — Données démographiques.

STATISTIQUE CRIMINELLE.

Chapitre premier. — Statistique des condamnés.

- Section I. — Résultats généraux du dépouillement des fiches codifiées. — Condamnés et condamnations individuelles par sexe, nature d'infraction et antécédents judiciaires.
- „ II. — Etat civil et situation de famille des condamnés.
- „ III. — Profession et état social des condamnés.
- „ IV. — Age des condamnés.
- „ V. — Localisation des condamnés d'après l'arrondissement judiciaire où ils ont commis leur infraction.
- „ VI. — Récidive générale et récidive spéciale.
- „ VII. — Ivrognerie.

Chapitre II. — Statistique des infractions individuelles.

Introduction Générale à la Statistique Criminelle de Belgique

§ 1. — PRINCIPES ET EXECUTION DES ENQUETES

1. — Généralités.

La statistique criminelle se rattache aux statistiques judiciaires, lesquelles, d'une manière générale, traduisent en relevés chiffrés le comportement de l'homme à l'égard de la loi, dans la mesure toutefois où ce comportement a provoqué l'intervention des Cours et Tribunaux.

Il s'ensuit que les statistiques judiciaires trouvent leurs éléments d'observation respectifs dans l'activité des organes du pouvoir judiciaire, activité pouvant être considérée selon le cas, sous l'angle :

1^o) de l'Administration de la Justice (comptes de l'activité de la justice pénale, civile et commerciale) ;

2^o) des décisions intervenues (statistique des condamnations) ;

3^o) de la personne des justiciables (statistique des condamnés) ;

4^o) des faits motivant les décisions (statistique des infractions).

La statistique criminelle belge est une statistique des condamnés doublée d'une statistique des infractions. Elle ne s'arrête pas à l'activité du Juge et ne prend pas en considération la nature de la peine prononcée, mais saisit le condamné au moment précis où un jugement définitif le classe dans la population criminelle, ce d'après des critères dont il sera question plus loin (2 et 3). Elle étudie le délinquant comme membre du corps social, ne voyant en lui qu'un citoyen frappé d'un stigmate spécial, à savoir la condamnation.

Elle analyse la masse des individus condamnés, telle qu'elle est définie plus loin, sous les rapports, souvent combinés, de l'âge, du sexe, de l'état civil, de la situation de famille, de l'état social, de la profession, etc.... mesurant, en un mot, l'importance, au sein de la population criminelle, des principaux caractères physiques, moraux ou sociaux.

Elle permet, en confrontant les résultats ainsi obtenus avec la répartition, d'après les mêmes critères, de l'ensemble de la population, de con-

stater, d'une part, quel est le niveau atteint par la criminalité dans les différents groupes considérés, (taux de criminalité) et, d'autre part, grâce à des séries chronologiques suffisamment longues, d'établir, par rapport à une période déterminée de stabilité relative, les indices atteints par ces taux, pendant les années plus particulièrement troublées.

Grâce plus spécialement à la statistique des infractions, elle permet, par l'analyse de l'ensemble des infractions commises par la masse des condamnés, de localiser les faits criminels dans le temps et dans l'espace.

En dégageant de ces observations multiples, les régularités qu'elles feraient apparaître, la statistique criminelle est ainsi en mesure de contribuer efficacement à la recherche des causes permanentes ou accidentelles de la criminalité.

2. — Infractions prises en considération par la statistique criminelle.

La population criminelle constituant en l'espèce l'objet principal de l'observation statistique, il convient de déterminer tout d'abord ce qu'il y a lieu d'entendre par le terme "criminel" au sens admis par la "statistique criminelle".

Certains actes de l'homme, même frappés par la loi de sanctions graves, ne comportent pas, dans le chef de leur auteur, la perversité morale qui, au sens de la présente étude, constitue le critère de la criminalité.

Aussi la statistique criminelle ne tient-elle compte que d'un certain nombre d'infractions, groupées en une nomenclature soigneusement étudiée en 1898 par la Commission Centrale de Statistique (1) et tenue à jour, depuis, par les soins du Ministère de la Justice.

Cette nomenclature, que l'on trouvera reproduite ci-après, groupe :

1^o) les faits qui constituent, d'après le Code pénal, des crimes ou des délits ;

(1) Actuellement Conseil Supérieur de Statistique

en sont exceptés :

- certains faits dont le caractère délictueux est subordonné à l'existence d'un règlement d'Administration ou à l'absence d'une autorisation administrative ;
- les infractions commises par négligence ou défaut de prévoyance ;
- 2°) certaines infractions, prévues par des lois spéciales, qui présentent un caractère d'étroite

analogie avec des crimes ou des délits prévus par le Code pénal ;

3°) trois contraventions d'une gravité relative, que l'on peut considérer comme des délits diminués : les maraudages, voies de fait et dégradations de clôtures.

La nomenclature détaillée des infractions retenues par la statistique criminelle se trouve reproduite ci-dessous :

**NOMENCLATURE EN USAGE
POUR LA CONFECTION DE LA STATISTIQUE CRIMINELLE (1)**

DENOMINATION DES INFRACTIONS	N° d'ordre	ARTICLES DU CODE PENAL OU DES LOIS SPECIALES QUI PREVOIENT CES INFRACTIONS
Atteinte à la sûreté de l'Etat ou aux droits politiques	1	C. P. art. 101 à 133, 135bis et 142 à 159. Arrêté sur l'embauchage des troupes, 9 février 1815. Loi sur la désertion, 12 décembre 1817. Arrêté royal portant coordination de la loi sur la milice, le recrutement et les obligations de service, 15 février 1937, art. 78bis et 79. Loi concernant les crimes et délits qui portent atteinte aux relations internationales, 12 mars 1858. Loi coordonnant les différentes dispositions législatives concernant la télégraphie et la téléphonie avec fil, art. 18 à 20, 13 octobre 1930. Loi sur la radio-télégraphie, la radio-téléphonie et autres radio-communications, 14 mai 1930, art. 7. Code électoral révisé par la loi du 26 avril 1929, art. 181 à 203. Loi électorale communale du 4 août 1932, art. 64. Loi du 19 octobre 1921, organique des élections provinciales modifiée par la loi du 26 avril 1929, art. 38. Arrêté-loi relatif à l'état de guerre et à l'état de siège, 11 octobre 1916, art. 8 et 11. Loi organique de l'enseignement primaire (A. R. de coordination du 25 octobre 1921), art. 12. Loi garantissant la liberté d'association, 24 mai 1921 (remplaçant l'art. 310 du C. P.). Lois relatives à l'assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré. Loi du 14 juillet 1930, art. 66. Loi du 18 juin 1930, art. 58. Loi du 15 décembre 1937, art. 70.
Contrefaçon ou altération de monnaies, effets publics, timbres, sceaux, etc.	2	C. P. art. 160 à 191, 488. Code pénal de 1810, art. 427. Loi concernant les marques de fabrique et de commerce, 1er avril 1879, art. 8, 10. Loi sur le droit d'auteur, 22 mars 1866, art. 22 à 25.
Faux en écritures	3	C. P. art. 194 à 214. Loi sur les warrants, 18 novembre 1862, art. 26. Loi sur les chèques, 20 juin 1873, art. 5. Lois coordonnées sur les sociétés commerciales, A. R. 30 novembre 1935, faux dans les bilans ou dans les comptes de profits et pertes : Code de commerce, livre I, titre IX, art. 207 et 208.

(1) Le n° 26, Duel, ne figure dans aucun tableau, aucune condamnation n'étant à relever pour cette infraction.

DENOMINATION DES INFRACTIONS	N° d'ordre	ARTICLES DU CODE PENAL OU DES LOIS SPECIALES QUI PREVOIENT CES INFRACTIONS
		Loi relative au contrôle des entreprises d'assurance sur la vie, 25 juin 1930, art. 36. Loi sur la collation des grades académiques, 21 mai 1929, art. 34. Loi sur l'assistance publique du 27 novembre 1891, art. 38, § 3. Loi concernant les pensions de vieillesse, 20 août 1920, art. 11. Lois relatives à l'assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré. Loi du 14 juillet 1930, art. 67. Loi du 18 juin 1930, art. 59.
Faux témoignage ou serment	4	C. P. art. 215 à 226. Loi sur les enquêtes parlementaires, 3 mai 1880, art. 9.
Usurpation de fonctions, de titre ou de nom	5	C. P. art. 227 à 231. Loi réglementant le port du titre d'avocat, 30 août 1913, art. 2. Loi sur la protection des titres d'enseignement supérieur, 11 septembre 1933, art. 3 et 4.
Infractions contre l'ordre public par des fonctionnaires ou ministres des cultes	6	C. P. art. 233 à 241, 243 à 251, 254 à 262, 267 et 268. Loi sur les abus commis par les administrations de bienfaisance, 7 mai 1888, art. 1. Loi provinciale du 30 avril 1836, art. 90. Loi sur l'assistance publique, 27 novembre 1891, art. 38, § 1.
Infractions contre l'ordre public par des particuliers	7	C. P. art. 252, 269 à 282, 284, 286 à 293, 295 § 1, 297, 298, 309 à 314.
	8	Loi coordonnant les différentes dispositions législatives concernant la télégraphie et la téléphonie avec fil, 13 octobre 1930, art. 26. Loi sur l'hypnotisme, 30 mai 1892, art. 3.
Infractions contre la sécurité publique	9	C. P. art. 322 à 347. Loi sur les offres ou propositions de commettre certains crimes, 7 juillet 1875, art. 1. Loi sur la provocation à commettre des crimes ou des délits, 25 mars 1891, art. 1. Loi sur la protection de l'enfance, 15 mai 1912, art. 63. Loi concernant les étrangers, 12 février 1897, art. 6.
Avortement	10	C. P. art. 348 à 353.
Exposition ou délaisement d'enfants	11	C. P. art. 354 à 360bis.
Destruction ou supposition d'état	12	C. P. art. 363 à 367.
Enlèvement de mineurs	13	C. P. art. 368 à 371.
Attentats à la pudeur et viols	14	C. P. art. 372 à 378.
	15	
Corruption de la jeunesse et prostitution	16	C. P. art. 379 à 382 et loi du 21 août 1948.

DENOMINATION DES INFRACTIONS	N° d'ordre	ARTICLES DU CODE PENAL OU DES LOIS SPECIALES QUI PREVOIENT CES INFRACTIONS
Outrage public aux bonnes mœurs	peines correctionnelles peines de police	17 C. P. art. 383 à 386 bis
		18 Loi d'interdiction d'entrée en Belgique de certaines publications étrangères, 11 avril 1936, art. 2.
Adultère et bigamie		19 C. P. art. 387 à 391.
Abandon de famille		20 C. P. art. 391bis.
Meurtre	peines criminelles peines correctionnelles	21
		22 C. P. art. 393 à 397, 475.
Lésions corpo- relles volon- taires	peines criminelles peines correctionnelles peines de police	23
		24 C. P. art. 398 à 414, 563 § 3.
		25
Duel		26 C. P. art. 423 à 433.
Attentats à la liberté individuelle et à l'inviolabilité du domicile par des particuliers		27 C. P. art. 434 à 442.
Calomnies et injures	peines correctionnelles peines de police	28 C. P. art. 443 à 452.
		29 C. P. art. 453.
Violation de sépulture		30
Falsification dangereuse de denrées alimentaires		31 C. P. art. 454 à 457
Violation du secret professionnel		32 C. P. art. 458 à 459.
Violation du secret des lettres et au- tres communications		33 C. P. 460 et 460bis.
		Loi portant revision et codification de la législation postale, 30 mai 1879, art. 54.
		Loi sur la radio-télégraphie, la radio-téléphonie et autres radio-communications, 14 mai 1930, art. 3, b) et c).
Vols et marau- dages	peines criminelles peines correctionnelles peines de police	34
		35 C. P. art. 463 à 474, 557 § 6.
		36
Banqueroute		37 C. P. art. 489 et 490.

DENOMINATION DES INFRACTIONS	N° d'ordre	ARTICLES DU CODE PENAL OU DES LOIS SPECIALES QUI PREVOIENT CES INFRACTIONS
Abus de confian- ance, escroque- rie, tromperie	peines correctionnelles peines de police	38 C. P. art. 491 à 504, 507 à 509bis.
		39 Loi sur la vente des effets militaires, 24 mars 1846, art. 1, 3, 4. Lois coordonnées sur les sociétés commerciales, A. R. 30 novembre 1935. Code de commerce, Livre I, Titre IX, art. 200 à 206. Loi sur la falsification de denrées alimentaires 4 août 1890, art. 4. Loi relative à la dépossession involontaire des titres au porteur, 24 juillet 1921, art. 32 § 2.
		Arrêté Royal réglementant les Bourses de commerce et la profession d'agent de change, 30 janvier 1935, Code de Commerce, Livre I, Titre V, art. 110 à 113. Arrêté relatif aux dommages de guerre, 30 juin 1951, art. 22.
Recel	40	C. P. art. 505 et 506. Arrêté des 24 et 27 mai 1944, 28 mai et 10 novembre 1945. (Recel d'objets militaires).
Incendie	peines criminelles peines correctionnelles	41 C. P. art. 510 à 518.
		42
Destructions et dommages	peines criminelles peines correctionnelles peines de police	43 C. P. art. 520 à 550, 563 § 2.
		44 Loi coordonnant les différentes dispositions législatives concernant la télégraphie et la téléphonie avec fil, 13 octobre 1930, art. 17.
		45

3. — Unités statistiques prises en considération par la statistique criminelle :

a) Statistique des condamnés.

L'unité statistique servant à mesurer, au sein de la population criminelle, l'importance de certains caractères physiques, moraux ou sociaux est l'individu définitivement condamné.

Cette unité n'est comptée qu'une fois dans le même compte annuel, même si, dans le courant de l'année, le même individu a fait l'objet de plusieurs condamnations définitives : dans ce cas, il est compté pour la dernière condamnation encourue, ou en cas d'infractions concurrentes, pour l'infraction qui lui a valu la peine la plus forte.

Les individus condamnés par des juridictions militaires ne sont pas inclus dans la statistique criminelle.

b) Statistique des infractions.

Dans cette statistique, c'est chaque infraction individuelle commise par le condamné et ayant fait l'objet de la condamnation qui constitue l'unité statistique.

4. — Méthode d'élaboration de la statistique criminelle.

La source de la statistique criminelle est le casier judiciaire central.

Il existe en Belgique un système double de casiers judiciaires.

Le premier est le plus ancien. Il fut organisé en 1853 par des circulaires des Départements de l'Intérieur et de la Justice. Ce casier est tenu au lieu du domicile du condamné, sous la forme de registres qui servent, en quelque sorte, de com-

plément aux registres de population. A l'origine, on n'y inscrivait que les condamnations pour crime ou délit. Depuis le 16 juin 1888, on y inscrit toutes les condamnations sans exception. Ce casier facilite aux administrations communales l'accomplissement de leurs devoirs de police.

Le second, ou casier central, date de 1888 (circulaire ministérielle du 31 décembre). Il est formé à l'aide de bulletins individuels que les greffiers des cours et tribunaux envoient au Département de la Justice dans les trois jours de la date où la condamnation est devenue définitive. En cas d'appel, c'est le greffier de la juridiction d'appel qui envoie ce bulletin.

Les bulletins sont classés dans des dossiers individuels, catalogués comme les livres d'une bibliothèque à l'aide d'un répertoire alphabétique. Le casier judiciaire constitue, de cette manière, pour les condamnés, ce que l'état-civil est pour les citoyens en général. On range dans les dossiers, par ordre de date, non seulement tous les bulletins de condamnations concernant un même individu, mais encore ceux mentionnant les décisions judiciaires qui ordonnent sa mise à la disposition du Gouvernement pour être interné dans un dépôt de mendicité ou une maison de refuge ; on y tient également note des arrêtés de grâce et de libération conditionnelle dont il a bénéficié.

Les décisions des juges des enfants sont aussi notifiées au casier judiciaire.

Successivement étendu par différentes circulaires ministérielles, le casier judiciaire central n'est pas parfaitement homogène, attendu que les différents renseignements qu'il renferme ne partent pas tous d'une même époque.

En ce qui intéresse le service de la statistique, sont notées au casier judiciaire :

1^o) Les condamnations à des peines criminelles prononcées depuis le 1^{er} janvier 1869 contre des individus de nationalité belge ;

2^o) Les condamnations à des peines correctionnelles prononcées depuis le 1^{er} janvier 1879 contre des individus de nationalité belge ;

3^o) Les condamnations à des peines criminelles ou correctionnelles prononcées depuis le 1^{er} janvier 1895 contre des étrangers ;

4^o) Les condamnations à des peines de police prononcées depuis le 1^{er} janvier 1895 pour infractions aux dispositions du Code pénal et à la loi du 16 août 1887 sur l'ivresse publique, et en

suite à l'arrêté-loi du 14 novembre 1939 relatif à la répression de l'ivresse ;

5^o) Les condamnations à des peines de police pour infraction à une loi spéciale ou à un règlement d'administration, prononcées depuis le 1^{er} janvier 1898 par un tribunal correctionnel. Cette dernière catégorie a été ajoutée pour permettre de dresser presque entièrement la statistique des tribunaux correctionnels à l'aide des bulletins.

Depuis le 1^{er} janvier 1898, il n'y a plus que les condamnations à une peine de police prononcées par un tribunal de police pour infraction à une loi spéciale ou à un règlement général, provincial ou communal, ainsi que les condamnations à une peine de police en matière forestière, qui ne sont pas notées au casier judiciaire.

Pour assurer la parfaite exactitude des renseignements que le casier judiciaire est chargé de fournir, pour vérifier si les employés des greffes lui adressent sans aucune omission les bulletins de condamnation, l'administration centrale dispose de trois moyens de contrôle.

Le premier contrôle est basé sur la concordance qui doit exister entre les mentions figurant au casier central et au registre de condamnations tenu par les administrations communales, la seule source à laquelle les parquets pouvaient puiser des renseignements avant la création du casier judiciaire.

A raison de différents motifs qu'il est inutile d'exposer ici, car ils concernent uniquement l'organisation du casier judiciaire et non celle de la statistique, les parquets de première instance et la plupart des parquets de police joignent à la demande d'extrait qu'ils adressent au casier judiciaire central un bulletin de renseignements rempli par les autorités locales, où figurent toutes les condamnations consignées au registre communal. Le casier central, avant de délivrer l'extrait, compare les mentions provenant de ce registre à celles que ses dossiers contiennent. S'il relève une lacune ou une différence, il réclame immédiatement des explications au greffier que la chose concerne.

Un deuxième contrôle est exercé à l'aide d'inventaires que les greffiers doivent joindre à chaque envoi de bulletins. On vérifie si tous les bulletins repris à l'inventaire se trouvent bien dans l'envoi ; puis la pièce, datée et signée par le chef du casier judiciaire, est renvoyée au fonctionnaire qui l'a rédigée. Celui-ci la conserve dans ses archives

de façon à pouvoir justifier de l'envoi des bulletins.

Enfin, le service des grâces étant annexé à celui du casier, celui-ci, avant de verser dans ses dossiers les rapports des magistrats du parquet sur les recours en grâce, vérifie si toutes les mentions qui y sont portées concordent avec les renseignements que les dossiers contiennent.

Les négligences des agents sont punies de peines disciplinaires.

Grâce à ces précautions, le casier central forme une source de renseignements aussi riche qu'exacte.

Pour confectionner la statistique à extraire des bulletins et dossiers du casier judiciaire, l'Institut National de Statistique ne puise pas directement à la source.

Au sein de l'administration du casier judiciaire au Département de la Justice, il est conservé un service de statistique chargé d'établir, à mesure de la rentrée des bulletins de condamnation et de la consultation des dossiers, des fiches codifiées du modèle reproduit ci-dessous.

Année 196					
STATISTIQUE DE L'ADMINISTRATION DE LA JUSTICE	STATISTIQUE CRIMINELLE	STATISTIQUE DES INFRACTIONS			
		Nature et nombre des infractions d'après l'époque et le lieu où elles ont été commises			
		Infrac.	Années	Mois	Lieu
Antécédents	Sexe et antécédents Légitime ou illégitime				
Tribunal	Infraction				
Infraction	Canton { lieu de naissance domicile lieu des faits				
Peine prononcée	Age Etat civil Nombre d'enfants Instruction Profession				
Surais	Ivrognerie				
Peine ou mesure accessoire	Récidive { sans juridictions militaires avec juridictions militaires				
Appel police	Décisions des juges d'enfants { infractions criminelles vagabondage, etc.				
		46			

Ces fiches, codifiées par le Ministère de la Justice, constituent la matière première statistique mise à la disposition de l'Institut National de Statistique.

Le premier volet est destiné à l'établissement de la statistique des condamnations individuelles par les tribunaux correctionnels et ne doit pas retenir ici notre attention.

Les données relatives à cette statistique sont publiées dans les comptes de l'Administration de la justice pénale.

Le deuxième volet sert à établir la statistique des condamnés, objet du chapitre I du présent volume.

A la réception, au casier judiciaire central, du Bulletin de condamnation, la condamnation y relevée (si l'infraction commise intéresse la statistique criminelle) est transcrite en code sur le volet II d'une fiche.

Les fiches sont transmises régulièrement à l'Institut national de Statistique qui les classe selon le numéro de casier judiciaire qu'elles portent. Il est ainsi possible de ne tenir compte que de la dernière condamnation encourue par les individus qui ont été condamnés plusieurs fois dans le cours de l'année.

Le volet III de la fiche est consacré à la statistique des infractions individuelles, objet du chapitre II de ce volume. Chaque infraction individuelle, frappée par le jugement définitif ayant donné lieu à codification sur le volet II, est mentionnée séparément sur le volet III.

Le dépouillement mécanographique des données figurant sur le volet permet la localisation, par mois et groupe de commune, des infractions commises par l'ensemble des condamnés faisant l'objet du chapitre I.

Les données relatives à l'ivresse sont indiquées en regard du chiffre 46.

5. — Organisation des travaux statistiques.

Le mode de répartition des travaux indiqués ci-dessus, entre l'Institut National de Statistique et le Ministère de la Justice s'explique comme suit :

La centralisation des Services statistiques fut préparée par l'Arrêté Royal du 27 octobre 1934 et réalisée par celui du 7 août 1939.

L'Arrêté Royal du 27 octobre 1934 se proposait :

- 1) la centralisation des grands recensements ;
- 2) celle des publications ;

3) celle du dépouillement mécanique.

Un délai de cinq ans était prévu pour l'exécution des deux derniers points de ce programme.

Ce délai étant expiré en 1939, un Arrêté Royal du 7 août 1939 vint parfaire l'œuvre de concentration, en décrétant la centralisation intégrale des services statistiques.

Avant que n'eût paru ce dernier Arrêté, le Ministère de la Justice, et celui de l'Intérieur et de la Santé Publique (auquel était attaché à l'époque l'Institut National de Statistique) avaient arrêté de commun accord le mode d'établissement des statistiques judiciaires qui, ayant été élaborées jusqu'alors par le seul département de la Justice, tombaient sous le coup de l'Arrêté Royal du 27 octobre 1934 en ce qui concerne la publication et le dépouillement mécanique.

Le nouveau mode d'établissement de ces statistiques avait fait l'objet d'un Arrêté Ministériel en date du 20 mars 1939, aux termes duquel le principe du transfert d'attribution était admis, sous réserve, toutefois, que ce transfert n'impliquerait ni la préparation du matériel à dépouiller ni la correspondance avec les autorités judiciaires.

L'Arrêté Royal du 7 août 1939, dont les dispositions dépassant largement le cadre de ce qui avait été prévu par l'Arrêté Royal d'octobre 1934 et exécuté par l'Arrêté Ministériel du 20 mars 1939, aurait normalement dû mettre un terme au "modus vivendi" que constituait cette dernière disposition.

Des démarches furent entreprises auprès du Ministère de la Justice, aux fins d'examiner les possibilités de centralisation intégrale au sein de l'Institut National de Statistique. Des difficultés d'ordre divers eurent pour effet l'insuccès de ces démarches et la reconduction tacite de l'accord consacré par l'Arrêté Ministériel du 20 mars 1939.

Aussi les statistiques judiciaires sont-elles toujours élaborées sur la base de cette disposition.

§ 2. — TRAITS PRINCIPAUX DU DROIT CRIMINEL BELGE.

Les statistiques criminelles de différents pays peuvent malaisément être comparées entre elles, eu égard aux diversités que présente le droit pénal d'un pays à l'autre. Aussi, afin de rendre la statistique criminelle belge plus compréhensible par l'observateur étranger, semble-t-il utile de donner ci-dessous un exposé sommaire des traits principaux du droit criminel belge.

Il ne pourrait être question de considérer cet exposé comme une synthèse complète de la matière : tout au plus peut-on y voir un rappel succinct, à l'usage défini ci-dessus, des principales règles qui dominent l'ensemble du droit criminel. Cet exposé s'impose également en raison du fait que la statistique ne s'adapte pas toujours aux classifications et critères établis par le droit pénal ; c'est pourquoi un paragraphe spécial est consacré à l'exposé des relations et différences qui existent à ce point de vue, entre les procédés du droit pénal et ceux de la statistique.

1. — Economie générale du droit criminel.

Il faut entendre par «droit criminel» ou pénal au sens large, l'ensemble des règles en vertu desquelles la société fait subir à l'individu un certain mal, à titre de sanction d'un commandement légal transgressé (ordre ou interdiction).

Le droit pénal proprement dit, énumère les infractions et les peines applicables à leurs auteurs.

La procédure pénale définit les règles suivant lesquelles il est permis de rechercher les infractions, d'en découvrir les auteurs et de leur appliquer les peines prévues par le droit pénal.

2. — Notions de droit pénal.

Les règles communes à toutes les infractions se trouvent codifiées dans le livre I du Code pénal du 8 juin 1867, complété par diverses lois pénales, telles que la loi du 31 mai 1888 (libération et condamnations conditionnelles), la loi du 15 mai 1912 (protection de l'enfance) et la loi du 9 avril 1930 (défense sociale).

L'examen spécial des infractions, dans leurs éléments distinctifs, fait l'objet du livre II du Code pénal, dont neuf titres se rapportent aux crimes et délits et le dixième aux contraventions. De nombreuses lois spéciales particulières complètent ce système pénal.

A défaut de dispositions contraires dans ces lois spéciales, le livre I du Code pénal est applicable aux infractions prévues par elles, sauf en ce qui concerne la participation de plusieurs personnes au même crime ou délit (chapitre VII) et l'application des circonstances atténuantes aux délits, pouvant entraîner la contraventionnalisation de ces derniers (art. 85).

1) Le droit pénal est un droit écrit.

La règle "nulla poena sine lege" découle de l'art. 9 de la Constitution belge, qui prescrit que "nulle peine ne peut être établie qu'en vertu de la loi".

Il s'ensuit que la loi pénale doit s'interpréter restrictivement, sans extension ni analogie. La coutume ne peut ni créer ni abroger la loi pénale.

2) Infractions et peines principales.

C'est la condamnation, coulée en force de chose jugée, qui attribue définitivement au fait qu'elle sanctionne le caractère délictuel de même que son degré de criminalité.

Des peines dites criminelles frappent les faits qualifiés crimes : ce sont la mort, les travaux forcés, la détention et la réclusion.

L'emprisonnement de 8 jours à 5 ans sanctionne les délits et l'emprisonnement de 1 à 7 jours frappe les contraventions.

Les crimes et délits sont, outre ces peines privatives de liberté, passibles d'amendes de 26 francs au moins, tandis que les contraventions peuvent être frappées d'amendes de 1 à 25 francs. Depuis 1921, des décimes additionnels ont majoré les taux d'amende.

3) Peines accessoires et subsidiaires.

Des peines accessoires (destitution, interdiction légale, perte de certains droits civils et politiques, confiscation spéciale) et des condamnations accessoires (restitution, dommages-intérêts, condamnation aux frais, contrainte par corps) suivent, facultativement ou non, certaines condamnations principales.

A défaut de paiement, l'amende est remplacée par une peine d'emprisonnement, dit subsidiaire, dont la durée est fixée par le jugement et qui n'excède pas 6 mois pour les crimes, 3 mois pour les délits et 3 jours pour les contraventions.

4) Personnalité des peines.

Les amendes (sauf en matière fiscale) sont prononcées individuellement contre chacun des condamnés à raison d'une même infraction.

Les restitutions et dommages et intérêts par contre lient solidairement tous les individus condamnés pour la même infraction.

5) Non-rétroactivité de la loi pénale.

La loi pénale ne dispose que pour l'avenir sauf dans l'intérêt du prévenu : c'est ainsi qu'une loi plus clémentaire, postérieure à l'infraction, profite à l'accusé, si elle est promulguée avant la sentence.

6) Tentative.

La tentative de crime ou délit est l'acte extérieur formant un commencement d'exécution et qui n'est suspendu ou n'a manqué son effet que par des circonstances indépendantes de la volonté de l'auteur : la tentative de crime est frappée de la peine immédiatement inférieure à celle prévue pour le crime ; la tentative de délit est punie seulement dans les cas et dans la mesure prévus par la loi.

7) Concours.

L'individu convaincu de plusieurs contraventions encourt la peine de chacune d'elles. En cas de concours de délit(s) et de contravention(s) il y a cumul de peines jusqu'au double du maximum de la peine la plus forte.

S'il y a concours de crime(s) et de délit(s) ou contravention(s) la peine du crime est seule

prononcée. Enfin en cas de concours de crimes, la peine la plus forte l'emporte et peut être, dans certains cas, majorée de 5 ans.

8) Participation.

Sont punis comme "auteurs" ceux qui ont exécuté un crime ou délit, ont coopéré directement à son exécution, y ont prêté une aide indispensable, ou l'ont provoqué directement. "Complices" sont ceux qui ont donné des instructions pour commettre le crime ou délit, ont sciemment procuré des armes, instruments ou tout autre moyen servant à le commettre, ont aidé ou assisté l'auteur dans les faits, qui l'ont préparé, facilité ou consommé ou ont donné habituellement logement, lieu de retraite ou de réunion aux malfaiteurs exerçant des brigandages ou des violences contre la sûreté de l'Etat, la paix publique, les personnes ou les propriétés.

La complicité de crime est punie de la peine immédiatement inférieure à celle prévue pour le crime ; celle de délit est frappée d'une sanction n'excédant pas les 2/3 de celle pouvant atteindre l'auteur.

9) Causes de justification.

Il n'y a plus d'infraction si le fait commis est ordonné par la loi ou l'autorité, si l'auteur est en état de démence ou contraint par une force à laquelle il n'a pu résister. Certaines erreurs de droit (dites invincibles) et certains cas de nécessité (par exemple la légitime défense) enlèvent également au fait son caractère délictuel.

10) Causes d'excuse.

Pour certaines infractions qui n'atteignent que la propriété, la parenté constitue un motif péremptoire d'excuse. Le jeune âge et la provocation constituent, dans certains cas, des causes d'excuse.

11) Circonstances atténuantes.

Le juge a faculté de retenir en faveur de l'inculpé de circonstances, étrangères en principe à l'infraction, mais qui diminuent la culpabilité de l'auteur. Ces circonstances entraînent réduction des peines prévues par la loi.

Le degré de réduction des peines n'est pas laissé à l'appréciation du juge : le code pénal

prévoit deux échelles de réduction, l'une pour les infractions de droit commun, l'autre pour les infractions en matière politique.

Par le jeu des réductions de peine, un crime peut être correctionnalisé, un délit contraventionnalisé.

L'admission de circonstances atténuantes par le juge du fond n'entraîne pas changement de compétence, même en cas de contraventionnalisation ou de correctionnalisation.

Par contre, il y a modification dans l'attribution de compétence si les circonstances atténuantes sont acceptées par la juridiction d'instruction (Chambre du Conseil et Chambre des Mises en Accusation).

12) Récidive.

La récidive de crime après crime entraîne aggravation de la peine, selon une échelle prévue par le Code pénal.

La récidive de délit après crime peut être punie du double du maximum de la peine prévue pour le délit, de même que le délit commis moins de cinq ans après l'expiration d'un emprisonnement d'un an au moins.

13) Extinction de peine.

Le mode normal d'extinction des peines est leur exécution.

La mort du condamné, la grâce accordée par le Roi, l'amnistie, l'expiration du sursis, et la prescription légale éteignent également les peines.

14) Délais de prescription.

Les peines criminelles se prescrivent par vingt ans ; ce délai est de 5 ou 10 ans selon la durée de la peine pour les peines correctionnelles, et de 1 an pour les peines de police.

15) Libération et condamnations conditionnelles.

Pour remédier aux inconvénients des peines privatives de liberté, le juge peut surseoir à l'exécution des peines de courte durée, et l'administration pénitentiaire peut, de son côté, réduire les peines de longue durée.

La libération conditionnelle peut être accordée en principe lorsque le 1/3 de la peine est accompli

avec un minimum de 3 mois. Elle peut entraîner interdiction de résidence ou de séjour dans certaines localités et comporte le maintien de la surveillance de la police.

La libération conditionnelle peut être révoquée pour inconduite ou infraction : dans ce cas, le terme d'incarcération doit être achevé, de même qu'est exécutée la nouvelle peine éventuelle. Elle devient définitive après un délai comportant en principe le terme d'incarcération restant à subir, avec minimum de 2 ans.

La condamnation conditionnelle peut bénéficier aux condamnés de 2 ans au plus, n'ayant encore encouru antérieurement aucune condamnation de plus de 3 mois pour crime ou délit (L. 14-11-1947).

16) Majorité criminelle : régime de protection de l'enfance.

La loi du 15 mai 1912 sur la protection de l'enfance a pratiquement fait sortir l'enfant du droit répressif en le déclarant pénalement irresponsable et en créant pour lui une juridiction nouvelle : le juge des enfants, seul compétent pour juger des mineurs :

a) de moins de 18 ans accomplis, pour vagabondage, mendicité, inconduite ou indiscipline.

b) de moins de 16 ans accomplis, se livrant à la prostitution ou à la débauche, cherchant des ressources dans le jeu ou les trafics ou occupations qui exposent à la prostitution, à la mendicité, au vagabondage ou à la criminalité, ou ayant commis un acte que la loi qualifie : crime, délit ou contravention.

Le juge des enfants n'inflige aucune sanction pénale, mais prend à l'égard des jeunes délinquants diverses mesures, qui vont de la réprimande à la mise à la disposition du Gouvernement.

La majorité criminelle est donc de 16 ans accomplis.

17) Protection des anormaux, régime des récidivistes et délinquants d'habitude : loi de défense sociale du 9-4-1930.

La démence est un cas de justification.

Mais il existe des tares psychiques qui, sans constituer la démence, ne laissent subsister chez l'auteur d'une infraction qu'une part de respon-

sabilité tellement réduite et instable, qu'on pourrait en faire abstraction.

Antérieurement à la loi du 9 avril 1930 le juge pouvait soit considérer ces tares comme des circonstances atténuantes, au risque de frapper de peines mêmes réduites des déments irresponsables, soit étendre la notion de la démence au risque de considérer comme fous des inculpés cependant responsables de leurs actes.

La loi de défense sociale du 9 avril 1930 permet d'interner dans des établissements spéciaux les inculpés qui se trouvaient au moment du jugement en état de démence ou dans un état grave de déséquilibre mental ou de débilité mentale, les rendant incapables du contrôle de leurs actes. Des mesures parallèles sont prévues pour les condamnés se trouvant dans une situation analogue.

D'autre part, la loi du 9 avril 1930 a institué une mesure de sûreté applicable aux récidivistes dangereux : la mise à la disposition du Gouvernement, dont le caractère juridique est celui d'une sanction pénale. Cette peine est obligatoire ou facultative d'après la nature de la récidive, et sa durée peut varier d'après le même critère. Elle peut être prise à l'égard de ceux qui ont commis depuis 15 ans trois infractions au moins ayant entraîné chacune un emprisonnement correctionnel d'au moins six mois.

3. — Notions de la procédure pénale, de l'organisation judiciaire et de la compétence.

La procédure pénale est l'ensemble des règles suivant lesquelles on recherche les infractions, découvre les auteurs et leur applique les sanctions prévues par la loi pénale.

Il y a dans la procédure pénale, deux phases distinctes : l'action de la police judiciaire et la saisine des juridictions répressives.

1) Mission de la police judiciaire.

La police judiciaire recherche les infractions, en rassemble les preuves et en livre les auteurs aux tribunaux chargés de les punir. Son rôle est répressif. La police judiciaire se distingue de la police administrative, dont le rôle est préventif et consiste à empêcher que les infractions ne se commettent.

La police judiciaire se trouve sous la direction du Procureur Général près la Cour d'Appel, qui

toutefois, n'en fait pas partie. Elle est exercée suivant diverses distinctions, par les gardes champêtres, les gardes forestiers, les garde pêche, les brigadiers champêtres, les gardes champêtres adjoints et auxiliaires, les officiers et membres de la gendarmerie, les commissaires de police et leurs adjoints, les bourgmestres et échevins, les procureurs du Roi et leurs substituts, les juges de paix, les juges d'instruction ainsi que les fonctionnaires chargés spécialement de l'exécution de certaines lois et revêtus, à cet effet, de la qualité d'agent ou officier de police judiciaire.

2) Saisine des juridictions répressives.

a) Actions publique et civile.

Deux sortes d'actions peuvent naître des infractions : l'action civile et l'action publique.

— L'action publique est exercée par les fonctionnaires du Ministère Public près les Tribunaux de police, par les Procureurs du Roi et leurs substituts, par les Procureurs Généraux près les Cours d'Appel, leurs avocats généraux et leurs substituts et enfin le Procureur Général près la Cour de Cassation et ses avocats généraux.

Les fonctionnaires du Ministère Public agissent en principe d'office, mais dans certains cas, leur action est subordonnée à une plainte, dénonciation ou autorisation (1).

— L'action civile de son côté est exercée par tous ceux qui ont souffert de l'infraction. Elle peut être poursuivie soit devant le même juge et en même temps que l'action publique (constitution de partie civile), soit séparément, devant le juge civil ou commercial.

L'action civile poursuivie devant les tribunaux répressifs peut être jointe à l'action publique mue par le Ministère Public, mais si ce dernier n'a pas provoqué de poursuites, l'action de la partie civile peut faire naître l'action publique. L'action publique ainsi provoquée par la constitution de la partie civile, appartient néanmoins au Ministère Public qui peut seul exercer le droit de poursuite, par les réquisitions qu'il adresse à la justice : lui seul peut donc interjeter appel et former recours en cassation ; et le désistement éventuel de la partie civile n'arrêterait plus en principe l'action publique qu'elle a provoquée ; dans le même

(1) C'est le cas pour les poursuites contre les parlementaires en période de session.

ordre d'idées, le désistement de la partie civile ne la dispenserait pas non plus des frais de l'action publique, si le prévenu est acquitté.

L'action civile portée devant les Tribunaux civils n'exerce aucune influence sur les poursuites résultant d'une éventuelle action publique, intentée avant ou pendant l'action civile devant les Tribunaux répressifs ; au contraire, dans ce cas le civil est suspendu tant qu'il n'a pas été prononcé définitivement au pénal.

b) Action publique devant les juridictions répressives.

Les juridictions d'instruction rassemblent les preuves des infractions et en livrent les auteurs aux juridictions de jugement ; ce sont : le juge d'instruction, la Chambre du Conseil, les Tribunaux de première instance et la Chambre des mises en accusation des Cours d'Appel.

La procédure préparatoire à l'action des juridictions répressives de jugement, par la complexité et la diversité de ses distinctions, tend à la fois à ne porter devant le juge du fond que des affaires en état d'être jugées en audience publique, à offrir à l'inculpé la garantie d'une justice sereine et éclairée, et au public la certitude que, pour des motifs quelconques, une affaire ne sera pas facilement étouffée par un non-lieu.

On peut donner de la procédure préparatoire à la procédure de jugement pour la répression des crimes et délits de droit commun le schéma suivant.

Le Procureur du Roi, saisi d'une plainte, procède en règle générale à une information discrète et préalable à l'instruction proprement dite ; cette information qui est secrète, tend à établir s'il y a eu infraction et s'il existe des indices de culpabilité.

Dans la négative, l'affaire est classée sans suite. Dans le cas contraire, un réquisitoire d'information requiert le juge d'instruction de rechercher le coupable.

Le juge d'instruction, saisi de l'affaire, est tenu de remplir tous les devoirs pouvant conduire à

la découverte de la vérité : c'est-à-dire qu'il doit réunir aussi bien les éléments favorables à l'accusé que ceux qui établiraient sa culpabilité.

L'instruction terminée, le dossier est communiqué au Procureur du Roi, qui apprécie si les indications recueillies suffisent à éclairer la justice, ou si un complément d'instruction doit être requis.

L'instruction terminée, le Procureur du Roi établit ses réquisitions par écrit, les joint au dossier d'instruction, et met celui-ci à la disposition de l'inculpé et de son Conseil. L'affaire est ensuite appelée devant la Chambre du Conseil où le juge d'instruction fait rapport, tandis que le Procureur du Roi requiert et que la défense plaide, devant un juge qui n'a pas été mêlé à l'instruction et ne se forme donc d'opinion qu'à l'audience.

C'est la Chambre du Conseil qui décide, par ordonnance motivée, soit le non-lieu, soit le renvoi devant la juridiction de jugement.

LES JURIDICTIONS DE JUGEMENT

Les juridictions de jugement statuent sur le fond des affaires, apprécient souverainement les charges pesant sur les individus qui leur sont envoyés par les juridictions d'instruction ou qui peuvent leur avoir été déferés directement (citation directe) par le Ministère Public ou par la partie civile.

Si l'infraction et la culpabilité sont établis, les juridictions de jugement appliquent les peines prévues par les lois ; si les faits ne sont pas établis, le juge acquitte et renvoie des poursuites, sans frais ; si le prévenu bénéficie d'une excuse absolutoire, il est absous.

Les juridictions de jugement ordinaires sont : les tribunaux de police, les tribunaux correctionnels, les Cours d'Assises, les Cours d'Appel et dans des cas exceptionnels, la Cour de Cassation.

Les juridictions de jugement militaires sont les Conseils de Guerre et la Cour Militaire.

On trouvera ci-dessous un tableau sommaire des juridictions de jugement ordinaires avec indication de la composition de leur siège et de

leur parquet et la mention de leur compétence territoriale.

JURIDICTIONS	COMPOSITION		COMPÉTENCE TERRITORIALE
	du Siège	du Parquet	
TRIBUNAL DE POLICE.	Juge de paix.	Parquet de police : Officier du ministère public.	Canton de justice de paix. N. B. — Certains tribunaux de police ont compétence sur plusieurs cantons.
TRIBUNAL DE PREMIÈRE INSTANCE : Affaires répressives : Tribunaux correctionnels ; règlement de la procédure : Chambres du Conseil.	Président, Vice-Présidents, Juges (parmi lesquels les juges d'instruction). Un membre du Tribunal est désigné par le Roi en qualité de juge des enfants.	Parquet du procureur du Roi : Procureur du Roi, Premiers substitués et Substitués du procureur du Roi.	Arrondissement judiciaire.
COUR D'APPEL. Affaires répressives : Chambres correctionnelles ; règlement de la procédure : Chambres des mises en accusation.	Premier président, Présidents, Conseillers.	Parquet général : Procureur général, Premier avocat général, Avocats généraux, Substitués du procureur général.	Bruxelles : Brabant, Anvers et Hainaut. Grand : Flandres occidentale et orientale. Liège : Liège, Limbourg, Luxembourg et Namur.
COUR D'ASSISES.	1° La Cour : composée du président (membre de la Cour d'Appel) et de deux assesseurs (ordinairement membres du Tribunal de première instance) ; 2° Le Jury : composé de douze jurés.	Ministère public : Un membre du Parquet général près la Cour d'appel ou du Parquet du procureur du Roi du lieu où siège la Cour d'assises.	Province.
COUR DE CASSATION.	Premier président, Président, Conseillers.	Parquet général : Procureur général, Premier avocat général, Avocats généraux.	Bruxelles : Belgique.

La compétence de ces juridictions est brièvement définie ci-dessous :

1) Tribunaux de police.

Ratione materiae, les Tribunaux de police jugent les contraventions, les délits contraventionnalisés par les juridictions d'instruction, certaines infractions qui sont ou peuvent être des délits (notamment en matière forestière, rurale, fluviale, polders, roulage, transport, voirie, barrières, ivresse, règlements provinciaux et communaux, baux à loyer et autres), les infractions (contraven-

tions ou délits) dont la connaissance leur est attribuée par une loi spéciale et enfin les faits de vagabondage et de mendicité.

Ratione loci : le Tribunal du lieu de l'infraction, celui de la résidence de l'inculpé et celui du lieu où l'inculpé a été trouvé sont également compétents.

Ratione personae : le Tribunal de police juge les civils âgés de 16 au moins et dans certains cas les militaires.

2) Tribunaux correctionnels.

Ratione materiae : les Tribunaux correctionnels jugent les délits, les crimes correctionnalisés par les juridictions d'instruction, certaines infractions portées devant le tribunal correctionnel sous une qualification de leur compétence, mais reconnues être des infractions dont la connaissance est attribuée au juge de police, les infractions qui sont de la compétence du juge de police mais sont connexes à un délit, les appels des Tribunaux de police et les règlements de juges entre tribunaux de police de leur ressort.

Ratione loci : sont également compétents, les tribunaux correctionnels du lieu du délit, de la résidence du prévenu et du lieu où le prévenu pourra être trouvé.

3) Les Cours d'Appel.

Les Cours d'Appel jugent les appels des tribunaux correctionnels, les délits commis en dehors de leurs fonctions par un juge de paix, un membre du Tribunal correctionnel ou de première instance ou un officier du Ministère Public près l'un de ces tribunaux, les délits commis dans l'exercice de leurs fonctions par un juge de paix ou de police, un juge faisant partie d'un tribunal de commerce, un officier de police judiciaire, un membre du Tribunal correctionnel ou de Première instance, ou un officier du Ministère Public près l'un de ces Tribunaux, les demandes de réhabilitation et les règlements de juges entre juges d'instruction et tribunaux correctionnels de leur ressort ou entre juges de police de deux arrondissements différents de leur ressort.

4) Les Cours d'Assises.

Ratione materiae : les Cours d'Assises jugent les crimes, les infractions connexes aux crimes qui leur sont déférés, les délits politiques et les délits de presse.

Ratione loci : le juge d'instruction du tribunal compétent (résidence de l'accusé, lieu du crime ou lieu où l'accusé a été trouvé) instruit l'affaire sur réquisition du Procureur du Roi : la Cour d'Assises de la Province où se trouve le Tribunal est saisie de la cause par la Chambre des mises en accusation.

Ratione personae : les Cours d'Assises jugent les civils âgés de 16 ans au moins et dans certains cas les militaires.

Note.

La compétence des juridictions ordinaires à l'égard des militaires existe notamment pour les infractions commises en dehors du service en matière d'impôts publics, de chasse ou de pêche, de grande voirie, de roulage, messagerie, postes, barrières, police des chemins de fer, police rurale ou forestière et règlements provinciaux et communaux.

En cas de duel d'un militaire avec un civil, c'est également la juridiction ordinaire qui est compétente.

En cas de participation ou de connexité, le militaire complice, coauteur ou auteur d'infractions connexes est justiciable de la juridiction ordinaire et celle-ci connaît l'ensemble des préventions.

Les gendarmes sont justiciables de la juridiction ordinaire pour les infractions relatives au service judiciaire des tribunaux et à la police administrative.

5) La Cour de Cassation.

La Cour de Cassation prononce sur des demandes de cassation contre les arrêts et jugements rendus en dernier ressort, et juge non pas du fait, mais de la procédure. Elle juge les Ministres, les tribunaux entiers de commerce, correctionnels ou de première instance, les membres des Cours d'Appel, les Procureurs Généraux et substitués près les Cours d'Appel.

Elle statue sur les demandes en révision, étant liée dans ce domaine par l'appréciation souveraine de la Cour d'Appel.

Elle décide en matière de règlement de juges, en matière de renvoi pour cause de sûreté publique ou de suspicion légitime.

Elle prononce sur les prises à partie contre une Cour entière ou l'une de ses Chambres ou contre ses propres membres.

Elle règle les conflits d'attribution.

EXTINCTION DE L'ACTION PUBLIQUE.

Le jugement définitif, après écoulement des délais d'opposition, d'Appel et de Cassation, donne au Ministère Public un titre pour l'exécution de la peine en cas de condamnation.

Ce jugement éteint l'action publique, et s'impose à la partie poursuivante avec l'autorité de la chose jugée (principe non bis in idem).

La mort de l'inculpé, la prescription, l'amnistie, la transaction, le désistement (lorsque l'action publique est subordonnée à une plainte) éteignent également l'action publique.

4. — Le droit criminel et la statistique.

1) Infractions et peines.

Ainsi qu'il a été dit plus haut, la statistique criminelle ne relève pas toutes les infractions que prévoit la loi pénale, de nombreux faits sanctionnés de peines graves en restant exclus (1).

Ne sont retenues, en statistique criminelle, que les infractions figurant dans une nomenclature spéciale (voir plus haut le § 1, 2^o de cette introduction).

Il est à remarquer que cette nomenclature ne groupe pas systématiquement les infractions d'après leur caractère juridique de crime, délit ou contravention, et ce n'est qu'en certaines de ses rubriques qu'une distinction est faite, selon que l'infraction a été frappée de peines criminelles, correctionnelles ou de police, ce qui permet pour certaines infractions, un classement correspondant en crimes, délits et contraventions.

Ce classement, qui dépend non de la loi pénale, mais de la décision judiciaire intervenue, n'est pas à proprement parler du domaine de la statistique criminelle qui ne s'attache pas à l'observation de la décision du juge, mais à celle de l'homme condamné et de l'acte qu'il a commis.

Eu égard à la méthode de dénombrement employée, il ne peut pas être dénué d'intérêt de remarquer, qu'en ne considérant que la statistique des condamnés (chapitre I) on serait tenté de sous-évaluer la criminalité de gravité secondaire.

Un individu condamné simultanément pour vol et bris de clôture n'est en effet compté qu'à la rubrique de l'infraction la plus grave, soit le vol. Le bris de clôture étant moins sévèrement puni, n'apparaît que dans les tableaux de la statistique des infractions individuelles, faisant l'objet du chapitre II du présent volume (voir à cet égard, ce qui est dit ci-dessous au sujet du concours

(1) Une statistique limitée aux Tribunaux Correctionnels relevant toutes les infractions ayant été l'objet d'une condamnation individuelle définitive, est publiée dans les Comptes de l'Administration de la Justice pénale. Elle est établie également à la source du casier judiciaire.

d'infractions ; voir également l'introduction spéciale du chapitre II).

2) Concours et participation.

La statistique relève le nombre de condamnés et le nombre d'infractions individuelles commises par l'ensemble de ces condamnés ; c'est-à-dire que si trois individus enlèvent ensemble un objet et que l'un d'eux le recèle, la statistique, en présence des trois condamnations individuelles prononcées, deux pour vol simple et une pour vol et recel, relèvera :

1^o) trois condamnations pour vol (statistique des condamnés : chaque individu retenu pour la dernière infraction commise et, en cas de concours, pour l'infraction la plus grave) ;

2^o) quatre infractions individuelles : trois vols et un recel (statistique des infractions : chaque infraction ayant fait l'objet de la condamnation).

Le cas échéant, la statistique serait en mesure d'établir le nombre de condamnations individuelles se rapportant à une seule ou à plusieurs infractions : ce serait une statistique du concours d'infractions, et dans l'exemple cité plus haut, l'on relèverait alors deux condamnations pour vol, et une condamnation pour vol et recel.

Une telle statistique n'a toutefois pas été faite jusqu'à présent.

Il serait par contre impossible, dans l'organisation actuelle des travaux statistiques, de relever le nombre de faits délictueux indépendamment du nombre d'auteurs et du nombre de condamnations, ce qui comporterait l'établissement d'une statistique de la participation.

Dans l'exemple déjà cité, il y aurait deux faits délictueux : un vol (commis de concert par trois hommes mais ne constituant objectivement qu'une seule infraction), et un recel sans participation.

3) Récidive.

La statistique criminelle ne s'attache pas à relever la récidive légale, telle que la prévoit le Code ; elle compte, comme degré de récidive, toute condamnation antérieure à celle pour laquelle le condamné figure dans les comptes statistiques : si la majorité des infractions appartient au même groupe générique que la dernière infraction commise, le condamné est considéré comme récidiviste spécialiste.

Les groupes génériques d'infractions sont com-

posés comme il est indiqué dans l'introduction du relevé consacré à la récidive spéciale.

N. B. — De par sa définition, la statistique criminelle ne fournit aucun renseignement dans le domaine de la défense sociale et dans celui de la protection de l'enfance, les anormaux et les enfants de moins de 16 ans étant sortis du droit criminel. Des publications statistiques distinctes sont consacrées à ces objets.

De même, en ce qui concerne la libération et la condamnation conditionnelles : une statistique des libérations conditionnelles figure dans les comptes de l'Administration de la Justice. Quant aux condamnations conditionnelles il en est tenu compte pour l'élaboration de la statistique criminelle, dans la mesure où elles frappent des infractions comprises dans la nomenclature spéciale. Elles ne sont toutefois pas relevées distinctement.

Les prescriptions et extinctions de peines ne sont pas du domaine de la statistique criminelle telle que nous la concevons et ne font par ailleurs l'objet d'aucun relevé statistique.

Il en est de même des circonstances atténuantes et des causes de justification et d'excuse.

Enfin, on ne trouve dans la statistique criminelle

aucune indication précise concernant la procédure, la compétence et l'organisation judiciaire.

La statistique criminelle ne fait aucune distinction d'après la juridiction ou le degré de celle-ci : la condamnation définitive peut en effet émaner d'un Tribunal de simple police comme d'une Cour d'Assises ou d'un Tribunal correctionnel ; elle peut être prononcée en premier ressort ou en degré d'appel : le seul fait qui importe socialement et qui provoque et justifie l'observation statistique est le stigmate dont la sentence marque l'individu condamné.

Les distinctions qui sont faites dans la nomenclature selon qu'il s'agit de peines criminelles, correctionnelles ou de police ne permettent guère de conclure à la compétence d'un tribunal plutôt qu'à celle d'un autre, les correctionnalisations et contraventionnalisations n'entraînant pas dans tous les cas attribution de compétence aux Tribunaux correctionnels ou de police.

Les renseignements statistiques afférents à l'organisation judiciaire, à la compétence et à la procédure se trouvent, par ailleurs, dans les comptes de l'Administration de la Justice, partie pénale.

§ 3. — DONNEES DEMOGRAPHIQUES.

Aux fins d'apprécier l'étendue et l'importance réelles de la criminalité et de ses fluctuations, il y a lieu de ne pas considérer uniquement les chiffres absolus qui apparaissent des relevés statistiques, mais de mettre ces chiffres en rapport avec les données relatives au nombre d'habitants et à la composition de la population par âge, sexe, état-civil, etc...

On trouvera par ailleurs, en d'autres publications de l'Institut National de Statistique, la plus grande partie de ces renseignements. Les dites publications sont annoncées sous la rubrique

"Informations et Documentation" dans le Bulletin de Statistique, publié par les soins de l'Institut National de Statistique.

Certains renseignements démographiques n'ont pas été publiés ailleurs sous une forme appropriée à l'usage qui peut en être fait en statistique criminelle ; on les trouvera réunis ci-dessous.

POPULATION AYANT ATTEINT L'AGE DE LA MAJORITE CRIMINELLE
REPARTIE PAR SEXE ET AGE.

AN-NEES	SEXE	16 à — 18 ans	18 à — 21 ans	21 à — 30 ans	30 à — 40 ans	40 à — 50 ans	50 à — 60 ans	60 à — 70 ans	70 ans et plus	TOTAL
1930	Hommes	134 840	205 388	653 827	622 326	518 260	438 133	287 692	154 029	3 014 495
	Femmes	133 745	202 699	632 181	636 747	534 639	453 917	313 644	199 478	3 107 050
	Ensemble.	268 585	408 087	1 286 008	1 259 073	1 052 899	892 050	601 336	353 507	6 121 545
1955	Hommes	116 964	173 188	578 840	598 557	623 005	577 703	377 264	280 146	3 325 667
	Femmes	116 490	170 309	571 776	576 886	626 245	619 032	458 693	373 408	3 512 839
	Ensemble.	233 454	343 497	1 150 616	1 175 443	1 249 250	1 196 735	835 957	653 554	6 838 506
1956	Hommes	109 889	174 930	569 533	621 405	601 679	583 685	385 249	282 364	3 328 734
	Femmes	109 125	172 577	563 558	600 201	603 282	622 916	469 740	380 498	3 521 897
	Ensemble.	219 014	347 507	1 133 091	1 221 606	1 204 961	1 206 601	854 989	662 862	6 850 631
1957	Hommes	99 823	175 749	562 375	650 175	575 971	591 288	393 222	285 322	3 333 925
	Femmes	97 777	173 721	557 621	626 354	575 908	626 793	479 963	388 118	3 526 255
	Ensemble.	197 600	349 470	1 119 996	1 276 529	1 151 879	1 218 081	873 185	673 440	6 860 180
1958	Hommes	98 673	169 614	553 947	675 137	547 639	595 517	401 182	285 223	3 326 932
	Femmes	95 827	168 663	550 706	652 780	548 059	631 180	490 219	393 405	3 530 839
	Ensemble.	194 500	338 277	1 104 653	1 327 917	1 095 698	1 226 697	891 401	678 628	6 857 771
1959	Hommes	110 676	156 657	547 941	682 850	536 019	597 294	409 636	288 682	3 329 755
	Femmes	106 996	155 454	545 852	663 560	535 958	630 868	501 154	402 740	3 542 582
	Ensemble.	217 672	312 111	1 093 793	1 346 410	1 071 977	1 228 162	910 790	691 422	6 872 337
1960	Hommes	120 561	150 664	537 992	677 035	542 675	597 411	419 681	284 807	3 330 826
	Femmes	117 181	147 653	537 218	601 080	541 365	630 956	512 412	405 139	3 553 004
	Ensemble.	237 742	298 317	1 075 210	1 338 115	1 084 040	1 228 367	932 093	689 946	6 883 830
*1961	Hommes	123 694	158 787	530 507	660 858	533 544	578 848	424 959	293 255	3 304 452
	Femmes	120 004	153 762	529 127	660 101	542 638	615 364	516 562	413 885	3 551 443
	Ensemble.	243 698	312 549	1 059 634	1 320 959	1 076 182	1 194 212	941 521	707 140	6 855 895
1962	Hommes	135 278	174 345	518 775	660 552	536 243	576 672	435 073	294 468	3 331 406
	Femmes	130 577	167 682	512 579	657 967	545 090	613 448	526 859	421 394	3 575 596
	Ensemble.	265 855	342 027	1 031 354	1 318 519	1 081 333	1 190 120	961 932	715 862	6 907 002
1963	Hommes	146 272	185 397	518 419	658 996	542 023	574 939	442 432	294 650	3 363 128
	Femmes	140 477	178 569	504 730	652 264	550 048	611 625	534 079	429 495	3 601 287
	Ensemble.	286 749	363 966	1 023 149	1 311 260	1 092 071	1 186 564	976 511	724 145	6 964 415
1964	Hommes	145 922	200 943	529 261	659 841	549 111	572 262	450 728	298 457	3 406 525
	Femmes	140 869	192 546	505 084	647 547	555 772	608 767	542 574	440 239	3 633 398
	Ensemble.	286 791	393 489	1 034 345	1 307 388	1 104 883	1 181 029	993 302	738 696	7 039 923

* Chiffres du recensement au 31-XII-1961.

ETENDUE TERRITORIALE, POPULATION (1) ET DENSITE DE POPULATION
PAR Km2, PAR ARRONDISSEMENT JUDICIAIRE EN 1964 (2).

Arrondissement judiciaire	Etendue en km2	Population en 1964	Densité par km2 en 1964
Bruxelles	1 109,04	1 496 234	1 349
Louvain	1 162,78	372 492	320
Nivelles	1 097,46	216 568	197
Anvers	1 000,90	892 908	892
Malines	503,63	276 093	548
Turnhout	1 356,05	313 168	231
Mons	1 176,36	424 024	360
Charleroi	1 469,22	605 917	412
Tournai	1 152,63	298 942	259
Gand	1 355,61	562 908	415
Audenarde	677,82	258 245	381
Termonde	943,79	467 858	496
Bruges	1 224,33	415 939	340
Courtrai	642,18	380 424	592
Furnes	628,02	94 774	151
Ypres	637,80	129 944	204
Liège	903,03	646 826	716
Huy	958,37	128 099	134
Verviers	2 014,43	237 901	118
Tongres	1 227,59	294 377	240
Hasselt	1 194,13	320 250	268
Arlon	1 235,91	93 690	76
Marche-en-Famenne	1 402,06	55 395	40
Neufchâteau	1 779,99	69 490	39
Namur	1 124,42	232 494	207
Dinant	2 535,83	143 140	56
Le Royaume	30 513,38	9 428 100	309

(1) Y compris les moins de 16 ans.

(2) Suivant la nouvelle subdivision du territoire au 1.9.1963.

STATISTIQUE CRIMINELLE

CHAPITRE I

Statistique des condamnés

SECTION I. — RESULTATS GENERAUX DU DEPOUILLEMENT DES FICHES CODIFIEES. CONDAMNES PAR SEXE, NATURE D'INFRACTION ET ANTECEDENTS JUDICIAIRES.

Le dépouillement des fiches codifiées (voir Introduction générale, § 1, 4^o) afférentes à l'année 1964 a donné les résultats généraux reproduits ci-dessous.

Le relevé n° 1 reproduit le nombre de condamnations individuelles en regard du nombre de condamnations à décompter parce qu'elles se rapportent à un individu qui a été condamné plusieurs fois dans le cours de l'année. Il constitue de la sorte le bilan et le contrôle de la méthode employée pour arriver au dénombrement des individus définitivement condamnés, tels qu'ils

ont été définis, comme unités statistiques, dans le 3^o du § 1 de l'Introduction générale.

Le relevé en question donne la répartition de l'ensemble des condamnés sous les aspects combinés du sexe, de la nature des infractions et des antécédents judiciaires ; il permet en outre un premier examen général des résultats de la statistique criminelle, d'après le critère de l'individu condamné.

(Le relevé n° 1 correspond au tableau n° 30 de l'ancienne publication "Statistique judiciaire de la Belgique".)

Relevé n° 1. — NOMBRE DES CONDAMNATIONS INDIVIDUELLES ET DES
CONDAMNÉS PRIMAIRES ET RÉCIDIVISTES, PAR SEXE ET PAR NATURE
D'INFRACTION
ANNÉE 1964

NATURE DES INFRACTIONS	N° de la nomenclature	SEXE des condamnés	NOMBRE DES CONDAMNATIONS INDIVIDUELLES			NOMBRE DES CONDAMNÉS			NOMBRE DES CONDAMNATIONS DECOMPTÉES		
			Primaires et récidivi- tes réunis	Primaires	Récidivistes	Primaires et récidivi- tes réunis	Primaires	Récidivistes	Primaires et récidivi- tes réunis	Primaires	Récidivistes
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
Atteinte à la sûreté de l'Etat ou aux droits politiques	1	{ Hommes Femmes Ensemble	5 — 5	2 — 2	3 — 3	5 — 5	2 — 2	3 — 3	— — —	— — —	— — —
Contrefaçon ou altération de : monnaies, effets publics, timbres, sceaux, etc.	2	{ Hommes Femmes Ensemble	5 — 5	3 — 3	2 — 2	5 — 5	3 — 3	2 — 2	— — —	— — —	— — —
Faux en écritures	3	{ Hommes Femmes Ensemble	990 322 1 312	595 218 813	395 104 499	933 294 1 227	570 203 773	363 91 454	57 28 85	25 15 40	22 13 45
Faux témoignage ou serment	4	{ Hommes Femmes Ensemble	33 12 45	25 11 36	8 1 9	32 12 44	25 11 36	7 1 8	1 — 1	— — —	1 — 1
Usurpation de fonctions, de titres ou de nom	5	{ Hommes Femmes Ensemble	68 9 77	41 8 49	27 1 28	65 8 73	40 7 47	25 1 26	3 1 4	1 1 2	2 — 2
Infractions contre l'ordre public par des fonctionnaires ou ministres des cultes	6	{ Hommes Femmes Ensemble	44 2 46	40 1 41	4 1 5	43 2 45	39 1 40	4 1 5	1 — 1	1 — 1	— — —
Infractions contre l'ordre public par des particuliers : peines correctionnelles	7	{ Hommes Femmes Ensemble	2 232 306 2 538	1 030 169 1 199	1 202 137 1 339	2 031 297 2 328	988 167 1 155	1 043 130 1 173	201 9 210	42 2 44	159 7 166
peines de police	8	{ Hommes Femmes Ensemble	198 38 236	130 26 156	68 12 80	191 36 227	127 24 151	64 12 76	7 2 9	3 2 5	4 — 4
Infractions contre la sécurité publique	9	{ Hommes Femmes Ensemble	250 21 271	117 9 126	133 12 145	229 20 249	112 8 120	117 12 129	21 1 22	5 1 6	16 — 16
Avortement	10	{ Hommes Femmes Ensemble	29 87 116	20 64 84	9 23 32	28 84 112	20 63 83	8 21 29	1 3 4	— 1 1	1 2 3
Exposition ou délaisement d'enfants	11	{ Hommes Femmes Ensemble	107 117 224	58 85 163	49 32 81	80 114 194	50 83 133	30 31 61	27 3 30	8 2 10	19 1 20
Destruction ou supposition d'état	12	{ Hommes Femmes Ensemble	— — —	— — —	— — —	— — —	— — —	— — —	— — —	— — —	— — —
Enlèvement de mineurs	13	{ Hommes Femmes Ensemble	38 11 49	20 6 26	18 5 23	33 9 42	19 5 24	14 4 18	5 2 7	1 1 2	4 1 5
Attentats à la pudeur et viols : peines criminelles	14	{ Hommes Femmes Ensemble	1 — 1	1 — 1	— — —	1 — 1	1 — —	— — —	— — —	— — —	— — —
peines correctionnelles	15	{ Hommes Femmes Ensemble	1 044 18 1 062	654 11 665	390 7 397	977 16 993	633 10 643	344 6 350	67 2 69	21 1 22	46 1 47

Relevé n° 1 — 1964 (suite)

NATURE DES INFRACTIONS	N° de la nomenclature	SEXE des condamnés	NOMBRE DES CONDAMNATIONS INDIVIDUELLES			NOMBRE DES CONDAMNÉS			NOMBRE DES CONDAMNATIONS DECOMPTÉES		
			Primaires et récidivi- tes réunis	Primaires	Récidivistes	Primaires et récidivi- tes réunis	Primaires	Récidivistes	Primaires et récidivi- tes réunis	Primaires	Récidivistes
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
Corruption de la jeunesse et prostitution	16	{ Hommes Femmes Ensemble	227 296 523	112 161 273	115 135 250	212 282 494	106 156 262	106 126 232	15 14 29	6 5 11	9 9 18
Outrages publics aux mœurs : peines correctionnelles	17	{ Hommes Femmes Ensemble	887 184 1 071	552 150 702	335 34 369	849 177 1 026	535 149 684	314 28 342	38 7 45	17 1 18	21 6 27
peines de police	18	{ Hommes Femmes Ensemble	3 1 4	2 1 3	1 — 1	3 1 4	2 1 3	1 — 1	— — —	— — —	— — —
Adultère et bigamie	19	{ Hommes Femmes Ensemble	3 245 2 014 5 259	1 965 1 633 3 598	1 280 381 1 661	3 077 1 972 5 049	1 885 1 603 3 488	1 192 369 1 561	168 42 210	80 30 110	88 12 100
Abandon de famille	20	{ Hommes Femmes Ensemble	486 13 499	165 4 169	321 9 330	431 12 443	143 4 147	288 8 296	55 1 56	22 — 22	33 1 34
Meurtre : peines criminelles	21	{ Hommes Femmes Ensemble	15 2 17	7 1 8	8 1 9	14 2 16	7 1 8	7 1 8	1 — 1	— — —	1 — 1
peines correctionnelles	22	{ Hommes Femmes Ensemble	4 1 5	4 — 4	— 1 1	4 1 5	4 — 4	1 1 1	— — —	— — —	— — —
Lésions corporelles volontaires : peines criminelles	23	{ Hommes Femmes Ensemble	5 — 5	4 — 4	1 — 1	4 — 4	3 — 3	1 — 1	1 — 1	1 — 1	— — —
peines correctionnelles	24	{ Hommes Femmes Ensemble	3 808 412 4 220	1 785 240 2 025	2 023 172 2 195	3 454 394 3 848	1 695 235 1 930	1 759 159 1 918	354 18 372	90 5 95	264 13 277
peines de police	25	{ Hommes Femmes Ensemble	1 997 543 2 540	1 116 351 1 467	881 192 1 073	1 862 522 2 384	1 071 341 1 412	791 181 972	135 21 156	45 10 55	90 11 101
Attentats à la liberté individuelle ou au domicile par des particuliers	27	{ Hommes Femmes Ensemble	145 9 154	61 6 67	84 3 87	131 8 139	59 5 64	72 3 75	14 1 15	2 1 3	12 — 12
Calomnies et injures : peines correctionnelles	28	{ Hommes Femmes Ensemble	77 51 128	37 35 72	40 16 56	72 48 120	37 33 70	35 15 50	5 3 8	— 2 2	5 1 6
peines de police	29	{ Hommes Femmes Ensemble	21 26 47	16 9 25	5 17 22	20 25 45	15 9 24	5 16 21	1 1 2	1 — 1	— 1 1
Violation de sépulture	30	{ Hommes Femmes Ensemble	3 1 4	2 1 3	1 — 1	3 1 4	1 1 2	1 — 1	— — —	— — —	— — —
Falsification dangereuse de denrées alimentaires	31	{ Hommes Femmes Ensemble	1 — 1	— — —	1 — 1	1 — 1	— — —	1 — 1	— — —	— — —	— — —
Violation du secret professionnel	32	{ Hommes Femmes Ensemble	2 — 2	2 — 2	— — —	2 — 2	2 — 2	— — —	— — —	— — —	— — —
Violation du secret des lettres et autres communications	33	{ Hommes Femmes Ensemble	— 1 1	— — —	— 1 1	— 1 1	— — —	— 1 1	— — —	— — —	— — —

Relevé n° 1 — 1964 (suite)

NATURE DES INFRACTIONS	N° de la nomenclature	SEXE des condamnés	NOMBRE DES CONDAMNATIONS INDIVIDUELLES			NOMBRE DES CONDAMNÉS			NOMBRE DES CONDAMNATIONS DECOMPTEES			
			Primaires et récidivistes réunis	Primaires	Récidivistes	Primaires et récidivistes réunis	Primaires	Récidivistes	Primaires et récidivistes réunis	Primaires	Récidivistes	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	
Vols et maraudages : peines criminelles	34	Hommes	2	2	—	2	2	—	—	—	—	—
		Femmes	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
		Ensemble	2	2	—	2	2	—	—	—	—	—
peines correctionnelles	35	Hommes	5 278	2 700	2 578	4 709	2 491	2 218	569	209	360	
		Femmes	1 339	909	430	1 271	885	386	68	24	44	
		Ensemble	6 617	3 609	3 008	5 980	3 376	2 604	637	233	404	
peines de police	36	Hommes	68	36	32	66	36	30	2	—	2	
		Femmes	48	40	8	46	39	7	2	1	1	
		Ensemble	116	76	40	112	75	37	4	1	3	
Banqueroute	37	Hommes	75	55	20	72	54	18	3	1	2	
		Femmes	10	8	2	10	8	2	—	—	—	
		Ensemble	85	63	22	82	62	20	3	1	2	
Abus de confiance, escroquerie, tromperie : peines correctionnelles	38	Hommes	1 455	674	781	1 273	624	649	182	50	132	
		Femmes	304	186	118	282	176	106	22	10	12	
		Ensemble	1 759	860	899	1 555	800	755	204	60	144	
peines de police	39	Hommes	3	2	1	3	2	1	—	—	—	
		Femmes	1	1	—	1	1	—	—	—	—	
		Ensemble	4	3	1	4	3	1	—	—	—	
Recel	40	Hommes	295	162	133	272	153	119	23	9	14	
		Femmes	121	72	49	115	68	47	6	4	2	
		Ensemble	416	234	182	387	221	166	29	13	16	
Incendie : peines criminelles	41	Hommes	3	2	1	2	2	—	1	—	1	
		Femmes	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
		Ensemble	3	2	1	2	2	—	1	—	1	
peines correctionnelles	42	Hommes	21	10	11	19	10	9	2	—	2	
		Femmes	2	1	1	2	1	1	—	—	—	
		Ensemble	23	11	12	21	11	10	2	—	2	
Destruction et dommages : peines criminelles	43	Hommes	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
		Femmes	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
		Ensemble	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
peines correctionnelles	44	Hommes	401	195	206	353	179	174	48	16	32	
		Femmes	41	19	22	39	19	20	2	—	2	
		Ensemble	442	214	228	392	198	194	50	16	34	
peines de police	45	Hommes	170	83	87	151	77	74	10	6	13	
		Femmes	30	15	15	29	14	15	1	1	—	
		Ensemble	200	98	102	180	91	89	20	7	13	
Totaux		Hommes	23 791	12 487	11 307	21 767	11 825	9 942	2 027	662	1 365	
		Femmes	6 346	4 403	1 943	6 086	4 283	1 803	260	120	140	
		Ensemble	30 140	16 890	13 250	27 853	16 108	11 745	2 287	782	1 505	

APERÇUS RETROSPECTIF.

1. — Le sexe des condamnés.

On trouvera ci-dessous la répartition par sexe des individus condamnés, retenus annuellement par la statistique criminelle de 1955 à 1964 avec rappel des chiffres afférents à l'année 1930 et des moyennes relevées de 1930 à 1939 (1).

Tableau A. — NOMBRE D'HOMMES ET DE FEMMES CONDAMNÉS

ANNEES	Hommes	Femmes	TOTAL
1930	31 313	8 641	39 954
Moyennes relevées de 1930 à 1939	28 915	8 089	37 004
1955	20 604	6 086	26 690
1956	21 314	6 023	27 337
1957	20 512	5 793	26 305
1958	21 205	5 694	26 899
1959	22 090	6 117	28 207
1960	21 795	5 870	27 665
1961	22 446	5 981	28 427
1962	21 475	5 968	27 443
1963	20 962	5 943	26 905
1964	21 767	6 086	27 853

Le tableau ci-dessous établit, sur la base des données du tableau A, les pourcentages d'hommes et de femmes par 100 condamnés.

Tableau B. — POURCENTAGE D'HOMMES ET DE FEMMES CONDAMNÉS

ANNEES	Hommes	Femmes	TOTAL
1930	78,37	21,63	100
Moyennes relevées de 1930 à 1939	78,11	21,89	100
1955	77,20	22,80	
1956	77,97	22,03	
1957	77,98	22,02	
1958	78,83	21,17	
1959	78,31	21,69	100
1960	78,78	21,22	
1961	78,96	21,04	
1962	78,25	21,75	
1963	77,92	22,09	
1964	78,15	21,85	

Afin d'établir, mieux qu'il n'est possible de le faire à l'aide des seuls chiffres absolus, les variati-

(1) Voir pour les données annuelles, la publication consacrée aux années 1944 et 1945, pages 40 et 41.

ons du niveau de la criminalité des hommes, des femmes et de l'ensemble de la population, on a calculé, sur la base d'une part du nombre de condamnés (voir le tableau A ci-dessus) et d'autre part des chiffres de la population ayant atteint l'âge de la majorité criminelle (16 ans ; voir le relevé de la population au § 3 de l'Introduction générale) le taux de criminalité par 100.000 hommes, 100.000 femmes et 100.000 individus des deux sexes réunis. (1)

A titre de comparaison, les taux de criminalité correspondants de 1900, 1910, 1920, 1930, 1940 et 1950 se trouvent reproduits ci-dessous. (2)

ANNEES	Taux de criminalité par 100.000 habitants		
	Hommes	Femmes	Des deux sexes réunis
1900	1 873	553	1 205
1910	1 643	493	1 062
1920	1 022	462	735
1930	1 039	278	653
1940	789	273	526
1950	715	206	454

En adoptant comme base égale à 100 les taux moyens relevés de 1930 à 1939, le tableau C ci-dessous établit en outre les indices des taux de criminalité atteints de 1955 à 1964.

Tableau C. — TAUX DE LA CRIMINALITE PAR SEXE. INDICES DES TAUX DE CRIMINALITE DE 1955 à 1964

ANNEES	Taux de criminalité par 100.000 habitants			Indices des taux de criminalité		
	Hommes	Femmes	Ensem.	Hommes	Femmes	Ensem.
1930	1 039	278	653	—	—	—
Moyennes relevées de 1930 à 1939	945	256	595	100	100	100
1955	620	173	390	66	68	66
1956	640	171	399	68	67	67
1957	615	164	383	65	64	64
1958	637	161	392	67	63	66
1959	663	173	410	70	68	69
1960	654	165	402	69	64	68
1961	679	168	415	72	66	70
1962	645	167	397	68	65	67
1963	623	165	386	66	64	65
1964	639	168	396	68	66	67

(1) Dans la présente étude, le taux de criminalité est donc le rapport du nombre de condamnés à la population de 16 ans et plus.

(2) Pour 1900 et 1910 il a été fait abstraction, dans les calculs des taux de criminalité, des condamnés âgés de moins de 16 ans, qui, à l'époque, étaient compris dans les relevés de statistique criminelle. Les moins de 16 ans ne sont en effet sortis du droit pénal que depuis la loi du 15 mai 1912 sur la protection de l'enfance.

2. — Les antécédents judiciaires.

Le relevé n° 1 permet un aperçu rapide de la répartition des condamnés d'après leur état de primaires ou de récidivistes.

Tableau D. — NOMBRE DE PRIMAIRES ET DE RECIDIVISTES CONDAMNES

ANNEES	Primaires	Récidivistes	TOTAL
1930	23 249	16 705	39 954
Moyennes relevées de 1930 à 1939	20 661	16 343	37 004
1955	15 146	11 544	26 690
1956	15 356	11 981	27 337
1957	14 986	11 319	26 305
1958	15 082	11 817	26 899
1959	15 952	12 255	28 207
1960	15 896	11 769	27 665
1961	16 325	12 102	28 427
1962	16 006	11 437	27 443
1963	15 266	11 639	26 905
1964	16 108	11 745	27 853

Un examen plus approfondi de la récidive fait l'objet d'une section distincte (section VI) du présent volume.

On trouvera dans le tableau D une répartition des condamnés en primaires et récidivistes depuis 1955.

Le tableau E ci-dessous reproduit les pourcentages de primaires et de récidivistes condamnés annuellement de 1955 à 1964.

Tableau E. — POURCENTAGES DE PRIMAIRES ET DE RECIDIVISTES CONDAMNES

ANNEES	Primaires	Récidivistes	TOTAL
1930	58,19	41,81	100
Pourcentages moyens atteints de 1930 à 1939	55,74	44,26	100
1955	56,75	43,25	100
1956	56,17	43,83	
1957	56,97	43,03	
1958	56,07	43,93	
1959	56,55	43,45	
1960	57,46	42,54	
1961	57,43	42,57	
1962	58,32	41,68	
1963	56,74	43,26	
1964	57,83	42,17	

SECTION II.

ETAT CIVIL ET SITUATION DE FAMILLE

La forme adoptée pour le relevé n° 2 est similaire à celle du relevé n° 1, et convient particulièrement à l'examen de l'état civil des condamnés.

Elle permet en effet de répartir ces derniers par groupe d'état civil, d'après le sexe, la situation de famille, les antécédents judiciaires et l'infraction commise.

Relevé n° 2 — 1964 (suite).

NATURE DES INFRACTIONS	N° de la nomenclature	SEXE des condamnés	CELIBATAIRES		MARIÉS				
			Pri-maires	Réci-divistes	SANS ENFANTS		AVEC ENFANTS		
					Pri-maires	Réci-divistes	Pri-maires	Réci-divistes	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	
Vols et maraudages	34	Hommes	2	—	—	—	—	—	—
		Femmes	—	—	—	—	—	—	—
		Ensemble	2	—	—	—	—	—	—
peines correc.	35	Hommes	1 437	963	271	369	734	710	—
		Femmes	167	40	184	72	482	205	—
		Ensemble	1 604	1 003	455	441	1 216	915	—
peines de pol.	36	Hommes	15	5	11	11	9	12	—
		Femmes	6	—	6	3	23	3	—
		Ensemble	21	5	17	14	32	15	—
Banqueroute	37	Hommes	3	2	11	—	40	14	—
		Femmes	1	—	2	—	5	1	—
		Ensemble	4	2	13	—	45	15	—
Abus de confiance, escroquerie, tromperie	38	Hommes	162	157	111	120	323	291	—
		Femmes	27	16	33	21	103	46	—
		Ensemble	189	173	144	141	426	337	—
peines de pol.	39	Hommes	—	—	2	1	—	—	—
		Femmes	—	—	1	—	—	—	—
		Ensemble	—	—	3	1	—	—	—
Recel	40	Hommes	52	34	20	19	79	59	—
		Femmes	8	2	13	6	42	29	—
		Ensemble	60	36	33	25	121	88	—
Incendie	41	Hommes	—	—	—	—	2	—	—
		Femmes	—	—	—	—	—	—	—
		Ensemble	—	—	—	—	2	—	—
peines correc.	42	Hommes	4	5	—	1	6	2	—
		Femmes	—	—	—	—	1	—	—
		Ensemble	4	5	—	1	7	2	—
peines crim.	43	Hommes	—	—	—	—	—	—	—
		Femmes	—	—	—	—	—	—	—
		Ensemble	—	—	—	—	—	—	—
Destructions et dommages	44	Hommes	89	55	26	31	63	72	—
		Femmes	4	—	5	6	9	9	—
		Ensemble	93	55	31	37	72	81	—
peines de pol.	45	Hommes	33	21	16	20	26	26	—
		Femmes	1	—	5	3	7	9	—
		Ensemble	34	21	21	23	33	35	—
Totaux		Hommes	4 748	2 927	2 021	2 033	4 579	4 010	—
		Femmes	521	151	1 020	386	2 399	957	—
		Ensemble	5 269	3 078	3 041	2 419	6 978	4 967	—

VEUFS				DIVORCES				ETAT CIVIL INCONNU		TOTAL		
SANS ENFANTS		AVEC ENFANTS		SANS ENFANTS		AVEC ENFANTS		Pri-maires	Réci-divistes	Pri-maires	Réci-divistes	Primaires et réci-divistes réunis
Pri-maires	Réci-divistes	Pri-maires	Réci-divistes	Pri-maires	Réci-divistes	Pri-maires	Réci-divistes					
10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	2
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	2
9	26	10	24	15	80	15	46	—	—	2 491	2 218	4 709
18	13	21	6	5	26	8	24	—	—	885	386	1 271
27	39	31	30	20	106	23	70	—	—	3 376	2 604	5 980
—	1	1	—	—	1	—	—	—	—	36	30	66
3	—	—	—	1	1	—	—	—	—	39	7	46
3	1	1	—	1	2	—	—	—	—	75	37	112
—	—	—	—	—	2	—	—	—	—	54	18	72
—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	8	2	10
—	—	—	—	—	2	—	1	—	—	62	20	82
5	7	4	7	9	47	9	20	1	—	624	649	1 273
3	—	4	6	2	4	4	13	—	—	176	106	282
8	7	8	13	11	51	13	33	1	—	800	755	1 555
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	1	3
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	1	4
—	—	—	—	1	7	1	—	—	—	153	119	272
—	2	3	1	—	4	2	3	—	—	68	47	115
—	2	3	1	1	11	3	3	—	—	221	166	387
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	2
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	10	9	19
—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	2
—	1	—	—	—	1	—	—	—	—	11	10	21
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	1	1	2	—	10	—	3	—	—	179	174	353
—	—	—	2	1	1	—	2	—	—	19	20	39
—	1	1	4	1	11	—	5	—	—	198	194	392
—	—	2	1	—	5	—	1	—	—	77	74	151
—	2	—	—	—	—	1	1	—	—	14	15	29
—	2	2	1	—	5	1	2	—	—	91	89	180
70	99	109	112	160	464	133	296	5	1	11 825	9 942	21 767
70	48	96	40	66	86	111	134	—	1	4 283	1 803	6 086
140	147	205	152	226	550	244	430	5	2	16 108	11 745	27 853

APERÇUS RETROSPECTIFS.

1. — Etat civil des condamnés.

Les tableaux ci-après constituent le complément du relevé n° 2, consacré à l'état civil des condamnés.

— Le tableau A répartit, de 1955 à 1964 le nombre absolu des condamnés relevé annuellement par la statistique criminelle, d'après les critères combinés de l'état civil, de la situation de famille, des antécédents judiciaires et du sexe.

— Le tableau B établit l'importance relative de chaque groupe considéré à l'égard d'un total annuel constant de 100 condamnés.

En tête des tableaux se trouvent rappelées les moyennes se rapportant à la période 1930-1939.

Pour les données annuelles 1931-1943, il y a lieu de consulter la publication relative aux années 1944-1945, pages 56 à 61.

Il eût été intéressant de pouvoir calculer les taux de criminalité propres à chaque groupe d'état civil et de pouvoir constater, à l'aide de ces taux, les variations que subit, d'année en année, le niveau de la criminalité dans les groupes en question.

La répartition de la population d'après l'état civil n'étant faite qu'à l'occasion des recensements généraux, il n'a pas été possible de constituer les séries de base indispensables ; l'estimation de l'importance numérique des groupes d'état civil n'eût pas permis, d'autre part, d'établir les taux de criminalité avec assez de garanties d'exactitude.

2. — Situation de famille des condamnés.

Subsidiairement à l'examen de la criminalité

Tableau C. — NOMBRE DE CONDAMNÉS (MARIÉS, VEUFs ET DIVORCÉS), D'APRÈS LA SITUATION DE FAMILLE (1)

ANNEES	Condamnés mariés, veufs et divorcés		
	N'ayant pas d'enfants	Ayant des enfants	Total
1930	6 602	18 548	25 150
Moyennes relevées de 1930 à 1939	6 919	17 833	24 752
1955	6 020	12 901	18 921
1956	6 378	12 931	19 309
1957	6 136	12 563	18 699
1958	6 290	12 616	18 906
1959	6 594	13 171	19 765
1960	6 224	12 826	19 050
1961	6 516	13 230	19 746
1962	6 159	12 668	18 827
1963	6 052	12 545	18 597
1964	6 523	12 976	19 499

Tableau E. — NOMBRE DE CONDAMNÉS (TOUTES CATEGORIES), D'APRÈS LA SITUATION DE FAMILLE (2)

ANNEES	Condamnés		
	N'ayant pas d'enfants	Ayant des enfants	Total
1930	21 406	18 548	39 954
Moyennes relevées de 1930 à 1939	19 172	17 833	37 005
1955	13 789	12 901	26 690
1956	14 406	12 931	27 337
1957	13 742	12 563	26 305
1958	14 283	12 616	26 899
1959	15 036	13 171	28 207
1960	14 839	12 826	27 665
1961	15 197	13 230	28 427
1962	14 775	12 668	27 443
1963	14 360	12 545	26 905
1964	14 877	12 976	27 853

(1) Les condamnés célibataires et ceux dont l'état civil est inconnu ne sont pas pris en considération.
(2) Les condamnés célibataires et ceux dont l'état civil est indéterminé sont considérés comme n'ayant pas d'enfants.

sous l'angle de l'état civil, il peut ne pas être dénué d'intérêt de reproduire ci-dessous la répartition des condamnés d'après leur situation de famille. Celle-ci n'étant pas relevée en ce qui concerne les célibataires et les condamnés dont l'état civil est inconnu, les tableaux C et D ci-dessous ne concernent que les condamnés mariés, veufs et divorcés.

Les tableaux E et F par contre, regroupent toutes les catégories d'état civil, les condamnés célibataires et ceux dont l'état civil est inconnu étant considérés comme n'ayant pas d'enfants.

Pour les données annuelles de 1930 à 1943 on peut consulter la publication consacrée aux années 1944-1945, pages 60 et 61.

Tableau D. — POURCENTAGES DES CONDAMNÉS (MARIÉS, VEUFs ET DIVORCÉS), D'APRÈS LA SITUATION DE FAMILLE (1)

ANNEES	Condamnés mariés, veufs et divorcés		
	N'ayant pas d'enfants	Ayant des enfants	Total
1930	26,25	73,75	100
Pourcentages moyens de 1930 à 1939	27,98	72,02	100
1955	31,82	68,18	100
1956	33,03	66,97	
1957	32,81	67,19	
1958	30,06	69,94	
1959	33,36	66,64	
1960	32,67	67,33	
1961	33,00	67,00	
1962	32,71	67,29	
1963	32,54	67,46	
1964	33,45	66,55	

Tableau F. — POURCENTAGES DES CONDAMNÉS (TOUTES CATEGORIES), D'APRÈS LA SITUATION DE FAMILLE (2)

ANNEES	Condamnés		
	N'ayant pas d'enfants	Ayant des enfants	Total
1930	53,58	46,42	100
Pourcentages moyens de 1930 à 1939	51,77	48,23	100
1955	51,66	48,34	100
1956	52,70	47,30	
1957	52,24	47,76	
1958	53,10	46,90	
1959	53,31	46,69	
1960	53,64	46,36	
1961	53,46	46,54	
1962	53,84	46,16	
1963	53,37	46,63	
1964	53,41	46,59	

SECTION III. — PROFESSION ET ETAT SOCIAL DES CONDAMNÉS.

La répartition des condamnés d'après leur profession est faite comme suit :

Quatre groupes déterminant chacun un domaine d'activité économique sont pris en considération, notamment : agriculture et forêts, pêche, industrie, commerce.

Trois groupes d'activité dans le domaine social suivent : les professions libérales, les fonctions publiques et le service de la maison, des biens ou des personnes.

Constituent enfin des groupes principaux, les professions non déterminées et les absences de profession.

De sorte que la répartition totale se fait sur neuf groupes principaux.

En ce qui concerne les sous-groupes qui subdivisent les groupes principaux et y cherchent le domaine d'activité précise, il a fallu, au sein des quatre premiers groupes qui sont d'ordre nettement économique, établir l'état social des intéres-

sés, à savoir s'ils sont patron, employé, ouvrier, aidant ou éventuellement d'état social indéterminable.

A partir du groupe V (professions libérales), la recherche de l'état social ne s'impose plus par sous-groupe, l'état social étant déterminé par la profession elle-même, et les VIII^e et IX^e groupes ne nécessitent aucune subdivision.

C'est selon cette méthode que les hommes condamnés et les femmes condamnées sont successivement examinés dans le relevé n° 3 qui se termine par une récapitulation, énonçant par groupe principal les chiffres des deux sexes et celui des deux sexes réunis.

La nomenclature étendue des infractions n'a pas été suivie ; la nomenclature générique restreinte à l'usage de l'établissement de la récidive spéciale a été adoptée.

Il n'a pas été tenu compte non plus de la distinction des condamnés entre primaires et récidivistes.

Relevé n° 3 — A — 1964 (suite)

PROFESSIONS	ETAT SOCIAL	Crimes et délits de nature politique ou contraires à l'ordre public	Crimes et délits contre la sécurité publique	Vols, escroqueries, fraudes, tromperies, falsifications	Crimes et délits contre l'ordre des familles	Crimes et délits contre la moralité publique	Meurtrés ou lésions corporelles volontaires	Attentats à la liberté individuelle et à l'inviolabilité du domicile commis par des particuliers	Calomnies et injures	Destructions, dégradations, dommages	TOTAL
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
Industrie alimentaire	Patrons	12	4	58	21	10	22	2	1	2	132
	Employés	1	—	2	—	—	—	—	—	—	3
	Ouvriers	16	1	79	31	20	49	—	2	3	201
	Aidants	4	1	12	5	6	9	—	—	1	38
	Indéterm.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Industrie textile	Patrons	—	—	3	3	1	1	—	—	—	8
	Employés	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Ouvriers	26	3	87	39	36	71	2	2	12	278
	Aidants	1	—	1	—	—	2	—	—	—	4
	Indéterm.	1	—	—	—	—	—	—	—	—	1
Industrie du vêtement	Patrons	2	1	8	4	1	3	—	1	1	21
	Employés	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Ouvriers	2	1	13	10	3	3	1	—	—	33
	Aidants	—	—	1	—	—	—	—	—	—	1
	Indéterm.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Industrie de la construction	Patrons	18	2	37	33	9	37	1	—	2	139
	Employés	1	—	11	2	2	—	—	—	—	16
	Ouvriers	188	12	530	319	135	456	15	6	53	1 714
	Aidants	14	2	35	9	13	29	3	—	5	110
	Indéterm.	—	—	—	—	1	—	—	—	—	1
Industrie du bois et de l'ameublement	Patrons	2	—	2	7	—	2	—	—	—	13
	Employés	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Ouvriers	34	6	125	59	44	77	2	2	9	358
	Aidants	—	—	3	1	1	1	—	—	1	7
	Indéterm.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Industrie des peaux et des cuirs	Patrons	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Employés	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Ouvriers	6	1	30	7	11	20	—	—	—	75
	Aidants	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Indéterm.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Industrie du tabac	Patrons	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Employés	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Ouvriers	—	—	3	1	1	—	—	—	—	5
	Aidants	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Indéterm.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Industrie du papier	Patrons	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Employés	—	—	—	1	—	—	—	—	—	1
	Ouvriers	3	1	2	3	2	4	—	—	—	15
	Aidants	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Indéterm.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—

Relevé n° 3 — A — 1964 (suite)

PROFESSIONS	ETAT SOCIAL	Crimes et délits de nature politique ou contraires à l'ordre public	Crimes et délits contre la sécurité publique	Vols, escroqueries, fraudes, tromperies, falsifications	Crimes et délits contre l'ordre des familles	Crimes et délits contre la moralité publique	Meurtrés ou lésions corporelles volontaires	Attentats à la liberté individuelle et à l'inviolabilité du domicile commis par des particuliers	Calomnies et injures	Destructions, dégradations, dommages	TOTAL
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
Industrie du livre	Patrons	—	—	—	—	1	—	—	—	—	1
	Employés	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Ouvriers	2	—	10	5	7	3	—	—	—	27
	Aidants	—	—	2	1	—	—	—	—	—	3
	Indéterm.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Industrie d'art et de précision	Patrons	15	1	42	36	15	28	3	—	1	141
	Employés	4	—	13	12	7	8	—	—	2	46
	Ouvriers	45	4	117	82	30	61	2	—	2	343
	Aidants	2	—	6	—	5	3	—	—	—	16
	Indéterm.	—	—	—	1	—	—	—	—	—	1
Transport des voyageurs, des correspondances et des marchandises	Patrons	10	1	14	10	4	10	—	—	—	49
	Employés	6	—	5	9	5	5	1	—	—	31
	Ouvriers	280	16	958	539	160	558	8	6	45	2 570
	Aidants	—	—	3	—	2	2	—	—	—	7
	Indéterm.	—	—	1	—	—	—	—	—	—	1
Total	Patrons	63	9	171	118	43	105	6	2	6	523
	Employés	13	—	34	28	15	14	1	—	4	109
	Ouvriers	861	78	2 679	1 523	678	2 146	43	25	198	8 231
	Aidants	21	3	81	20	32	57	4	1	8	227
	Indéterm.	6	—	7	3	3	9	—	—	—	28
		964	90	2 972	1 692	771	2 331	54	28	216	9 118

IV. — Commerce

Achat, vente et location des produits industriels et agricoles	Patrons	115	10	239	125	54	214	1	7	20	785
	Employés	15	2	44	17	4	15	—	2	1	100
	Ouvriers	40	5	122	57	25	67	2	3	5	326
	Aidants	3	—	13	2	—	9	—	—	1	28
	Indéterm.	—	—	1	—	—	2	—	—	—	3
Banques, assurances, intermédiaires commerciaux, industrie hôtelière	Patrons	47	2	120	57	30	74	—	2	7	339
	Employés	84	4	315	180	69	100	4	2	7	765
	Ouvriers	25	2	77	55	37	40	1	1	4	242
	Aidants	3	—	13	3	1	6	—	—	—	26
	Indéterm.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total	Patrons	162	12	359	182	84	288	1	9	27	1 124
	Employés	99	6	359	197	73	115	4	4	8	865
	Ouvriers	65	7	199	112	62	107	3	4	9	568
	Aidants	6	—	26	5	1	15	—	—	1	54
	Indéterm.	—	—	1	—	—	2	—	—	—	3
		332	25	944	496	220	527	8	17	45	2 614

Relevé n° 3 — B — 1964 (suite)

PROFESSIONS	ETAT SOCIAL	Crimes et délits de nature politique ou contraires à l'ordre public	Crimes et délits contre la sécurité publique	Vol, escroqueries, fraudes, tromperies, falsifications	Crimes et délits contre l'ordre des familles	Crimes et délits contre la moralité publique	Meurtres ou lésions corporelles volontaires	Attentats à la liberté individuelle et à l'inviolabilité du domicile commis par des particuliers	Calomnies et injures	Destructions, dégradations, dommages	TOTAL
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
Industrie du livre	Patronnes	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Employées	—	—	—	—	1	—	—	—	—	1
	Ouvrières	—	—	—	—	1	—	—	—	—	1
	Aidantes	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Indéterm.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Industrie d'art et de précision	Patronnes	—	—	3	2	—	—	—	—	—	5
	Employées	—	—	1	1	—	—	—	—	—	2
	Ouvrières	2	—	2	3	1	1	1	—	—	10
	Aidantes	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Indéterm.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Transport des voyageurs, des correspondances et des marchandises	Patronnes	1	—	—	1	—	—	—	—	—	2
	Employées	—	—	1	—	—	—	—	—	—	1
	Ouvrières	4	—	13	10	—	7	—	—	—	34
	Aidantes	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Indéterm.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total	Patronnes	1	—	6	10	4	1	—	—	—	22
	Employées	—	—	2	2	2	—	—	—	—	6
	Ouvrières	24	1	110	131	28	59	3	—	2	358
	Aidantes	—	—	1	1	1	—	—	—	—	3
	Indéterm.	—	—	—	2	—	1	—	—	—	3
		25	1	119	146	35	61	3	—	2	392

IV. — Commerce

Achat, vente et location des produits industriels et agricoles	Patronnes	23	1	71	68	36	49	—	5	3	256
	Employées	1	—	4	2	1	—	—	—	—	8
	Ouvrières	4	—	34	36	10	9	1	—	—	94
	Aidantes	1	—	—	2	—	3	—	—	1	7
	Indéterm.	—	—	2	—	—	1	—	—	—	3
Banques, assurances, intermédiaires commerciaux, industrie hôtelière	Patronnes	16	—	40	36	38	34	1	1	1	167
	Employées	4	1	21	57	11	7	—	—	—	101
	Ouvrières	14	2	49	62	37	38	—	1	3	206
	Aidantes	1	—	4	2	2	1	—	—	—	10
	Indéterm.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total	Patronnes	39	1	111	104	74	83	1	6	4	423
	Employées	5	1	25	59	12	7	—	—	—	109
	Ouvrières	18	2	83	98	47	47	1	1	3	300
	Aidantes	2	—	4	4	2	4	—	—	1	17
	Indéterm.	—	—	2	—	—	1	—	—	—	3
		64	4	225	265	135	142	2	7	8	852

Relevé n° 3 — B — 1964 (suite)

PROFESSIONS	Crimes et délits de nature politique ou contraires à l'ordre public	Crimes et délits contre la sécurité publique	Vol, escroqueries, fraudes, tromperies, falsifications	Crimes et délits contre l'ordre des familles	Crimes et délits contre la moralité publique	Meurtres ou lésions corporelles volontaires	Attentats à la liberté individuelle et à l'inviolabilité du domicile commis par des particuliers	Calomnies et injures	Destructions, dégradations, dommages	TOTAL
1-2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12

V. — Professions libérales

Professions relatives à l'exercice de l'art de guérir	2	—	17	16	1	4	—	—	2	42
Professions relatives aux sciences, aux lettres et aux arts	6	1	11	9	8	6	—	—	—	41
Cultes	—	—	—	1	—	—	—	—	—	1
Organismes scientifiques, littéraires ou autres indépendants de l'Etat, des provinces et des communes	—	—	—	2	—	—	—	—	—	2
Professions libérales diverses	—	—	8	8	—	—	—	—	—	16
Total	8	1	36	36	9	10	—	—	2	102

VI. — Fonctions et emplois dépendant de l'Etat et des administrations publiques

Entreprises des administrations publiques : eau, gaz, voirie, inhumations, terrains, parcs, etc.	—	—	1	1	—	—	—	—	—	2
Institutions d'assistance communales	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1
Pouvoir judiciaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Personnel enseignant	1	—	3	4	1	—	—	—	—	9
Armée	—	—	—	1	—	—	—	—	—	1
Fonctionnaires et employés d'ordre administratif	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total	1	—	4	6	1	—	—	1	—	13

VII. — Service de la maison, des biens et des personnes

Garde et gestion de propriétés	—	—	1	2	—	—	—	—	—	3
Service domestique et des personnes	10	1	85	79	24	21	—	2	2	224
Soins personnels	2	—	16	20	3	3	—	—	—	44
Total	12	1	102	101	27	24	—	2	2	271

VIII. — Personnes exerçant des professions insuffisamment déterminées

	62	2	337	520	88	122	1	6	9	1 147
--	----	---	-----	-----	----	-----	---	---	---	-------

IX. — Personnes ne vivant pas de l'exercice d'une profession déterminée

	171	11	1 193	1 065	177	553	2	56	46	3 274
Total général des femmes condamnées	345	20	2 031	2 145	475	919	8	73	70	6 086

C. — RÉCAPITULATION, PAR GROUPES PROFESSIONNELS PRINCIPAUX,
DES RELEVÉS N° 3 A ET B. — ANNÉE 1964.

Relevé n° 3 — 1964 (suite)

PROFESSIONS	ETAT SOCIAL	Crimes et délits de nature politique ou contraires à l'ordre public	Crimes et délits contre la sécurité publique	Vol, escroqueries, fraudes, tromperies, falsifications	Crimes et délits contre l'ordre des familles	Crimes et délits contre la moralité publique	Meurtrès ou lésions corporelles volontaires	Atteintes à la liberté individuelle et à l'intimité du domicile commises par des particuliers	Calomnies et injures	Destructions, dégradations, dommages	TOTAL
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
I. Agriculture et forêts	Hommes	67	13	170	40	44	196	5	5	25	565
	Femmes	2	—	14	5	2	7	—	1	1	32
	Ensemble	69	13	184	45	46	203	5	6	26	597
II. Pêche	Hommes	21	1	63	12	8	44	—	—	3	152
	Femmes	—	—	1	1	1	—	—	—	—	3
	Ensemble	21	1	64	13	9	44	—	—	3	155
III. Industrie	Hommes	964	90	2 972	1 692	771	2 331	54	28	216	9 118
	Femmes	25	1	119	146	35	61	3	—	2	392
	Ensemble	989	91	3 091	1 838	806	2 392	57	28	218	9 510
IV. Commerce	Hommes	332	25	944	496	220	527	8	17	45	2 614
	Femmes	64	4	225	265	135	142	2	7	8	852
	Ensemble	396	29	1 169	761	355	669	10	24	53	3 466
V. Professions libérales	Hommes	47	2	111	76	34	40	1	1	1	313
	Femmes	8	1	36	36	9	10	—	—	2	102
	Ensemble	55	3	147	112	43	50	1	1	3	415
VI. Fonctions publiques	Hommes	40	1	78	85	42	58	2	6	8	320
	Femmes	1	—	4	6	1	—	—	1	—	13
	Ensemble	41	1	82	91	43	58	2	7	8	333
VII. Service de la maison, des biens et des personnes	Hommes	9	1	56	30	22	27	—	—	2	147
	Femmes	12	1	102	101	27	24	—	2	2	271
	Ensemble	21	2	158	131	49	51	—	2	4	418
VIII. Professions non déterminées	Hommes	723	82	2 517	1 141	750	1 774	54	23	170	7 234
	Femmes	62	2	337	520	88	122	1	6	9	1 147
	Ensemble	785	84	2 854	1 661	838	1 896	55	29	179	8 381
IX. Sans profession	Hommes	134	14	456	133	148	342	7	14	56	1 304
	Femmes	171	11	1 193	1 065	177	553	2	56	46	3 274
	Ensemble	305	25	1 649	1 198	325	895	9	70	102	4 578
Total hommes		2 337	229	7 367	3 705	2 039	5 339	131	94	526	21 767
Total femmes		345	20	2 031	2 145	475	919	8	73	70	6 086
Total général		2 682	249	9 398	5 850	2 514	6 258	139	167	596	27 853

APERÇUS RETROSPECTIFS.

1. — Profession des condamnés.

Les deux tableaux qui suivent constituent le complément du relevé n° 3 et spécialement de sa récapitulation (3. C.).

Le tableau A est consacré à la répartition des condamnés par groupe professionnel principal.

Le tableau B fournit les pourcentages annuels des condamnés appartenant à chacun de ces groupes.

Dans les deux tableaux, la distinction par sexe a été maintenue, comme pouvant être d'intérêt particulier dans des aperçus de l'espèce.

Il n'a pas été possible d'établir les taux de criminalité pour chacun des groupes professionnels considérés, l'importance numérique de ces groupes n'étant pas connue.

2. — Etat social des condamnés.

On a essayé de donner ci-dessous un aperçu de la répartition annuelle des condamnés d'après leur état social.

Ceux qui appartiennent aux groupes professionnels I à IV n'offrent à cet égard aucune difficulté, puisque leur état social est indiqué dans le relevé n° 3.

Il est plus difficile cependant de classer les condamnés appartenant aux autres groupes professionnels d'après des critères identiques.

Aussi a-t-on utilisé, pour les tableaux C et D

Tableau C. — NOMBRE DE CONDAMNES PAR ETAT SOCIAL.

ANNEES	SEXE	Patrons	Personnes exerçant une profession libérale	Employés	Ouvriers	Aidants	Sans profession (Rentiers, ménagères, personnes à charge ou vivant de la charité publique ou privée)	Condition sociale indéterminée	TOTAL
1956	Hommes	2 964	211	1 904	10 581	290	1 014	4 350	21 314
	Femmes	631	28	252	931	17	3 368	796	6 023
	Ensemble	3 595	239	2 156	11 512	307	4 382	5 146	27 337
1957	Hommes	2 513	225	1 668	10 283	271	983	4 569	20 512
	Femmes	617	28	251	821	10	3 330	736	5 793
	Ensemble	3 130	253	1 919	11 104	281	4 313	5 305	26 305
1958	Hommes	2 496	227	1 788	10 404	457	1 056	4 777	21 205
	Femmes	678	19	288	729	21	3 208	751	5 694
	Ensemble	3 174	246	2 076	11 133	478	4 264	5 528	26 899
1959	Hommes	2 533	252	1 957	10 986	501	1 081	4 780	22 090
	Femmes	603	46	330	852	24	3 526	736	6 117
	Ensemble	3 136	298	2 287	11 838	525	4 607	5 516	28 207
1960	Hommes	2 295	281	2 096	10 470	612	1 235	4 806	21 795
	Femmes	498	52	349	867	28	3 329	747	5 870
	Ensemble	2 793	333	2 445	11 337	640	4 564	5 553	27 665
1961	Hommes	2 310	247	2 293	10 964	385	1 177	5 070	22 446
	Femmes	559	53	337	948	16	3 288	780	5 981
	Ensemble	2 869	300	2 630	11 912	401	4 465	5 850	28 427
1962	Hommes	2 314	189	2 018	10 119	354	1 273	5 208	21 475
	Femmes	566	58	333	918	17	3 215	861	5 968
	Ensemble	2 880	247	2 351	11 037	371	4 488	6 069	27 443
1963	Hommes	2 010	208	1 458	9 243	322	1 290	6 431	20 962
	Femmes	478	44	177	920	32	3 274	1 018	5 943
	Ensemble	2 488	252	1 635	10 163	354	4 564	7 449	26 905
1964	Hommes	1 842	313	1 380	9 347	315	1 304	7 266	21 767
	Femmes	453	102	176	906	22	3 274	1 153	6 086
	Ensemble	2 295	415	1 556	10 253	337	4 578	8 419	27 853

ci-après, une nomenclature établie comme suit :

1) Les condamnés patrons appartenant aux groupes professionnels I à IV forment une première catégorie.

2) Viennent ensuite les personnes exerçant une profession libérale et qui, à maint point de vue, se différencient socialement des patrons repris dans la rubrique précédente.

3) Comme troisième catégorie, on a relevé les employés appartenant aux groupes professionnels I à IV, les agents des services publics (groupe VI), ainsi que certains condamnés appartenant au groupe VII (à savoir les gérants et gardiens de

propriété et les personnes chargées de soins personnels).

4) Une quatrième catégorie groupe les ouvriers des groupes professionnels I à IV et certains condamnés du groupe VII, à savoir ceux qui sont affectés au service domestique et des personnes.

5) Les aidants des groupes I à IV forment une catégorie distincte.

6) Les personnes appartenant au groupe IX (ne vivant pas de l'exercice d'une profession : rentiers, ménagères, personnes à charge ou vivant de la charité publique ou privée) constituent un

groupe social qu'il n'a pas été possible de scinder, mais dans lequel la distinction par sexe permet néanmoins d'isoler les femmes, dont la masse est constituée par les ménagères.

7) Enfin une dernière catégorie comprend les condamnés des groupes professionnels I à IV dont la situation sociale au sein de leur groupe professionnel ne peut être établie, et ceux du groupe VIII dont l'activité professionnelle ne rentre sous aucune rubrique ou est inavouable : bricoleurs, trafiquants, aventuriers, souteneurs, etc.

Tableau D. — POURCENTAGE DES CONDAMNES PAR ETAT SOCIAL.

ANNEES	SEXE	Patrons	Personnes exerçant une profession libérale	Employés	Ouvriers	Aidants	Sans profession (Rentiers, ménagères, personnes à charge ou vivant de la charité publique ou privée)	Condition sociale indéterminée	TOTAL
1956	Hommes	10,84	0,77	6,97	38,71	1,06	3,71	15,91	77,97
	Femmes	2,31	0,10	0,92	3,40	0,06	12,32	2,92	22,03
	Ensemble	13,15	0,87	7,89	42,11	1,12	16,03	18,83	100,00
1957	Hommes	9,55	0,86	6,34	39,09	1,03	3,74	17,37	77,98
	Femmes	2,34	0,11	0,95	3,12	0,04	12,66	2,80	22,02
	Ensemble	11,89	0,97	7,29	42,21	1,07	16,40	20,17	100,00
1958	Hommes	9,28	0,84	6,65	38,68	1,70	3,92	17,76	78,83
	Femmes	2,52	0,07	1,07	2,71	0,08	11,93	2,79	21,17
	Ensemble	11,80	0,91	7,72	41,39	1,78	15,85	20,55	100,00
1959	Hommes	8,98	0,89	6,94	38,95	1,78	3,83	16,94	78,31
	Femmes	2,14	0,17	1,17	3,02	0,08	12,50	2,61	21,69
	Ensemble	11,12	1,06	8,11	41,97	1,86	16,33	19,55	100,00
1960	Hommes	8,30	1,01	7,58	37,85	2,21	4,46	17,37	78,78
	Femmes	1,80	0,19	1,26	3,13	0,10	12,04	2,70	21,22
	Ensemble	10,10	1,20	8,84	40,98	2,31	16,50	20,07	100,00
1961	Hommes	8,13	0,87	8,07	38,57	1,35	4,14	17,83	78,96
	Femmes	1,96	0,19	1,18	3,33	0,06	11,57	2,75	21,04
	Ensemble	10,09	1,06	9,25	41,90	1,41	15,71	20,58	100,00
1962	Hommes	8,43	0,69	7,35	36,87	1,29	4,64	18,98	78,25
	Femmes	2,06	0,21	1,21	3,35	0,06	11,72	3,14	21,75
	Ensemble	10,49	0,90	8,56	40,22	1,35	16,36	22,12	100,00
1963	Hommes	7,47	0,78	5,42	34,35	1,20	4,79	23,90	77,91
	Femmes	1,78	0,16	0,66	3,42	0,12	12,17	3,78	22,09
	Ensemble	9,25	0,94	6,08	37,77	1,32	16,96	27,68	100,00
1964	Hommes	6,61	1,12	4,96	33,56	1,13	4,68	26,09	78,15
	Femmes	1,63	0,37	0,63	3,25	0,08	11,76	4,13	21,85
	Ensemble	8,24	1,49	5,59	36,81	1,21	16,44	30,22	100,00

SECTION IV. — AGE DES CONDAMNÉS.

L'âge des condamnés est présenté sous deux formes différentes.

Le relevé n° 4 se contente d'une échelle restreinte des âges, ceux-ci étant considérés de dix en dix ans, avec comme premier groupe, les condamnés de moins de 21 ans et comme dernier groupe ceux de 60 ans et plus.

Il tient compte de la nature de l'infraction et du sexe.

L'âge des condamnés des deux sexes réunis étant énoncé, ce relevé permet un examen rapide mais sommaire de la question.

Le relevé n° 5 est destiné à un examen plus approfondi de la matière. Fractionné en trois parties, A, B et C, une pour chacun des deux sexes et une pour les deux réunis, il fait la distinction entre primaires et récidivistes tout en tenant compte de la nature de l'infraction.

Les âges y sont en principe distancés de cinq en cinq ans, allant des condamnés de 16 ans à ceux de plus de 70 ans.

Chacun des relevés n° 4 et 5 prévoit une catégorie supplémentaire pour âge inconnu, de sorte que le premier porte sur sept catégories et le second sur treize.

Relevé n° 4. — AGE DES CONDAMNÉS, EN SEPT CATEGORIES, PAR SEXE ET PAR NATURE D'INFRACTIONS. - ANNEE 1964

Table with 19 columns: Nature des infractions, Numéros de la nomenclature, and age categories (de moins de 21 ans, de 21 à 30 ans, etc.). Rows list various crime types like 'Atteinte à la sûreté de l'Etat' and 'Meurtre'.

* H = Hommes; F = Femmes; E = Ensemble.

C. — TOTAL DES DEUX SEXES

Relevé n° 5 (suite).

Table with columns for 'NATURE DES INFRACTIONS', 'AGE QUE LES CONDAMNÉS AVAIENT', and counts for primary and recidivistic offenses across age groups.

ANNEE 1964

Table with columns for 'AU MOMENT OU ILS COMMIRENT LEUR INFRACTION', 'TOTAL', and 'Nombres de la nomenclature'. Includes a 'Totaux' row at the bottom.

Aperçus rétrospectifs.

Age des condamnés.

Dans le choix des groupes d'âge pris en considération dans cet aperçu, on s'est arrêté en principe aux catégories servant à l'élaboration du relevé n° 4, mais en subdivisant les groupes extrêmes, de façon à isoler les condamnés de moins de 18 et ceux de 70 ans et plus.

Cette façon de procéder poursuit un double but : d'une part l'intérêt des données statistiques relatives à la criminalité des jeunes justifie un relevé séparé des moins de 18 ans ; d'autre part, conformément aux "Directives pour l'établissement des statistiques criminelles" dont question dans l'avant-propos, on s'est efforcé de considérer les âges de dix en dix ans, et il est apparu logique de maintenir cette division en ce qui concerne les vieillards de 60 ans et plus.

Dans les tableaux A et B ci-dessous, on a donc fait une catégorie spéciale des condamnés de 70 ans et plus ; les condamnés dont l'âge est inconnu ont également été relevés séparément : ces deux groupes sont résiduels en raison de la modicité de leur importance numérique. Aussi ne se prêtent-ils pas au calcul des taux de criminalité et des indices de ces taux (tableaux C et D), la loi des grands nombres ne pouvant, en l'occurrence, trouver son application.

Dans tous les tableaux la distinction par sexe a été maintenue, les influences qui déterminent la criminalité étant vraisemblablement différentes dans les deux cas.

Les tableaux A et B se rapportent, le premier aux nombres absolus, le second aux pourcentages annuels des condamnés de chaque groupe d'âge, répartis par sexe.

Le tableau C se rapporte aux différents taux de criminalité, annuellement constatés dans les groupes de 16 à moins de 70 ans. Il indique le nombre de condamnés par 100.000 individus appartenant à chaque groupe d'âge considéré.

On trouvera toutes les indications relatives à la population ayant atteint l'âge de la majorité criminelle dans le § 3 de l'introduction générale.

Rappelons, a propos de l'établissement des taux, la note de la page 25.

Le tableau D est consacré à l'établissement d'un indice du taux de criminalité, pour chaque groupe d'âge de 16 à moins de 70 ans : il établit, sur la base réduite à 100 des taux moyens relevé de 1930 à 1939, les indices atteints depuis 1955.

Il est à noter que si les taux et indices par groupe d'âge des tableaux C et D ne sont pas établis pour les individus de 70 ans et plus et pour ceux dont l'âge est inconnu, les données reprises dans la dernière colonne de ces tableaux sont établies sur la base de l'ensemble de la population de 16 ans et plus et tiennent compte de tous les condamnés, y compris ceux de 70 ans et plus et ceux dont l'âge est inconnu.

A. — NOMBRE DE CONDAMNÉS PAR GROUPE D'ÂGE.

AN-NEES	SEXE	De 16 ans à — de 18 ans	De 18 ans à — de 21 ans	De 21 ans à — de 30 ans	De 30 ans à — de 40 ans	De 40 ans à — de 50 ans	De 50 ans à — de 60 ans	De 60 ans à — de 70 ans	De 70 ans et plus	Age inconnu	TOTAL
Chiffres moyens relevés de 1930 à 1939 (1)	Hommes	661	1 799	9 332	8 768	4 906	2 461	817	166	5	28 915
	Femmes	193	429	2 231	2 568	1 593	768	252	55	1	8 090
	Ensemble	854	2 228	11 563	11 336	6 499	3 229	1 069	221	6	37 005
1955	Hommes	481	1 219	6 236	5 413	4 224	2 335	405	291	—	20 604
	Femmes	111	377	1 799	1 634	1 267	714	114	70	—	6 086
	Ensemble	592	1 596	8 035	7 047	5 491	3 049	519	361	—	26 690
1956	Hommes	742	1 628	6 386	5 445	4 137	2 325	375	276	—	21 314
	Femmes	191	461	1 777	1 549	1 154	726	86	79	—	6 023
	Ensemble	933	2 089	8 163	6 994	5 291	3 051	461	355	—	27 337
1957	Hommes	778	1 681	6 271	5 434	3 371	2 374	378	225	—	20 512
	Femmes	146	421	1 653	1 697	1 030	654	125	67	—	5 793
	Ensemble	924	2 102	7 924	7 131	4 401	3 028	503	292	—	26 305
1958	Hommes	670	1 660	6 667	5 728	3 382	2 309	537	250	2	21 205
	Femmes	129	359	1 564	1 677	1 035	692	172	65	1	5 694
	Ensemble	799	2 019	8 231	7 405	4 417	3 001	709	315	3	26 899
1959	Hommes	617	1 853	7 153	6 100	3 434	2 211	516	205	1	22 090
	Femmes	95	374	1 817	1 871	1 042	700	162	56	—	6 117
	Ensemble	712	2 227	8 970	7 971	4 476	2 911	678	261	1	28 207
1960	Hommes	653	1 644	7 138	6 155	3 250	2 192	473	288	2	21 795
	Femmes	124	315	1 772	1 796	974	655	161	73	—	5 870
	Ensemble	777	1 959	8 910	7 951	4 224	2 847	634	361	2	27 665
1961	Hommes	743	1 596	7 525	6 489	3 291	2 122	531	148	1	22 446
	Femmes	155	344	1 735	1 888	992	641	190	36	—	5 981
	Ensemble	898	1 940	9 260	8 377	4 283	2 763	721	184	1	28 427
1962	Hommes	861	1 700	7 105	6 208	3 052	1 817	591	141	—	21 475
	Femmes	163	335	1 773	1 839	1 033	579	212	34	—	5 968
	Ensemble	1 024	2 035	8 887	8 047	4 085	2 396	803	175	—	27 443
1963	Hommes	538	1 644	7 048	6 064	3 175	1 819	552	121	1	20 962
	Femmes	97	360	1 725	1 842	1 092	585	199	43	—	5 943
	Ensemble	635	2 004	8 773	7 906	4 267	2 404	751	164	1	26 905
1964	Hommes	487	1 789	7 050	6 614	3 421	1 815	501	90	—	21 767
	Femmes	66	347	1 750	1 934	1 142	661	159	27	—	6 086
	Ensemble	553	2 136	8 800	8 548	4 563	2 476	660	117	—	27 853

(1) Pour les données détaillées par année de compte, consulter la publication relative aux années 1944-45, page 103.

B. — POURCENTAGE DES CONDAMNÉS PAR GROUPE D'ÂGE.

AN-NEES	SEXE	De 16 ans à — de 18 ans	De 18 ans à — de 21 ans	De 21 ans à — de 30 ans	De 30 ans à — de 40 ans	De 40 ans à — de 50 ans	De 50 ans à — de 60 ans	De 60 ans à — de 70 ans	De 70 ans et plus	Age inconnu	TOTAL
Chiffres moyens relevés de 1930 à 1939 (1)	Hommes	1,80	4,79	25,06	23,76	13,32	6,68	2,22	0,46	0,02	78,11
	Femmes	0,52	1,15	6,02	6,96	4,32	2,09	0,68	0,15	—	21,89
	Ensemble	2,32	5,94	31,08	30,72	17,64	8,77	2,90	0,61	0,02	100,00
1955	Hommes	1,80	4,57	23,36	20,28	15,83	8,75	1,52	1,09	—	77,20
	Femmes	0,42	1,41	6,74	6,12	4,75	2,67	0,43	0,26	—	22,80
	Ensemble	2,22	5,98	30,10	26,40	20,58	11,42	1,95	1,35	—	100,00
1956	Hommes	2,71	5,95	23,38	19,92	15,13	8,50	1,37	1,01	—	77,97
	Femmes	0,70	1,69	6,48	5,67	4,22	2,66	0,32	0,29	—	22,03
	Ensemble	3,41	7,64	29,86	25,59	19,35	11,16	1,69	1,30	—	100,00
1957	Hommes	2,96	6,39	23,84	20,66	12,82	9,02	1,44	0,85	—	77,98
	Femmes	0,56	1,60	6,28	6,45	3,92	2,49	0,47	0,25	—	22,02
	Ensemble	3,52	7,99	30,12	27,11	16,74	11,51	1,91	1,10	—	100,00
1958	Hommes	2,49	6,17	24,79	21,30	12,57	8,58	2,00	0,93	—	78,83
	Femmes	0,48	1,33	5,82	6,24	3,85	2,57	0,64	0,24	—	21,17
	Ensemble	2,97	7,50	30,61	27,54	16,42	11,15	2,64	1,17	—	100,00
1959	Hommes	2,18	6,57	25,36	21,63	12,17	7,84	1,83	0,73	—	78,31
	Femmes	0,34	1,33	6,44	6,63	3,70	2,48	0,57	0,20	—	21,69
	Ensemble	2,52	7,90	31,80	28,26	15,87	10,32	2,40	0,93	—	100,00
1960	Hommes	2,36	5,94	25,80	22,25	11,75	7,92	1,71	1,05	—	78,78
	Femmes	0,45	1,14	6,41	6,49	3,52	2,37	0,58	0,26	—	31,22
	Ensemble	2,81	7,08	32,21	28,74	15,27	10,29	2,29	1,31	—	100,00
1961	Hommes	2,61	5,61	26,47	22,83	11,58	7,47	1,87	0,52	—	78,96
	Femmes	0,55	1,21	6,10	6,64	3,49	2,25	0,67	0,13	—	21,04
	Ensemble	3,16	6,82	32,57	29,47	15,07	9,72	2,54	0,65	—	100,00
1962	Hommes	3,14	6,20	25,89	22,62	11,12	6,62	2,15	0,51	—	78,25
	Femmes	0,59	1,22	6,46	6,70	3,77	2,11	0,77	0,13	—	21,75
	Ensemble	3,73	7,42	32,35	29,32	14,89	8,73	2,92	0,64	—	100,00
1963	Hommes	2,00	6,11	26,20	22,54	11,80	6,76	2,05	0,45	—	77,91
	Femmes	0,36	1,34	6,41	6,85	4,06	2,17	0,74	0,16	—	22,09
	Ensemble	2,36	7,45	32,61	29,39	15,86	8,93	2,79	0,61	—	100,00
1964	Hommes	1,75	6,42	25,31	23,75	12,28	6,52	1,80	0,32	—	78,15
	Femmes	0,24	1,25	6,28	6,94	4,10	2,37	0,57	0,10	—	21,85
	Ensemble	1,99	7,67	31,59	30,69	16,38	8,89	2,37	0,42	—	100,00

(1) Voir note au bas du tableau précédent.

C. — TAUX DE CRIMINALITE,
PAR 100.000 INDIVIDUS DE CHAQUE GROUPE D'ÂGE

AN-NEES	SEXE	De 16 ans à — de 18 ans	De 18 ans à — de 21 ans	De 21 ans à — de 30 ans	De 30 ans à — de 40 ans	De 40 ans à — de 50 ans	De 50 ans à — de 60 ans	De 60 ans à — de 70 ans	TOTAL (1)
Taux moyens relevés de 1930 à 1939 (Cf. Tab. D)	Hommes	567	1 036	1 542	1 296	911	540	257	945
	Femmes	168	251	376	382	282	161	73	256
	Ensemble	369	646	965	841	589	346	161	595
1955	Hommes	411	704	1 081	904	678	404	107	620
	Femmes	95	221	315	283	202	115	25	173
	Ensemble	254	465	698	600	440	255	62	390
1956	Hommes	675	931	1 121	876	688	398	97	640
	Femmes	175	267	315	258	191	117	18	171
	Ensemble	426	601	720	573	439	253	54	399
1957	Hommes	779	956	1 115	836	585	401	96	615
	Femmes	149	242	296	271	179	104	26	164
	Ensemble	468	601	708	559	382	249	58	383
1958	Hommes	679	979	1 204	848	618	388	134	637
	Femmes	135	213	284	257	189	110	35	161
	Ensemble	411	597	745	558	403	245	80	392
1959	Hommes	557	1 183	1 305	893	641	370	126	663
	Femmes	89	241	333	282	194	111	32	173
	Ensemble	327	714	820	592	418	237	74	410
1960	Hommes	542	1 091	1 327	909	599	367	113	654
	Femmes	106	213	330	272	180	104	31	165
	Ensemble	327	657	829	594	390	232	68	402
1961	Hommes	601	1 005	1 418	982	615	367	125	679
	Femmes	129	224	328	286	183	104	37	168
	Ensemble	368	621	874	634	398	231	77	415
1962	Hommes	636	975	1 370	940	569	315	135	645
	Femmes	125	200	346	279	190	94	40	167
	Ensemble	385	595	861	610	378	201	83	397
1963	Hommes	368	887	1 360	920	586	316	125	623
	Femmes	69	202	342	282	199	96	37	165
	Ensemble	221	551	857	603	391	203	77	386
1964	Hommes	334	890	1 332	1 002	623	317	111	639
	Femmes	47	180	346	299	205	109	29	168
	Ensemble	193	543	851	654	413	210	66	396

1. Voir paragraphe final de l'introduction de ce tableau.

D. — INDICE DU TAUX DE CRIMINALITE
PAR 100.000 INDIVIDUS DE CHAQUE GROUPE D'AGE.

AN-NEES	SEXE	De 16	De 18	De 21	De 30	De 40	De 50	De 60	TOTAL (1)	
		ans à — de 18 ans	ans à — de 21 ans	ans à — de 30 ans	ans à — de 40 ans	ans à — de 50 ans	ans à — de 60 ans	ans à — de 70 ans		
INDICES EN	Taux de moyen de la criminalité de 1930 à 1939 (Cf. Tableau C)	Hommes	567	1 036	1 542	1 296	911	540	257	945
		Femmes	168	251	376	382	282	161	73	256
		Ensemble	369	646	965	841	589	346	161	595
			100							
	1955	Hommes	72	68	70	70	74	75	42	66
		Femmes	57	88	84	74	72	71	34	68
		Ensemble	69	72	72	71	74	74	39	66
	1956	Hommes	119	90	73	68	76	74	38	68
		Femmes	104	109	84	68	68	73	25	67
		Ensemble	115	93	75	68	75	73	34	67
	1957	Hommes	137	92	72	65	64	74	37	65
		Femmes	89	96	79	71	63	65	36	64
		Ensemble	127	93	73	66	64	72	36	64
1958	Hommes	120	94	78	65	68	72	52	67	
	Femmes	80	85	76	67	67	68	48	63	
	Ensemble	111	92	77	66	68	71	50	66	
1959	Hommes	98	114	85	69	70	69	49	70	
	Femmes	53	96	89	74	69	69	44	68	
	Ensemble	89	111	85	70	71	69	46	69	
1960	Hommes	96	105	86	70	66	68	44	69	
	Femmes	63	85	88	71	64	65	42	64	
	Ensemble	89	102	86	71	66	67	42	68	
1961	Hommes	106	97	92	76	68	68	49	72	
	Femmes	77	89	87	75	65	65	51	66	
	Ensemble	100	96	91	75	68	67	49	70	
1962	Hommes	112	94	89	73	62	58	53	68	
	Femmes	74	80	82	73	67	58	55	65	
	Ensemble	104	92	89	73	64	58	53	67	
1963	Hommes	65	86	88	71	64	59	49	66	
	Femmes	41	80	91	74	70	60	51	64	
	Ensemble	60	85	89	72	66	59	48	65	
1964	Hommes	59	86	86	87	68	59	43	68	
	Femmes	28	72	92	78	73	68	40	66	
	Ensemble	52	84	88	78	70	61	41	67	

(1) Voir paragraphe final de l'introduction de ce tableau.

Les tableaux qui précèdent exposent la situation telle qu'elle ressort des chiffres que fournit l'observation. Mais les conclusions apparentes qui s'en dégagent sont quelque peu faussées par les variations dans la répartition par âge de la population.

Dans une population en voie de vieillissement comme la nôtre, les jeunes prennent une place de moins en moins grande. Les individus de 16 à 18 ans représentaient en 1930, 4,39% de la population de 16 ans et plus. En 1951 ce pourcentage passe à 3,46%. En revanche, pendant la même période, le pourcentage des individus de 70 ans et plus passe de 5,77% à 9%. Il est donc bien évident que même si la criminalité reste invariable, le nombre de jeunes criminels diminuera. Les pourcentages calculés dans le tableau B sont donc influencés à la fois par la criminalité et par les variations dans la répartition par âge de la population — un mouvement dans les pourcentages ne signifiera pas nécessairement une variation dans la criminalité. De même, le taux général de criminalité, exposé dans le tableau C, se présentera comme une moyenne pondérée par l'importance relative de chaque groupe de population dans la population totale, la pondération variant donc chaque année. Pour éviter ces perturbations, il suffira de travailler sur une population invariable, celle de la première année de la période étudiée. L'année 1930 convient assez bien comme année de base. En effet, la statistique criminelle ne s'intéressant qu'aux individus de 16 ans et plus, les perturbations causées par la guerre 1914-1918 en matière de natalité ne font sentir leurs effets qu'à partir de 1931 (1915 + 16 = 1931).

Ceci posé, nous calculerons d'abord, pour chaque année et dans chaque groupe, le nombre de criminels tel qu'on l'aurait constaté si la population du groupe était restée la même qu'en 1930.

Pour ce faire, nous appliquerons les taux de criminalité que nous connaissons déjà (tableau C) à la population de l'année 1930. En d'autres termes, nous aurons la formule

$$\frac{c}{p} \times p^{30}$$

c étant le nombre de criminels effectivement constaté dans un groupe, pour l'année étudiée, p étant la population du groupe pour la même année, et p^{30} cette population pour 1930.

On voit que $\frac{c}{p}$ correspond au taux de criminalité donné par le tableau C.

Nous obtenons ainsi le tableau E. Il faut noter que ce tableau nous donne seulement les chiffres d'une population criminelle *fictive*, celle qui aurait été constatée si la population était restée la même dans chaque groupe depuis 1930. Les chiffres ne correspondent donc par eux-mêmes à rien de réel, et ne valent que par les comparaisons qu'ils permettent.

Nous en tirerons d'abord deux nouveaux tableaux de pourcentage des condamnés par groupe d'âge, les tableaux F et G. Le premier est établi sur la base du tableau E, comme le tableau B l'avait été sur la base du tableau A, en mettant en rapport, pour chaque année, le nombre de condamnés d'un groupe d'âge avec le nombre total de condamnés des deux sexes.

TABLEAU E

Population criminelle fictive obtenue en appliquant, dans chaque groupe d'âge, le taux de criminalité des années étudiées à la population de l'année de base 1930.

ANNEES	SEXE	De 16 ans à — de 18 ans	De 18 ans à — de 21 ans	De 21 ans à — de 30 ans	De 30 ans à — de 40 ans	De 40 ans à — de 50 ans	De 50 ans à — de 60 ans	De 60 ans et plus	TOTAL
1930	Hommes	851	2 641	11 326	8 449	4 837	2 344	858	31 306
	Femmes	246	529	2 576	2 585	1 582	799	322	8 639
	Ensemble	1 097	3 170	13 902	11 304	6 419	3 143	1 180	39 945
1955	Hommes	554	1 446	7 068	5 626	3 514	1 770	468	20 446
	Femmes	127	448	1 991	1 802	1 080	522	113	6 083
	Ensemble	681	1 894	9 059	7 248	4 594	2 292	581	26 529
1956	Hommes	910	1 912	7 329	5 451	3 566	1 744	433	21 345
	Femmes	234	541	1 991	1 643	1 021	531	97	6 058
	Ensemble	1 144	2 453	9 320	7 094	4 587	2 275	530	27 403
1957	Hommes	1 050	1 964	7 290	5 203	3 032	1 757	393	20 689
	Femmes	199	491	1 871	1 726	957	472	113	5 829
	Ensemble	1 249	2 455	9 161	6 929	3 989	2 229	506	26 518
1958	Hommes	916	2 011	7 872	5 277	3 203	1 700	508	21 487
	Femmes	181	432	1 795	1 636	1 010	499	138	5 691
	Ensemble	1 097	2 443	9 667	6 913	4 213	2 199	646	27 178
1959	Hommes	751	2 430	8 532	5 557	3 322	1 621	455	22 668
	Femmes	119	488	2 105	1 796	1 037	504	124	6 173
	Ensemble	870	2 918	10 637	7 353	4 359	2 125	579	28 841
1960	Hommes	731	2 241	8 676	5 657	3 104	1 608	477	22 494
	Femmes	142	432	2 086	1 732	962	472	133	5 959
	Ensemble	873	2 673	10 762	7 389	4 066	2 080	610	28 453
1961	Hommes	810	2 064	9 271	6 111	3 187	1 608	420	23 471
	Femmes	172	454	2 074	1 821	978	472	123	6 094
	Ensemble	982	2 518	11 345	7 932	4 165	2 080	543	29 565
1962	Hommes	858	2 003	8 957	5 850	2 949	1 380	412	22 439
	Femmes	167	405	2 187	1 777	1 016	427	133	6 112
	Ensemble	1 025	2 408	11 144	7 627	3 965	1 807	575	28 551
1963	Hommes	496	1 822	8 892	5 725	3 037	1 384	404	21 760
	Femmes	92	409	2 162	1 796	1 064	436	129	6 088
	Ensemble	588	2 231	11 054	7 521	4 101	1 820	533	27 848
1964	Hommes	450	1 828	8 709	6 236	3 229	1 389	349	22 190
	Femmes	63	365	2 187	1 904	1 096	495	97	6 207
	Ensemble	513	2 193	10 896	8 140	4 325	1 884	446	28 397

TABLEAU F

Pourcentage de chaque groupe d'âge dans le total de la population criminelle fictive.

ANNEES	SEXE	De 16 ans à — de 18 ans	De 18 ans à — de 21 ans	De 21 ans à — de 30 ans	De 30 ans à — de 40 ans	De 40 ans à — de 50 ans	De 50 ans à — de 60 ans	De 60 ans et plus	TOTAL
1930	Hommes	2,13	6,61	28,35	21,15	12,11	5,87	2,15	78,37
	Femmes	0,62	1,32	6,45	6,47	3,96	2,00	0,81	21,63
	Ensemble	2,75	7,93	34,80	27,62	16,07	7,87	2,96	100,00
1955	Hommes	2,09	5,45	26,64	21,21	13,25	6,67	1,76	77,07
	Femmes	0,48	1,69	7,50	6,79	4,07	1,97	0,43	22,93
	Ensemble	2,57	7,14	34,14	28,00	17,32	8,64	2,19	100,00
1956	Hommes	3,32	6,98	26,75	19,89	13,01	6,36	1,58	77,89
	Femmes	0,85	1,97	7,27	6,00	3,73	1,94	0,35	22,11
	Ensemble	4,17	8,95	34,02	25,89	16,74	8,30	1,93	100,00
1957	Hommes	3,96	7,41	27,49	19,62	11,43	6,63	1,48	78,02
	Femmes	0,75	1,85	7,05	6,51	3,61	1,78	0,43	21,98
	Ensemble	4,71	9,26	34,54	26,13	15,04	8,41	1,91	100,00
1958	Hommes	3,37	7,40	28,96	19,42	11,79	6,25	1,87	79,06
	Femmes	0,67	1,59	6,60	6,02	3,72	1,83	0,51	20,94
	Ensemble	4,04	8,99	35,56	25,44	15,51	8,08	2,38	100,00
1959	Hommes	2,60	8,43	29,58	19,27	11,52	5,62	1,58	78,60
	Femmes	0,42	1,69	7,30	6,22	3,59	1,75	0,43	21,40
	Ensemble	3,02	10,12	36,88	25,49	15,11	7,37	2,01	100,00
1960	Hommes	2,57	7,88	30,49	19,88	10,91	5,66	1,68	79,06
	Femmes	0,50	1,52	7,33	6,09	3,38	1,65	0,46	20,94
	Ensemble	3,07	9,40	37,82	25,97	14,29	7,31	2,14	100,00
1961	Hommes	2,74	6,98	31,36	20,67	10,78	5,43	1,42	79,38
	Femmes	0,58	1,54	7,02	6,16	3,31	1,59	0,42	20,62
	Ensemble	3,32	8,52	38,38	26,83	14,09	7,02	1,84	100,00
1962	Hommes	3,01	7,02	31,37	20,49	10,33	4,83	1,55	78,60
	Femmes	0,58	1,42	7,66	6,22	3,56	1,49	0,47	21,40
	Ensemble	3,59	8,44	39,03	26,71	13,89	6,32	2,02	100,00
1963	Hommes	1,78	6,54	31,93	20,56	10,91	4,97	1,45	78,14
	Femmes	0,33	1,47	7,76	6,45	3,82	1,57	0,46	21,86
	Ensemble	2,11	8,01	39,69	27,01	14,73	6,54	1,91	100,00
1964	Hommes	1,58	6,44	30,67	21,96	11,37	4,89	1,23	78,14
	Femmes	0,23	1,28	7,70	6,71	3,86	1,74	0,34	21,86
	Ensemble	1,81	7,72	38,37	28,67	15,23	6,63	1,57	100,00

TABLEAU G.

Pourcentage de chaque groupe d'âge dans le total de la population criminelle fictive.
Sexes séparés.

ANNEES	SEXE	De 16 ans à — de 18 ans	De 18 ans à — de 21 ans	De 21 ans à — de 30 ans	De 30 ans à — de 40 ans	De 40 ans à — de 50 ans	De 50 ans à — de 60 ans	De 60 ans et plus	TOTAL
1930	Hommes	2,72	8,44	36,17	26,99	15,45	7,49	2,74	100,00
	Femmes	2,85	6,12	29,83	29,91	18,31	9,25	3,73	100,00
	Ensemble	2,75	7,93	34,80	27,62	16,07	7,87	2,95	100,00
1955	Hommes	2,71	7,07	34,57	27,51	17,19	8,66	2,29	100,00
	Femmes	2,09	7,37	32,73	29,62	17,75	8,58	1,86	100,00
	Ensemble	2,57	7,14	34,15	28,00	17,31	8,64	2,19	100,00
1956	Hommes	4,26	8,96	34,33	25,54	16,71	8,17	2,03	100,00
	Femmes	3,86	8,93	32,87	27,12	16,85	8,77	1,60	100,00
	Ensemble	4,17	8,95	34,02	25,89	16,74	8,30	1,93	100,00
1957	Hommes	5,08	9,49	35,24	25,15	14,65	8,49	1,90	100,00
	Femmes	3,41	8,42	32,10	29,61	16,42	8,10	1,94	100,00
	Ensemble	4,71	9,26	34,54	26,13	15,04	8,41	1,91	100,00
1958	Hommes	4,26	9,36	36,64	24,56	14,91	7,91	2,36	100,00
	Femmes	3,18	7,59	31,54	29,75	17,75	8,77	2,42	100,00
	Ensemble	4,04	8,99	35,57	25,44	15,50	8,08	2,38	100,00
1959	Hommes	3,31	10,72	37,64	24,51	14,66	7,15	2,01	100,00
	Femmes	1,93	7,91	34,10	29,09	16,80	8,16	2,01	100,00
	Ensemble	3,02	10,12	36,88	25,49	15,11	7,37	2,01	100,00
1960	Hommes	3,25	9,97	38,57	25,14	13,80	7,15	2,12	100,00
	Femmes	2,39	7,26	35,00	29,08	16,14	7,93	2,20	100,00
	Ensemble	3,07	9,40	37,82	25,97	14,29	7,31	2,14	100,00
1961	Hommes	3,45	8,79	39,51	26,05	13,57	6,85	1,78	100,00
	Femmes	2,82	7,45	34,04	29,88	16,05	7,74	2,02	100,00
	Ensemble	3,32	8,52	38,38	26,83	14,09	7,02	1,84	100,00
1962	Hommes	3,82	8,93	39,92	26,07	13,14	6,15	1,97	100,00
	Femmes	2,73	6,63	35,78	29,07	16,62	6,99	2,18	100,00
	Ensemble	3,59	8,44	39,03	26,71	13,89	6,32	2,02	100,00
1963	Hommes	2,28	8,37	40,86	26,31	13,96	6,36	1,86	100,00
	Femmes	1,51	6,72	35,51	29,50	17,48	7,16	2,12	100,00
	Ensemble	2,11	8,01	39,69	27,01	14,73	6,54	1,91	100,00
1964	Hommes	2,03	8,24	39,25	28,10	14,55	6,26	1,57	100,00
	Femmes	1,02	5,88	35,23	30,68	17,66	7,97	1,56	100,00
	Ensemble	1,81	7,72	38,37	28,67	15,23	6,63	1,57	100,00

Le tableau G est établi de la même façon, mais le calcul est fait séparément pour chaque sexe, le nombre de condamnés du sexe masculin, par exemple, étant mis en rapport, non plus avec le total des condamnés de l'année, mais avec le total des condamnés masculins seuls.

Les taux de criminalité donnés par le tableau C restent valables "pour chaque groupe". En effet, si nous voulons trouver un taux de criminalité en partant du tableau E, nous devons, pour chaque année et pour chaque groupe, mettre en rapport le nombre fictif de condamnés avec la population du groupe en 1930. Comme le nombre fictif est obtenu, nous l'avons vu, par la formule

$$\frac{c \times p^{30}}{p}$$

nous obtiendrons ce taux par la formule

$$\frac{c \times p^{30}}{p \times p^{30}}$$

c'est-à-dire, en dernière analyse par $\frac{c}{p}$. Or, $\frac{c}{p}$ est précisément la formule du taux de criminalité tel qu'il est calculé dans le tableau C.

En revanche, le taux "général" changera ; en effet, dans le tableau C il est obtenu par la formule

$$\frac{c_1 + c_2 + \dots + c^n}{p_1 + p_2 + \dots + p^n} \quad \text{c'est-à-dire } \frac{C}{P}$$

tandis qu'en le calculant sur la base des chiffres du tableau E, de façon à éliminer l'influence des variations dans la répartition de la population entre les groupes d'âge, nous aurons la formule

$$\frac{\frac{c^1 \times p^{1,30}}{p^1} + \frac{c^2 \times p^{2,30}}{p^2} + \dots + \frac{c^n \times p^{n,30}}{p^n}}{p^{1,30} + p^{2,30} + \dots + p^{n,30}}$$

En d'autres termes, nous divisons le nombre total de condamnés tel qu'il aurait été constaté chaque année si la répartition de la population était restée invariable, par la population totale de 1930, de façon à obtenir un "taux standard de criminalité" qui ne sera pas influencé par les variations dans la répartition par âge de la population.

Le tableau H ci-dessous nous donnera ce taux standard de criminalité, ainsi que l'indice correspondant

H. — TAUX STANDARD DE CRIMINALITE POUR 100.000 INDIVIDUS ET INDICE

	Taux standard de criminalité	Indice	
1930	Hommes	1 039	1 000
	Femmes	278	1 000
	Ensemble	653	1 000
1955	Hommes	678	653
	Femmes	196	705
	Ensemble	433	663
1956	Hommes	708	681
	Femmes	195	701
	Ensemble	448	686
1957	Hommes	686	660
	Femmes	188	676
	Ensemble	433	663
1958	Hommes	713	686
	Femmes	183	658
	Ensemble	444	680
1959	Hommes	752	724
	Femmes	199	716
	Ensemble	471	721
1960	Hommes	746	718
	Femmes	192	691
	Ensemble	465	712
1961	Hommes	779	750
	Femmes	196	705
	Ensemble	483	740
1962	Hommes	744	716
	Femmes	197	709
	Ensemble	466	714
1963	Hommes	722	695
	Femmes	196	705
	Ensemble	455	697
1964	Hommes	736	708
	Femmes	200	719
	Ensemble	464	711

Le taux standard de criminalité est donc chaque année supérieur au taux brut, et l'écart avec ce taux brut s'accroît à mesure que l'on s'écarte de l'année de base, ce qui est normal, puisque la composition de la population s'éloigne de plus en plus de celle de 1930.

Un taux de criminalité étant un rapport entre le nombre de condamnés et le chiffre de la population, le taux standard de criminalité, qui n'est nullement influencé par les variations dans la répartition de la population par âge, nous donnerait un excellent moyen de mesure de la criminalité si la criminalité était seule cause des variations dans le nombre des condamnés.

Il n'en est malheureusement plus ainsi, par suite des bouleversements d'après guerre dans la compétence des tribunaux ; les condamnés de conseils de guerre ne sont pas, en effet, ajoutés aux condamnés des tribunaux ordinaires, et il est difficile de le faire d'une façon assez précise, car le mode de relevé est différent pour les tribunaux militaires. Voilà donc une cause importante de perturbation, qu'il est impossible de déterminer avec exactitude. Cependant, si nous ne pouvons mesurer plus justement la criminalité totale, il nous est possible de la considérer comme constante, et de calculer comment la criminalité propre à un groupe d'âge évolue dans le temps, pour cette criminalité générale constante. Si nous

posons que n'importe quel nombre donné par le tableau E est égal à y

$$\text{(donc } y = \frac{c \times p_{30}}{p} \text{)}$$

et le total annuel fictif

$$y_1 + y_2 + \dots + y^n = \Gamma,$$

C^{30} étant d'autre part la somme totale réelle des condamnés en 1930, il nous suffira, pour éliminer l'influence de la criminalité générale de diviser chaque nombre y par le nombre Γ de l'année,

et de mettre ce quotient en rapport avec $\frac{c}{C^{30}}$ de l'année de base.

On voit tout de suite que la première partie de l'opération est déjà effectuée dans le tableau G qui nous donne le pourcentage des condamnés de chaque groupe. Il nous suffira donc de bâtir un indice sur ce pourcentage, en égalant à 100 les pourcentages de l'année de base 1930.

Le tableau I nous donne cet indice, qui rend donc compte, dans le temps, des variations dans la criminalité propre à chaque groupe d'âge, pour une population constante et pour une criminalité générale invariable.

TABLEAU I
Indices représentant les variations de la criminalité propre à chaque groupe d'âge de la population criminelle fictive, pour une criminalité générale constante.

ANNEES	SEXE	De 16 ans à — de 18 ans	De 18 ans à — de 21 ans	De 21 ans à — de 30 ans	De 30 ans à — de 40 ans	De 40 ans à — de 50 ans	De 50 ans à — de 60 ans	De 60 ans et plus	TOTAL
1930	Hommes	100	100	100	100	100	100	100	100
	Femmes	100	100	100	100	100	100	100	100
	Ensemble	100	100	100	100	100	100	100	100
1955	Hommes	100	84	96	102	111	116	84	100
	Femmes	73	120	110	99	97	93	50	100
	Ensemble	93	90	98	101	108	110	74	100
1956	Hommes	157	106	95	95	108	109	74	100
	Femmes	135	146	110	91	92	95	43	100
	Ensemble	152	113	98	94	104	105	65	100
1957	Hommes	187	112	97	93	95	113	69	100
	Femmes	129	138	108	99	90	88	52	100
	Ensemble	171	117	99	95	94	107	65	100
1958	Hommes	157	111	101	91	97	106	86	100
	Femmes	112	124	106	96	97	95	65	100
	Ensemble	147	113	102	92	97	103	81	100
1959	Hommes	122	127	104	91	95	95	73	100
	Femmes	68	129	114	97	92	88	54	100
	Ensemble	110	128	106	92	94	94	68	100
1960	Hommes	119	118	107	93	89	95	77	100
	Femmes	84	119	117	97	88	86	59	100
	Ensemble	112	119	109	94	89	93	73	100
1961	Hommes	127	104	109	97	88	91	65	100
	Femmes	99	122	114	100	88	84	54	100
	Ensemble	121	107	110	97	88	89	62	100
1962	Hommes	140	106	110	97	85	82	72	100
	Femmes	96	108	120	97	91	76	58	100
	Ensemble	131	106	112	97	86	80	68	100
1963	Hommes	84	99	113	97	90	85	68	100
	Femmes	53	110	119	99	95	77	57	100
	Ensemble	77	101	114	98	92	83	65	100
1964	Hommes	75	98	109	104	94	84	57	100
	Femmes	36	96	118	103	96	86	42	100
	Ensemble	66	97	110	104	95	84	53	100

SECTION V. — LOCALISATION DES CONDAMNÉS,
D'APRÈS L'ARRONDISSEMENT JUDICIAIRE
OU ILS ONT COMMIS LEUR INFRACTION (1).

Le Relevé n° 6, établi dans la forme traditionnelle de l'ancien Tableau n° 35, fait la répartition des condamnés d'après l'arrondissement judiciaire où ils ont commis l'infraction, en tenant compte de la nature de celle-ci ainsi que du sexe et des antécédents judiciaires des condamnés.

Dans leur ensemble, ces renseignements constituent les données complètes d'une localisation par arrondissement du dernier délit dont les condamnés se sont rendus coupables dans l'année.

En confrontant les totaux de chaque arrondissement avec la population de ces derniers, il est possible d'établir, pour chacun des arrondissements considérés, le taux de la criminalité par 100.000 habitants.

Ces taux sont indiqués au bas du tableau, en regard de chaque arrondissement.

Pour le calcul de ces taux, il n'a pas été possible de faire abstraction des habitants de moins de 16 ans, afin de ne tenir compte que de la population ayant atteint l'âge de la majorité criminelle.

On ne peut donc rapprocher ces taux de ceux qui sont établis, en d'autres sections, à l'égard de la population de 16 ans et plus.

On trouvera dans le § 3 de l'Introduction générale, le relevé des arrondissements judiciaires, avec l'indication de leur étendue territoriale, de leur population au 31 décembre de l'année de compte et de la densité de cette population par kilomètre carré.

(1) On trouvera les éléments d'une localisation, sur d'autres bases d'ailleurs, des "faits" commis, dans la statistique des infractions (cf. chapitre II).

Le tableau ci-dessous indique le nombre de condamnés ayant commis leur infraction dans un canton judiciaire déterminé (détail du relevé n° 6), le nombre de condamnés qui y sont nés, ainsi que le nombre de ceux qui y sont domiciliés.

La mise en regard de ces chiffres avec ceux de la population permet de procéder à des comparaisons suggestives entre les diverses régions du pays.

REPARTITION DES CONDAMNÉS PAR CANTON DE NAISSANCE, DE DOMICILE
ET DE LIEU OU LES FAITS ONT ÉTÉ COMMIS.
CHIFFRE DE LA POPULATION AU 31 DÉCEMBRE DE L'ANNÉE DE COMPTE.

CANTONS	1964			
	Population au 31 décembre	Condamnés		
		Qui y sont nés	Qui y sont domiciliés	Qui y ont commis leur infraction
Bruxelles	170 802	591	1 080	1 083
Anderlecht	116 387	167	373	195
Asse	75 114	122	93	73
Hal	74 318	124	109	81
Ixelles	148 847	388	455	237
Kraainem	19 630	6	63	5
Molenbeek-Saint-Jean	136 231	157	482	237
Overijse	20 300	13	20	8
Rhode-Saint-Genèse	23 576	12	17	8
Saint-Gilles	57 483	65	297	167
Saint-Josse-ten-Noode	154 329	279	465	261
Schaerbeek	144 348	204	595	300
Sint-Kwintens-Lennik	56 367	87	48	32
Uccle	129 496	291	374	204
Vilvorde	62 053	75	103	78
Wolvertem	67 999	57	16	32
Zaventem	38 954	31	15	11
Canton inconnu dans l'arrondissement	—	—	—	1 531
Louvain	145 340	287	255	272
Aarschot	40 378	77	53	61
Diest	47 781	103	65	70
Glabbeek	19 070	33	21	17
Haacht	42 678	34	44	46
Landen	14 285	44	29	19
Tirlemont	44 438	95	95	100
Léau	18 522	42	20	14
Canton inconnu dans l'arrondissement	—	—	—	2
Nivelles	84 474	223	271	279
Genappe	18 324	56	55	56
Jodoigne	28 351	48	40	35
Perwez	17 619	22	13	15
Wavre	67 800	148	151	165
Canton inconnu dans l'arrondissement	—	—	—	—

Ces comparaisons n'étant pas faites dans la présente étude, on a reproduit pour la facilité des recherches les données démographiques dans le corps même du tableau au lieu de les publier dans l'introduction générale, avec les autres données démographiques.

CANTONS	1964			
	Population au 31 décembre	Condamnés		
		Qui y sont nés	Qui y sont domiciliés	Qui y ont commis leur infraction
Anvers	293 502	1 189	1 579	2 012
Berchem	117 357	110	234	160
Boom	52 922	120	93	83
Borgerhout	160 053	319	564	404
Brecht	53 389	91	70	53
Ekeren	96 640	143	183	140
Kontich	63 763	97	80	63
Zandhoven	55 282	70	79	73
Canton inconnu dans l'arrondissement	—	—	—	97
Malines	98 187	280	286	312
Duffel	46 259	102	64	68
Heist-op-den-Berg	54 303	88	58	59
Lierre	42 963	113	70	76
Puurs	34 381	57	35	39
Canton inconnu dans l'arrondissement	—	—	—	—
Turnhout	64 159	182	148	155
Arendonk	31 259	40	29	28
Herentals	64 709	113	95	90
Hoogstraten	27 833	44	48	43
Mol	79 944	123	81	76
Westerlo	45 264	68	58	60
Canton inconnu dans l'arrondissement	—	—	—	—
Mons	86 384	291	406	486
Boussu	73 705	299	304	288
Chièvres	15 509	47	47	46
Dour	32 522	119	115	127
Enghien	13 711	50	32	22
La Louvière	55 706	211	254	296
Lens	28 149	63	69	80
Pâturages	41 689	130	142	126
Rœulx	38 927	104	147	148
Soignies	37 722	115	165	173
Canton inconnu dans l'arrondissement	—	—	—	3
Charleroi	149 697	567	740	820
Beaumont	11 559	46	34	32
Binche	69 249	206	219	190
Châtelet	78 171	240	312	276
Chimay	14 400	37	25	29
Fontaine-l'Évêque	60 711	134	170	160
Gosselies	51 967	125	139	119
Jumet	39 480	120	130	120
Marchienne-au-Pont	43 438	146	185	169
Merbes-le-Château	10 913	54	50	53
Senefle	44 130	116	118	120
Thuin	24 902	51	37	34
Canton inconnu dans l'arrondissement	—	—	—	10

CANTONS	1964			
	Population au 31 décembre	Condamnés		
		Qui y sont nés	Qui y sont domiciliés	Qui y ont commis leur infraction
Tournai	50 065	212	208	215
Antoing	23 940	58	50	50
Ath	18 212	82	59	57
Celles	13 460	33	19	20
Comines	18 111	21	33	34
Flobecq	8 193	20	17	14
Frasnes-lez-Buissenal	9 938	25	13	11
Lessines	18 605	85	65	52
Leuze	18 967	32	41	43
Mouscron	53 893	159	186	205
Péruwelz	22 380	58	76	78
Quevaucamps	23 577	61	87	83
Templeuve	19 601	38	39	39
Canton inconnu dans l'arrondissement	—	—	—	—
Gand	177 415	768	821	858
Assenede	25 101	60	53	51
Deinze	27 570	39	29	34
Eeklo	41 973	102	92	98
Evergem	53 805	119	120	102
Kaprijke	15 854	22	19	16
Kruishoutem	20 058	37	27	16
Ledeberg	46 662	70	119	111
Lochristi	25 544	41	34	39
Nazareth	26 488	38	26	25
Nevele	20 143	35	22	15
Oosterzele	45 334	69	55	54
Waarschoot	14 859	18	16	14
Zomergem	22 102	52	30	30
Canton inconnu dans l'arrondissement	—	—	—	2
Audenarde	38 250	86	76	82
Grammont	33 160	79	66	65
Herzele	46 880	100	107	105
Nederbrakel	18 288	56	35	36
Ninove	47 852	152	118	114
Renaix	29 029	85	62	55
Sint-Maria-Horebeke	15 276	33	25	20
Zottegem	29 510	66	44	45
Canton inconnu dans l'arrondissement	—	—	—	2
Termonde	63 556	172	135	153
Alost	106 971	386	321	307
Beveren-Waas	30 948	130	69	52
Hamme	30 298	95	72	71
Lokeren	31 584	97	82	86
Sint-Gillis-Waas	33 519	112	87	70
Saint-Nicolas	58 910	141	134	136
Tamise	37 568	139	96	88
Wetteren	39 791	101	96	82
Zele	34 713	77	64	52
Canton inconnu dans l'arrondissement	—	—	—	1

CANTONS	1964			
	Population au 31 décembre	Condamnés		
		Qui y sont nés	Qui y sont domiciliés	Qui y ont commis leur infraction
Bruges	207 571	614	660	813
Ardoie	15 983	38	23	25
Gistel	30 051	93	83	87
Ostende	74 771	294	405	475
Ruiselede	12 354	23	15	15
Tielt	19 507	64	33	25
Torhout	55 702	180	122	118
Canton inconnu dans l'arrondissement	—	—	—	1
Courtrai	108 756	366	382	439
Avelgem	15 857	52	32	32
Harelbeke	52 297	117	105	107
Izegem	34 289	108	86	86
Menin	59 812	181	204	236
Meulebeke	17 341	46	23	18
Moorsele	26 213	78	55	59
Oostrozebeke	20 769	39	30	28
Roulers	45 090	159	141	150
Canton inconnu dans l'arrondissement	—	—	—	2
Furnes	31 306	102	111	151
Dixmude	24 629	103	85	86
Haringe	13 364	33	19	13
Nieuport	25 475	78	83	107
Canton inconnu dans l'arrondissement	—	—	—	—
Ypres	47 666	171	149	167
Hooglede	18 777	31	29	34
Messines	8 496	45	31	40
Passendale	19 020	52	38	31
Poperinge	15 821	73	39	36
Wervik	20 164	98	86	84
Canton inconnu dans l'arrondissement	—	—	—	4
Lège	155 898	715	1 001	1 176
Dalhem	22 259	49	49	44
Fexhe-Slins	48 039	76	66	63
Fléron	67 211	119	158	156
Grivegnée	61 991	73	191	145
Herstal	44 815	96	157	142
Hollogne-aux-Pierres	84 928	180	235	197
Louveigné	22 972	50	53	48
Saint-Nicolas	44 548	85	93	68
Seraing	70 386	228	322	337
Waremmé	23 779	37	31	30
Canton inconnu dans l'arrondissement	—	—	1	6

CANTONS	1964			
	Population au 31 décembre	Condamnés		
		Qui y sont nés	Qui y sont domiciliés	Qui y ont commis leur infraction
Huy	60 010	178	170	175
Ferrières	4 210	10	7	4
Hannut	23 436	55	50	52
Jehay-Bodegnée	16 130	37	38	32
Nandrin	24 313	57	37	41
Canton inconnu dans l'arrondissement	—	—	—	2
Verviers	44 750	184	200	191
Aubel	13 168	42	22	20
Dison	19 517	32	53	43
Eupen	32 863	47	53	72
Herve	11 802	29	16	19
Limbourg	23 827	54	49	39
Malmédy	23 161	60	56	60
Saint-Vith	18 080	48	43	43
Spa	37 179	69	77	82
Stavelot	13 554	20	10	13
Canton inconnu dans l'arrondissement	—	—	—	6
Tongres	44 645	93	82	87
Bilzen	35 428	61	42	35
Borgloon (Looz)	32 779	56	51	48
Brée	26 813	44	32	31
Genk	68 336	102	210	229
Maaseik	33 498	66	65	62
Mechelen s/Meuse	48 453	83	98	113
Fouron-Saint-Martin	4 425	8	5	7
Canton inconnu dans l'arrondissement	—	—	—	—
Hasselt	71 898	194	189	198
Beringen	79 903	140	196	197
Herck-la-Ville	34 195	56	33	32
Neerpelt	51 667	116	105	106
Peer	35 590	44	63	68
Saint-Trond	46 907	110	108	104
Canton inconnu dans l'arrondissement	—	—	—	—
Arlon	23 908	79	103	137
Etalle	14 628	44	35	31
Fauvillers	3 874	7	11	15
Florenville	10 575	11	16	18
Messancy	20 599	52	54	62
Virton	20 106	46	49	60
Canton inconnu dans l'arrondissement	—	—	1	9

CANTONS	1964			
	Population au 31 décembre	Condamnés		
		Qui y sont nés	Qui y sont domiciliés	Qui y ont commis leur infraction
Marche-en-Famenne	14 042	51	32	32
Durbuy	7 767	19	17	22
Erezée	5 308	12	9	10
Houffalize	7 867	20	17	25
La Roche	8 184	24	15	14
Nassogne	4 497	11	13	16
Vielsalm	7 730	14	9	8
Canton inconnu dans l'arrondissement	—	—	—	8
Neufchâteau	15 424	42	26	26
Bastogne	12 403	41	33	35
Bouillon	7 025	16	7	15
Paliseul	11 707	35	26	26
Saint-Hubert	10 560	29	15	13
Sibret	6 952	18	8	4
Wellin	5 419	17	6	7
Canton inconnu dans l'arrondissement	—	—	—	2
Namur	108 997	326	424	450
Andenne	20 187	76	66	73
Eghezée	20 036	52	29	22
Fosses	52 094	173	193	178
Gembloux	31 180	92	71	74
Canton inconnu dans l'arrondissement	—	—	—	12
Dinant	25 677	104	108	137
Beauraing	12 144	50	47	48
Ciney	22 408	67	49	50
Courvin	17 421	66	60	70
Florennes	13 439	53	59	70
Gedinne	9 672	25	25	30
Philippeville	10 233	31	23	16
Rochefort	14 545	43	55	60
Walcourt	17 601	40	64	67
Canton inconnu dans l'arrondissement	—	—	—	2

Récapitulation par arrondissement et par ressort de Cour d'Appel.

Arrondissements	1964			
	Population au 31 décembre	Condamnés		
		Qui y sont nés	Qui y sont domiciliés	Qui y ont commis leur infraction
Bruxelles	1 496 234	2 669	7 605	3 012
Louvain	372 492	715	582	599
Nivelles	216 568	497	530	550
Anvers	892 908	2 139	2 832	2 988
Malines	276 093	640	513	554
Turnhout	313 168	570	459	452
Mons	424 024	1 429	1 681	1 792
Charleroi	605 917	1 842	2 159	2 122
Tournai	298 942	884	893	901
Ressort de la Cour d'Appel de Bruxelles	4 896 346	11 385	14 304	12 970
Gand	562 908	1 470	1 463	1 463
Audenarde	258 245	657	533	522
Termonde	467 858	1 450	1 156	1 097
Bruges	415 939	1 306	1 341	1 558
Courtrai	380 424	1 146	1 058	1 155
Furnes	94 774	316	298	357
Ypres	129 944	470	372	392
Ressort de la Cour d'Appel de Gand	2 310 092	6 815	6 221	6 544
Liège	646 826	1 708	2 357	2 406
Huy	128 099	337	302	304
Verviers	237 901	585	579	582
Tongres	294 377	513	585	612
Hasselt	320 250	660	694	705
Arlon	93 690	239	269	323
Marche-en-Famenne	55 395	151	112	127
Neufchâteau	69 490	198	121	126
Namur	232 494	719	783	797
Dinant	143 140	479	490	548
Ressort de la Cour d'Appel de Liège	2 221 662	5 589	6 291	6 530
Totaux	9 428 100	23 789	26 816	26 044
A l'étranger		4 064	1 036	107
Inconnu		—	1	1 702
Totaux généraux	9 428 100	27 853	27 853	27 853

Section VI. — RECIDIVE GENERALE ET RECIDIVE SPECIALE.

Pour la rédaction du relevé n° 7 on compte comme degré de récidive toute condamnation encourue par le délinquant avant la date où il a commis sa dernière infraction. Ainsi que dans les autres relevés de la statistique criminelle, c'est d'après cette infraction que se fait le classement

des récidivistes. Ceux-ci sont rangés parmi les spécialistes si la majorité des infractions dont ils se sont rendus coupables dans le cours de leur carrière criminelle appartient au même groupe que la dernière infraction commise. La composition de ces groupes est exposée ci-dessous :

DENOMINATION DES GROUPES	N° d'ordre	N° D'ORDRE DES INFRACTIONS comprises dans la nomenclature de la statistique criminelle qui entrent dans chaque groupe
1	2	3
Crimes et délits de nature politique ou contraires à l'ordre public	1	1, 5, 6, 7, 8, 30, 33.
Crimes et délits contre la sécurité publique	2	9.
Vols, escroqueries, fraudes, tromperies, falsifications	3	2, 3, 4, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 40.
Crimes et délits contre l'ordre des familles	4	10, 11, 12, 13, 19, 20.
Crimes et délits contre la moralité publique	5	14, 15, 16, 17, 18.
Meurtres ou lésions corporelles volontaires	6	21, 22, 23, 24, 25, 31.
Attentats à la liberté individuelle et à l'inviolabilité du domicile commis par des particuliers	7	27.
Calomnies et injures	8	28, 29, 32.
Destructions, dégradations, dommages	9	41, 42, 43, 44, 45.

La forme adoptée pour le relevé n° 7 est la même que celle attribuée aux relevés n° 1 et 2, ce aux fins de permettre l'étude des récidivistes spécialistes par sexe, et dans leur ensemble.

Le tableau ci-dessous fournit un aperçu rétrospectif de la récidive depuis 1955. Il met en regard du nombre total de condamnés retenus chaque année par la statistique criminelle et répartis d'après le sexe, le nombre de récidivistes, spécialistes et non-spécialistes, et établit le taux de la récidive par 1.000 condamnés.

Les taux moyens relevés pour la période de

1930 à 1939 sont reproduits en tête du tableau A. Les taux annuels ont été publiés dans le volume consacré aux années 1944 et 1945 (p. 144).

Sur la base égale à 100 des taux moyens relevés de 1930 à 1939, un second tableau établit les chiffres indices atteints depuis 1955.

Tableau A. — TAUX DE LA RECIDIVE, PAR 1.000 CONDAMNES.

ANNEES	SEXE	Nombre de condamnés	Nombre de récidivistes			Taux de récidive par 1.000 condamnés		
			Spécialistes	Non spécialistes	Total	Spéciale	Générale	Total
Taux moyens pour la période 1930-1939.	Hommes	28 915	5 971	7 646	13 617	207	264	471
	Femmes	8 090	1 220	1 507	2 727	151	186	337
	Ensemble	37 005	7 191	9 153	16 344	194	247	441
1955	Hommes	20 604	4 639	4 928	9 567	225	239	464
	Femmes	6 086	919	1 058	1 977	151	174	325
	Ensemble	26 690	5 558	5 986	11 544	208	224	432
1956	Hommes	21 314	4 844	5 103	9 947	227	239	466
	Femmes	6 023	925	1 109	2 034	154	184	338
	Ensemble	27 337	5 769	6 212	11 981	211	227	438
1957	Hommes	20 512	4 378	4 999	9 377	213	244	457
	Femmes	5 793	897	1 045	1 942	155	180	335
	Ensemble	26 305	5 275	6 044	11 319	201	230	430
1958	Hommes	21 205	4 734	5 189	9 923	223	245	468
	Femmes	5 694	857	1 037	1 894	151	182	333
	Ensemble	26 899	5 591	6 226	11 817	208	231	439
1959	Hommes	22 090	4 840	5 344	10 184	219	242	461
	Femmes	6 117	927	1 144	2 071	152	187	339
	Ensemble	28 207	5 767	6 488	12 255	204	230	434
1960	Hommes	21 795	4 817	5 133	9 950	221	236	457
	Femmes	5 870	851	968	1 819	145	165	310
	Ensemble	27 665	5 668	6 101	11 769	205	220	425
1961	Hommes	22 446	4 993	5 288	10 281	222	236	458
	Femmes	5 981	849	972	1 821	142	162	304
	Ensemble	28 427	5 842	6 260	12 102	206	220	426
1962	Hommes	21 475	4 654	4 984	9 638	217	232	449
	Femmes	5 968	845	954	1 799	142	160	302
	Ensemble	27 443	5 499	5 938	11 437	200	216	416
1963	Hommes	20 962	4 668	5 198	9 866	223	248	471
	Femmes	5 943	801	972	1 773	135	163	298
	Ensemble	26 905	5 469	6 170	11 639	203	229	432
1964	Hommes	21 767	4 328	5 614	9 942	199	258	457
	Femmes	6 086	783	1 020	1 803	129	168	297
	Ensemble	27 853	5 111	6 634	11 745	184	238	422

Tableau B. — INDICES DU TAUX DE LA RECIDIVE DE 1955 A 1964

ANNEES	SEXE	Récidive		
		Spéciale	Générale	Total
Taux moyen de la récidive de 1930 - 1939 (par 1000 condamnés)	Hommes	207	264	471
	Femmes	151	186	337
	Ensemble	194	247	441
		100		
1955	Hommes	109	91	99
	Femmes	100	94	96
	Ensemble	107	91	98
1956	Hommes	110	91	99
	Femmes	102	99	100
	Ensemble	109	92	99
1957	Hommes	103	92	97
	Femmes	103	97	99
	Ensemble	104	93	98
1958	Hommes	108	93	99
	Femmes	100	98	100
	Ensemble	107	94	100
1959	Hommes	106	92	98
	Femmes	101	101	101
	Ensemble	105	93	99
1960	Hommes	107	89	97
	Femmes	96	89	92
	Ensemble	106	89	96
1961	Hommes	107	89	97
	Femmes	94	87	90
	Ensemble	106	89	97
1962	Hommes	105	88	95
	Femmes	94	86	90
	Ensemble	103	87	94
1963	Hommes	108	94	100
	Femmes	89	88	88
	Ensemble	105	93	98
1964	Hommes	96	98	97
	Femmes	85	90	88
	Ensemble	95	96	96

Indices en

Section VII. — IVROGNERIE.

L'ivrognerie n'est pas retenue comme telle par la nomenclature des infractions de la statistique criminelle.

Il importe cependant de pouvoir mesurer et suivre l'influence de l'usage abusif de la boisson sur l'évolution de la criminalité.

Le relevé n° 8 ci-dessous réunit, à cet effet, dans un même cadre, les condamnés hommes et femmes d'une part, primaires et récidivistes d'autre part, auxquels un fait d'ivresse est imputé, soit avant, soit à l'occasion de l'infraction qui les fait figurer dans la statistique criminelle.

Sont relevés séparément, en regard du total (col. 4 et 5) :

1°) ceux qui étaient ivres au moment de l'infraction, mais n'ont pas encore été condamnés antérieurement pour ivresse publique (Col. 6 et 7) ;

2°) ceux qui, sans être ivres au moment de l'infraction, ont déjà été condamnés antérieurement pour ivresse publique. (Col. 8 et 9) ;

3°) ceux qui, ivres au moment de l'infraction, ont en outre déjà été condamnés antérieurement pour ivresse publique. (Col. 10 et 11).

Il est à remarquer que le relevé n° 8 ne constitue pas une statistique de l'ivresse publique. (A.L. du 14 novembre 1939) puisque dans ses éléments interviennent des faits d'ivresse non sanctionnés par la loi, aussi bien que des délits d'ivresse publique.

Il a été dit plus haut que les individus uniquement condamnés pour ivresse publique ne sont pas inclus dans la statistique criminelle.

Le nombre d'infractions aux art. 1 § 1, et 3 de l'A.L. du 14 novembre 1939 sur la répression de l'ivresse a cependant été relevé séparément : le compte en est fourni en un tableau faisant suite à la statistique des infractions (second chapitre du présent volume).

Relevé n° 8. — IVROGNERIE. — Année 1964

NATURE DES INFRACTIONS	Numéros de la nomenclature	SEXE des condamnés	TOTAL des condamnés qui ont commis leur infraction sous l'influence de la boisson ou qui ont encouru au moins une condamnation pour ivresse publique		CONDAMNÉS qui ont commis leur infraction sous l'influence de la boisson		CONDAMNÉS qui ont encouru au moins une condamnation pour ivresse publique		CONDAMNÉS qui, ayant encouru une condamnation pour ivresse publique, ont en outre commis leur infraction sous l'influence de la boisson		
			Pri-maires	Récidi-vistes	Pri-maires	Récidi-vistes	Pri-maires	Récidi-vistes	Pri-maires	Récidi-vistes	
											4
Atteinte à la sûreté de l'Etat ou aux droits politiques	1	Hommes Femmes Ensemble	—	1	—	—	—	—	1	—	—
Contrefaçon ou altération de monnaies, effets publics, timbres, sceaux, etc.	2	Hommes Femmes Ensemble	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Faux en écritures	3	Hommes Femmes Ensemble	4	31	—	—	4	29	—	2	—
Faux témoignage ou serment	4	Hommes Femmes Ensemble	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Usurpation de fonction, titres ou nom	5	Hommes Femmes Ensemble	1	4	—	—	—	3	1	1	—
Infractions contre l'ordre public par des fonctionnaires ou ministres des cultes	6	Hommes Femmes Ensemble	—	1	—	—	—	1	—	—	—
Infractions contre l'ordre public par des particuliers	7	Hommes Femmes Ensemble	270	440	—	—	26	170	244	270	—
			22	37	—	—	2	4	20	33	—
Infractions contre la sécurité publique	8	Hommes Femmes Ensemble	13	19	—	—	3	10	10	9	—
			—	2	—	—	—	2	—	—	—
Avortement	9	Hommes Femmes Ensemble	9	46	—	—	4	25	5	21	—
			—	1	—	—	—	—	—	1	—
Exposition ou délaisement d'enfants	10	Hommes Femmes Ensemble	—	—	—	—	—	—	—	—	—
			—	—	—	—	—	—	—	—	—
Destruction ou supposition d'état	11	Hommes Femmes Ensemble	3	3	—	—	3	3	—	—	—
			1	2	—	—	1	2	—	—	—
Enlèvement de mineurs	12	Hommes Femmes Ensemble	—	—	—	—	—	—	—	—	—
			—	—	—	—	—	—	—	—	—
Enlèvement de mineurs	13	Hommes Femmes Ensemble	1	2	—	—	1	2	—	—	—
			—	—	—	—	—	—	—	—	—

Relevé n° 8 — 1964 (suite)

NATURE DES INFRACTIONS	Numéros de la nomenclature	SEXE des condamnés	TOTAL des condamnés qui ont commis leur infraction sous l'influence de la boisson ou qui ont encouru au moins une condamnation pour ivresse publique		CONDAMNÉS qui ont commis leur infraction sous l'influence de la boisson		CONDAMNÉS qui ont encouru au moins une condamnation pour ivresse publique		CONDAMNÉS qui, ayant encouru une condamnation pour ivresse publique, ont en outre commis leur infraction sous l'influence de la boisson		
			Pri-maires	Récidi-vistes	Pri-maires	Récidi-vistes	Pri-maires	Récidi-vistes	Pri-maires	Récidi-vistes	
											4
Attentats à la pudeur et viols	14	Hommes Femmes Ensemble	—	—	—	—	—	—	—	—	—
			—	—	—	—	—	—	—	—	—
Corruption de la jeunesse et prostitution	15	Hommes Femmes Ensemble	12	40	—	—	11	36	1	4	—
			—	1	—	—	—	1	—	—	—
Outrages publics aux mœurs	16	Hommes Femmes Ensemble	4	7	—	—	4	6	—	1	—
			4	8	—	—	4	8	—	—	—
Abandon de famille	17	Hommes Femmes Ensemble	19	55	—	—	11	34	8	21	—
			1	5	—	—	1	1	—	4	—
Meurtre	18	Hommes Femmes Ensemble	—	1	—	—	—	—	—	1	—
			—	—	—	—	—	—	—	—	—
Lésions corporelles volontaires	19	Hommes Femmes Ensemble	42	115	—	—	42	115	—	—	—
			8	8	—	1	8	7	—	—	—
Attentats à la liberté individuelle ou au domicile par des particuliers	20	Hommes Femmes Ensemble	4	29	—	—	4	29	—	—	—
			—	1	—	—	—	1	—	—	—
Lésions corporelles volontaires	21	Hommes Femmes Ensemble	—	4	—	—	—	4	—	—	—
			—	—	—	—	—	—	—	—	—
Lésions corporelles volontaires	22	Hommes Femmes Ensemble	—	—	—	—	—	—	—	—	—
			—	—	—	—	—	—	—	—	—
Lésions corporelles volontaires	23	Hommes Femmes Ensemble	182	500	—	5	60	311	122	184	—
			9	19	—	—	4	13	5	6	—
Lésions corporelles volontaires	24	Hommes Femmes Ensemble	69	145	—	—	29	94	40	51	—
			11	12	—	—	4	7	7	5	—
Lésions corporelles volontaires	25	Hommes Femmes Ensemble	80	157	—	—	33	101	47	56	—
			—	—	—	—	2	16	5	11	—
Lésions corporelles volontaires	27	Hommes Femmes Ensemble	7	27	—	—	—	16	5	11	—
			—	—	—	—	2	16	5	11	—

Relevé n° 8 — 1964 (suite)

NATURE DES INFRACTIONS	Nombres de la nomenclature	SEXE des condamnés	TOTAL des condamnés qui ont commis leur infraction sous l'influence de la boisson ou qui ont encouru au moins une condamnation pour ivresse publique		CONDAMNÉS qui ont commis leur infraction sous l'influence de la boisson		CONDAMNÉS qui ont encouru au moins une condamnation pour ivresse publique		CONDAMNÉS qui, ayant encouru une condamnation pour ivresse publique, ont en outre commis leur infraction sous l'influence de la boisson	
			Pri-maires	Réci-di-vistes	Pri-maires	Réci-di-vistes	Pri-maires	Réci-di-vistes	Pri-maires	Réci-di-vistes
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
Calomnies et injures	28	Hommes	1	4	—	—	—	3	1	1
		Femmes	1	—	—	—	—	—	1	—
		Ensemble	2	4	—	—	—	3	2	1
peines de pol.	29	Hommes	1	—	—	—	—	—	1	—
		Femmes	—	—	—	—	—	—	—	—
Ensemble	1	—	—	—	—	—	—	1	—	
Violation de sépulture	30	Hommes	—	—	—	—	—	—	—	—
		Femmes	—	—	—	—	—	—	—	—
Ensemble	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Falsification dangereuse de denrées alimentaires	31	Hommes	—	—	—	—	—	—	—	—
		Femmes	—	—	—	—	—	—	—	—
Ensemble	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Violation du secret professionnel	32	Hommes	—	—	—	—	—	—	—	—
		Femmes	—	—	—	—	—	—	—	—
Ensemble	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Violation du secret des lettres et autres communications	33	Hommes	—	—	—	—	—	—	—	—
		Femmes	—	—	—	—	—	—	—	—
Ensemble	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Vols et maraudages	34	Hommes	—	—	—	—	—	—	—	—
		Femmes	—	—	—	—	—	—	—	—
Ensemble	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
peines crim.	35	Hommes	95	389	—	1	44	327	51	61
		Femmes	6	25	—	—	5	25	1	—
Ensemble	101	414	—	1	49	352	52	61		
peines de pol.	36	Hommes	2	3	—	—	1	3	1	—
		Femmes	—	—	—	—	—	—	—	—
Ensemble	2	3	—	—	1	3	1	—		
Banqueroute	37	Hommes	1	1	—	—	1	1	—	—
		Femmes	—	—	—	—	—	—	—	—
Ensemble	1	1	—	—	1	1	—	—		
Abus de confiance, escroquerie, tromperie	38	Hommes	27	102	—	—	25	94	2	8
		Femmes	1	5	—	—	1	3	—	2
Ensemble	28	107	—	—	26	97	2	10		
peines de pol.	39	Hommes	—	1	—	—	—	—	—	1
		Femmes	—	—	—	—	—	—	—	—
Ensemble	—	1	—	—	—	—	—	—	1	
Recel	40	Hommes	2	20	—	—	2	18	—	2
		Femmes	—	2	—	—	—	2	—	—
Ensemble	2	22	—	—	2	20	—	2		

Relevé n° 8 — 1964 (suite)

NATURE DES INFRACTIONS	Nombres de la nomenclature	SEXE des condamnés	TOTAL des condamnés qui ont commis leur infraction sous l'influence de la boisson ou qui ont encouru au moins une condamnation pour ivresse publique		CONDAMNÉS qui ont commis leur infraction sous l'influence de la boisson		CONDAMNÉS qui ont encouru au moins une condamnation pour ivresse publique		CONDAMNÉS qui, ayant encouru une condamnation pour ivresse publique, ont en outre commis leur infraction sous l'influence de la boisson	
			Pri-maires	Réci-di-vistes	Pri-maires	Réci-di-vistes	Pri-maires	Réci-di-vistes	Pri-maires	Réci-di-vistes
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
Incendie	41	Hommes	—	—	—	—	—	—	—	—
		Femmes	—	—	—	—	—	—	—	—
		Ensemble	—	—	—	—	—	—	—	—
peines correc.	42	Hommes	—	—	—	—	—	—	—	—
		Femmes	—	—	—	—	—	—	—	—
Ensemble	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
peines crim.	43	Hommes	—	—	—	—	—	—	—	—
		Femmes	—	—	—	—	—	—	—	—
Ensemble	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Destructions et dommages	44	Hommes	39	69	—	1	7	36	32	32
		Femmes	—	4	—	—	—	3	—	1
Ensemble	39	73	—	1	7	39	32	33		
peines de pol.	45	Hommes	7	18	—	—	2	11	5	7
		Femmes	—	1	—	—	—	—	—	1
Ensemble	7	19	—	—	2	11	5	8		
Totaux	46	Hommes	815	2 077	—	7	286	1 382	529	688
		Femmes	65	137	—	1	30	83	35	53
		Ensemble	880	2 214	—	8	316	1 465	564	741
Totaux généraux	3 094	8	1 781	1 305						

Dans le tableau ci-dessous et qui couvre la période 1935-1964 on a relevé en regard du total des condamnés compris chaque année dans la statistique criminelle le nombre de ceux à qui un fait d'ivrognerie est imputé, soit avant, soit à

l'occasion de l'infraction.

Il est possible ainsi d'établir comparativement d'année en année le taux d'intervention de l'ivrognerie dans la criminalité.

ANNEES	NOMBRE TOTAL des individus retenus par la statistique criminelle	TOTAL DES INDIVIDUS auquel un fait d'ivrognerie est imputé, soit avant, soit à l'occasion de l'infraction	
		Chiffres absolus	%
1935	38 518	7 837	19,18
1936	36 966	7 545	20,41
1937	34 672	7 147	20,61
1938	33 978	6 570	19,34
1939	31 900	6 323	19,82
1940	33 256	5 561	16,72
1941	49 837	4 965	9,96
1942	56 332	4 487	7,96
1943	55 501	4 086	7,36
1944	32 868	2 310	7,02
1945	21 126	1 473	6,97
1946	30 021	3 038	10,11
1947	30 719	3 431	11,17
1948	37 118	4 132	11,13
1949	35 480	4 145	11,68
1950	30 545	4 430	14,50
1951	30 731	4 384	14,26
1952	32 279	4 387	13,59
1953	28 533	3 798	13,31
1954	26 519	3 714	14,00
1955	26 690	3 806	14,26
1956	27 337	3 833	14,02
1957	26 305	2 816	10,71
1958	26 899	4 188	15,57
1959	28 207	3 841	13,62
1960	27 665	3 935	14,22
1961	28 427	4 324	15,21
1962	27 443	3 966	14,45
1963	26 905	3 673	13,65
1964	27 853	3 094	11,11

CHAPITRE II

Statistique des infractions

Dans les tableaux de la statistique des condamnés, on fait surtout mention des infractions commises pour indiquer le domaine criminel propre à l'individu considéré : l'infraction classe le condamné sous une rubrique criminelle déterminée, mais, à travers tous les relevés et tableaux faisant l'objet du chapitre précédent, c'est l'individu condamné qui constitue l'objet des enquêtes et reste la seule unité statistique soumise à l'observation.

Dans la statistique des infractions, les crimes, délits et contraventions sont pris comme unités statistiques distinctes, et l'on y expose, non plus le nombre et le caractère des *délinquants* existant au sein de la population, mais le nombre des atteintes portées à la loi par l'ensemble de ces *délinquants*.

S'il est intéressant de connaître combien d'individus *différents* ont été frappés par la justice dans le cours de l'année, il ne l'est pas moins de mesurer l'importance de l'activité criminelle de ces *délinquants*, par la recherche du nombre de *faits* pour lesquels ils ont été condamnés et l'analyse de ces faits sous le rapport du lieu et du moment où ils ont été commis. Pour établir rigoureusement ce compte, il faudrait posséder une statistique des infractions proprement dites, c'est-à-dire une statistique où l'on relève le nombre des infractions, indépendamment de celui de leurs auteurs.

Mais faute d'un matériel statistique approprié, on ne peut dresser cette statistique en Belgique. On doit se contenter d'établir la somme des infractions individuelles commises.

Que trois individus enlèvent ensemble un objet dans une maison habitée : objectivement ils n'ont commis qu'un vol qualifié; subjectivement ils se sont rendus coupables chacun d'une telle infraction. Une statistique des infractions propre-

ment dites ne compterait qu'un vol : la statistique des infractions individuelles, la seule que l'on puisse établir dans l'impossibilité matérielle de tenir compte de la participation, en comptera trois.

C'est de cette dernière statistique qu'il sera question ci-après.

La statistique des infractions individuelles permet de comparer l'intensité respective de la criminalité chez les primaires et les récidivistes, d'établir le niveau relatif de la criminalité dans les grandes, moyennes et petites communes, de mesurer l'influence des saisons sur la criminalité et enfin, de mettre en relief l'importance quantitative exacte de chaque espèce d'infraction.

Quant à ce dernier point, il importe en effet de remarquer que dans la statistique des condamnés, les infractions les moins graves apparaissent comme moins nombreuses qu'elles ne le sont en réalité, parce que si un individu est condamné pour l'une d'elles en même temps que pour une autre, plus grave, on le classe à la rubrique de cette dernière infraction et il n'est fait aucune mention de l'infraction plus légère.

Qu'un individu soit condamné à un mois de prison pour rébellion, 26 francs d'amende pour outrage aux mœurs et 26 francs d'amende pour bris de clôture, comme il ne vaut que pour une unité dans la statistique des condamnés, on ne l'inscrit qu'une fois, à la rubrique rébellion (fait le plus grave) et on ne tient aucun compte de l'outrage aux mœurs et du bris de clôture. Dans la statistique des infractions individuelles, chaque rubrique contient le nombre exact des infractions qui ont donné lieu à une condamnation, chaque infraction individuelle étant comptée pour une unité statistique : dans l'exemple cité plus haut, on inscrira une rébellion, un outrage aux mœurs et un bris de clôture.

Le relevé n° 9 ci-dessous réparti par groupes de communes l'ensemble des infractions individuelles, commises en Belgique, dans un lieu déterminé, par l'ensemble des condamnés faisant l'objet des relevés du chapitre I.

Il distingue :

1°) les faits commis dans les communes ou agglomérations urbaines de 100.000 habitants et plus (Relevé A) ;

2°) les faits commis dans les communes de 25 à moins de 100.000 habitants (Relevé B) ;

3°) les faits commis dans les communes de 10 à moins de 25.000 habitants (Relevé C) ;

4°) les faits commis dans les communes de moins de 10.000 habitants (Relevé D) ;

et les classe :

1) par nature d'infraction ;

2) d'après la qualité de primaire ou récidiviste de leurs auteurs ;

3) d'après le mois dans lequel ils ont été commis ; dans les colonnes 27 à 30 sont comptés les faits qui n'ont pu être classés par mois, mais seulement par semestre.

Dans un tableau récapitulatif, l'ensemble des infractions commises en Belgique dans un lieu déterminé se trouve ventilé par mois et par groupe de communes.

Enfin un tableau rétrospectif donne le relevé absolu et proportionnel de ces infractions, réparties par mois.

D. — COMMUNES DE MOINS ANNEE

Relevé n° 9 — 1964 (suite)

Table with columns for Nature des infractions, Numéro de la nomenclature, and months (Janvier to Mai). Rows include categories like Atteinte à la sûreté de l'Etat, Faux en écritures, etc.

DE 10.000 HABITANTS. 1964

Table with columns for Durant le mois de (Jun to Décembre) and FAITS COMMIS DURANT LES MOIS DE (Octobre à Mars, Avril à Septembre), plus a TOTAL column. Rows correspond to the categories on page 128.

E. — RECAPITULATION (1).

ANNEE 1964

COMMUNES	FAITS COMMIS EN BELGIQUE DANS UN LIEU DETERMINE															Total
	durant le mois de															
	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	Octobre à mars	Avril à septembre	à une époque inconnue ou indéterminée	
+ 100 000 habitants	715	572	649	543	658	590	617	570	602	642	592	575	146	90	490	8 051
25 000 — 100 000	393	381	382	390	384	388	446	446	438	450	429	387	49	38	417	5 418
10 000 — 25 000	342	306	307	321	310	321	381	365	282	309	302	304	46	25	232	4 153
— 10 000	893	845	872	902	1 036	1 052	1 185	1 090	1 084	996	967	893	114	64	926	12 919
Total	2 343	2 104	2 210	2 156	2 388	2 351	2 629	2 471	2 406	2 397	2 290	2 159	355	217	2 065	30 541

(1) Pour le détail de cette récapitulation, mais sans indication du lieu, voir relevé n° 10, col. 2 à 17.

APERÇU RETROSPECTIF.

ANNEES	FAITS COMMIS EN BELGIQUE DANS UN LIEU DETERMINE															Total
	durant le mois de															
	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	Octobre à mars	Avril à septembre	à une époque inconnue ou indéterminée	

1. — CHIFFRES ABSOLUS.

1955	2 283	1 727	2 074	2 318	2 378	2 411	2 659	2 500	2 388	2 461	2 098	2 190	375	125	2 072	30 059
1956	2 630	1 531	2 168	2 155	2 397	2 405	2 790	2 610	2 693	2 596	2 455	2 514	101	31	1 754	30 830
1957	2 499	1 949	2 164	2 186	2 316	2 410	2 825	2 460	2 458	2 281	2 055	2 357	92	36	1 874	29 962
1958	2 554	1 971	2 026	2 187	2 352	2 624	2 757	2 663	2 464	2 368	2 275	2 241	115	33	1 652	30 282
1959	2 684	2 100	2 380	2 365	2 540	2 396	2 630	2 715	2 508	2 377	2 394	2 574	158	55	1 882	31 758
1960	2 715	1 988	2 362	2 314	2 572	2 342	2 645	2 665	2 627	2 471	2 345	2 311	127	44	1 866	31 394
1961	2 667	1 743	1 948	1 952	2 038	2 146	2 407	2 410	2 215	2 211	2 019	2 311	830	510	2 422	29 829
1962	2 258	1 676	1 859	2 025	2 144	2 276	2 441	2 499	2 361	2 108	1 914	2 191	306	342	1 963	28 363
1963	2 002	1 677	1 795	2 004	2 068	2 191	2 309	2 228	2 272	2 250	1 761	1 932	413	230	2 093	27 225
1964	2 343	2 104	2 210	2 156	2 388	2 351	2 629	2 471	2 406	2 397	2 290	2 159	355	217	2 065	30 541

2. — POURCENTAGES.

1955	7,59	5,75	6,90	7,71	7,91	8,02	8,84	8,32	7,94	8,19	6,98	7,29	1,25	0,42	6,89	100
1956	8,53	4,97	7,03	6,99	7,77	7,80	9,05	8,47	8,73	8,42	7,96	8,15	0,33	0,10	5,70	
1957	8,34	6,51	7,22	7,30	7,73	8,04	9,43	8,21	8,20	7,61	6,86	7,87	0,31	0,12	6,25	
1958	8,43	6,51	6,69	7,22	7,77	8,67	9,10	8,79	8,14	7,82	7,51	7,40	0,38	0,11	5,46	
1959	8,45	6,61	7,49	7,45	8,00	7,54	8,28	8,55	7,90	7,48	7,54	8,11	0,50	0,17	5,93	
1960	8,65	6,33	7,52	7,37	8,19	7,46	8,43	8,49	8,37	7,87	7,47	7,36	0,41	0,14	5,94	
1961	8,94	5,84	6,53	6,54	6,83	7,20	8,07	8,08	7,43	7,41	6,77	7,75	2,78	1,71	8,12	
1962	7,96	5,91	6,55	7,14	7,56	8,03	8,61	8,81	8,32	7,43	6,75	7,72	1,08	1,21	6,92	
1963	7,35	6,16	6,59	7,36	7,60	8,05	8,48	8,18	8,35	8,26	6,47	7,10	1,52	0,84	7,69	
1964	7,67	6,89	7,23	7,06	7,82	7,70	8,61	8,09	7,88	7,85	7,50	7,07	1,16	0,71	6,76	

Le relevé n° 10 reproduit ci-contre donne un aperçu de toutes les infractions individuelles jugées, qu'elles soient commises en Belgique dans un lieu déterminé ou dans un lieu inconnu ou indéterminé, même à l'étranger.

Le total des infractions faisant l'objet de ce relevé est donc supérieur à celui du relevé précédent, qui ne se rapporte qu'aux faits commis en Belgique, dans un endroit connu. L'ensemble des infractions faisant l'objet du relevé n° 10 est réparti par nature d'infraction et d'après la qualité de primaire ou récidiviste de l'auteur.

Seuls les faits commis en Belgique, dans un lieu déterminé, sont en outre répartis d'après le mois où ils ont été commis.

IVRESSE.

Ainsi qu'il a été dit plus haut l'ivresse n'est pas un délit susceptible de faire figurer son auteur dans la statistique criminelle.

Elle constitue cependant une circonstance qui est de nature à influencer sensiblement la criminalité.

A ce titre elle fait l'objet de relevés spéciaux dans la statistique des condamnés (chap. I, section VII).

Indépendamment de l'observation de son influence directe ou indirecte sur l'activité criminelle, il peut être intéressant de relever les faits d'ivresse punis comme tels par l'A.L. du 14 novembre 1939 sur la répression de l'ivresse, que ces faits soient ou non connexes à un autre délit.

Relevé n° 11. — INFRACTIONS AUX ARTICLES 1^{er} § 1, ET 3, DE L'ARRETE-LOI DU 14 NOVEMBRE 1939 SUR LA REPRESSION DE L'IVRESSE jugées pendant l'année et réparties d'après les mois de l'année où elles ont été commises.

ANNEE 1964

CATEGORIES DES CONTRAVENTIONS	FAITS COMMIS DURANT LE MOIS DE												FAITS connus à une époque inconnue ou indéterminée	TOTAL
	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre		
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
Faits d'ivresse connexes à un délit	106	108	115	87	124	117	138	123	106	110	122	117	3	1 376
Faits d'ivresse commis isolément	991	790	701	744	771	759	814	974	999	894	889	815	—	10 141
Total des deux catégories	1 097	898	816	831	895	876	952	1 097	1 105	1 004	1 011	932	3	11 517

On trouvera ci-dessous l'aperçu rétrospectif établi depuis 1949, des infractions aux articles 1^{er} § 1, et 3, de l'arrêté-loi du 14 novembre 1939.

Années	FAITS D'IVRESSE			FAITS COMMIS DURANT LE MOIS DE												Epoque inconnue
	connus isolément	connexes à un délit	Au total	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	
1949	6 183	1 845	8 028	657	552	526	659	748	740	795	766	820	695	560	498	12
1950	7 447	2 209	9 656	678	668	818	828	837	903	971	854	844	791	717	735	12
1951	8 861	2 236	11 097	835	824	847	897	999	1 097	1 271	995	1 043	892	777	611	9
1952	9 307	2 139	11 446	776	714	893	1 037	992	1 030	1 082	1 065	986	1 012	943	910	6
1953	9 090	1 923	11 013	749	692	915	965	1 070	1 090	1 133	1 054	914	905	740	766	20
1954	9 761	1 981	11 742	751	797	985	889	1 073	1 064	1 099	1 151	1 027	1 034	886	982	4
1955	10 729	2 038	12 767	887	787	956	1 050	1 224	1 135	1 270	1 155	1 139	1 151	984	1 020	9
1956	11 802	2 025	13 827	1 156	698	1 145	1 178	1 212	1 361	1 469	1 153	1 199	1 168	1 059	1 025	4
1957	12 495	1 850	14 345	1 019	1 046	1 210	1 255	1 233	1 215	1 402	1 249	1 379	1 188	962	1 164	23
1958	11 834	1 984	13 818	1 017	952	991	1 144	1 264	1 185	1 250	1 342	1 289	1 183	1 147	1 049	5
1959	11 606	1 879	13 485	977	885	1 076	1 147	1 250	1 270	1 284	1 285	1 122	1 111	1 034	1 037	7
1960	12 281	1 938	14 219	1 038	954	1 244	1 228	1 278	1 194	1 415	1 261	1 128	1 155	1 078	1 245	1
1961	12 729	1 637	14 366	1 109	963	1 073	1 260	1 214	1 278	1 413	1 298	1 230	1 286	1 254	1 117	41
1962	12 344	1 384	13 728	1 112	960	1 024	1 108	1 094	1 274	1 239	1 228	1 286	1 254	1 117	991	9
1963	13 366	1 303	12 063	1 004	948	1 121	1 125	1 140	1 048	1 252	1 274	1 136	1 134	1 084	1 091	9
1964	10 141	1 376	11 517	1 097	898	816	831	895	876	952	1 097	1 105	1 004	1 011	932	3

Table des Matières

INTRODUCTION GENERALE.

§ 1. Principes et exécution des enquêtes.

1. Généralités 9

2. Infractions prises en considération par la statistique criminelle 9

 Nomenclature détaillée 10

3. Unités prises en considération par la statistique criminelle 13

4. Méthode d'élaboration de la statistique criminelle 13

 Modèle de fiche 15

5. Organisation des travaux statistiques 16

§ 2. Traits principaux du droit criminel belge.

1. Economie générale du droit criminel 17

1. Notions de droit pénal :

 1) Le droit pénal est un droit écrit 17

 2) Infractions et peines principales 17

 3) Peines accessoires et subsidiaires 17

 4) Personnalité des peines 18

 5) Non rétroactivité de la loi pénale 18

 6) Tentative 18

 7) Concours 18

 8) Participation 18

 9) Causes de justification 18

 10) Causes d'excuse 18

 11) Circonstances atténuantes 18

 12) Récidive 19

 13) Extinction de peine 19

 14) Délais de prescription 19

15) Libération et condamnation conditionnelle 19

16) Majorité criminelle : régime de protection de l'enfance 19

17) Protection des anormaux, régime des récidivistes et délinquants d'habitude : loi de défense sociale du 9-4-1930 19

3. Notions de procédure pénale, d'organisation judiciaire et de compétence 20

 1) Mission de la police judiciaire 20

 2) Saisine des juridictions répressives 20

 a) Actions publique et civile 20

 b) Action publique devant les juridictions répressives 21

 Les juridictions de jugement 21

 1) Tribunaux de police 22

 2) Tribunaux correctionnels 23

 3) Cours d'appel 23

 4) Cours d'assises 23

 5) Cour de cassation 23

 Extinction de l'action publique 23

4. Le droit et la statistique 24

 1) Infractions et peines 24

 2) Concours et participation 24

 3) Récidive 24

§ 3. Données démographiques.

Tableaux :

1) Population ayant atteint l'âge de la majorité criminelle, répartie par sexe et âge 26

2) Etendue territoriale et densité de population par km2 par arrondissement judiciaire 27

STATISTIQUE CRIMINELLE

Chapitre I. — Statistique des condamnés

Section I. — Résultats généraux du dépouillement des fiches codifiées. Condamnés par sexe, nature d'infraction et antécédents judiciaires.

1. Introduction	29
2. Relevé n° 1 — Nombre des condamnations individuelles et des condamnés primaires et récidivistes par sexe et par nature d'infraction	30
3. Aperçus rétrospectifs :	
1° <i>Le sexe des condamnés :</i>	
Tableau A. — Nombre d'hommes et de femmes condamnés	33
Tableau B. — Pourcentages d'hommes et de femmes condamnés	33
Tableau C. — Taux de la criminalité par sexe. — Indices du taux de criminalité	33
2° <i>Les antécédents judiciaires :</i>	
Tableau D. — Nombre de primaires et de récidivistes condamnés	34
Tableau E. — Pourcentages de primaires et de récidivistes condamnés	34

Section II. — Etat civil et situation de famille.

1. Introduction	35
2. Relevé n° 2. — Etat civil des condamnés	36
3. Aperçus rétrospectifs :	
1. Etat civil des condamnés	43
Tableau A. — Nombre de condamnés d'après l'état civil, la situation de famille, les antécédents judiciaires et le sexe	44
Tableau B. — Pourcentage des condamnés d'après l'état civil, la situation de famille, les antécédents et le sexe	46
2. Situation de famille des condamnés	48
Tableau C. — Nombre de condamnés (mariés, veufs et divorcés) d'après la situation de famille	48
Tableau D. — Pourcentage des condamnés (mariés, veufs et divorcés) d'après la situation de famille	48
Tableau E. — Nombre de condamnés (toutes catégories) d'après la situation de famille	48
Tableau F. — Pourcentage des condamnés (toutes catégories) d'après la situation de famille	48

Section III. — Profession et état social des condamnés

1. Introduction	49
2. Relevé n° 3. — Condamnés répartis par profession, état social et groupe générique de l'infraction commise :	
A. Hommes	50
B. Femmes	55
C. Récapitulation par groupes professionnels principaux, des relevés n° 3 A et B	60
3. Aperçus rétrospectifs	
1. Profession des condamnés	61
Tableau A. — Nombre des condamnés, par groupe professionnel principal	62
Tableau B. — Pourcentage des condamnés par groupe professionnel principal	63
2. Etat social des condamnés	64
Tableau C. — Nombre de condamnés par état social	64
Tableau D. — Pourcentages des condamnés par état social	65

Section IV. — Age des condamnés

1. Introduction	66
2. Relevé n° 4 — Age des condamnés, en 7 catégories, par sexe et par nature d'infraction	67
Relevé n° 5. — Age des condamnés en 13 catégories, par primaires et récidivistes et par nature d'infractions :	
A. Hommes	68
B. Femmes	70
C. Total des deux sexes	72
3. Aperçus rétrospectifs	
Tableau A. — Nombre de condamnés par groupe d'âge	75
Tableau B. — Pourcentage des condamnés par groupe d'âge	76
Tableau C. — Taux de criminalité par 100.000 individus de chaque groupe d'âge	77
Tableau D. — Indices du taux de criminalité par 100.000 individus de chaque groupe d'âge	78
Tableau E. — Population criminelle fictive obtenue en appliquant, dans chaque groupe d'âge, le taux de criminalité des années étudiées à la population de l'année de base 1930	80
Tableau F. — Pourcentages de chaque groupe d'âge dans le total de la population criminelle fictive	81

Tableau G. — Pourcentages de chaque groupe d'âge dans le total de la population criminelle fictive. Sexes séparés	82
Tableau H. — Taux standard de criminalité pour 100.000 individus et indice	83
Tableau I. — Indices représentant les variations de la criminalité propre à chaque groupe d'âge de la population criminelle fictive, pour une criminalité générale constante	85

Section V. — Localisation des condamnés d'après l'arrondissement judiciaire où ils ont commis leur infraction.

1. Introduction	87
2. Relevé n° 6. — Répartition des condamnés d'après l'arrondissement où ils ont commis l'infraction	88
3. Répartition des condamnés par canton de naissance, de domicile et de lieu où les faits ont été commis : Chiffre de la population au 31 décembre de l'année de compte	96
Récapitulation par arrondissement et par ressort de Cour d'appel	102

Section VI. — Récidive générale et récidive spéciale.

1. Introduction. — Nomenclature générique restreinte	103
2. Relevé n° 7. — Récidivistes réparés en spécialistes et non spécialistes et d'après le nombre de condamnations qu'ils ont encourues	104
3. Aperçus récapitulatifs :	
Tableau A. — Taux de la récidive par 1.000 condamnés	110
Tableau B. — Indices du taux de la récidive	111

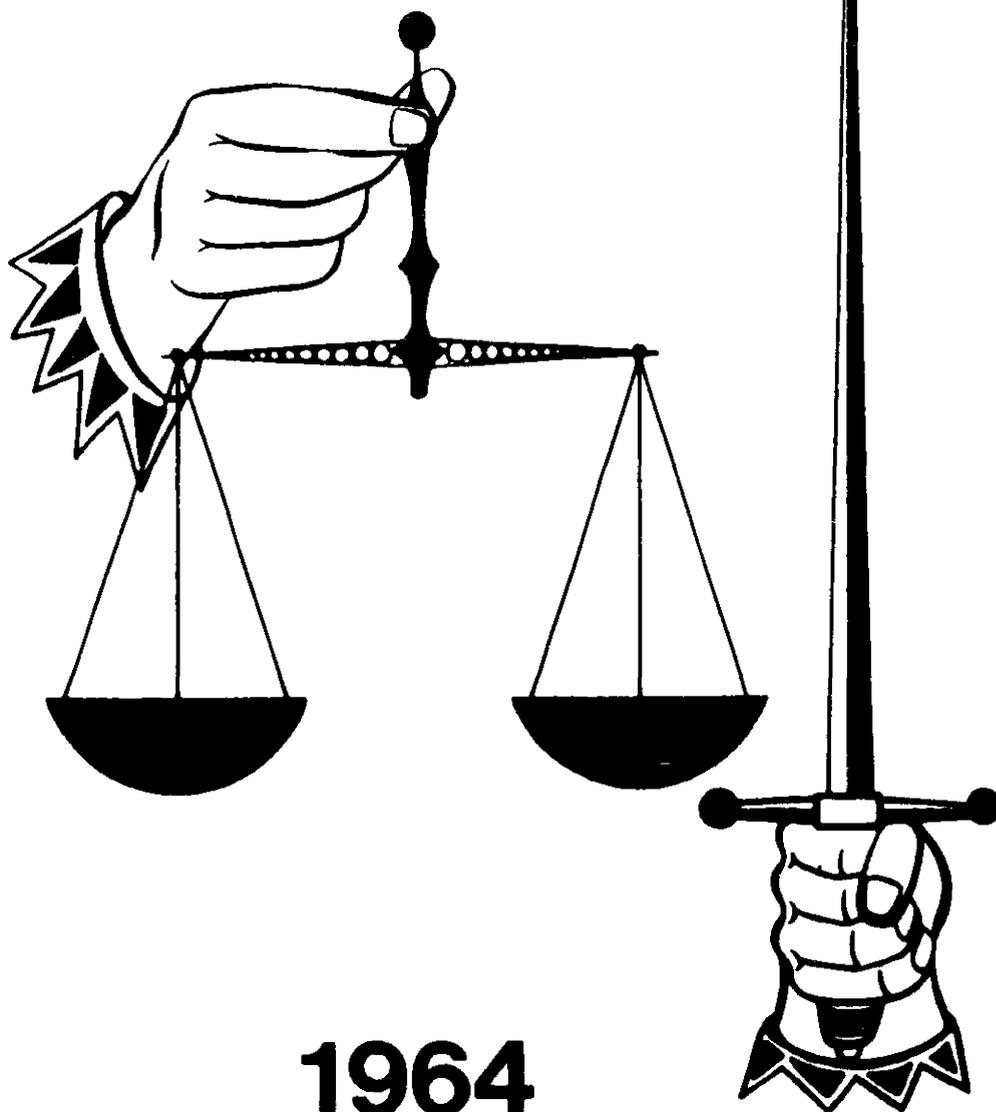
Section VII. — Ivrognerie.

1. Introduction	113
2. Relevé n° 8. — Ivrognerie	114
3. Aperçu récapitulatif. Pourcentage des condamnés auxquels un fait d'ivrognerie est imputé, soit avant, soit à l'occasion de l'infraction	118

Chapitre II. — Statistique des infractions.

1. Introduction spéciale	119
2. Relevé n° 9. — Nombre des infractions individuelles jugées, réparties d'après le mois dans lequel elles ont été commises :	
A. Communes ou agglomérations urbaines de 100.000 habitants et plus	122
B. Communes de 25.000 à moins de 100.000 habitants	124
C. Communes de 10.000 à moins de 25.000 habitants	126
D. Communes de moins de 10.000 habitants	128
E. Récapitulation	130
3. Aperçu rétrospectif	130
4. Relevé n° 10. — Nombre des infractions individuelles commises en Belgique dans un lieu déterminé, des infractions commises en Belgique dans un lieu indéterminé et des infractions commises à l'étranger :	
A. par des condamnés primaires	132
B. par des condamnés récidivistes	134
C. par les condamnés primaires et récidivistes réunis	136
5. Ivresse	
Relevé n° 11. — Infractions aux art. 1 § 1, et 3 de l'arrêté-loi du 14-11-39 sur la répression de l'ivresse jugées pendant l'année et réparties d'après le mois de l'année où elles ont été commises. — Aperçu rétrospectif	138

STATISTIQUES JUDICIAIRES



1964

JUIN 1967

N° 1

INSTITUT NATIONAL DE STATISTIQUE

ROYAUME DE BELGIQUE

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES

SOMMAIRE

	P.
Activité des Cours et tribunaux	3
Grâces et libérations conditionnelles	61
Défense sociale	67
Actes notariés	75
Déchéance du droit de conduire un véhicule	81

STATISTIQUE DE L'ACTIVITE

DES

COURS ET TRIBUNAUX

ANNEE 1964

A. AFFAIRES PENALES

1° Police judiciaire et Instruction

Tableau n° 1 Etat des travaux des Parquets (1964)

ARRONDIS- SEMENTS	Affaires dont le Procureur du Roi a eu à s'occuper			Direction donnée aux affaires reprises dans les colonnes 2, 3, 4										Nombre total des affaires do- nt le Parquet a eu à s'occu- per	
	Plaintes, dé- nonciations, procès-verbaux appels de poli- ce portés à la notice au cours de l'année	Affaires antérieures restées sans décision (proba- tions en- cours comprises)	Affaires dont l'informa- tion a été reprise pendant l'année	Classées sans suite	Jointes à des affai- res anté- rieures ou absorbées par jonc- tion par d'autres affaires	Transmi- ses pour disposi- tion au Proc. gén. à autre Parquet de l'Ins- tr. ou au trib. de Pa- ris	Déférés au juge d'instruction		Termi- nées par transac- tions	Ayant donné lieu à citation directe devant le Tribunal correctionnel			Déférés au juge des enfants		restées sans décision à l'in- forma- tion pro- bation en cours comprises
							pour instruc- tion	pour rapport		par le Procureur du Roi	par une adminis- tration publique	par une partie civile			
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16
Bruxelles	91.004	6.565	850	86.290	7.940	4.287	3.281	311	2.275	6.132	720	143	921	7.155	97.130
Louvain	10.903	3.201	301	10.793	231	1.554	415	57	428	1.585	79	33	112	3.402	19.405
Nivelles	11.090	431	-	10.659	590	1.582	230	541	347	355	37	10	42	307	11.581
Anvers	71.179	2.071	151	69.047	2.581	4.378	1.350	1.211	1.102	3.708	354	142	377	1.207	81.061
Malines	12.170	1.021	47	11.092	14	1.170	450	303	563	1.518	42	89	70	1.144	13.245
Turnhout	12.280	539	3	8.220	427	901	292	366	590	1.125	33	1	9	605	12.830
Mons	25.009	2.414	194	16.391	1.284	3.465	1.091	1.362	412	1.335	115	4	131	2.816	27.692
Charleroi	25.987	3.145	570	18.269	1.780	2.165	3.352	2.327	251	2.415	206	159	270	3.538	33.703
Tournai	17.032	1.002	-	10.383	115	1.647	622	521	300	2.533	47	5	32	2.059	18.094
Gand	22.055	3.174	2.002	16.879	656	2.749	1.216	1.08	1.551	2.959	51	48	231	3.237	42.061
Audenarde	6.017	89	87	6.119	-	1.033	507	10	372	1.420	19	40	103	584	7.249
Terronede	23.519	3.253	-	13.147	2.520	2.820	1.331	57	935	2.533	40	11	10	2.054	25.772
Bruges	33.338	2.327	271	20.740	1.400	5.193	235	155	1.589	3.009	73	29	165	2.809	35.936
Courtrai	17.534	1.803	1	9.807	44	2.105	859	380	310	2.295	479	30	-	2.519	19.338
Furnes	7.239	171	300	4.556	130	1.212	235	27	227	625	14	2	-	622	7.710
Ypres	6.100	53	-	3.558	21	552	176	25	106	1.247	12	39	45	468	6.249
Liège	55.101	5.793	-	40.249	4	3.351	3.255	4.006	662	3.913	423	9	535	6.376	41.884
Huy	7.191	544	-	3.623	107	1.589	222	570	66	762	48	6	163	577	7.735
Verviers	12.012	603	798	6.528	101	3.073	659	972	52	1.167	79	36	88	658	13.413
Tongres	16.125	571	32	7.974	268	3.973	450	1.128	194	1.586	50	2	32	1.071	16.728
Hasselt	11.476	830	64	6.444	239	1.403	490	863	810	915	44	195	6	961	12.370
Arlon	5.895	452	8	3.191	93	1.064	346	561	23	596	35	-	31	415	6.355
Marche	3.333	722	-	1.909	-	1.130	163	193	18	245	32	2	30	838	4.560
Neufchâteau	4.243	562	-	2.006	152	1.323	231	211	43	419	27	2	11	380	4.805
Namur	12.851	883	-	7.728	257	1.627	700	1.218	270	960	117	7	57	783	13.734
Dinant	9.473	846	23	4.634	513	2.467	419	584	127	798	61	10	124	605	10.342
Totaux :	537.549	45.124	6.483	349.690	21.429	56.838	24.077	18.125	14.212	48.654	3.337	1.064	4.125	47.605	589.156

Tableau n° 1 bis - PARQUETS TRANSACTIONS (1964)

ARRONDISSEMENTS	Nombre de transactions proposées	Nombre de transactions acceptées (1)	Sommes perçues en francs
Louvain	440	428	325.725
Nivelles	367	347	230.320
Anvers	1.200	1.192	546.800
Malines	609	583	364.138
Turnhout	600	590	266.030
Mons	492	412	212.900
Charleroi	251	251	195.600
Tournai	312	300	226.268
Gand	1.593	1.551	877.504
Audenarde	389	372	240.905
Termonde	965	935	774.145
Bruges	1.633	1.589	907.100
Courtrai	842	810	612.940
Furnes	286	227	185.950
Ypres	108	106	48.675
Liège	670	663	333.950
Huy	72	66	68.545
Verviers	61	52	54.950
Tongres	218	194	75.150
Hasselt	879	310	472.100
Arlon	23	23	8.450
Marche-en-Famenne	18	18	24.800
Neufchâteau	43	43	20.550
Namur	282	270	145.700
Dinant	132	127	35.800
Totaux	16.300	14.212	11.079.165

(1) Voir tableau n°1, col. 10

Tableau n° 2 - JUGES D'INSTRUCTION ET CHAMBRES DU CONSEIL
NOMBRE DES AFFAIRES - RESULTATS DE L'INSTRUCTION (1964)

ARRONDISSEMENTS	Affaires dont le juge d'instruction a eu à s'occuper					Direction donnée aux affaires (détail de la cbl. 5)					
	Affaires des années antérieures	Affaires dont le juge d'instruction a été saisi au cours de l'année		Affaires dont le juge d'instruction a été désaisi	Affaires dont le juge d'instruction reste saisi à la fin de l'année	Non-lieu	Renvoi			Inter-nement	Désai-sisements et autres (jonction évocation, etc.)
		pour instruction	pour rapport				Chambre des mises en accusation	Tribunal correctionnel	Tribunal de police		
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
Bruxelles	927	3.281	311	3.674	845	695	1	2.682	203	43	50
Louvain	147	415	57	468	151	120	1	316	-	21	10
Nivelles	81	332	541	842	112	60	1	257	510	7	7
Anvers	518	1.793	1.274	3.102	483	392	1	1.407	1.166	94	42
Malines	186	450	323	720	239	126	1	257	314	11	11
Turnhout	108	293	366	679	89	95	1	218	334	15	16
Mons	407	1.001	1.302	2.445	265	245	1	736	1.257	15	191
Charleroi	945	3.397	2.387	5.602	1.127	559	-	1.960	2.995	58	30
Tournai	209	692	521	1.184	238	219	-	442	494	19	10
Gand	239	1.315	68	1.366	256	361	2	884	3	19	97
Audenarde	297	507	20	648	174	245	1	372	1	13	16
Termonde	276	1.331	57	1.459	205	273	1	491	1	18	675
Bruges	277	995	158	1.122	308	264	2	767	51	16	22
Courtrai	285	869	380	1.235	299	181	-	654	337	18	45
Furnes	38	295	27	293	67	115	-	158	12	3	5
Ypres	61	176	25	207	55	69	-	126	3	2	7
Liège	686	3.255	4.006	7.282	665	448	4	2.081	4.147	22	580
Huy	72	222	572	798	68	74	-	154	563	1	6
Verviers	288	659	972	1.651	268	205	-	403	1.029	3	11
Tongres	88	450	1.128	1.560	106	56	1	319	1.170	6	8
Hasselt	131	490	863	1.304	180	88	1	300	901	1	13
Arlon	88	346	561	886	109	55	-	195	619	7	10
Marche-en-Famenne	49	163	193	352	53	46	-	92	211	1	2
Neufchâteau	81	231	211	425	98	71	-	111	233	-	10
Namur	390	700	1.218	1.921	387	187	-	374	1.316	18	26
Dinant	176	419	584	966	213	112	1	203	633	6	11
Totaux	7.050	24.077	18.125	42.191	7.060	5.361	20	15.959	18.503	437	1.911

Tableau n° 3 - CHAMBRE DES MISES EN ACCUSATION
NOMBRE ET RESULTATS DES ARRETS (1964)

NOMBRE DES ARRETS	Cours d'appel			Total
	Bruxelles	Gand	Liège	
1	2	3	4	5
Portant qu'il n'y a lieu à suivre contre aucun des inculpés (aux cours d'assises	31	14	26	71
Portant renvoi (au tribunal correctionnel (au tribunal de police (devant une autre juridiction	12	8	8	28
Portant décision d'internement (loi du 9 avril 1930)	37	15	30	82
	-	4	6	3
	9	20	11	10
Totaux :	89	61	84	234
Statuant sur des demandes en réhabilitation { Octrois Rejets	1.744	723	547	3.014
	76	27	60	163
Totaux :	1.820	750	607	3.177

Tableau n° 4 - ORDONNANCES DE LA CHAMBRE DU CONSEIL QUI ONT
ETE SOUMISES A LA CHAMBRE DES MISES EN ACCUSATION (1964)

NATURE DES ORDONNANCES	Ordonnances		Total
	confir- mées	infir- mées	
Ordonnances du juge d'instruction	9	8	17
Ordonnances statuant sur la détention préventive	608	312	980
Ordonnances de non-lieu auxquelles il a été fait opposition	55	38	93
Ordonnances de renvoi (total ou partiel) auxquelles il a été fait opposition	40	21	61
Ordonnances a) de mise en observation	13	10	23
b) d'internement	48	4	52
Autres ordonnances de la Chambre du Conseil	36	8	44
Cours d'appel { Bruxelles Gand Liège	545	77	622
	151	220	371
	173	104	277
Totaux :	869	401	1.270

Détention préventive

Tableau n° 5 - ACCUSES DE CRIMES OU DE DELITS ORDINAIRES JUGES CONTRADICTOIREMENT
PAR LES COURS D'ASSISES (1964)

PROVINCES	Nombre total des accusés	Nombre des accusés arrêtés préven- tive- ment	Durée de la détention préventive									
			Moins de 1 mois	De 1 à moins de 2 mois	De 2 à moins de 3 mois	De 3 à moins de 4 mois	De 4 à moins de 5 mois	De 5 à moins de 6 mois	De 6 à moins de 9 mois	De 9 à moins de 1 an	1 an et plus	Durée incon- nue
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
Brabant	4	4	-	-	-	-	-	-	-	1	3	-
Anvers	2	2	-	-	-	-	-	-	-	-	2	-
Hainaut	1	1	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-
Flandre orientale	6	6	-	-	-	-	-	-	3	1	2	-
Flandre occidentale	3	3	-	-	-	-	-	-	1	1	1	-
Liège	4	4	-	-	-	-	-	1	1	2	-	-
Limbourg	1	1	-	-	-	-	-	-	-	1	-	-
Luxembourg	2	2	-	-	-	-	-	-	-	-	2	-
Namur	2	2	-	-	-	-	-	1	-	-	1	-
Nombre des condamnés	22	22	-	-	-	-	-	2	4	5	11	-
Nombre des acquittés	3	3	-	-	-	-	-	-	1	1	1	-
Nombre des internés	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Totaux :	25	25	-	-	-	-	-	2	5	6	12	-

Tableau n° 6 - PREVENUS ACQUITTES EN APPEL (1964)

COURS D'APPEL	TOTAL	Durée de la détention préventive			
		Moins d'un mois	De 1 mois à moins de 2 mois	De 2 mois à moins de 3 mois	3 mois et plus
1	2	3	4	5	6
Bruxelles	5	3	2	-	-
Gand	10	4	1	1	4
Liège	-	-	-	-	-
Totaux :	15	7	3	1	4

Tableau n° 7 - INCULPES DECHARGES DES POURSUITES PAR LES CHAMBRES
DES MISES EN ACCUSATION (1964)

COURS D'APPEL	TOTAL	Durée de la détention préventive			
		Moins d'un mois	De 1 mois à moins de 2 mois	De 2 mois à moins de 3 mois	3 mois et plus
1	2	3	4	5	6
Bruxelles					
Gand					
Liège					
Totaux :					

Tableau n° 9 (suite)

- 14 -

1	2	3	4	1	2	3	4
Huy	1.982	1.712	502.975	Marche-en-Fam.	448	409	93.100
Ferrières	90	71	21.580	Durbuy	180	160	39.130
annut	675	570	133.250	Erezée	228	192	54.100
Jehay-Bodegnée	509	405	116.640	Houffalize	276	241	69.830
Nandrin	824	649	154.900	Laroche	371	333	73.100
				Nassogne	161	143	34.400
Totaux :	4.080	3.407	929.345	Vielsalm	162	152	34.600
				Totaux :	1.826	1.630	398.260
Verviers	1.140	1.044	281.200	Neufchâteau	317	254	101.650
Aubel	507	364	172.060	Bastogne	793	72	11.110
Dison	522	462	125.320	Bouillon	532	470	121.250
Eupen	1.588	1.146	324.910	Paliseul	306	281	72.950
Herve	1.280	970	377.630	Saint-Hubert	231	112	57.200
Limbourg	510	459	134.600	Sibret	430	390	103.110
Malmédy	920	868	259.790	Wellin	272	250	62.745
St-Vith	715	667	195.420				
Spa	879	744	200.700	Totaux :	2.881	2.595	696.265
Stavelot	360	305	96.210	Namur	6.080	5.189	1.448.200
				Andenne	1.300	1.162	339.800
Totaux :	8.421	7.029	2.167.840	Eghezée	860	731	212.900
Tongres	1.570	1.179	312.900	Fosses	2.000	1.542	533.215
Bilzen	1.000	711	210.400	Gembloux	2.856	2.664	881.390
Looz	1.150	702	174.100				
Bree	573	459	112.900	Totaux :	13.096	11.288	3.416.500
Genk	1.864	1.160	263.650	Dinant	1.210	1.076	238.010
Maaseik	841	623	128.400	Beauraing	405	341	95.283
Mechelen	2.100	1.380	328.097	Ciney	1.449	1.332	411.500
Fouron-Saint-Martin	162	123	31.500	Couvin	1.490	1.303	284.070
				Florennes	1.165	919	237.590
Totaux :	9.260	6.257	1.561.947	Gedinne	358	308	74.360
Hasselt	1.170	3.894	1.172.438	Philippeville	500	454	117.205
Beringen	2.600	2.262	601.100	Rochefort	620	566	188.650
Herck-la-Ville	546	464	121.050	Walcourt	759	687	192.070
Neerpelt	1.552	1.436	327.650				
Peer	1.484	1.240	333.550	Totaux :	7.956	6.986	1.898.718
Saint-Trond	1.198	1.081	299.760				
				TOTAL GENERAL :	461.739	409.894	118.278.393
Totaux :	11.550	10.377	2.855.548				
Arlon	931	727	205.400				
Etalle	360	322	149.900				
Fauvillers	400	310	78.860				
Florenville	163	141	41.550				
Messancy	409	306	108.100				
Virton	380	281	114.200				
Totaux :	2.643	2.087	698.010				

- 15 -

Tableau n° 10. - ETAT DES AFFAIRES ET DES INCULPES JUGES PAR LES TRIBUNAUX DE POLICE - ANNEE 1964

TRIBUNAUX	Inculpés jugés en matière de police				Individus jugés en matière de mendicité et de vagabondage (L. 27.11.1891)				Individus jugés en matière de lois électorales (Absence au vote)						
	Total		Acquittés ou renvoyés des poursuites, le tribunal s'étant déclaré incompétent		Total		Acquittés		Total		Acquittés		Condamnés		
	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
						à l'emprisonnement		à l'amende							
						condi- tionnel	simple	condi- tionnelle	simple						
						6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
Bruxelles	21.873	21.655	21.655	23.729	627	54	203	627	22.218	218	17	201			
Asse	787	784	784	1.011	265	5		128	613	3		3			
Hal	1.184	1.175	1.175	1.289	57	1	11	20	1.191	9		9			
Kraainem	100	100	100	136	15		6	13	102						
Overijse	302	302	302	342	34		1	14	293						
Rhode-Str-Genève	175	174	174	174	1				171	1		1			
St-Kwintens-Lennik	426	424	424	518	26	5	12	113	362	2		2			
Vilvorde	667	657	657	907	57	3	7	63	777	10	1	9			
Wolvertem	846	842	842	901	73			39	789	4	1	3			
Zaventem	329	328	328	369	27			8	334	1		1			
Totaux :	26.689	26.441	26.441	29.367	1.182	70	240	1.025	26.850	248	19	229			
Louvain	1.811	1.794	1.794	2.304	93		4	1.026	1.181	17		17			
Aartschot	280	277	277	374	31			122	221	3		3			
Diest	389	388	388	421	21			77	290	1		1			
Glabbeek	106	106	106	142	16		4	34	86						
Haacht	190	189	189	195	32	7	1	4	151	1		1			
Landen	112	112	112	164	19			43	102						
Tirlemont	512	506	506	708	63			251	394	6		6			
Léau	241	241	241	345	52			104	189						
Totaux :	3.641	3.613	3.613	4.620	327	7	9	1.661	2.616	28	28	28			

Tableau n° 10 (suite)

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
Nivelles	1.070	1.061	1.418	129	1	4	306	978	9	-	9	-	-	-
Genappe	154	153	233	6	6	1	28	192	1	-	1	-	-	-
Jodoigne	376	376	432	46	-	-	122	264	-	-	-	-	-	-
Perwez	279	279	307	47	-	-	148	112	-	-	-	-	-	-
Wavre	548	546	629	99	-	-	181	349	2	-	2	-	-	-
Totaux :	2.427	2.415	3.019	327	7	5	785	1.895	12	-	12	-	-	-
Anvers	17.850	17.659	19.764	2.490	12	116	3.464	13.682	191	4	187	-	-	-
Boom	826	821	1.193	355	-	-	375	463	5	-	5	-	-	-
Brecht	643	632	919	70	-	-	147	702	11	-	11	-	-	-
Kontich	896	890	970	121	-	1	265	583	5	1	4	-	-	-
Zandhoven	719	719	1.061	173	-	-	182	706	-	-	-	-	-	-
Totaux :	20.933	20.721	23.907	3.209	12	117	4.433	16.136	212	5	207	-	-	-
Mallines	1.408	1.399	1.879	166	-	29	607	1.077	9	-	9	-	-	-
Duffel	296	294	313	35	-	-	99	179	2	-	2	-	-	-
Heist-op-den-Berg	309	307	307	56	-	-	47	204	2	-	2	-	-	-
Lierre	685	684	718	143	-	-	223	352	1	-	1	-	-	-
Puurs	436	436	447	35	-	-	174	238	-	-	-	-	-	-
Totaux	3.134	3.120	3.684	435	-	29	1.150	2.050	14	-	14	-	-	-
Turnhout	1.135	1.090	1.112	121	21	10	395	565	45	5	40	-	-	-
Atendonk	455	454	621	82	2	1	287	249	1	-	1	-	-	-
Herentals	611	602	606	44	3	-	207	352	9	-	9	-	-	-
Hoogstraten	927	755	794	86	-	-	429	279	172	1	171	-	-	-
Mol	933	928	918	92	-	1	416	409	5	1	4	-	-	-
Westerlo	317	317	404	32	-	-	92	280	-	-	-	-	-	-
Totaux :	4.378	4.146	4.455	457	26	12	1.826	2.134	232	7	225	-	-	-

Tableau n° 10 (suite)

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
Mons	3.189	3.153	3.970	624	1	5	1.135	2.205	36	1	35	-	-	-
Chièvres	71	71	87	23	1	-	8	55	-	-	-	-	-	-
Enghien	195	192	205	38	-	-	51	116	3	-	3	-	-	-
La Louvière	882	868	1.054	208	-	5	303	538	14	-	14	-	-	-
Lens	208	208	215	32	3	2	65	113	-	-	-	-	-	-
Roculx	597	591	912	268	-	1	235	408	6	1	5	-	-	-
Soignies	600	572	637	121	-	-	134	382	28	-	28	-	-	-
Totaux :	5.742	5.655	7.080	1.314	5	13	1.931	3.817	87	2	85	-	-	-
Charleroi	7.634	7.591	10.062	1.030	-	11	1.443	7.578	43	2	41	-	-	-
Beaumont	242	238	273	44	-	-	25	204	4	-	4	-	-	-
Binche	1.168	1.160	1.402	335	-	-	50	1.017	8	2	6	-	-	-
Châtelet	1.593	1.590	1.801	204	-	-	22	1.575	3	-	3	-	-	-
Chimay	373	373	469	168	-	3	132	166	-	-	-	-	-	-
Fontaine-l'Évêque	1.131	1.127	1.262	157	-	2	142	961	4	-	4	-	-	-
Cosselies	1.272	1.269	1.387	205	13	2	49	1.118	3	-	3	-	-	-
Merbais-le-Château	326	322	418	42	-	-	83	293	4	-	4	-	-	-
Seneffe	701	701	769	133	1	-	255	380	-	-	-	-	-	-
Thuin	489	489	604	49	-	-	132	423	-	-	-	-	-	-
Totaux :	14.929	14.860	18.447	2.367	14	18	2.333	13.715	69	4	65	-	-	-

Tableau n° 10 (suite)

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
Tournai	640	624	929	139	1	6	34	749	16	2	14	-	-	-
Antoing	242	240	257	30	-	2	138	87	2	-	2	-	-	-
Ath	170	165	209	33	-	1	67	108	5	-	5	-	-	-
Celles	91	91	124	27	1	-	3	93	-	-	-	-	-	-
Comines	180	173	221	32	-	1	57	131	7	3	4	-	-	-
Flobecq	80	80	87	18	-	-	22	47	-	-	-	-	-	-
Franses	66	66	79	15	-	1	17	46	-	-	-	-	-	-
Lessines	209	205	306	39	-	-	102	165	4	-	4	-	-	-
Leuze	429	426	420	64	-	-	127	229	3	-	3	-	-	-
Mouscron	898	892	1.390	130	1	7	379	873	6	1	5	-	-	-
Péruwelz	320	313	347	43	2	2	66	234	7	1	6	-	-	-
Quevaucamps	412	411	592	66	-	-	133	393	1	-	1	-	-	-
Templeuve	393	391	391	48	-	-	42	301	2	-	2	-	-	-
Totaux :	4.130	4.077	5.352	684	5	20	1.187	3.456	53	7	46	-	-	-
Gand	6.244	6.194	6.194	475	-	44	1.009	4.666	50	2	48	-	-	-
Assenede	355	355	409	23	-	1	130	249	-	-	-	-	-	-
Deinze	262	261	299	55	-	-	99	145	1	-	1	-	-	-
Eeklo	411	409	610	110	-	-	165	335	2	-	2	-	-	-
Kaprijke	73	73	98	19	-	3	27	49	-	-	-	-	-	-
Kruishoutem	149	147	180	36	-	1	47	96	2	-	2	-	-	-
Lochristi	213	212	250	38	-	2	92	118	1	-	1	-	-	-
Nazareth	234	233	265	66	-	-	62	137	1	-	-	-	-	-
Nazareth	275	274	296	25	-	1	102	168	1	1	1	-	-	-
Nevele	448	448	492	55	4	5	11	417	-	-	-	-	-	-
Oosterzele	82	81	136	38	-	-	65	33	1	-	1	-	-	-
Waarschoot	181	181	264	38	-	-	120	106	-	-	-	-	-	-
Zomergem														
Totaux :	8.927	8.868	9.493	978	4	57	1.935	6.519	59	3	56	-	-	-

Tableau n° 10 (suite)

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
Audenarde	415	414	607	147	-	9	99	352	1	-	1	-	-	-
Grammont	262	260	303	64	1	13	104	121	2	-	2	-	-	-
Herzele	1.023	1.021	1.308	246	5	36	358	663	2	-	2	-	-	-
Nederbrakel	91	90	132	25	2	5	6	94	1	-	1	-	-	-
Ninove	673	668	913	201	24	21	45	622	5	-	5	-	-	-
Renaix	331	330	441	38	27	24	138	214	1	-	1	-	-	-
Sint-Maria-Horebeke	92	90	137	23	-	1	20	93	2	-	2	-	-	-
Zottegem	272	270	421	66	1	24	101	229	2	-	2	-	-	-
Totaux :	3.159	3.143	4.262	810	60	133	871	2.388	16	-	16	-	-	-
Termonde	705	700	807	28	-	-	302	477	5	-	5	-	-	-
Alost	1.710	1.705	1.989	66	2	9	1.037	875	5	-	5	-	-	-
Beveren	751	749	773	96	-	5	193	479	2	1	1	-	-	-
Hamme	271	270	339	38	-	3	50	248	1	-	1	-	-	-
Lokeren	441	440	487	30	-	1	146	310	1	-	1	-	-	-
Sint-Gillis-Waas	327	327	342	28	-	-	92	222	-	-	-	-	-	-
Saint-Nicolas	1.248	1.241	1.438	125	-	5	305	1.003	7	-	7	-	-	-
Tamise	320	319	343	21	1	4	182	135	1	-	1	-	-	-
Wetteren	401	400	417	45	-	4	115	253	1	-	1	-	-	-
Zele	374	372	403	29	-	2	144	228	2	-	2	-	-	-
Totaux :	6.546	6.523	7.338	506	3	33	2.566	4.230	25	1	24	-	-	-

Tableau n° 10 (suite)

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
Bruges	3.528	3.491	4.079	362	320	174	711	2.512	37	4	33	-	-	-
Ardoois	144	144	156	12	3	2	83	56	-	-	-	-	-	-
Ostende	1.630	1.612	1.836	218	152	79	361	1.026	18	-	18	-	-	-
Ruislede	101	101	119	13	13	1	23	69	-	-	-	-	-	-
Tielt	196	195	223	21	1	4	114	83	1	-	1	-	-	-
Torhout	463	459	547	107	42	3	218	177	4	2	2	-	-	-
Totaux :	6.062	6.002	6.960	733	531	263	1.510	3.923	60	6	54	-	-	-
Courtrai	2.467	2.457	3.776	271	-	17	1.134	2.354	10	-	10	-	-	-
Avelgem	198	196	211	30	1	-	35	145	2	-	2	-	-	-
Harelbeke	988	984	1.070	98	1	9	121	841	4	-	4	-	-	-
Izegem	637	635	667	65	-	2	271	329	2	-	2	-	-	-
Menin	984	982	1.389	166	-	10	451	762	2	-	2	-	-	-
Meulebeke	186	185	289	28	1	-	131	129	1	-	1	-	-	-
Moorsele	201	201	285	21	-	1	63	200	-	-	-	-	-	-
Oostrozebeke	268	266	426	55	-	-	157	214	2	-	2	-	-	-
Roulers	885	876	943	96	-	5	285	557	9	-	9	-	-	-
Totaux :	6.814	6.782	9.056	830	3	44	2.648	5.531	32	-	32	-	-	-
Furnes	554	548	802	179	-	-	47	576	6	-	6	-	-	-
Dixmude	337	337	396	90	-	-	54	252	-	-	-	-	-	-
Roesbrugge	121	121	191	39	-	-	8	144	-	-	-	-	-	-
Nieuport	419	414	508	111	-	5	74	318	5	-	5	-	-	-
Totaux :	1.431	1.420	1.897	419	-	5	183	1.290	11	-	11	-	-	-
Ypres	815	809	919	61	2	1	242	613	6	-	6	-	-	-
Hooglede	186	186	275	27	1	1	93	153	-	-	-	-	-	-
Messines	78	78	87	13	-	-	18	56	-	-	-	-	-	-
Passendale	107	106	123	7	-	-	56	60	1	-	1	-	-	-
Poperinge	150	150	170	24	-	-	36	110	-	-	-	-	-	-
Wervik	260	255	357	30	-	-	84	243	5	-	4	-	-	-
Totaux :	1.596	1.584	1.931	162	3	2	529	1.235	12	1	11	-	-	-

Tableau n° 10 (suite)

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
Liège	7.267	7.188	9.357	1.577	152	103	1.958	5.567	79	13	66	-	-	-
Dalhem	455	455	618	145	-	-	112	361	-	-	-	-	-	-
Ferhe-Sluis	1.081	1.081	1.721	384	15	3	419	900	-	-	-	-	-	-
Fléron	1.529	1.524	2.410	519	5	12	783	1.091	5	1	4	-	-	-
Hollogne-aux-Pierres	1.198	1.194	1.887	180	-	8	-	1.699	4	-	4	-	-	-
Louveigné	728	724	929	222	-	-	247	460	4	-	4	-	-	-
Seraing	1.481	1.473	2.315	373	17	15	565	1.345	8	-	8	-	-	-
Wareme	370	370	574	143	3	4	47	377	-	-	-	-	-	-
Totaux :	14.109	14.009	19.811	3.543	192	145	4.131	11.800	100	14	86	-	-	-
Huy	1.125	1.113	1.445	365	24	29	387	640	12	-	12	-	-	-
Ferrières	57	57	83	26	1	-	26	30	-	-	-	-	-	-
Hannur	255	254	254	39	-	-	106	109	1	-	1	-	-	-
Jehay-Bodegnée	223	223	308	43	-	-	86	179	-	-	-	-	-	-
Nandrin	337	336	463	126	1	4	189	143	1	-	1	-	-	-
Totaux :	1.997	1.983	2.553	599	26	33	794	1.101	14	-	14	-	-	-
Verviers	851	842	1.070	179	-	6	-	885	9	-	9	-	-	-
Aubel	350	349	486	95	-	-	58	333	1	-	1	-	-	-
Dison	233	233	271	40	-	8	6	217	-	-	-	-	-	-
Eupen	490	488	588	125	-	15	53	395	2	-	2	-	-	-
Herve	269	269	336	42	-	1	6	287	-	-	-	-	-	-
Limbourg	415	415	701	133	-	-	57	511	-	-	-	-	-	-
Malmédy	305	305	475	54	1	13	148	259	-	-	-	-	-	-
St-Vith	419	416	625	123	-	7	25	470	3	1	2	-	-	-
Spa	419	418	496	117	-	9	39	331	1	-	1	-	-	-
Stavelot	221	217	277	51	-	1	1	224	-	-	-	4	1	3
Totaux :	3.972	3.952	5.325	959	1	60	393	3.912	16	1	15	4	1	3

Tableau n° 10 (suite)

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
Tongres	1.299	1.284	1.544	375	12	3	796	358	15	-	15	-	-	-
Bilzen	1.064	1.062	1.427	247	11	9	435	725	2	-	2	-	-	-
Looz	855	855	1.267	137	12	-	786	332	-	-	-	-	-	-
Bree	264	264	330	67	4	-	159	100	-	-	-	-	-	-
Genk	1.186	1.182	1.588	225	11	20	633	699	4	-	4	-	-	-
Maaseik	605	605	708	95	9	11	319	274	-	-	-	-	-	-
Mechelen	1.041	1.039	1.289	133	27	7	166	956	2	-	2	-	-	-
Fouron-Saint-Martin	89	89	106	21	1	2	47	35	-	-	-	-	-	-
Totaux :	6.403	6.380	8.259	1.300	87	52	3.341	3.479	23	-	23	-	-	-
Hasselt	1.239	1.236	1.608	212	-	28	333	1.035	3	-	3	-	-	-
Beringen	1.049	1.047	1.457	170	-	-	137	1.150	2	-	2	-	-	-
Herk-la-Ville	272	271	378	58	-	-	58	262	1	-	1	-	-	-
Neerpeit	586	582	676	81	-	-	6	589	4	2	2	-	-	-
Peer	527	527	812	43	5	3	94	667	-	-	-	-	-	-
Saint-Trond	590	589	937	60	-	-	185	692	1	-	1	-	-	-
Totaux :	4.263	4.252	5.868	624	5	31	513	4.395	11	2	9	-	-	-
Arlon	680	675	728	85	-	15	188	440	5	-	5	-	-	-
Eralle	208	208	219	13	1	10	80	115	-	-	-	-	-	-
Fauvillers	310	310	344	50	3	8	80	203	-	-	-	-	-	-
Florenville	136	134	144	18	-	-	67	59	2	-	2	-	-	-
Messancy	660	660	784	67	-	7	311	399	-	-	-	-	-	-
Virton	475	475	546	79	-	11	200	256	-	-	-	-	-	-
Totaux :	2.469	2.462	2.765	312	4	51	926	1.472	7	-	7	-	-	-
Marche-en-Famenne	306	306	467	76	8	16	40	327	-	-	-	-	-	-
Durbuy	82	82	103	15	-	2	46	41	-	-	-	-	-	-
Erezée	75	73	119	25	4	1	15	69	2	-	2	-	-	-
Houffalize	163	162	220	43	2	4	60	110	1	-	1	-	-	-
Laroche	98	97	158	40	1	3	50	64	1	-	1	-	-	-
Nassogne	67	67	90	13	5	1	20	51	-	-	-	-	-	-
Vielśalm	56	56	88	25	-	3	24	36	-	-	-	-	-	-
Totaux :	847	843	1.245	241	21	30	255	698	4	-	4	-	-	-

Tableau n° 10 (suite)

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
Neufchâteau	301	300	315	31	3	3	193	85	1	-	1	-	-	-
Barogne	315	315	472	83	7	8	201	173	-	-	-	-	-	-
Bouillon	227	225	253	31	2	-	141	79	2	-	2	-	-	-
Pailseul	121	120	155	18	4	1	71	61	1	-	1	-	-	-
Saint-Hubert	136	135	157	35	6	-	72	44	1	-	1	-	-	-
Sibret	101	100	177	31	5	1	99	41	1	-	1	-	-	-
Wellin	123	123	184	50	-	2	51	81	-	-	-	-	-	-
Totaux :	1.324	1.318	1.713	279	27	15	828	564	6	-	6	-	-	-
Namur	2.945	2.905	3.396	534	70	60	809	1.923	40	7	33	-	-	-
Andenne	329	329	370	50	16	17	46	241	-	-	-	-	-	-
Eghezé	354	354	377	77	-	-	13	287	-	-	-	-	-	-
Fosses	1.386	1.383	1.879	296	29	14	467	1.073	3	-	3	-	-	-
Gembloux	854	853	989	244	18	5	241	481	1	-	1	-	-	-
Totaux :	5.868	5.824	7.011	1.201	133	96	1.576	4.005	44	7	37	-	-	-
Dinant	903	891	1.019	186	18	10	341	464	12	2	10	-	-	-
Beauraing	207	206	310	44	9	-	134	123	1	-	1	-	-	-
Ciney	924	917	1.264	182	7	13	270	792	7	-	7	-	-	-
Couvin	662	662	613	119	1	5	173	315	-	-	-	-	-	-
Florennes	503	495	570	154	-	8	115	293	8	1	7	-	-	-
Gedinne	238	228	263	62	3	5	93	100	-	-	-	-	-	-
Philippeville	205	202	237	46	6	4	44	137	3	-	3	-	-	-
Rochefort	416	413	613	77	2	2	255	277	3	1	2	-	-	-
Walcourt	534	534	636	83	1	7	144	181	-	-	-	-	-	-
Totaux :	4.582	4.548	5.265	932	47	54	1.569	2.682	34	4	30	-	-	-
TOTAUX GENERAUX :	166.374	164.941	200.683	24.731	1.293	1.567	41.199	131.893	1.429	83	1.346	4	1	3

Tableau nr 11 - TRIBUNAUX DE POLICE - RESULTAT DES POURSUITES D'APRES LA NATURE DES INFRACTIONS, EN MATIERE DE POLICE - ANNEE 1964

NATURE DES INFRACTIONS	Nombre des inculpés	Acquittés	Renvoyés par une déclaration d'incompétence	CONDAMNES					
				à l'emprisonnement			à l'amende		
				conditionnel	sans condition		conditionnelle	sans condition	
					de 8 jours et +	de 1 à 7 jours			
1	2	3	4	5	6	7	8	9	
Délits renvoyés aux tribunaux de police par les chambres du Conseil (L. 4.10.1867)	Code pénal	18.985	3.434	15	27	3	54	5.933	9.519
	Lois spéciales	324	56	1	1	-	2	99	165
Infractions de la compétence directe des tribunaux de police	Code pénal	5.612	1.447	20	11	2	29	1.243	2.860
	Règlements communaux et provinciaux	4.157	336	5	8	-	11	583	3.214
	Lois spéciales et règlements généraux								
	Totaux :	171.605	19.339	78	1.248	1.412	54	33.341	116.135
	200.683	24.612	119	1.293	1.417	150	41.199	131.893	

Tableau 12. - APPELS DE POLICE - NOMBRE DES APPELS JUGES PAR LES TRIBUNAUX CORRECTIONNELS - 1964

ARRONDISSEMENTS	AFFAIRES					
	pendantes au commencement de l'année	portées devant le tribunal pendant l'année	reprises sur opposition au cours de l'année	terminées par jugement	disparues par jonction ou autrement	restant à juger à la fin de l'année
1	2	3	4	5	6	7
Bruxelles	363	1.191	8	1.245	-	317
Louvain	76	258	-	214	-	120
Nivelles	43	157	1	161	-	40
Anvers	71	812	7	845	7	38
Malines	72	158	-	111	13	106
Turnhout	27	169	3	133	-	66
Mons	26	391	-	312	-	105
Charleroi	181	620	-	640	-	181
Tournai	22	122	-	97	-	47
Gand	40	654	-	684	-	10
Audenarde	67	219	-	213	-	73
Termonde	80	450	1	448	-	85
Bruges	44	511	-	504	-	51
Coutrai	139	420	-	477	-	82
Furnes	5	136	-	124	-	17
Ypres	30	135	-	109	-	56
Liège	1.113	941	-	1.071	9	974
Huy	63	233	3	253	1	45
Verviers	166	347	4	399	-	118
Tongres	65	283	1	295	-	54
Hasselt	26	302	-	314	-	14
Arlon	30	98	1	105	-	24
Marche-en-Famenne	45	92	-	81	-	56
Neufchâteau	26	98	2	95	-	31
Namur	202	371	2	368	1	266
Dinant	94	252	7	255	-	98
Totaux :	3.116	9.420	40	9.491	31	3.054

Tableau n° 13 a - LOIS COORDONNÉES SUR L'ENSEIGNEMENT PRIMAIRE ARTICLES 9, 10
11 et 11 bis (obligation scolaire) - CHEFS DE FAMILLE POURSUIVIS DEVANT LE JUGE
DE PAIX

(Chiffres par arrondissement judiciaire)
ANNEE 1964

ARRONDISSEMENTS	LOI DU 18.10.1921 RENFORCANT L'OBLIGATION SCOLAIRE (Arrêté royal du 25.10.1921 portant texte de la loi organique de l'enseignement primaire)					
	Nombre de chefs de famille poursuivis	Nombre de chefs de famille				
		acquittés	condamnés à l'amende		condamnés à l'emprisonnement	
			avec sursis	sans sursis	avec sursis	sans sursis
1	2	3	4	5	6	7
Bruxelles	-	-	-	-	-	-
Louvain	4	-	-	4	-	-
Nivelles	-	-	-	-	-	-
Anvers	5	1	2	2	-	-
Malines	-	-	-	-	-	-
Turnhout	14	-	4	10	-	-
Mons	-	-	-	-	-	-
Charleroi	22	6	1	15	-	-
Tournai	12	2	1	8	-	1
Gand	-	-	-	-	-	-
Audenarde	-	-	-	-	-	-
Termonde	23	3	3	17	-	-
Bruges	-	-	-	-	-	-
Courtrai	-	-	-	-	-	-
Furnes	8	1	-	7	-	-
Ypres	1	-	-	1	-	-
Liège	-	-	-	-	-	-
Huy	-	-	-	-	-	-
Verviers	4	-	-	4	-	-
Tongres	4	-	1	3	-	-
Hasselt	16	-	-	16	-	-
Arlon *	1	1	-	-	-	-
Marche-en-Famenne	-	-	-	-	-	-
Neufchâteau	-	-	-	-	-	-
Namur	64	7	7	48	-	2
Dinant	12	1	2	9	-	-
Totaux :	190	22	21	144	-	3

Tableau n° 13 b - LOIS COORDONNÉES SUR L'ENSEIGNEMENT PRIMAIRE, CHEFS DE FAMILLE
POURSUIVIS DEVANT LES JUGES DES ENFANTS - ANNEE 1964

ARRONDISSEMENTS	LOI DU 18.10.1921 RENFORCANT L'OBLIGATION SCOLAIRE (Arrêté royal du 25.10.1921 portant texte de la loi organique de l'enseignement primaire)						
	Nombre de chefs de famille poursuivis	Nombre de chefs de famille					
		Acquittés	condamnés à l'amende		condamnés à l'emprisonnement		
			avec sursis	sans sursis	avec sursis	sans sursis	
1	2	3	4	5	6	7	
Bruxelles	-	-	-	-	-	-	
Louvain	-	-	-	-	-	-	
Nivelles	-	-	-	-	-	-	
Anvers	2	-	-	2	-	-	
Malines	-	-	-	-	-	-	
Turnhout	-	-	-	-	-	-	
Mons	9	2	-	7	-	-	
Charleroi	12	-	-	12	-	-	
Tournai	13	3	1	8	-	1	
Gand	7	1	3	3	-	-	
Audenarde	6	-	1	5	-	-	
Termonde	-	-	-	-	-	-	
Bruges	4	suite donnée aux affaires non communiquées				-	-
Courtrai	10	2	-	8	-	-	
Furnes	-	-	-	-	-	-	
Ypres	-	-	-	-	-	-	
Liège	3	suite donnée aux affaires non communiquées				-	-
Huy *	-	-	-	-	-	-	
Verviers*	-	-	-	-	-	-	
Tongres	1	1	-	-	-	-	
Hasselt	-	-	-	-	-	-	
Arlon *	-	-	-	-	-	-	
Marche-en-Famenne *	-	-	-	-	-	-	
Neufchâteau *	-	-	-	-	-	-	
Namur	-	-	-	-	-	-	
Dinant	-	-	-	-	-	-	
Totaux :	67 (1)	9	5	45	-	1	

* Nombre de poursuites non communiqué.
(1) Y compris 7 affaires dont la suite n'a pas été communiquée.

Tableau n° 14 - NOMBRE DES AFFAIRES DONT LES TRIBUNAUX CORRECTIONNELS ONT EU A S'OCCUPER - 1964

ARRONDIS- SEMENTS	Affaires dont le tribunal a eu à s'occuper				Affaires terminées au cours de l'année							Affaires restant à juger à la fin de l'année	Jugements statuant au fond (col. 10)	
	pendantes au commencement de l'année	portées devant le tribunal pendant l'année	reprises sur opposition au cours de l'année	T O T A L	par jugements statuant au fond					Affaires disparues par jonction ou autrement	T O T A L		Chambre à juge unique	Chambre à 3 juges
					Jugements contradictoires	Jugements par défaut	Jugements contradictoires à l'égard de certains prévenus et par défaut à l'égard des autres	Jugements rendus sur opposition	T O T A L					
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
Bruxelles	1.481	8.339	389	10.209	7.162	897	619	359	9.037	175	9.212	997	7.662	1.375
Louvain	130	1.944	31	2.105	1.629	301	45	31	2.006	-	2.006	99	1.957	49
Nivelles	1.228	623	11	1.862	267	184	-	-	451	147	598	1.264	93	358
Anvers	388	6.375	234	6.997	4.695	1.128	223	234	6.280	339	6.619	378	4.681	1.599
Malines	549	1.222	19	1.790	1.211	228	23	19	1.481	63	1.544	246	1.145	336
Turnhout	27	1.214	38	1.279	940	237	45	21	1.243	9	1.252	27	1.060	183
Mons	409	2.527	20	2.956	1.950	458	136	20	2.564	-	2.564	392	2.332	232
Charleroi	1.302	4.241	116	5.659	1.924	564	128	115	2.791	-	2.791	2.868	2.072	719
Toumai	179	2.673	48	2.900	1.558	734	36	41	2.369	14	2.383	517	1.816	553
Gand	183	3.404	77	3.664	2.701	571	193	77	3.542	34	3.576	88	2.092	1.450
Audenarde	399	1.579	33	2.011	1.231	201	62	33	1.527	-	1.527	484	1.309	218
Termonde	183	2.552	35	2.770	1.801	315	109	39	2.264	-	2.264	506	694	1.570
Bruges	1.136	2.429	30	3.595	2.700	579	165	30	3.474	-	3.474	121	1.851	1.623
Coutrai	1.024	2.288	42	3.354	1.978	581	304	42	2.905	13	2.918	436	1.580	1.325
Furnes	21	747	9	777	521	144	53	9	727	6	733	44	235	492
Ypres	594	1.112	16	1.722	758	148	35	16	957	7	964	758	709	248
Liège	4.670	3.296	172	8.138	2.118	708	219	172	3.217	11	3.228	4.910	1.828	1.389
Huy	43	751	37	831	538	170	26	37	771	8	779	52	613	158
Verviers	432	756	15	1.203	597	101	45	40	792	-	792	411	302	490

Tableau n° 14 - (suite)

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
Tongres	738	1.355	42	2.135	832	205	52	42	1.131	-	1.131	1.004	1.002	129
Hasselt	73	1.624	62	1.759	1.225	284	79	72	1.660	4	1.664	95	1.441	219
Arlon	182	646	51	879	516	130	15	49	710	4	714	165	580	130
Marche-en-Famenne	60	187	11	278	180	44	8	11	243	1	244	34	194	49
Neufchâteau	36	398	18	452	277	73	18	18	386	7	393	59	310	76
Namur	394	1.092	59	1.545	737	206	77	59	1.079	11	1.090	455	685	394
Dinant	404	834	29	1.267	683	207	35	29	954	8	962	305	460	494
Totaux :	16.285	54.208	1.644	72.137	40.789	9.398	2.750	1.624	54.561	861	55.422	16.715	38.703	15.858

Tableau n° 15 - AFFAIRES REPRESSIVES DONT LES COURS D'APPEL ONT EU A S'OCCUPER - 1964

COURS D'APPEL	Nombre d'affaires								Nombre des arrêts définitifs				Jugements frappés d'appel		Nombre des prévenus jugés
	à juger				terminées				contradictoires	par défaut	contradictoires à l'égard de certains prévenus par défaut à l'égard des autres	TOTAL	confirmés	infirmés pour le tout ou pour partie	
	pendantes au commencement de l'année	portées devant la cour pendant l'année	reprises sur opposition au cours de l'année	TOTAL	jugées pendant l'année	disparues par jonction ou autrement	TOTAL	restant à juger à la fin de l'année							
2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	
Bruxelles	259	2.413	61	2.733	2.488	56	2.544	189	116	83	2.416	913	1.654	2.714	
Gand	606	1.943	33	2.582	1.896	33	1.929	653	93	138	1.896	941	955	2.946	
Liège	131	1.579	8	1.718	1.628	1	1.629	89	90	92	1.628	707	913	2.338	
Totaux :	996	5.935	102	7.033	6.012	90	6.102	931	299	313	5.940	2.561	3.522	7.998	

Tableau 16 - APERCU GENERAL DES TRAVAUX DES COURS D'ASSISES

1° Nombre et nature des affaires jugées ; nombre des individus poursuivis - 1964

PROVINCES	Nombre total des affaires	AFFAIRES CRIMINELLES		DELITS POLITIQUES ET DE PRESSE		Nombre total des individus poursuivis
		Jugés contradictoirement	Jugés par contumace	Jugés contradictoirement	Jugés par contumace	
1	2	3	4	5	6	7
Brabant	4	4	-	-	-	4
Anvers	2	2	-	-	-	2
Hainaut	1	1	-	-	-	1
Flandre orientale	6	6	-	-	-	6
Flandre occidentale	3	3	-	-	-	3
Liège	4	4	-	-	-	4
Limbourg	1	1	-	-	-	1
Luxembourg	1	1	-	-	-	2
Namur	2	2	-	-	-	2
Le Royaume :	24	24	-	-	-	25

2° Nombre, par province, des accusés et des prévenus acquittés ou condamnés - 1964

PROVINCES	AFFAIRES CRIMINELLES																DELITS POLITIQUES ET DE PRESSE					
	Total des poursuivis	Accusés jugés contradictoirement											de l'emprisonnement		de l'amende	Accusés jugés par contumace			Nombre total des prévenus	Acquittés	Condamnés	
		Nombre total	Acquittés	Internés	de mort	de travaux forcés			de la détention			de la réclusion	de 6 mois et plus	- de 6 mois		nombre total	acquittés	condamnés			a l'emprisonnement	a l'amende
						à perpétuité	de 15 ans et plus	de 10 ans à - de 15 ans	perpétuelle	à temps	ordinaire											
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23
Brabant	4	4	1	-	-	-	3	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Anvers	2	2	-	-	-	1	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Hainaut	1	1	-	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Flandre orientale	6	6	1	-	-	-	1	-	-	-	-	2	2	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Flandre occident.	3	3	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Liège	4	4	-	-	-	-	-	3	-	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Limbourg	1	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Luxembourg	2	2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Namur	2	2	1	-	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Le Royaume	25	25	3	-	1	2	7	3	-	-	-	3	6	-	-	-	-	-	-	-	-	-

Tableau n° 17 - AFFAIRES CRIMINELLES JUGEES CONTRADICTOIREMENT

1° Accusés classés d'après la nature des infractions pour lesquelles ils ont été poursuivis avec indication des acquittements et des peines qui ont été prononcées - 1964

NATURE DES INFRACTIONS D'APRES L'ACTE D'ACCUSATION	Total des accusés	Acquittés	Interdits	Total des condamnés	CONDAMNES A LA PEINE													Condamnés à la peine accessoire	
					de mort	des travaux forcés			perpétuelle	de la détention		de 10 ans et plus	de 5 à moins de 10 ans	de 3 ans et plus	de 6 mois à moins de 3 ans	de moins de 6 mois	de l'amende	de l'interdiction	de la mise à la disposition du gouvernement
						à perpétuité	de 15 ans et plus	de 10 à moins de 15 ans		extraordinaire	à temps ordinaire								
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20
INFRACTIONS CONTRE LES PERSONNES																			
Menaces d'attentat art. 328-329	1	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	-	-	-
Attentat à la pudeur et viol art. 373, 375, 378	2	-	-	2	-	-	-	1	-	-	-	-	1	-	-	-	-	2	-
Meurtres art. 392, 393	13	-	-	13	-	1	5	2	-	-	-	-	1	2	2	-	-	11	1
Assassinat art. 394	5	2	-	3	1	1	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	3	-
Infanticide art. 396	1	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Coups et blessures volontaires art. 398, 399	2	-	-	2	-	-	-	-	-	-	-	1	-	-	1	-	-	1	-
INFRACTIONS CONTRE LES PROPRIETES																			
Vols à l'aide de violences art. 468-469	1	-	-	1	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-
Totaux	25	3	-	22	1	2	7	3	-	-	-	1	2	2	4	-	-	18	1

Tableau n° 17 (suite) - 2° Accusés classés d'après la nature des fait dont ils ont été

NATURE DES FAITS D'APRES L'ARRET DE LA COUR	ACCUSES SANS ANTECEDENTS JUDICIAIRES																			
	soit à l'amende correctionnelle prisonnement correctionnel de -																			
	Total général des condamnés	Condamnés à la peine										Condam- nés à la peine ac- cessoire	Condamnés à la peine							
		Total des condamnés	des travaux forcés					à la dé- tention					Total des condamnés	des travaux forcés				à la dé- tention		
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19		
Menace d'attentat, art. 328, 329	1	1	-	-	-	-	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-		
Attentat à la pudeur et viol art. 373, 375, 378	2	2	-	-	1	-	-	1	-	2	-	-	-	-	-	-	-	-		
Meurtre art. 392, 393	13	10	-	1	5	-	-	1	3	8	-	2	-	-	1	-	-	-		
Assassinat art. 394	3	3	1	1	1	-	-	-	-	3	-	-	-	-	-	-	-	-		
Coups et blessures volontaires art. 398, 399	2	2	-	-	-	-	-	1	1	1	-	-	-	-	-	-	-	-		
Vol à l'aide de violences art. 468, 469	1	1	-	-	1	-	-	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-		
Totaux	22	19	1	2	8	-	-	3	5	15	-	2	-	-	1	-	-	-		

reconnus coupables, leurs antécédents judiciaires et les peines qui leur ont été infligés - 1964

ACCUSES CONDAMNES PRECEDEMENT																						
soit à un em- de 6 mois		à un emprisonnement de six mois et plus										à une peine criminelle										
de l'emprisonnement	de l'interdiction	de la mise à la disposition du gouvernement	Total des condamnés	Condamnés à la peine					Condamné à la peine accessoire	Condamnés à la peine					Condamné à la peine accessoire							
				des tra- vaux forcés		à la dé- tention				des tra- vaux forcés		à la dé- tention										
20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33	34	35	36	37	38	39	40	41	42
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
1	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	-	-	1	-	-	-	-	1	
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
1	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	-	1	-	-	-	-	-	1	

Tableau n° 18 - AFFAIRES JUGEES PAR CONTUMACE - 1964

NATURE DES CRIMES	Total des accusés	Acquittés	CONDAMNES A LA PEINE										Condamnés accessoirement à l'interdiction	Mis à la disposition du gouvernement	
			de mort	des travaux forcés			de la détention		de la réclusion	de l'emprisonnement	de l'amende	à temps			
				à perpétuité	de 15 ans et plus	de 10 ans à moins de 15 ans	perpétuelle	extraordinaire							ordinaire
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	
NEANT															

Tableau n° 19 - DELITS POLITIQUES ET DE PRESSE - 1964

NATURE DES INFRACTIONS	Total des prévenus	Acquittés	Condamnés à un emprisonnement				Condamnés à l'amende	Condamnés accessoirement à l'interdiction	Mis à la disposition du gouvernement
			De 3 ans ou plus	De 6 mois à moins de 3 ans	De moins de 6 mois	Conditionnel			
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
NEANT									

Tableau n° 20 - AFFAIRES PENALES (2ème Chambre) - 1964

NATURE DES ARRETS	Nombre des arrêts portant		Arrêts résultant des pourvois ou demandes formés par		Pourvois ou demandes restant à juger	
	cassation	rejet	le ministère public, le Gouverneur de province, etc...	les parties		
1	2	3	4	5	6	
Arrêts statuant au fond rendu en matière	criminelle	171	1	-	3	-
	correctionnelle	1	879	43	1.007	646
	cour militaire	-	3	-	4	-
	de défense sociale	3	12	-	12	-
	de milice	-	17	-	20	16
	électorale	42	1	-	1	-
	fiscale	2	77	-	119	395
Arrêts statuant sur des pourvois en matière disciplinaire	ordre des médecins	1	5	-	7	3
	ordre des pharmaciens	-	1	-	2	2
	ordre des avocats	-	1	-	1	-
	Totaux :	222	997	43	1.176	1.062
Arrêts statuant sur des demandes	Nombre des arrêts portant		Arrêts résultant des pourvois ou demandes formés par		Pourvois ou demandes restant à juger	
	admission	rejet	le ministère public	les parties		
en règlement de juges	4	-	4	-	4	
d'annulation (art. 441 CIC)	5	-	5	-	3	
en réhabilitation	1	-	-	1	1	
d'opposition à un arrêt	-	1	-	1	-	
en revision	1	-	-	1	-	
Totaux	11	1	9	3	8	
Total général	233	998	52	1.179	1.070	

Tableau n° 21 B - ETAT, PAR CANTON, DES AFFAIRES EN CONCILIATION (1984)

CANTONS	Affaires terminées à l'amiable pendant l'année	Affaires restées sans suite	CANTONS	Affaires terminées à l'amiable pendant l'année	Affaires restées sans suite
1	2	3	1	2	3
Bruxelles 1er canton	108	183	Brecht	42	44
Bruxelles 2e canton	104	205	Ekeren	34	135
Bruxelles 3e canton	97	237	Kontich	82	150
Bruxelles 4e canton	87	200	Zandhoven	31	86
Anderlecht	122	334			
Asse	183	548	Totaux :	961	2.131
Hal 1er canton	32	157	Malines (Nord)	85	55
Hal 2e canton	24	50	Malines (Sud)	74	139
Ixelles 1er canton	132	338	Duffel	99	71
Ixelles 2e canton	144	312	Heist-op-den-Berg	19	27
Kraainem	60	35	Lierre	120	175
Molenbeek-St-Jean	318	544	Puurs	9	36
Overijse	71	117			
Saint-Gilles	187	345	Totaux :	406	503
St-Josse-ren-Noode	112	568	Turnhout	172	190
Schaerbeek 1er canton	114	356	Arendonk	135	171
Schaerbeek 2e canton	142	220	Herentals	52	118
Rhode-St-Genèse	78	92	Hoogstraten	40	45
Sint-Kwintens-Lennik	261	349	Mol	68	143
Uccle	95	390	Westerlo	89	93
Vilvorde	263	192			
Wolvertem	104	329	Totaux :	556	760
Zaventem	84	82	Mons	512	384
Totaux :	2.900	6.161	Boussu	125	283
Louvain 1er canton	382	495	Châtèves	70	196
Louvain 2e canton	371	1.407	Dour	125	163
Aarschoot	251	262	Enghien	50	103
Diest	402	225	La Louvière	470	517
Glabbeek	58	70	Lens	68	139
Haacht	92	318	Pâturages	144	284
Landen	75	154	Roeulx	211	194
Tirlemont	341	473	Soignies	382	183
Léau	41	207			
Totaux :	2.013	3.611	Totaux :	2.157	2.446
Nivelles	66	410	Charleroi (Nord)	328	986
Genappe	25	109	Charleroi (Sud)	745	226
Jodogne	324	165	Beaumont	91	203
Perwez	130	109	Binche	323	684
Wavre	409	703	Châtelet	338	1.101
			Chimay	159	329
Totaux :	954	1.496	Fontaine-l'Evêque	658	432
Anvers 1er canton	122	187	Gosselies	246	499
Anvers 2e canton	120	267	Jumet	189	300
Anvers 3e canton	123	255	Marchienne-au-Pont	408	639
Anvers 4e canton	72	302	Merbes-le-Château	146	178
Berchem	129	244	Seneffe	140	472
Boom	56	119	Thuin	144	153
Borgerhout	150	342			
			Totaux :	3.915	6.202

Tableau n° 21 B (suite)

	1	3	1	2	3
Tournai	311	128	Termonde	248	164
Antoing	52	141	Alost	175	533
Ath	144	132	Beveren	112	172
Celles	21	41	Hamme	104	108
Comines	28	147	Lokeren	162	115
Flobecq	102	100	Sint-Gillis-Waas	137	130
Frasnes	187	91	Saint-Nicolas	375	758
Lessines	160	201	Tamise	82	177
Leuze	77	219	Wetteren	78	223
Mouscron	84	138	Zele	103	112
Peruwelz	73	81			
Quevaucamps	35	86	Totaux :	1.576	2.492
Templeuve	180	381	Bruges 1er canton	328	588
Totaux :	1.452	1.866	Bruges 2e canton	163	605
Gand 1er canton	378	668	Bruges 3e canton	220	697
Gand 2e canton	418	792	Ardoote	26	74
Gand 3e canton	274	599	Gistel	81	278
Assenede	156	331	Ostende	457	914
Deinze	49	120	Ruisselede	20	28
Eeklo	320	146	Tielt	34	72
Evergem	130	397	Torhout	85	241
Kaprijke	29	43			
Kruishoutem	50	160	Totaux :	1.412	3.497
Ledeberg	188	393	Courtrai 1er canton	84	219
Lochristi	58	170	Courtrai 2e canton	226	341
Nazareth	114	71	Avelgem	12	39
Nevele	40	93	Harelbeke	93	112
Oosterzele	131	347	Izegem	78	195
Waarschoot	12	64	Menin	217	506
Zomergem	29	120	Meulebeke	30	48
			Moorsele	37	79
Totaux :	2.376	4.514	Oostrozebeke	31	48
Audenarde	91	196	Roulers	415	455
Grammont	96	197			
Herzele	156	277	Totaux :	1.223	2.042
Nederbrakel	48	82	Furnes	61	291
Ninove	73	158	Dixmude	55	135
Renaix	159	211	Roesbrugge	19	59
Sint-Maria-Horebeke	49	76	Nieuport	92	175
Zottegem	128	123			
			Totaux :	227	660
Totaux :	800	1.320	Ypres 1er canton	32	109
			Ypres 2e canton	64	179
			Hooglede	56	98
			Messines	25	56
			Passendale	40	44
			Poperinge	81	112
			Wervik	80	135
			Totaux :	378	733

Tableau n° 21 B (suite)

1	2	3	1	2	3
Liège 1er canton		953	Arlon	150	243
Liège 2e canton	655	924	Etalle	68	80
Dalhem	298	98	Fauvillers	25	21
Fexhe-Slins	51	54	Florenville	50	87
Fléron	769	223	Messancy	121	99
Grivegnée	421	350	Virton	132	189
Herstal	354	271			
Hollogne-aux-Pierres	169	357	Totaux :	524	719
Louveigné	81	175	Marche-en-Famenne	137	402
Saint-Nicolas	50	143	Durbuy	51	175
Seraing	92	735	Erezée	58	1
Waremmes	251	201	Houffalize	93	79
Totaux :	3,330	4,484	La Roche	31	118
Huy	210	487	Nassogne	36	61
Ferrières	15	21	Vielsalm	141	84
Hannut	105	141	Totaux	545	920
Jehay-Bodegnée	75	78	Neufchâteau	145	139
Nandrin	216	41	Bastogne	87	299
Totaux :	621	748	Bouillon	36	91
Verviers	27	81	Paliseul	113	154
Aubel	14	75	Saint-Hubert	79	96
Dison	136	184	Sibret	41	55
Eupen	95	164	Wellin	56	73
Herve	22	43	Totaux :	557	907
Limbourg	144	121	Namur 1er canton	482	874
Malmédy	85	174	Namur 2e canton	234	700
Saint-Vith	73	128	Andenne	147	267
Spa	107	661	Eghezée	42	305
Stavelot	94	155	Fosses	946	1.058
Totaux :	797	1.786	Gembloux	190	394
Tongres	220	915	Totaux :	2.041	3.598
Bilzen	198	245	Dinant	571	783
Borgloon	129	152	Beauraing	116	318
Bree	111	52	Ciney	103	135
Genk	815	338	Couvin	122	349
Maaseik	82	186	Florennes	114	344
Mechelen s/Meuse	64	292	Gedinne	53	215
Fouron-St-Martin	8	53	Philippeville	102	166
Totaux :	1,625	2,233	Rochefort	180	324
Hasselt	368	851	Walcourt	164	359
Beringen	92	671	Totaux :	1.525	2.993
Herck-la-Ville	78	314			
Neerpelt	115	319			
Peer	38	144			
Saint-Trond	327	631			
Totaux :	1.018	2.930	LE ROYAUME :	35.889	61.752

La statistique a depuis l'année 1938, fait la distinction entre les affaires de nature civile et les affaires de nature commerciale dont les juges de paix avaient à connaître en vertu des dispositions nouvelles de l'arrêté royal du 13 janvier 1935.

Dans le total des affaires introduites devant les juges de paix, pour le Royaume, les affaires commerciales tiennent les proportions ci-dessous :

ANNEES	Total des affaires à juger	Affaires commerciale à juger	Proportion %
1	2	3	4
1950	193.618	9.972	5,1
1951	143.061	9.874	6,8
1952	136.225	8.871	6,5
1953	140.017	9.766	6,9
1954	137.497	9.155	6,7
1955	142.284	13.430	9,4
1956	139.869	13.146	9,4
1957	143.532	13.999	10,3
1958	143.844	14.522	9,9
1959	154.303	11.775	7,6
1960	148.353	11.896	8,0
1961	160.200	12.106	7,6
1962	200.692	14.015	7,0
1963	188.577	12.648	6,7
1964	171.971	12.054	7,1

Tableau n° 22 - CERTAINES ACTIVITES DE JURIDICTION GRACIEUSE DES JUGES DE PAIX

ANNEE	Nombre de conseils de famille présidés	Actes d'émancipation reçus	Actes de notoriété reçus	Nombre de levées de scellés	Reception de déclaration d'accident de travail
1	2	3	4	5	6
1960	18.019	3.363	29.745	751	120.192
1961	17.222	3.478	31.450	766	140.765
1962	16.344	3.262	34.478	812	152.903
1963	16.559	3.153	34.312	753	157.611
1964	16.761	3.215	33.717	777	159.601
1965	16.260	2.998	36.509	844	179.669
1966	16.197	2.953	38.361	784	186.812
1967	16.124	3.104	35.156	800	186.288
1968	15.767	3.105	34.788	885	179.177
1969	15.384	3.298	31.041	763	178.257
1960	15.159	3.169	26.666	794	180.017
1961	15.750	3.387	20.280	756	192.504
1962	16.175	3.585	19.863	785	182.059
1963	15.811	3.841	19.633	786	215.405
1964	16.896	3.860	20.475	740	212.024

Tableau n° 23 - APERCU GENERAL DES AFFAIRES SUR ASSIGNATION - ANNEE 1964

ARRONDISSEMENTS	Affaires dont le tribunal a eu à s'occuper						Affaires terminées par jugements						Total des affaires terminées	Affaires restant à juger	Jugements prononcés par le tribunal et ne statuant pas au fond			
	restant au rôle au 1er janvier	pour-suivies sur opposition	réinscrites au rôle	nouvelles portées au rôle	T O T A L	contra-dictaires	par défaut	contra-dictaires à l'égard de certains et par défaut à l'égard d'autres	rendus sur opposition	T O T A L	Affaires terminées par radiation, jonction ou autrement	12				13	14	15
1	7.495	127	372	8.285	16.279	3.899	2.147	77	105	6.228	2.117	8.345	7.934	1.344				
Bruxelles	1.485	12	15	975	2.487	437	262	28	12	739	315	1.054	1.433	159				
Louvain	1.217	11	2	621	1.851	259	180	4	8	451	147	598	1.253	98				
Nivelles	4.963	79	86	4.559	9.687	1.944	991	335	73	3.343	840	4.183	5.504	707				
Anvers	1.373	14	-	621	2.008	254	200	10	7	471	62	533	1.475	178				
Malines	861	14	16	683	1.554	353	183	7	9	552	17	569	985	112				
Turnhout	1.779	36	25	1.264	3.104	446	349	19	16	830	459	1.289	1.815	495				
Mons	2.294	44	32	1.497	3.867	477	569	41	30	1.117	189	1.306	2.561	247				
Charleroi	640	3	8	592	1.243	223	206	80	40	549	80	629	614	410				
Tournai	2.658	13	1	1.381	4.053	748	493	23	13	1.277	144	1.421	2.632	686				
Gand	415	15	12	595	1.037	248	158	27	20	453	98	551	486	92				
Audenarde	1.438	26	28	986	2.478	465	256	24	10	755	107	862	1.616	241				
Termonde	1.447	19	9	999	2.474	606	243	66	11	926	253	1.179	1.295	180				
Bruges	876	10	-	747	1.633	309	270	42	5	626	43	669	964	232				
Courtrai	312	9	11	344	676	211	66	-	5	282	37	319	357	76				
Fumes	463	-	2	292	757	172	56	8	2	238	65	303	454	63				
Ypres	3.187	17	192	2.186	5.582	1.331	394	19	17	1.761	321	2.082	3.500	928				
Liège	194	6	11	391	602	194	156	5	9	364	47	411	191	99				
Huy	535	24	3	546	1.108	217	247	5	24	493	102	595	513	108				
Verviers	602	4	2	756	1.364	250	223	11	8	492	33	525	839	223				
Tongres	664	7	2	790	1.463	352	190	30	7	579	97	676	787	249				
Hasselt	483	7	3	346	839	130	125	7	3	265	51	316	523	95				
Arlon																		

Tableau n° 23 (suite)

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
Marche-en-Famenne	372	4	-	150	526	47	55	1	1	104	8	112	414	5
Neufchâteau	296	6	-	147	449	36	60	2	6	104	24	128	321	26
Namur	1.014	11	7	687	1.719	261	229	10	11	511	276	787	932	188
Dinant	202	9	-	432	643	336	158	26	9	529	38	567	76	92
Ressort de la Cour d'appel de :														
Bruxelles	22.107	340	556	19.077	42.080	8.292	5.087	601	300	14.280	4.226	18.506	23.574	3.750
Gand	7.609	92	63	5.344	13.108	2.759	1.542	190	66	4.557	747	5.304	7.804	2.498
Liège	7.549	95	220	6.431	14.295	3.154	1.837	116	95	5.202	997	6.199	8.096	1.137
LE ROYAUME :	37.265	527	839	30.852	69.483	14.205	8.466	907	461	24.039	5.970	30.009	39.474	7.385

Tableau n° 24 - JUGEMENTS RENDUS SUR APPEL - AFFAIRES SUR REQUÊTE - REFERES (1964)

ARRONDISSEMENTS	Affaires sur requête					Détail de quelques affaires sur requête			Ordonnances de référé	Jugements rendus sur appel
	acceptées	rejetées	sans suite	pendantes	TOTAL	Nombre de jugements statuant sur des demandes de Pro Deo	Adop-tions	Divorces par consente-ment mutuel		
Bruxelles	4.969	35	79	24	5.107	1.116	307	425	1.222	1.068
Louvain	575	22	5	6	608	65	43	17	196	132
Nivelles	412	3	-	-	415	50	34	24	101	51
Anvers	1.969	102	19	-	2.090	547	192	209	1.322	1.021
Malines	867	1	-	-	868	45	16	30	122	74
Turnhout	330	2	-	8	340	42	21	1	132	115
Mons	1.881	26	30	19	1.956	457	69	58	449	169
Charleroi	1.024	8	-	12	1.044	54	83	84	565	148
Tournai	762	35	2	1	800	100	28	25	139	53
Gand	2.195	11	11	26	2.243	452	43	83	584	230
Audenarde	285	10	-	-	295	54	8	9	57	69
Termonde	656	14	3	25	698	97	39	7	365	176
Bruges	395	31	5	20	451	150	25	41	280	167
Courtrai	458	10	16	18	502	77	33	13	138	155
Furnes	126	3	-	-	129	41	6	-	41	56
Ypres	416	2	-	-	418	12	7	4	41	20
Liège	2.004	18	12	6	2.040	276	120	165	800	235
Huy	943	10	1	10	964	53	13	14	102	49
Verviers	532	3	-	-	535	67	37	43	102	61
Tongres	399	4	3	14	420	53	13	3	132	79
Hasselt	698	2	-	10	710	84	23	10	82	107
Arion	427	-	-	9	436	40	16	5	52	26
Marche-en-Famenm	281	-	1	-	282	8	5	2	29	16
Neufchâteau	170	-	-	-	170	7	8	2	19	7
Namur	660	11	-	-	671	111	31	38	146	81
Dinant	749	-	-	-	749	29	8	5	53	64
Resort de la Cour d'appel de :										
Bruxelles										
Gand	12.789	234	135	70	13.228	2.466	793	873	4.248	2.821
Liège	4.531	81	35	89	4.736	383	161	157	1.506	873
	6.863	48	17	49	6.977	728	274	287	1.517	725
LE ROYAUME:	24.183	363	187	208	24.941	4.077	1.228	1.317	7.271	4.419

Tableau n° 25 - APERCU GENERAL DES AFFAIRES SUR ASSIGNATION - ANNEE 1964
3° Tribunaux de Commerce

TRIBUNAUX	Affaires dont le tribunal a eu à s'occuper							Affaires terminées par jugements					Total des affaires terminées par radiation, jonction ou autrement	Affaires restantes à juger	Jugements prononcés par le tribunal et ne statuant pas au fond
	pendantes au commencement de l'année	poursuivies sur opposition à des jugements par défaut	réinscrites après jugement de bifure	nouvelles introduites pendant l'année	Total	contradictoires	par défaut	contradictoires à l'égard de certains par défaut à l'égard d'autres	rendus sur opposition	TOIT	TOIT	TOIT			
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16
Nivelles	Bruxelles	4.978	712	541	21.548	27.779	5.170	13.159	-	187	18.546	3.441	21.987	5.792	495
Mallines	Louvain	930	42	-	1.437	2.459	425	728	32	30	1.216	220	1.436	1.023	229
Turnhout	Anvers	4.267	217	132	10.763	15.379	3.099	5.982	120	217	9.418	2.047	11.465	3.914	55
Charleroi	Mons	1.186	16	-	900	2.102	210	508	3	17	738	176	914	1.188	891
Audenarde	Mons	625	8	17	1.057	1.707	269	613	3	12	897	29	926	781	69
Termonde	Tournai	1.550	42	14	1.861	3.467	780	1.088	15	28	1.917	257	2.174	1.293	75
	Gand	1.148	59	99	2.601	3.907	802	1.462	32	34	2.323	432	2.752	1.155	248
	Alost	121	6	-	1.192	1.319	548	518	26	6	1.098	36	1.134	185	124
	Saint-Nicolas	1.587	72	4	3.456	5.119	1.022	1.715	-	29	2.766	560	3.326	1.793	276
	Bruges	286	7	9	442	744	126	286	20	24	456	82	538	206	41
	Ostende	559	10	4	1.358	1.931	575	639	30	15	1.259	142	1.401	530	218
	Courtrai	481	23	-	1.218	1.722	205	767	-	23	995	105	1.100	622	277
	Furnes	501	7	3	556	1.067	155	293	14	6	468	45	513	554	76
	Ypres	879	26	12	1.304	2.221	479	616	-	19	1.114	191	1.305	916	201
	Huy	402	10	3	1.045	1.450	332	380	9	5	726	159	885	575	234
		798	5	20	2.121	2.944	543	1.061	49	13	1.666	430	2.096	848	292
		190	7	1	304	502	138	134	-	3	275	49	324	178	30
		241	-	1	466	708	122	210	8	-	340	66	406	302	30
		2.363	139	70	6.273	8.845	1.814	3.554	158	139	5.665	618	6.283	2.562	331
		331	6	3	525	865	158	258	14	6	436	137	573	292	57
		293	37	8	1.357	1.695	601	641	8	91	1.341	219	1.560	135	66

Tableau n° 25 (suite)

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16
Tongres		535	18	4	1.142	1.699	202	498	9	7	716	216	932	767	75
Hasselt		425	27	3	1.420	1.875	327	791	29	27	1.174	186	1.360	515	122
Arlon		243	4	-	323	570	101	179	6	4	260	34	324	246	41
Marche-en-Famenne		372	5	-	256	633	48	169	-	4	221	19	240	393	4
Neufchâteau		216	4	-	265	485	62	156	3	4	225	19	244	241	39
Dinant	Namur	539	16	7	1.424	1.986	449	762	12	11	1.234	266	1.500	486	133
		338	6	3	625	972	139	378	21	6	544	71	615	357	88
Ressort de la Cour d'appel de :	Bruxelles	15.284	1.120	805	42.280	59.489	11.589	24.571	226	553	36.939	6.781	43.720	15.769	2.462
	Gand	5.924	167	57	12.270	18.418	3.897	6.101	130	137	10.065	1.829	11.894	6.524	1.927
	Liège	5.655	262	98	13.610	19.625	3.901	7.386	260	299	11.846	1.785	13.631	5.994	996
TRIBUNAUX	civils de commerce	7.066	192	145	11.803	19.206	3.139	6.418	156	176	9.889	1.704	11.593	7.613	962
		19.797	1.357	815	56.357	78.326	16.048	31.640	460	813	48.961	8.691	57.652	20.674	4.423
	TOTAUX :	26.863	1.549	960	68.160	97.532	19.187	38.058	616	989	58.950	10.395	69.245	28.287	5.385

Tableau n° 26 - AFFAIRES SUR REQUETE - REFERES (1964)

ARRONDISSEMENTS	Affaires sur requête					Détail de quelques affaires sur requête			Ordonnances de référé
	acceptées	rejetées	sans suite	pendantes	Total	Nombre de jugements statuant sur des demandes de Pro Deo	Saisies conservatoires	Faillites et concordats	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
Bruxelles	722	42	26	12	802	-	165	16	295
Louvain	110	2	-	-	112	1	23	4	22
Nivelles	57	1	-	-	58	-	-	-	-
Anvers	6.519	5	-	4	6.528 *	107	192	519	428
Malines	225	-	-	-	225	-	9	7	14
Turnhout	36	1	-	-	37	1	19	15	28
Mons	79	-	-	-	79	6	8	18	36
Charleroi	17	-	-	17	34	-	-	34	66
Tournai	90	-	-	-	90	-	14	59	7
Gand	136	4	-	1	141	4	28	10	47
Audenarde	42	-	-	-	42	-	14	12	8
Alost	112	2	-	-	114	-	6	67	22
St-Nicolas	31	1	-	-	32	-	8	1	10
Termonde	1	1	-	-	2	-	-	2	4
Bruges	77	1	-	-	78	2	15	51	18
Ostende	69	1	1	-	71	-	15	2	18
Courtrai	131	11	-	-	142	-	16	94	38
Furnes	20	1	-	-	21	-	-	21	5
Ypres	38	-	-	-	38	-	-	8	1
Liège	281	3	-	-	284	4	58	162	79
Huy	20	-	-	-	20	2	9	8	19
Verviers	126	-	-	-	126	2	11	92	17
Tongres	69	-	-	-	69	1	33	23	5
Hasselt	346	-	-	-	346	11	49	178	44
Arlon	83	-	-	3	86	-	12	7	2
Marche-en-Famenne	16	-	-	-	16	-	1	3	1
Neufchâteau	20	-	-	-	20	-	5	1	1
Namur	37	4	-	-	41	-	21	9	14
Dinant	52	1	-	1	54	1	6	4	6
Ressort de la Cour d'appel de :									
Bruxelles									
Gand	7.855	51	26	33	7.965 *	115	430	672	894
Liège	657	22	1	1	681	6	102	268	171
	1.050	8	-	4	1.062	21	205	487	188
LE ROYAUME :	9.562	81	27	38	9.708 *	142	737	1.427	1.253

* dont 5.634 désignations d'experts.

Tableau n° 27 - AFFAIRES CIVILES ET COMMERCIALES - CAUSES INTRODUITES TERMINEES ET RESTANT A JUGER - 1964

COURS D'APPEL (avec indication des juridictions qui ont rendu les décisions attaquées)	Causes à juger					Causes terminées					Causes restant à juger
	pendantes au commencement de l'année	poursuivies sur opposition à des arrêts par défaut réinscrits au rôle après arrêt de bifurque	nouvelles portées au rôle au cours de l'année	TOTAL	par arrêt	par accord	par jonction	par bifurque, désistement ou autrement	TOTAL		
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
COUR D'APPEL DE BRUXELLES											
Tribunaux de première instance en matière civile et commerciale	3.823	24	59	2.268	6.174	1.818	3	176	366	2.363	3.811
Tribunaux étrangers au ressort (après cassation)											
Appels de jugements d'arbitres	20	-	-	12	32	18	-	-	6	25	7
Référés	8	-	-	3	11	6	-	-	3	9	2
Affaires portées directement devant la Cour	405	1	-	301	707	218	-	7	66	291	416
	3	-	-	7	10	7	-	-	2	9	1
COUR D'APPEL DE GAND											
Tribunaux de première instance en matière civile et commerciale	640	12	39	811	1.502	639	4	32	123	798	704
Tribunaux étrangers au ressort (après cassation)											
Appels de jugements d'arbitres	8	-	-	6	14	7	-	1	-	8	6
Référés	1	-	-	-	1	1	-	-	-	1	-
COUR D'APPEL DE LIEGE											
Tribunaux de première instance en matière civile et commerciale	829	8	1	683	1.521	638	3	65	77	783	738
Tribunaux étrangers au ressort (après cassation)											
Appels de jugements d'arbitres	8	-	-	6	14	6	-	-	-	6	8
Référés	-	-	-	1	1	-	-	-	-	-	1
TOTAUX POUR LES TROIS COURS D'APPEL											
Tribunaux de première instance en matière civile et commerciale	5.259	46	96	3.721	9.122	3.060	11	269	558	3.898	5.224
Tribunaux étrangers au ressort (après cassation)											
Appels de jugements d'arbitres	36	-	-	24	60	32	-	1	6	39	21
Référés	9	-	-	4	13	7	-	-	3	10	3
Affaires portées directement devant la Cour	405	1	-	301	707	218	-	7	66	291	416
	3	-	-	7	10	7	-	-	2	9	1
Totaux par ressort :											
Bruxelles	4.259	25	59	2.591	6.934	2.068	3	183	443	2.697	4.237
Gand	649	12	39	817	1.517	647	4	33	123	807	710
Liège	837	8	1	690	1.536	644	3	65	77	789	747
Totaux généraux :	5.745	45	99	4.098	9.987	3.359	10	281	643	4.293	5.694

Tableau n° 28 - AFFAIRES SUR REQUETE - REFERES (1964)

COURS D'APPEL de	Affaires sur requête					Ordonnances de référés
	acceptées	Rejetées	sans suite	pendantes	Total	
1	2	3	4	5	6	7
Bruxelles	225	49	-	9	283	-
Gand	98	7	-	-	105	52
Liège	92	2	-	-	94	66
TOTAL :	415	58	-	9	482	118

Tableau n° 29 - COURS D'APPEL - AFFAIRES FISCALES (1964)

COURS D'APPEL de	Affaires à juger			Affaires terminées					Affaires restant à juger
	pendantes au commencement de l'année	Introduites au cours de l'année	Total	au fond	par homologation de transaction	par désistement	par jonction	TOTAL	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
Bruxelles	1.423	350	1.773	612	3	53	147	815	958
Gand	251	120	371	124	-	5	5	134	237
Liège	274	107	381	111	1	11	4	127	254
LE ROYAUME :	1.948	577	2.525	847	4	69	156	1.076	1.449

Tableau n° 30 - COURS D'APPEL - AFFAIRES ELECTORALES (1964)

COURS D'APPEL de	Affaires à juger			Affaires terminées			Affaires restant à juger	Arrêts interlocutoires
	pendantes au commencement de l'année	Introduites pendant l'année	TOTAL	par arrêt au fond	par radiation, transaction	TOTAL		
1	2	3	4	5	6	7	8	9
Bruxelles	-	74	74	74	-	74	-	64
Gand	-	29	29	29	-	29	-	-
Liège	-	115	115	115	-	115	-	1
LE ROYAUME :	-	218	218	218	-	218	-	65

Tableau n° 27 - AFFAIRES CIVILES ET COMMERCIALES - CAUSES INTRODUITES TERMINEES ET RESTANT A JUGER - 1964

COURS D'APPEL (avec indication des juridictions qui ont rendu les décisions attaquées)	Causes à juger					Causes terminées					Causes restant à juger
	pendantes au commencement de l'année	poursuivies sur opposition à des arrêts par défaut périmés au rôle après arrêt de bifure	nouvelles portées au cours de l'année	TOTAL	par arrêt	par accord	par jonction	par bifure, désistement ou autrement	TOTAL		
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
COUR D'APPEL DE BRUXELLES											
Tribunaux de première instance en matière civile et commerciale	3.823	24	59	2.268	6.174	1.818	3	176	366	2.363	3.811
Tribunaux étrangers au ressort (après cassation)	20	-	-	12	32	19	-	-	6	25	7
Appels de jugements d'arbitres	8	-	-	3	11	6	-	-	3	9	2
Référés	405	1	-	301	707	218	-	7	66	291	416
Affaires portées directement devant la Cour	3	-	-	7	10	7	-	-	2	9	1
COUR D'APPEL DE GAND											
Tribunaux de première instance en matière civile et commerciale	640	12	39	811	1.502	639	4	32	123	798	704
Tribunaux étrangers au ressort (après cassation)	8	-	-	6	14	7	-	1	-	8	6
Appels de jugements d'arbitres	1	-	-	-	1	1	-	-	-	1	-
Référés	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
COURS D'APPEL DE LIEGE											
Tribunaux de première instance en matière civile et commerciale	829	8	1	683	1.521	638	3	65	77	783	738
Tribunaux étrangers au ressort (après cassation)	8	-	-	6	14	6	-	-	-	6	8
Appels de jugements d'arbitres	-	-	-	1	1	-	-	-	-	-	1
Référés	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
TOTAUX POUR LES TROIS COURS D'APPEL											
Tribunaux de première instance en matière civile et commerciale	5.259	46	96	3.721	9.122	3.060	11	269	558	3.898	5.224
Tribunaux étrangers au ressort (après cassation)	36	-	-	24	60	32	-	1	6	39	21
Appels de jugements d'arbitres	9	-	-	4	13	7	-	-	3	10	3
Référés	405	1	-	301	707	218	-	7	66	291	416
Affaires portées directement devant la Cour	3	-	-	7	10	7	-	-	2	9	1
Totaux par ressort :											
Bruxelles	4.259	25	59	2.591	6.934	2.068	3	183	443	2.697	4.237
Gand	649	12	39	817	1.517	647	4	33	123	807	710
Liège	837	8	1	690	1.536	644	3	65	77	789	747
Totaux généraux :	5.745	45	96	4.098	9.987	3.359	10	281	643	4.293	5.694

Tableau n° 28 - AFFAIRES SUR REQUETE - REFERES (1964)

COURS D'APPEL de	Affaires sur requête					Ordonnances de référés
	acceptées	Rejetées	sans suite	pendantes	Total	
1	2	3	4	5	6	7
Bruxelles	225	49	-	9	283	-
Gand	98	7	-	-	105	52
Liège	92	2	-	-	94	66
TOTAL :	415	58	-	9	482	118

ERRATUM

blz. 56

Totalen voor de drie Hoven van Beroep

Rechtbanken van eerste aanleg in burgerlijke en handelszaken

lezen	5.292	44	99	3.762	9.197	3.095	10	273	566	3.914	5.253
in plaats van	5.259	46	96	3.721	9.122	3.060	11	269	558	3.898	5.224

Bruxelles	-	74	74	74	-	74	-	64
Gand	-	29	29	29	-	29	-	-
Liège	-	115	115	115	-	115	-	1
LE ROYAUME :	-	218	218	218	-	218	-	65

Aux termes des articles 19 et 29 de la loi du 25 mars 1876, la compétence de la Cour de Cassation est réglée comme suit :

Art. 19 - La Cour de Cassation connaît :

- 1° Des demandes en cassation contre les arrêts et les jugements rendus en dernier ressort.
2° Des règlements de juges, des demandes en renvoi d'un tribunal à un autre et de prises à partie.

Art. 20 - Les arrêts et les jugements rendus en dernier ressort pourront être déférés à la Cour de Cassation pour contravention à la loi ou pour violation des formes, soit substantielles, soit prescrites à peine de nullité.

La Cour de Cassation prononce aussi sur les demandes en cassation contre les décisions rendues en dernier ressort en matière civile et commerciale par les tribunaux de première instance et par les Cours d'Appel du Congo.

Un décret détermine, dans les limites de la compétence de la Cour de Cassation de Belgique, les autres demandes dont elle aura à connaître. (Loi du 15 avril 1924, art. 1er).

Le ministère public est entendu dans toutes les affaires. (Loi du 4 août 1832, art. 28).

La Cour de Cassation ne connaît pas du fond des affaires. Elle renvoie le fond du procès cassé à la Cour ou au tribunal qui doit en connaître.

Tableau n° 31 - COUR DE CASSATION (1ère Chambre)

POURVOIS EN MATIERE CIVILE (ANNEE 1964)

COURS ET TRIBUNAUX qui ont rendu les décisions attaquées	CAUSES A JUGER			ARRETS						Causes restant à juger
	pendantes au com- mencement de l'année	Introduit- es pendant l'année	Total	au fond		décrétant			Total des arrêts	
				Cassa- tion	Rejet	la déché- ance	le désis- tement	la jonc- tion		
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
Conseil d'Etat	1	-	1	-	-	-	-	-	-	1
Cours d'Appel :										
a) Jugeant en matière civile :										
Bruxelles	31	62	93	13	35	-	3	2	53	40
Gand	28	18	46	9	16	-	-	-	25	21
Liège	18	20	38	9	10	-	1	1	21	17
Totaux :	77	100	177	31	61	-	4	3	99	78
b) Jugeant en matière commerciale										
Bruxelles	54	15	69	2	1	-	-	-	3	66
Gand	6	7	13	3	1	-	-	-	4	9
Liège	15	10	25	3	-	-	-	-	3	22
Totaux :	75	32	107	8	2	-	-	-	10	97

Tableau n° 31 (suite)

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
Tribunaux de première instance :										
a) Jugeant en premier degré :										
Bruxelles	6	4	10	1	4	-	-	-	5	5
Louvain	1	3	4	-	-	-	-	-	-	4
Nivelles	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Anvers	-	1	1	-	1	-	-	-	1	-
Malines	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Turnhout	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Mons	1	1	2	1	1	-	-	-	2	-
Charleroi	3	-	3	2	-	-	-	-	2	1
Tournai	1	-	1	-	1	-	-	-	1	-
Gand	-	2	2	-	1	-	-	-	1	1
Audenarde	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Termonde	-	3	3	-	-	-	-	-	-	3
Bruges	-	2	2	-	-	-	-	-	-	2
Courtrai	1	-	1	-	-	-	-	-	-	1
Furnes	-	3	3	-	-	-	-	-	-	3
Ypres	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Liège	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Huy	-	1	1	-	-	-	-	-	-	1
Verviers	3	-	3	-	1	-	-	-	1	2
Tongres	-	1	1	1	-	-	-	-	1	-
Hasselt	-	3	3	-	1	-	-	-	1	2
Arlon	1	-	1	-	-	-	-	-	-	1
Marche-en-Famenne	1	-	1	-	-	-	-	-	-	1
Neufchâteau	-	3	3	-	-	-	-	-	-	3
Namur	2	-	2	-	-	-	-	-	-	2
Dinant	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Totaux :	20	27	47	5	10	-	-	-	15	32
b) Jugeant en degré d'appel :										
Bruxelles	21	10	31	4	16	-	-	-	1	21
Louvain	4	-	4	1	1	-	-	-	-	2
Nivelles	4	-	4	-	4	-	-	-	-	4
Anvers	5	4	9	6	1	-	-	-	-	7
Malines	3	2	5	-	2	-	-	-	-	2
Turnhout	5	-	5	-	2	-	-	-	-	2
Mons	4	4	8	3	1	-	-	-	-	4
Charleroi	2	5	7	1	1	-	-	-	-	2
Tournai	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Gand	4	3	7	1	2	-	-	-	-	3
Audenarde	-	2	2	-	-	-	-	-	-	-
Termonde	2	2	4	-	1	-	-	-	-	1
Bruges	2	2	4	2	-	-	-	-	-	2
Courtrai	2	-	2	1	-	-	-	-	-	2
Furnes	-	3	3	-	2	-	-	-	-	2
Ypres	1	1	2	-	-	-	-	-	-	-
Liège	9	4	13	5	1	-	1	-	-	7
Huy	4	-	4	-	1	-	-	-	-	1
Verviers	3	3	6	2	1	-	-	-	-	3

Tableau n° 31 (suite)

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
Tongres	8	1	9	1	4	-	-	1	6	3
Hasselt	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Arlon	2	1	3	-	-	-	-	-	-	3
Marche-en-Famonne	1	-	1	-	-	-	-	-	-	1
Neufchâteau	1	-	1	-	1	-	-	-	1	-
Namur	2	5	7	-	1	-	-	-	1	6
Dinant	-	1	1	-	-	-	-	-	-	1
Totaux :	89	53	142	27	43	-	1	2	73	69
<u>Tribunaux de commerce</u>	5	4	9	1	2	-	-	-	3	6
<u>Justice de paix</u>	1	0	7	1	-	-	-	-	1	6
<u>Conseils de prud'hommes</u>	56	32	88	23	25	-	-	-	48	40
<u>Conseil supérieur d'arbitrage</u>	-	1	1	-	-	-	-	-	-	1
<u>Autres (1)</u>	3	-	3	-	-	-	-	3	3	-
Totaux généraux :	327	255	582	96	143	-	5	8	252	330

(1) Autres (1 Demande en intervention
(2) Demandes en restitution.

STATISTIQUE DES GRACES

ET DE LA

LIBERATION CONDITIONNELLE

ANNEE 1964

STATISTIQUE DES GRACES ET DE LA LIBERATION CONDITIONNELLE

1964

PATRONAGE DES DETENUS

1. GRACES : REQUETES SOUMISES, REJETEES ET ACCUEILLIES

ANNEES	Requêtes soumises au Roi après examen par Le Ministère de la Justice	Requêtes rejetées		Requêtes accueillies totalement ou partiellement	
		Chiffres absolus	%	Chiffres absolus	%
1940	5.957	3.501	57,77	2.456	41,23
1941	9.300	4.240	45,59	5.060	54,41
1942	11.783	4.392	37,27	7.391	62,73
1943	12.892	6.055	46,97	6.837	53,03
1944	10.342	5.106	49,38	5.236	50,62
1945	15.867	6.617	41,70	9.250	58,30
1946	18.654	6.706	35,94	11.948	64,06
1947	16.517	6.559	39,71	9.958	60,29
1948	18.882	7.141	37,81	11.741	62,19
1949	11.171	5.011	44,85	6.160	55,15
1950	10.715	4.885	45,59	5.830	54,41
1951	8.231	3.889	47,24	4.342	52,76
1952	11.230	3.934	35,03	7.296	64,97
1953	7.408	3.471	46,85	3.937	53,15
1954	6.389	2.931	45,90	3.458	54,10
1955	6.985	3.521	50,41	3.464	49,59
1956	7.910	3.927	49,65	3.983	50,35
1957	7.394	4.007	54,20	3.387	45,80
1958	6.819	4.236	62,12	2.583	37,88
1959	7.012	4.203	59,94	2.809	40,06
1960	6.208	4.046	65,19	2.162	34,83
1961	6.852	4.490	65,53	2.362	34,47
1962	6.506	4.213	64,76	2.293	35,24
1963	5.757	3.752	65,17	2.005	34,83
1964	5.512	3.617	65,62	1.895	34,38

2. LIBERATIONS CONDITIONNELLES

ANNEES	Sexe		Age							Etat civil		
	Hommes	Femmes	Moins de 20 ans	de 20 à - de 25 ans	de 25 à - de 30 ans	de 30 à - de 40 ans	de 40 à - de 50 ans	de 50 à - de 60 ans	60 ans et plus	Célibataires	Mariés	Veufs
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
1961 (1)	592	67	18	98	112	195	119	82	35	214	358	24
1961 (2)	32	2	-	-	-	8	19	3	4	9	18	3
1962 (1)	805	84	46	150	172	218	157	106	40	308	479	32
1962 (2)	39	1	-	-	-	4	21	12	3	8	24	2
1963 (1)	679	69	49	143	131	194	127	81	23	280	363	45
1963 (2)	18	2	-	-	-	-	7	9	4	4	11	1
1964 (1)	594	86	28	93	109	228	117	81	24	215	379	27
1964 (2)	13	3	-	-	-	-	4	4	8	3	12	1

3. LIBERATIONS CONDITIONNELLES

ANNEES	Durée de la peine									
	Prononcée							restant		
	Moins de 1 an	de 1 à - de 2 ans	de 2 à - de 5 ans	de 5 à - de 10 ans	de 10 à - de 20 ans	de 20 ans et plus	à perpétuité	moins de 3 mois	de 3 à - de 6 mois	de 6 mois à - d'un an
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
1961 (1)	105	260	210	30	25	8	21	178	185	168
1961 (2)	1	-	-	-	6	3	24	1	-	-
1962 (1)	189	297	203	42	41	14	13	231	227	218
1962 (2)	-	-	-	1	4	-	35	-	-	-
1963 (1)	129	276	257	49	26	7	4	165	243	183
1963 (2)	-	-	-	1	3	3	13	-	-	-
1964 (1)	138	224	250	32	22	6	8	139	202	194
1964 (2)	-	-	1	1	2	3	9	-	1	-

(1) = Les prisons ou droit commun
 (2) = Les centres d'internement ou inciviques.

RENSEIGNEMENTS RELATIFS AUX LIBERES

Divorcés	Antécédents			Nature de l'infraction dont ils purgeaient la peine								
	Sans	Une condamnation antérieure	Plusieurs condamnations antérieures	Crimes et délits de nature politique ou contraires à l'ordre public	Crimes et délits contre la sécurité publique	Vols, escroqueries, fraudes, tromperies, falsifications	Crimes et délits contre l'ordre des familles	Crimes et délits contre la moralité publique	Meurtres ou lésions corporelles	Attentats à la liberté individuelle et à l'inviolabilité	Calomnies et injures	Destructions, dégradations, dommages
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26
63	307	121	231	-	28	285	22	216	94	-	3	11
4	21	5	8	34	-	-	-	-	-	-	-	-
70	348	199	342	-	37	416	31	313	74	-	4	14
6	23	6	11	40	-	-	-	-	-	-	-	-
60	318	154	276	20	4	382	27	227	75	-	5	8
4	10	4	6	19	1	-	-	-	-	-	-	-
59	290	144	246	6	-	332	11	219	102	-	1	9
-	14	2	-	10	-	-	-	-	-	-	-	-

RENSEIGNEMENTS RELATIFS AUX LIBERATIONS ACCORDEES

					Durée du temps de l'épreuve					
à subir										
de 1 à - de 2 ans	de 2 à - de 3 ans	de 3 à - de 5 ans	de 5 à - de 10 ans	durée définitive	2 ans	de plus de 2 ans à - de 5 ans	de 5 à - de 10 ans	de 10 à - de 20 ans	20 ans et plus	à perpétuité
12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22
63	11	12	16	26	447	85	84	17	5	21
-	1	1	5	26	1	-	2	5	2	24
114	24	24	34	20	698	91	86	14	-	-
-	-	1	3	36	-	1	35	3	1	-
90	25	13	12	11	672	47	24	5	-	-
-	-	1	4	15	-	1	16	3	-	-
90	21	8	10	16	611	30	34	5	-	-
-	-	1	3	11	1	1	3	11	-	-

4. - SUITE DES LIBERATIONS CONDITIONNELLES

ANNEES	Libérations conditionnelles révoquées						Libérations devenues définitives par expiration du temps d'épreuve
	moins de 1 an après l'octroi	de 1 à - de 2 ans après l'octroi	de 2 à - de 5 ans après l'octroi	de 5 à - de 10 ans après l'octroi	10 et plus de 10 ans après l'octroi	Total des révocations	
1	2	3	4	5	6	7	8
1961 (1)	24	27	23	4	1	93	783
1961 (2)	-	3	-	2	-	3	19
1962 (1)	36	36	25	7	2	106	611
1962 (2)	-	-	-	-	-	-	20
1963 (1)	51	27	18	8	1	125	615
1963 (2)	-	-	-	-	-	-	-
1964 (1)	49	56	22	6	1	154	877
1964 (2)	-	-	1	-	-	-	-

STATISTIQUE DE L'APPLICATION DE LA LOI

DE

DEFENSE SOCIALE DU 9 AVRIL 1930

ANNEE 1964

5. PATRONAGE DES DETENUS

ANNEES	Nombre de prévenus visités		Nombre de condamnés visités		Nombre de visites faites aux détenus		Nombre de visites faites aux condamnés	
	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	à des hommes	à des femmes	à des hommes	à des femmes
1	2	3	4	5	6	7	8	9
1961 (1)	464	190	3.043	784	187	74	1.822	345
1961 (2)	-	-	512	2	-	-	175	2
1962 (1)	513	100	3.430	1.028	202	26	1.897	413
1962 (2)	-	-	215	1	-	-	143	3
1963 (1)	615	115	3.052	768	365	57	2.824	329
1963 (2)	-	-	54	-	-	-	91	-
1964 (1)	1.054	139	3.230	725	676	76	2.448	365
1964 (2)	-	-	-	-	-	-	-	-

(1) = Les prisons ou droit commun

(2) = Les centres d'internement ou inciviques.

STATISTIQUE SUR L'APPLICATION DE LA LOI DE LA DEFENSE SOCIALE DU 9 AVRIL 1930

ANNEE 1964

La méthode employée pour l'établissement des tableaux ci-après est greffée sur la tenue du casier judiciaire.

En ce qui concerne l'internement, des bulletins individuels spéciaux sont adressés au casier par le greffier de la juridiction compétente pour chaque cas.

En ce qui concerne la mise à la disposition du gouvernement, chaque mesure est annotée comme peine accessoire sur le bulletin de condamnation correspondant, adressé au casier judiciaire.

Le dépouillement des bulletins spéciaux et des peines accessoires portées aux bulletins de condamnation a permis de confectionner les tableaux suivants :

Un tableau I dénombrant, par sexe et par terme d'internement, les inculpés en état de démence, de déséquilibre mental ou de *délibilité mentale* avec indication de la nature de l'infraction commise;

Un tableau II qui relève les décisions prises par les commissions instituées auprès des annexes psychiatriques;

Un tableau III dénombrant par sexe et par terme de mise à la disposition du gouvernement, les récidivistes ou délinquants d'habitude, avec indication de la nature de l'infraction faisant l'objet de la dernière condamnation;

Un tableau IV répartissant d'après les juridictions, qui les ont ordonnées, les mesures prises en vertu de la loi de défense sociale.

Tableau 1 - DECISIONS D'INTERNEMENT D'INCULPES EN ETAT DE DEMENCE, DE DESEQUILIBRE
MENTAL OU DE DEBILITE MENTALE (1964)

Nature de l'infraction commise	Inculpés internés par application de l'article 7								
	pendant 5 ans		pendant 10 ans		pendant 15 ans		Totaux		
	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Ensemble
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
Juridictions d'instruction									
Crimes contre :									
La vie et l'intégrité corporelle	3	-	5	2	3	1	11	3	14
Les moeurs	24	-	17	-	-	-	41	-	41
La famille (avortement)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Les biens :									
Incendie	5	-	3	-	1	-	9	-	9
Faux en écritures	10	1	-	-	-	-	10	1	11
Vols qualifiés	36	4	3	1	1	-	40	5	45
Autres crimes	1	1	1	-	1	-	3	1	4
Délits contre :									
L'intégrité corporelle	28	8	-	-	-	-	28	8	36
Les moeurs	26	1	-	-	-	-	26	1	27
La famille (avortement)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Les biens :									
Vols	20	4	-	-	-	-	20	4	24
Escroqueries	5	1	-	-	-	-	5	1	6
Abus de confiance	1	1	-	-	-	-	1	1	2
L'autorité	10	6	-	-	-	-	10	6	16
Autres délits	15	3	-	-	-	-	15	3	18
Total	184	30	29	3	6	1	219	34	253
Juridictions de jugement									
Crimes contre :									
La vie et l'intégrité corporelle	-	1	-	-	-	-	-	1	1
Les moeurs	5	1	5	1	-	-	10	2	12
Les biens :									
Incendie	1	-	2	-	-	-	3	-	3
Faux en écritures	3	-	-	-	-	-	3	-	3
Vols qualifiés	6	3	4	-	-	-	10	3	13
Autres crimes	2	-	-	-	1	-	3	-	3
Délits contre :									
L'intégrité corporelle	6	-	-	-	-	-	6	-	6
Les moeurs	5	-	1	-	-	-	6	-	6
Les biens :									
Vols	8	2	-	-	-	-	8	2	10
Escroqueries	-	1	-	-	-	-	-	1	1
Abus de confiance	-	-	-	-	-	-	-	-	-
L'autorité	4	-	-	-	-	-	4	-	4
Autres délits	5	1	-	-	-	-	5	1	6
Total	45	9	12	1	1	-	58	10	68
Le Royaume :	229	39	41	4	7	1	277	44	321

Tableau 2 - DECISIONS PRISES PAR LES COMMISSIONS INSTITUTEES AUPRES DES ANNEXES PSYCHIATRIQUES (1964)

ANNEES	Nombre de libérations définitives (art. 20)	Nombre de libérations à l'essai (art. 21)	Nombre de révocations (art. 14 et 21)	Nombre de prolongations d'internement (art. 22)
1	2	3	4	5
1955	45	118	49	14
1956	82	244	91	21
1957	85	198	107	15
1958	66	272	92	9
1959	95	247	81	16
1960	100	388	105	16
1961	97	345	121	21
1962	93	294	93	23
1963	88	333	131	16
1964	85	277	91	25

Tableau 3 - RECIDIVISTES OU DELINQUANTS D'HABITUDE MIS A LA DISPOSITION DU GOUVERNEMENT (1964)

NATURE DES INFRACTIONS DONT CONDAMNATION	En vertu de l'article 25				En vertu de l'article 24		En vertu de l'article 23				Totaux		
	pendant 5 ans		pendant 10 ans		pendant 20 ans		cfr. note 1 a		cfr. note 1 b				
	Hom.	Fem.	Hom.	Fem.	Hom.	Fem.	Hom.	Fem.	Hom.	Fem.	Hom.	Fem.	Ensemble
	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14
Crimes contre : La vie et l'intégrité corporelle	-	-	1	-	-	-	1	-	-	-	2	-	2
Les moeurs	1	-	-	-	-	-	8	-	1	-	10	-	10
La famille (avortement)	-	-	-	1	-	-	-	1	-	1	-	3	3
Les biens : Vols qualifiés	-	-	3	-	-	-	7	-	-	-	10	-	10
Faux en écritures	2	-	1	-	-	-	-	-	-	-	3	-	3
Incendie	2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2	-	2
Autres	2	-	-	-	-	-	-	1	1	-	3	1	4
Délits contre : L'intégrité corporelle													
Coups	-	-	-	-	-	-	2	-	-	-	2	-	2
Les moeurs	-	-	-	-	-	-	2	1	-	-	2	1	3
Les biens : Vols	4	-	-	-	-	-	2	-	-	-	6	-	6
Escroqueries	3	-	-	-	-	-	-	-	-	-	3	-	3
Abus de confiance	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1
L'autorité	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1
Autres délits	-	-	-	-	-	-	6	1	4	1	10	2	12
Le Royaume	15	-	6	1	-	-	28	4	6	2	55	7	62

(1) a) l'exécution des peines est poursuivie dans un établissement de défense sociale.

b) l'exécution des peines est poursuivie dans une prison.

Tableau 4. - REPARTITION DES MESURES D'INTERNEMENT ET DES MISES A LA DISPOSITION DU GOUVERNEMENT, D'APRES LES JURIDICTIONS QUI LES ONT ORDONNES

SIEGE	Internements			Mises à la disposition du gouvernement	Ensemble des mesures en vertu de la loi
	Juridictions d'Instructions	Juridictions de jugement	Total		
1	2	3	4	5	6
COURS D'ASSISES					
	-	-	-	-	-
COURS MILITAIRES					
	-	-	-	-	-
COURS D'APPEL					
Bruxelles	17	12	29	4	33
Gand	8	7	15	1	16
Liège	4	11	15	1	16
Total	29	30	59	6	65
TRIBUNAUX DE PREMIERE INSTANCE					
Bruxelles	24	9	33	-	33
Louvain	8	1	9	-	9
Nivelles	2	-	2	-	2
Anvers	65	7	72	4	76
Malines	1	7	8	-	8
Turnhout	13	-	13	-	13
Mons	7	-	7	-	7
Charleroi	18	1	19	-	19
Tournai	2	-	2	2	4
Gand	5	5	10	2	12
Audenarde	4	1	5	-	5
Termonde	10	-	10	1	11
Bruges	9	-	9	-	9
Courtrai	1	1	2	-	2
Furnes	2	-	2	-	2
Ypres	1	-	1	-	1
Liège	15	1	16	-	16
Huy	1	-	1	-	1
Verviers	1	1	2	-	2
Tongres	8	-	8	3	11
Hasselt	-	-	-	-	-
Arlon	3	-	3	-	3
Marche-en-Famenne	1	-	1	-	1
Neufchâteau	9	-	9	4	13
Namur	9	-	9	-	9
Dinant	-	-	-	-	-
Total :	219	34	253	16	269
CONSEILS DE GUERRE					
	5	4	9	-	9
Total général :	253	68	321	22	343

STATISTIQUE
DES
ACTES NOTARIES

ANNEE 1964

RELEVÉ DES ACTES NOTARIAUX ET DES DROITS D'ENREGISTREMENT PERÇUS
PAR CANTON ET PAR ARRONDISSEMENT ANNEE 1964

CANTONS	1964		CANTONS	1964	
	Actes notariés Nombre :	Droits d'enregistrement perçus		Actes notariés Nombre :	Droits d'enregistrement perçus
Bruxelles (4 cantons)	30,180	787,649,448	Malines (2 cantons)	6,325	51,940,532
Anderlecht	7,726	93,252,422	Duffel	2,074	15,320,072
Asse	3,449	24,653,122	Heist-op-den-Berg	3,267	18,137,927
Hal (2 cantons)	3,456	32,082,025	Lierre	2,129	20,554,759
Ixelles (2 cantons)	7,923	125,135,957	Puurs	1,701	11,560,589
Crainhem	438	4,234,190	Arr. jud. de Malines :	15,496	117,513,929
Molenbeek-Saint-Jean	5,460	60,325,542	Turnhout	3,777	32,792,567
Overijse	1,042	10,022,197	Arendonk	1,960	14,738,093
Saint-Gilles	2,426	33,165,325	Herentals	4,272	33,999,826
Saint-Josse-Ten-Noode	7,428	117,041,855	Hoogstraten	1,750	15,475,914
Schaerbeek (2 cantons)	7,574	145,844,014	Mol	4,733	32,572,070
Rhode-Saint-Genèse	691	14,882,132	Westerlo	2,316	13,469,739
Sint-Kwintens-Lennik	3,647	28,380,769	Arr. jud. de Turnhout	18,358	143,048,209
Uccle	6,106	74,100,327	Mons	5,326	38,860,287
Vilvorde	2,549	20,919,996	Boussu	2,673	11,385,472
Wolvertem	3,693	34,500,942	Chièvres	768	3,996,342
Zaventem	1,199	10,507,788	Dour	1,893	8,022,723
Arr. jud. de Bruxelles :	94,937	1,616,849,001	Erghien	924	5,896,477
Louvain (2 cantons)	9,841	107,401,094	La Louvière	3,733	24,977,636
Aarschot	2,171	12,194,094	Lens	1,864	10,036,989
Diest	2,414	19,294,263	Fâturages	2,269	13,304,578
Glabbeek	898	4,704,927	Roeulx	1,518	9,135,205
Haacht	2,585	20,146,968	Soignies	2,023	15,654,098
Landen	1,148	6,147,027	Arr. jud. de Mons :	22,656	141,269,807
Tirlemont	2,736	20,997,872	Charleroi (2 cantons)	9,301	77,903,573
Léau	1,018	5,340,989	Beaumont	720	4,791,665
Arrond. jud. de Louvain	22,792	196,227,239	Binche	3,550	16,076,304
Nivelles	5,901	58,442,351	Châtelet	3,992	22,519,936
Genappe	1,255	9,651,127	Chimay	1,283	8,483,032
Jodoigne	1,686	10,716,342	Fontaine l'Evêque	2,289	12,833,287
Perwez	1,303	8,160,440	Gosselies	2,276	14,966,064
Wavre	5,289	60,210,232	Jumet	2,440	13,095,463
Arr. jud. de Nivelles :	15,434	146,580,492	Marchienne-au-Pont	1,774	14,130,364
Anvers (4 cantons)	31,318	444,964,700	Merbes-le-Château	273	4,633,489
Berchem	2,674	44,863,570	Seneffe	2,428	14,612,488
Boom	1,824	12,694,695	Thuin	1,523	9,775,205
Borgerhout	5,843	49,906,204	Arr. jud. de Charleroi :	32,354	212,870,870
Brecht	3,155	27,629,957			
Ekeren	3,902	32,956,347			
Kontich	2,655	33,425,040			
Zandhoven	2,228	23,330,463			
Arr. jud. d'Anvers :	53,659	675,074,938			

CANTONS	1964		CANTONS	1964	
	Actes notariés Nombre:	Droits d'enregistrement perçus		Actes notariés Nombre:	Droits d'enregistrement perçus
Tournai	2.633	20.616.823	Bruges (3cantons)	12.442	176.045.695
Antoing	1.128	5.404.518	Ardoie	752	5.428.295
Ath	1.051	6.619.974	Gistel	1.465	13.405.315
Celles	524	2.521.478	Ostende	4.271	59.356.228
Comines	531	5.427.582	Ruisselede	544	3.419.384
Flobecq	478	2.359.949	Tielt	873	7.996.515
Frasnes	1.120	7.566.232	Torhout	3.347	25.378.599
Lessines	1.498	9.011.870	Arr. jud. de Bruges :	23.694	291.030.031
Leuze	1.256	8.244.951	Courtrai (2 cantons)	6.040	65.180.879
Mouscron	3.319	22.102.398	Avelgem	816	5.119.322
Péruwelz	1.390	6.430.704	Harelbeke	2.474	21.487.286
Quevaucamps	1.059	7.585.640	Izegem	1.929	17.133.262
Templeuve	892	7.729.757	Menin	2.651	21.778.735
Arr. jud. de Tournai :	16.877	111.621.876	Meulebeke	1.111	6.679.768
Gand (3 cantons)	9.637	117.062.408	Moorsele	1.523	13.138.954
Assenede	1.172	8.722.076	Oostrozebeke	645	4.977.337
Deinze	1.163	12.171.420	Roulers	2.296	24.781.316
Eeklo	2.004	17.511.457	Arr. jud. de Courtrai :	19.484	160.276.859
Evergem	3.357	39.344.809	Furnes	2.017	26.301.368
Kaprijke	652	5.834.387	Dixmude	1.564	14.251.859
Kruishoutem	1.088	8.748.342	Roesbrugge	749	6.787.669
Ledeberg	1.738	21.978.972	Nieuport	2.012	33.472.613
Lochristi	1.279	17.175.049	Arr. jud. de Furnes :	6.142	80.813.509
Nazareth	1.185	14.432.999	Ypres (2 cantons)	1.657	18.552.382
Nevele	765	3.785.072	Hooglede	786	8.357.983
Oosterzele	1.957	18.031.790	Messines	559	3.222.537
Waarschoot	870	7.294.677	Passendale	1.064	10.263.950
Zomergem	1.345	15.729.765	Poperinge	895	8.389.820
Arr. jud. de Gand	28.212	310.823.223	Wervik	729	8.323.751
Audenarde	2.103	16.135.320	Arr. jud. d'Ypres	5.719	57.110.423
Grammont	1.442	10.839.941	Liège (2 cantons)	12.625	159.295.748
Herzele	2.743	22.203.733	Dalhem	1.035	8.263.241
Nederbrakel	1.017	6.016.960	Fexhe-Slins	2.432	15.951.782
Ninove	3.545	26.598.845	Fléron	3.277	34.721.751
Renaix	1.515	14.555.472	Grivegnée	2.463	19.802.472
Sint-Maria-Horebeke	583	2.975.643	Hierstal	2.350	20.464.190
Zottegem	1.463	12.389.854	Hollogne-aux-Pierres	2.933	20.439.877
Arr. jud. d'Audenarde :	14.411	111.695.768	Louveigné	1.294	7.414.904
Termonde	2.369	19.809.390	Saint-Nicolas	2.159	17.926.875
Alost	4.800	45.419.129	Seraing	4.018	24.010.037
Beveren	1.655	12.996.373	Waremmes	1.551	9.426.002
Hamme	1.775	12.292.932	Arr. jud. de Liège :	36.137	337.716.879
Lokeren	1.702	14.541.802			
Sint-Gillis-Waas	2.807	17.306.490			
Saint-Nicolas	2.799	23.858.830			
Tamise	1.796	12.618.688			
Wetteren	1.874	16.102.196			
Zele	1.321	8.262.199			
Arr. jud. de Termonde :	22.898	183.198.029			

CANTONS	1964		CANTONS	1964	
	Actes notariés Nombre :	Droits d'enregistre- ment perçus		Actes notariés Nombre :	Droits d'enregistrement perçus
Huy	4.027	24.223.852	Marche-en-Famenne	905	4.549.270
Ferrières	864	4.100.789	Durbuy	902	7.540.370
Hannut	1.242	6.032.341	Erezée	505	3.030.473
Jehay-Bodegnée	1.879	9.760.721	Houffalize	685	4.921.523
Nandrin	1.504	11.168.470	Laroche	791	6.244.834
			Nassogne	578	7.597.276
			Vielsalm	658	5.145.193
Arron. jud. de Huy :	9.516	55.286.173	Arr. jud. de Marche- en Famenne	5.022	39.028.939
Verviers	3.150	43.169.406	Neufchâteau	1.036	6.331.985
Aubel	1.071	9.310.655	Bastogne	988	8.497.864
Dison	909	6.902.405	Bouillon	437	4.387.136
Eupen	1.641	15.399.888	Paliseul	708	3.462.583
Herve	766	6.041.332	Saint-Hubert	932	3.832.051
Limbourg	974	6.685.384	Sibret	585	4.719.612
Malmédy	1.777	10.781.483	Wellin	431	2.658.981
Saint-Vith	1.201	7.036.675	Arr. jud. de Neufchâteau :	5.117	33.890.212
Spa	2.248	19.512.282	Namur (2 cantons)	7.169	63.778.009
Stavelot	1.196	6.439.371	Andenne	1.633	16.138.355
Arr. jud. de Verviers :	14.923	130.272.881	Eghezée	1.433	12.587.440
Tongres	2.932	15.634.953	Fomes	2.721	34.554.636
Blizen	2.113	10.270.141	Gembloux	2.192	12.934.624
Borgloon (Looz)	1.627	7.356.789	Arr. jud. de Namur :	15.148	139.993.064
Brée	1.484	8.406.693	Dinant	1.848	12.477.596
Genk	2.142	15.771.182	Beauraing	773	5.744.160
Maaseik	1.684	9.453.136	Ciney	1.569	13.120.344
Mechelen/s/Meuse	3.008	16.785.327	Couvin	1.347	7.233.175
Arr. jud. de Tongres :	14.990	83.678.221	Florennes	804	4.444.783
Hasselt	5.125	45.398.137	Gedinne	870	5.773.964
Beringen	4.235	21.893.862	Philippeville	914	7.267.861
Herck-la-Ville	2.011	11.144.013	Rochefort	1.115	7.804.878
Neerpelt	2.861	23.389.813	Walcourt	1.038	7.317.039
Peer	2.074	10.147.010	Arr. jud. de Dinant	10.278	71.183.800
Saint-Trond	2.857	20.616.910	Total général	549.872	5.641.377.142
Arr. jud. de Hasselt :	19.163	132.589.745			
Arlon	1.345	14.389.186			
Ettalle	907	4.221.988			
Fauvillers	241	1.657.345			
Florenville	879	5.700.442			
Messancy	1.347	7.868.886			
Virton	1.206	6.895.058			
Arr. jud. d'Arlon	5.925	40.732.905			

STATISTIQUE DE LA DECHEANCE

DU DROIT DE CONDUIRE

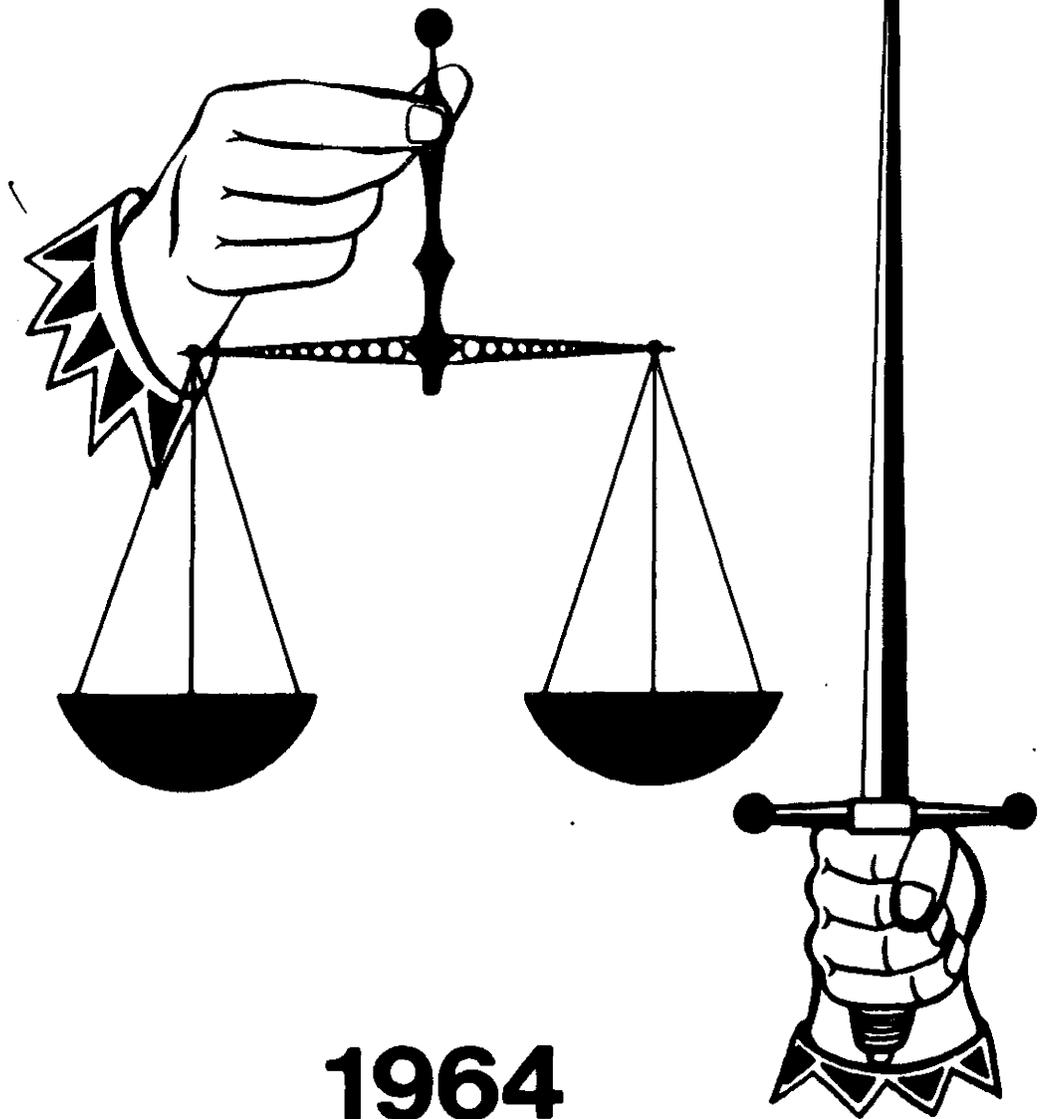
UN VEHICULE

(TRIBUNAUX CORRECTIONNELS ET DE POLICE)

ANNEE 1964

DOCUMENTATION

STATISTIQUES JUDICIAIRES



1964

JUIN 1967

N° 2

INSTITUT NATIONAL DE STATISTIQUE

ROYAUME DE BELGIQUE

MINISTRE DES AFFAIRES ECONOMIQUES

STATISTIQUE DES CONDAMNATIONS PRONONCEES

PAR LES

TRIBUNAUX CORRECTIONNELS

EN 1964

STATISTIQUE DES CONDAMNATIONS PRONONCEES

PAR LES TRIBUNAUX CORRECTIONNELS

ANNEE 1964

La présente communication se rapporte à la statistique des condamnations individuelles prononcées par les tribunaux correctionnels

Les renseignements ont été puisés à la source du casier judiciaire, transposés sur fiches codifiées par les soins du Ministère de la Justice et communiqués, sous cette forme, à l'Institut national de Statistique.

Les acquittés sont classés d'après l'infraction pour laquelle ils ont été poursuivis, les condamnés d'après celle pour laquelle ils ont été condamnés.

Le prévenu condamné pour plusieurs infractions en une même audience n'est compté qu'une fois, et ce pour l'infraction qui lui a valu la peine la plus forte, même si ces condamnations font l'objet de jugements différents.

Est considéré comme étant sans antécédents judiciaires le condamné qui, au moment où il commettait le fait délictueux, n'avait pas encore encouru de peine correctionnelle ou des peines de police qui, cumulées atteignaient le niveau des peines correctionnelles.

Les inculpés jugés en appel par les tribunaux correctionnels font l'objet de comptes spéciaux.

TABLEAU I - PREVENUS JUGES, EN PREMIER RESSORT,
NATURE DES INFRACTIONS

EN 1964 PAR LES TRIBUNAUX CORRECTIONNELS, CLASSES D'APRES LA
ET LE RESULTAT DES POURSUITES

NATURE DES INFRACTIONS	CONDAMNES											
	Prévenus acquittés	Total des condam- nés	En ordre principal à					Accessoirement				
			condi- tionnel	l'emprisonnement sans condition			l'amende		à l'inter- diction de droits civils et politiques	Mis à la disposition du gouvernement		à l'inter- diction de conduire
				plus de 2 ans	plus de 6 mois à 2 ans	de 6 mois et moins	condi- tion- nelle	simple		Art. 24 Loi du 27 nov. 1891 Art. 37 Loi du 15 mai 1912	Art. 25 Loi de défense sociale du 9 avril 1930	
2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	
<u>INFRACTIONS PREVUES PAR LE CODE PENAL</u>												
<u>Crimes correctionnalisés</u>												
Sûreté de l'Etat, Livraison de documents, renseignements, espionnage (art. 118, 120, 123 ter)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Recel de condamnés (art. 121)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Contrefaçon d'effets public (art. 173 à 176)	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Contrefaçon, altération ou émission de fausse monnaie (art. 160, 161, 168)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Faux en écritures (art. 194 à 197)	168	1.157	11	24	103	308	2	9	23	-	2	19
Détournement par un fonctionnaire public (art. 240 § 1)	2	16	11	-	2	3	-	-	-	-	-	-
Rebellion en bande (art. 272)	3	2	-	-	-	2	-	-	-	-	-	-
Avortement ayant causé la mort avec consentement de la femme (art. 352)	-	4	-	-	2	-	-	-	-	-	-	-
Suppression, substitution ou supposition d'enfants (art. 363)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Enlèvement de mineur (art. 364)	-	1	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Enlèvement de mineur (art. 369)	-	1	-	-	-	1	-	-	-	-	-	-
<u>Attentat à la pudeur sans violences ni menaces :</u>												
sur un enfant de moins de 16 ans (art. 372 § 1)	62	689	449	10	83	142	3	2	554	-	1	9
sur un enfant de moins de 16 ans, par personne ayant autorité, etc (art. 372, § 1, 377 § 2)	2	14	8	-	4	2	-	-	13	-	-	1
par ascendant sur mineur non émancipé par le mariage (art. 372, § 2)	-	4	2	-	1	1	-	-	3	-	-	-
<u>Attentat à la pudeur avec violences ou menaces :</u>												
sur un mineur de plus de 16 ans (art. 373, § 2)	11	85	49	-	9	27	-	-	69	-	-	2
sur un mineur de plus de 16 ans, par personne ayant autorité, etc. (art. 373, § 2, 377, § 4)	2	8	3	-	2	2	1	-	7	-	-	-
sur un mineur de plus de 16 ans, par plusieurs s'entr'aidant (art. 373, § 2, 377, § 4), (L. 15.5.1912, 49 § 2, 52 § 4)	1	3	1	-	-	1	-	1	2	-	-	-
sur un mineur de moins de 16 ans (art. 373, § 3)	22	129	65	6	27	31	-	-	108	-	-	1
sur un mineur de moins de 16 ans, par personne ayant autorité, etc. (art. 373, § 3, 377, § 4)	1	10	3	3	4	-	-	-	8	-	-	1
<u>Viol :</u>												
sur personne majeure (art. 375, § 1)	8	37	11	6	9	12	-	-	26	-	-	-
sur personne mineure de plus de 16 ans (art. 375, § 2)	-	15	7	-	4	4	-	-	13	-	-	-
sur personne mineure de plus de 16 ans par personne ayant autorité, etc. (art. 375, § 2, 377, § 4)	-	6	1	1	2	2	-	-	4	-	-	-
sur personne majeure, par personne ayant autorité, etc. (art. 375, § 1, 377, § 5)	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-
sur personne majeure, par plusieurs s'entr'aidant (art. 375, § 1, 377, § 5)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
sur personne mineure de plus de 16 ans par plusieurs s'entr'aidant (375, § 2, 377, § 4)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
sur enfant de plus de 14 ans et de moins de 16 ans (art. 375, § 3)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
sur enfant de plus de 14 ans et de moins de 16 ans par personne ayant autorité etc. (art. 375, § 3, 377, § 6)	2	19	5	3	9	2	-	-	10	-	-	-
sur enfant de plus de 14 ans et de moins de 16 ans par plusieurs s'entr'aidant (art. 375, § 3, 377, § 6)	1	8	1	5	2	-	-	-	8	-	-	-
sur enfant de plus de 10 ans et de moins de 14 ans (art. 375, § 4)	-	1	1	-	-	-	-	-	7	-	-	-
sur enfant de plus de 10 ans et de moins de 14 ans par personne ayant autorité (art. 375, § 4, 377, § 6)	-	53	30	8	12	3	-	-	3	-	-	1
sur enfant de plus de 10 ans et de moins de 14 ans par plusieurs s'entr'aidant (art. 375, § 4, 377, § 6)	1	13	1	8	4	-	-	-	13	-	-	-
sur enfant de plus de 10 ans et de moins de 14 ans par plusieurs s'entr'aidant (art. 375, § 4, 377, § 6)	-	1	1	-	-	-	-	-	1	-	-	-

TABEAU 1 - 1964 (suite)

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
Excitation à la débauche												
de mineur de plus de 14 ans et de moins de 16 ans (art. 379, § 2)	14	46	36	-	5	3	2	-	39	-	1	-
de mineur de plus de 14 ans et de moins de 16 ans, par personne ayant autorité, etc. (art. 379, § 2, 381)	2	9	7	-	1	1	-	-	8	-	-	-
de mineur de plus de 10 ans et de moins de 14 ans (art. 379, § 3)	1	1	-	1	-	-	-	-	1	-	-	-
de mineur de plus de 10 ans et de moins de 14 ans par personne ayant autorité, etc. (art. 379, § 3, 381)	-	2	2	-	-	-	-	-	2	-	-	-
Bigamie (art. 391)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Meurtre (art. 393)	-	3	1	-	2	-	-	-	-	-	-	-
Infanticide (art. 396)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Coups et blessures avec préméditation ayant causé maladie incurable (art. 400, § 2)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Coups et blessures ayant causé la mort (art. 401)	-	10	2	3	3	1	-	1	3	-	-	-
Coups et blessures à mineur ayant causé la mort (art. 401, 410, § 2, 402)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Privation d'aliments ou soins à l'égard de mineur de moins de 16 ans ou incapable (art. 401 et 401 bis)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Entrave à la circulation de convois sur un chemin de fer (art. 406 et 407)	-	1	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-
Arrestation arbitraire (art. 437)	-	2	1	-	-	-	-	1	-	-	-	-
Vol à l'aide d'effraction, d'escalade, de violences ou de menaces (art. 487 à 470)	61	1.774	684	42	311	732	2	3	38	1	6	44
Vol à l'aide d'effraction, d'escalade, de violences ou menaces dans maison habitée ou chemin public (art. 471, 472)	1	22	4	8	6	4	-	-	3	1	-	1
Banqueroute frauduleuse (art. 489, § 2)	10	37	25	-	5	6	-	1	-	-	-	-
Recèlement d'objets obtenus par crime ou délit (art. 505)	-	4	2	-	-	1	-	1	-	-	-	-
Incendie de lieux habités (art. 510)	-	12	3	-	3	6	-	-	-	-	-	-
Incendie de lieux inhabités par propriétaire (art. 510, 511, 513)	2	8	2	1	4	1	-	-	-	-	-	-
Incendie de lieux inhabités (art. 511, § 1)	-	7	3	-	-	4	-	-	-	-	-	-
Incendie de récoltes coupées et bois mis en tas (art. 512, § 1)	-	3	3	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Incendie de récoltes coupées et bois mis en tas la nuit (art. 512, 514)	-	3	-	1	2	-	-	-	2	-	-	-
Destruction de constructions (art. 521)	1	21	6	-	-	5	3	7	-	-	-	1
Destruction en réunion ou en bande de machines à vapeur, etc. (art. 525)	-	1	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Destruction de propriétés mobilières (art. 530)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Délits												
Recel d'inciviques - Epuration civique (art. 121, § 4, 123 sex. 123 non)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Atteinte à la sécurité intérieure de l'Etat (art. 135 bis)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Entraves au libre exercice d'un culte (art. 142, 143)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Outrages aux objets d'un culte (art. 144)	-	1	1	-	-	-	-	-	-	-	-	1
Coups à des ministres d'un culte (art. 145, 146)	-	1	-	-	-	-	-	1	-	-	-	-
Arrestation illégale ou arbitraire par un fonctionnaire public (art. 147)	-	13	1	-	1	4	-	7	-	-	-	-
Violation de domicile par un fonctionnaire public (art. 148)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Suppression ou violation de secret des lettres ou autres communications par fonctionnaire (art. 149, L. 13.10.1930, art. 18)	-	2	1	-	-	-	-	1	-	-	-	1
Atteinte aux droits constitutionnels (art. 151)	-	4	1	-	1	2	-	-	-	-	-	-
Violation du secret des dépêches télégraphiques (L. 12.10.1930, art. 19)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Détention illégale ou irrégulière (art. 155 à 159)	1	2	1	-	-	-	-	1	-	-	-	-
Fausse monnaie, contrefaçon, altération (art. 162, 163, 168, 169)	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Emission d'effets publics contrefaits (art. 177)	1	2	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-
Emission d'effets publics contrefaits reçus pour bons (art. 178)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Contrefaçon :												
Papier marqué d'un timbre contrefait (usage de), coupons de transport, sceaux, timbres divers (contrefaçon, usage) (art. 183, 184)	-	1	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Marques du bureau de garantie (application frauduleuse); sceaux, timbres, poinçons nationaux ou étrangers (usages préjudiciables) (art. 182, 185 à 187)	-	4	2	-	-	2	-	-	-	-	-	-
Timbres poste ou autres (contrefaçon, usage) (art. 188, 189)	-	1	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Timbres, coupons; enlèvement de la marque indiquant qu'ils ont servi et usage de ces timbres, coupons (art. 190)	-	1	-	-	-	-	1	-	-	-	-	-
Apposition frauduleuse du nom d'un fabricant: objets marqués de noms supposés ou altérés (usage) (art. 191)	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Faux et usage de faux (art. 198 à 207, 209)	5	154	88	-	4	40	5	17	-	-	-	3
Registre des logeurs et aubergistes (art. 210)	-	4	-	-	-	-	-	4	-	-	-	-
Faux dans les dépêches télégraphiques (art. 211, 212)	-	2	-	-	-	-	1	1	-	-	-	-
Fausse déclaration en matière criminelle (art. 217)	-	1	-	-	-	1	-	-	-	-	-	1
Faux témoignage en justice (art. 218, 220)	34	36	30	-	-	4	2	-	3	-	-	-
Fausse déclaration par interprète ou expert (art. 221)	-	2	1	-	-	1	-	-	1	-	-	-
Subornation de témoins, d'experts ou d'interprètes (art. 223)	2	3	3	-	-	-	-	-	1	-	-	-
Faux serments en matière civile (art. 226)	5	8	3	-	-	1	-	4	-	-	-	-
Usurpation de fonctions (art. 227, 261 et 262)	4	22	3	-	-	5	1	13	-	-	-	-

TABEAU 1 - 1964 (suite)

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
Usurpation de nom ou de titre, Port illégal de décoration et de costume (art. 228 à 232)	1	61	9	-	1	14	14	23	-	-	-	2
Coalition de fonctionnaire (art. 233, 234, 236)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Empiètement des autorités (art. 237 à 239)	-	3	1	-	-	-	-	2	-	-	-	1
Détournement par un fonctionnaire public (art. 240, § 2)	-	6	6	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Destruction de pièces dans un dépôt public (art. 242)	-	1	-	-	-	-	-	1	-	-	-	-
Concussion par un fonctionnaire public (art. 243 à 245)	2	12	9	-	-	1	-	2	-	-	-	1
Corruption, offres agréées par un fonctionnaire (art. 246, 247)	2	5	3	-	1	-	-	1	-	-	-	-
Corruption, offres agréées pour commettre crime ou délit (art. 248)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Corruption d'arbitre ou de prud'homme (art. 249, 251)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Menaces, promesses, offres pour corrompre un fonctionnaire (art. 252)	6	9	2	-	-	1	3	3	-	-	-	-
Abus d'autorité contre l'exécution d'une loi (art. 254)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Abus d'autorité, violences envers les personnes (art. 257)	-	2	-	-	-	1	1	-	-	-	-	-
Déni de justice (art. 258)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Abus d'autorité. Refus de faire agir (art. 259)	-	5	4	-	-	1	-	-	1	-	-	-
Infractions aux obligations concernant l'état civil (art. 263 à 265, 267, 361, 362, 365 à 367, 192 du code civil)	-	1	-	-	-	-	-	1	-	-	-	-
Attaques contre les lois par un ministre des cultes (art. 268)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Rébellion par une ou plusieurs personnes (art. 271 et 272)	11	536	157	2	6	178	44	149	2	-	1	43
Outrages envers député, ministre, magistrat (art. 275)	-	14	1	-	-	3	1	9	-	-	-	-
Outrages envers jurés ou témoins (art. 275, 282)	-	3	-	-	-	-	1	2	-	-	-	1
Outrages envers officier ministériel, agent de l'autorité (art. 276)	61	1.590	288	-	1	347	222	732	2	-	1	59
Outrages envers corps constitués (art. 277)	1	1	-	-	-	-	-	1	-	-	-	-
Coups et blessures à un député, ministre, magistrat (art. 278, 279)	-	4	2	-	1	-	-	1	-	-	-	-
Coups et blessures à un officier ministériel ou agent de l'autorité (art. 280, 281)	2	250	106	-	-	90	16	38	1	-	-	19
Coups et blessures à des jurés ou témoins (art. 278, 279, 282)	3	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Bris de scellés (art. 283 à 287)	1	11	1	-	-	3	2	5	-	-	-	-
Bris de scellés par gardien ou fonctionnaire (art. 284, 286 et 287)	-	4	1	-	-	1	1	1	-	-	-	-
Opposition à des travaux publics (art. 289 à 291)	1	1	-	-	-	-	1	-	-	-	-	-
Fournitures pour le compte de l'armée (art. 294, 295, 297, 298)	3	5	1	-	-	-	2	2	-	-	-	-
Imprimés publiés ou distribués sans nom d'auteur ou imprimeur (art. 299)	2	6	-	-	-	-	5	1	-	-	-	-
Loteries non autorisées (art. 302, 303)	1	8	-	-	-	-	5	3	-	-	-	-
Jeux de hasard (art. 305)	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Maisons de prêt sur gage (art. 306 à 308)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Révélation de secrets de fabrique (art. 309)	-	1	-	-	-	1	-	-	-	-	-	-
Hausse et baisse des prix des marchandises (art. 311, 312)	-	3	2	-	-	1	-	-	-	-	-	1
Entrave à la liberté des enchères (art. 314)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Inhumations (infractions) (art. 315)	-	3	1	-	-	-	1	1	-	-	-	-
Eplzootie (art. 319 à 321)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Association des malfaiteurs (art. 323, § 2 et 324)	-	3	-	1	1	-	1	-	1	-	-	-
Menaces verbales ou par écrit, par gestes ou emblèmes (art. 327 à 331)	26	267	81	1	-	92	31	62	1	-	-	7
Evasion de détenus, Négligences ou connivences des gardiens (art. 333, 334, 336 et 337)	-	1	-	-	-	1	-	-	-	-	-	-
Evasion de détenus par l'aide d'autres personnes (art. 335 à 337)	-	1	-	-	-	-	1	-	-	-	-	-
Rupture de ban (art. 338)	-	2	1	-	-	1	-	-	1	-	-	-
Recèlement de criminels (art. 339)	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Recel de cadavre d'une personne homicide (art. 340)	-	1	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Mendicité et vagabondage (art. 342 à 347)	3	8	1	-	-	5	-	2	-	-	-	-
Avortement sans le consentement (art. 348, § 2, 349)	3	5	1	1	1	-	-	2	1	-	-	1
Avortement avec le consentement (art. 350, 351)	25	112	76	5	21	7	2	1	2	-	-	-
Exposition, délaissement, abandon d'enfants ou d'incapables (art. 354, 356 à 358)	-	3	1	-	-	2	-	-	-	-	-	-
Exposition, délaissement, abandon d'enfants ou d'incapables par parents ou gardien (art. 355, 356 à 368)	-	3	1	-	-	1	-	1	-	-	-	-
Abandon d'enfants dans le besoin (art. 360 bis, L. 15.5.1912, art. 60)	55	222	59	-	2	136	16	9	-	-	-	-
Enlèvement de mineur (art. 368)	-	6	3	-	2	1	-	-	-	-	-	-
Soustraction de mineur à la garde de ceux à qui il a été confié (art. 369 bis, art. 57, L. 15.5.1912)	15	17	8	-	-	7	2	3	-	-	-	-
Enlèvement de fille de moins de 16 ans ayant consenti (art. 369)	1	9	7	-	-	1	1	-	-	-	-	-
Enlèvement de fille de moins de 18 ans et de plus de 16 ans ayant consenti (art. 370, L. 15.5.1912, art. 55)	-	18	9	-	2	6	-	1	3	-	-	-

TABLEAU 1 - 1964 (suite)

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
Banqueroute simple (art. 489, § 1)	8	59	37	-	1	18	-	3	-	-	-	1
Fraude dans les faillites (art. 490)	-	1	-	-	-	1	-	-	-	-	-	-
Abus de confiance (art. 491)	89	567	219	2	18	275	15	38	5	-	-	2
Abus des faiblesses de l'emprunteur (art. 493 et 494)	9	1	-	-	-	-	-	1	-	-	-	-
Escroquerie (art. 496)	41	274	100	6	36	118	5	9	3	-	4	-
Fausse monnaie : monnaies auxquelles on a donné l'apparence d'une monnaie supérieure (art. 497, 497 bis)	-	1	-	-	-	-	-	1	-	-	-	-
Tromperie sur l'identité, la nature ou la quantité des choses vendues (art. 498, 499)	13	60	25	-	1	7	1	26	-	-	-	-
Falsification de denrées et boissons et détention volontaire de denrées et boissons falsifiées pour les revendre (art. 500 et 501)	1	75	3	-	-	1	5	66	-	-	-	-
Recèlement d'objets obtenus à l'aide d'un crime ou d'un délit (art. 505)	139	443	209	2	12	104	35	81	12	-	1	1
Destruction ou détournement d'objets saisis (art. 507)	19	139	51	-	-	66	9	13	-	-	-	-
Cel frauduleux d'objets trouvés, Détournement d'un trésor (art. 508)	13	125	41	-	-	27	11	46	-	-	-	2
Grivèlerie (art. 508 bis, L. 23.3.1936)	45	299	27	-	1	214	8	49	-	-	-	-
Effets de commerce fictifs (art. 509)	1	2	2	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Chèques sans provision (art. 509 bis)	17	186	108	-	2	41	11	24	-	-	-	-
Incendie de lieux inhabités (art. 511, § 2, 512, § 2 et suivants, 514)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Incendie involontaire (art. 519)	2	24	6	-	-	3	6	9	-	-	-	-
<u>Destruction :</u>												
de machines à vapeur ou d'appareils télégraphiques ou téléphones (art. 523, L. 13.10.30, art. 24)	1	7	4	-	-	1	2	-	-	-	-	-
de tombeaux, monuments, d'objets d'art (art. 526)	5	41	11	-	-	5	9	16	-	-	-	-
de titres publics ou privés (art. 527)	-	8	7	-	-	-	1	-	-	-	-	-
de propriétés mobilières à l'aide de violences ou de menaces (art. 528)	1	10	4	-	1	-	-	5	-	-	-	-
de marchandises ou de matières servant à la fabrication (art. 533)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
d'obstacles retenant bateaux et voitures (art. 534)	-	1	1	-	-	-	-	-	1	-	-	-
de récoltes, plantations, instruments d'agriculture, etc... (art. 535 à 537)	4	17	9	-	-	2	2	4	-	-	-	-
d'animaux domestiques (art. 538, 540, 541)	8	92	12	-	-	17	17	46	-	-	-	2
de poissons : empoisonnement (art. 539)	1	1	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-
de clôtures (art. 545, 546)	9	214	24	-	-	47	26	117	1	-	-	1
Inondations (art. 549, 550)	-	1	-	-	-	-	-	1	-	-	-	-
Maraudage avec circonstances aggravantes (art. 557, 6°, § 2, 463)	1	3	1	-	-	1	1	-	-	-	-	-
<u>Contraventions de police</u>												
Vente, débit, exposition de comestibles, denrées ou substances alimentaires gâtés, corrompus, déclarés nuisibles ou falsifiés (art. 561, 2° et 3°; L. 4.8.1890 art. 5)	51	137	3	-	-	5	19	110	-	-	-	1
Autres contraventions.	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<u>INFRACTIONS PREVUES PAR LES LOIS SPECIALES</u>												
<u>1. - Ordre et sécurité publics</u>												
Infraction d'audience (Code d'instruction criminelle, art. 505)	-	6	2	-	-	1	1	2	-	-	-	-
Témoins défailants (Code d'instruction criminelle, art. 80, 157 et 189)	4	13	-	-	-	3	-	10	-	-	-	-
Assistance judiciaire et procédure gratuite, fausse déclaration (L. 29.6.1929, art. 49)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Port illicite du titre d'avocat (L. 30.8.1913)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Règles relatives à l'exercice d'une profession : géomètre, huissier, greffier	6	8	-	-	-	1	4	3	-	-	-	-
Mendicité et vagabondage (L. 15.5.1912, art. 63)	-	1	-	-	-	-	-	1	-	-	-	-
Offre ou provocation pour commettre des crimes ou délits (L. 7.7.1875, L. 25.3.1891, L. 28.7.1934)	2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Elections (lois électorales, art. 181 à 203, etc...)	-	5	-	-	-	-	-	5	-	-	-	-
Registres de la population (L. 2.6.1856, A.R. 30.12.1900, L. 6.2.1919, A.R. 14.10.1939)	2	5	-	-	-	-	2	3	-	-	-	-
Dépôt par notaire des actes de mariage (L. 15.12.1872, art. 13)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Règlements provinciaux	-	1	-	-	-	-	-	1	-	-	-	-
Règlements communaux	-	6	-	-	-	-	2	4	-	-	-	-
Impôts (Lois et règlements)	70	2.166	56	1	58	122	98	1.831	1	-	-	13
Monnaies métalliques, Trafic et refonte (L. 8.5.1924, art. 1 et 2)	-	1	-	-	-	-	-	1	-	-	-	-
Rupture de ban d'expulsion d'un étranger (L. 12.2.1897)	1	16	4	-	-	11	-	1	-	-	-	-
Police des étrangers (A.L. du 28.9.1939)	9	602	18	-	6	178	235	165	-	-	-	-
Recensement des étrangers (A.R. 11.8.1939)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Régime des passeports (A.L. 4.12.1939)	-	5	-	-	-	-	1	4	-	-	-	-

TABLEAU 1 - 1964 (suite)

1	
Emigrants (L.L. 14.12.1876 et 25.8.1920)	
Contrôle des voyageurs dans les maisons d'hébergement (arrêté du 31.1.1946)	
Organisation militaire	
Pigeons militaires L.L. 24.7.1923 et 15.4.1940	
Recel de déserteurs (L. 12.12.1817)	
Milices privées interdites (L. 29.7.1934)	
Dommages de guerre (L.L. 1.10.1947 et 1.8.1952)	
Fabrication, vente, etc... ; port d'armes prohibées (L. 3.1.1933, art. 4 et 17)	
Port d'armes de défense (L. 3.1.1933, art. 7 et 17)	
Armes à feu (Banc d'épreuve des (L. 24 mai 1888)	
Armes de défense, de guerre, de chasse et de sport (L. 3.1.1933, sauf art. 4 et 7)	
Monuments et sites (L. 7.8.1931)	
Assurance de la mortalité infantile (L. 26.12.1906)	
Protection de l'enfance (L. 28.5.1888)	
Protection de l'enfance (L. 15.mai 1912, art. 62)	
Oeuvre nationale de l'enfance (L. 5.3.1935)	
Enseignement primaire (art. 12)	
Protection des titres d'enseignement supérieur (L. 21.11.1938)	
Protection des titres d'infirmier et d'infirmière (L. 15.11.1946)	
Droit d'auteur (L. 22.3.1886, art. 22 à 27)	
Presse (décret du 20.7.1831)	
Introduction, transport, etc..., de publications interdites (A.R. 27.12.1939)	
Tracts interdits (A.R. 30.1.1940)	
Jeux de hasard (L. 24.10.1902, excepté art. 8)	
Collectes non autorisées (L. 6.3.1818 ; A.R. 22.9.1823)	
Accès salle de danse interdit aux moins de 18 ans (L. 15.7.1960)	
2. - Santé publique	

Art de guérir (lois et règlements)	
Loi sur l'hypnotisme (30.5.1892, art. 1 et 2)	
Régime des aliénés (loi du 18.8.1850, etc.)	
Ivresse (A.L. 14.11.1939)	
Prohibition de l'alcool (L. 29.8.1919, art. 1, 2, 12, 14, etc., A.R. 3.4.1953)	
Régime de l'alcool. Clubs privés (A.L. 14.11.1939)	
Régime de l'alcool. Répression des débits illicites (A.L. 14.11.1939)	
Trafic des substances vénéneuses, soporifiques, stupéfiants, désinfectants ou antiseptiques (L. 24.2.1921) (A.R. 31.12.1930) :	
Sauf art. 23	
Seul art. 23	
Prostitution, prophylaxie des maladies vénériennes (L. 7.9.1939 ; A.L. 24.1.1945)	
Falsification des denrées alimentaires (L. 4.8.1890, sauf art. 4, 5 etc...)	
Beurres, margarines, graisses préparées (L. 8.7.1935)	
Protection des eaux de boisson (L. 14.8.1933, art. 5)	
Protection de l'appellation d'origine des vins et eaux de vie (A.R. 20.12.1934 ; A.R. 4.2.1935)	
Distribution de lait (A.R. 7.7.1939)	
Salubrité publique	

2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
2	5	-	-	-	-	-	5	-	-	-	-
-	2	-	-	-	-	2	-	-	-	-	-
-	1	-	-	-	-	-	1	-	-	-	-
-	7	-	-	-	2	-	5	-	-	-	-
-	1	-	-	-	-	-	1	-	-	-	-
8	87	3	-	-	4	37	43	-	-	-	-
34	256	11	-	-	17	116	112	-	-	-	1
-	1	-	-	-	-	-	1	-	-	-	-
3	10	2	-	-	-	6	2	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	1	-	-	-	-	1	-	-	-	-	-
-	1	-	-	-	-	-	1	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	2	-	-	-	-	-	2	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	3	-	-	-	-	-	3	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
4	4	-	-	-	-	1	3	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
32	135	8	-	-	2	27	98	-	-	1	-
2	3	-	-	-	-	-	3	-	-	-	-
78	624	11	-	2	10	161	440	2	-	1	3
7	45	7	-	-	2	7	29	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
133	994	182	-	-	308	62	442	1	-	-	469
82	383	16	-	2	34	16	315	-	-	-	6
-	4	-	-	-	-	-	4	-	-	-	-
-	1	-	-	-	-	-	1	-	-	-	-
29	51	9	-	3	6	12	21	-	-	-	-
-	8	1	-	1	-	2	4	-	-	-	-
-	3	-	-	-	2	-	1	-	-	-	-
9	36	6	-	3	6	9	12	-	-	-	-
-	69	3	1	6	5	15	39	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
3	4	-	-	-	-	2	2	-	-	-	-
3	6	1	-	-	-	2	3	-	-	-	-
3	6	-	-	-	-	1	5	-	-	-	-

TABLEAU 1 - 1984 (suite)

1	
Rajustement des salaires (L. 16.8.1887; L.L. des 15 et 17.6.1896; L. 30.7.1934; L. 7.7.1936)	
Congés annuels payés (L. 8.7.1936)	
Documents dont la tenue est imposée par la législation sociale (L. 26.1.1951)	
Journée de 8 heures et semaine de 48 heures (L. 14.6.1921; arrêtés royaux d'exécution)	
Repos dominical (L. 17.7.1905; L. 26.5.1914; L. 14.6.1921; L. 24.7.1927)	
Repos hebdomadaire dans l'artisanat et le commerce (A.R. 22.6.1960)	
Fermeture magasin (A.R. 6.12.1960)	
Santé et sécurité des ouvriers (A.R. 23.12.1937 coordonnant les LL. 2.7.1899 et 25.11.1937; A.R. des 30 et 31.3.1905, etc.)	
Emploi de la céruse (L. 20.5.1926)	
Travail des diamantaires (A.R. 30.3.1936; L. 16.5.1938)	
Travail à domicile (L. 10.2.1934; A. 21.1.1941)	
Travailleurs étrangers (A.R. 8.12.1934; A.R. de coordination du 31.3.1936)	
Allocations familiales (loi de généralisation du 4.8.1930 et arrêtés royaux d'exécution)	
Assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré (L. 14.7.1930; L. 23.7.1932; arrêtés royaux d'exécution; L. 15.12.1937)	
Chômage, subvention, indemnités ou allocations perçues indûment (A.R. 31.5.1933)	
Arrêté organique du 26.5.1945 instituant le fond de soutien des chômeurs involontaires	
Chômage (infractions assimilées à l'art. 496)	
Chômage (infractions assimilées à l'art. 508)	
Contrôle des entreprises d'assurance sur la vie (L. 25.6.1930)	
<u>6. - Transport, voirie, communications</u>	
Chemins de fer concédés ou vicinaux (L. 12.4.1835; L. 24.6.1885; L. 25.7.1891, etc...)	
Tramways (A.R. des 2.12.1902 et 27.1.1931)	
Voirie, roulage et messageries (réglementation)	
Assurance obligatoire, véhicules automoteurs (1.7.1956)	
Avoir pris la fuite avec un véhicule après avoir causé un accident (L. 1.8.1924, art. 3)	
Avoir conduit un véhicule pendant la déchéance du droit de conduire (L. 1.8.1924, art. 2)	
Police maritime (réglementation)	
Police des rivières et des polders	
Inscriptions sur la voie publique (A.L. 29.12.1945)	
Navigation aérienne (L.L. 16.11.1919 et 27.6.1937)	
Télégraphes et téléphones (L. 1.3.1851, etc...)	
Postes (réglementation)	
<u>RECAPITULATION DES INFRACTIONS JUGÉES EN PREMIER RESSORT</u>	
Crimes correctionnalisés prévus par le Code pénal	
Délits prévus par le Code pénal	
Contraventions de police prévues par le Code pénal	
Infractions prévues par des lois spéciales	

2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
-	3	1	-	-	-	-	2	-	-	-	-
-	1	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
14	29	-	-	-	1	14	14	-	-	-	-
5	21	-	-	-	-	13	8	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	2	-	-	-	-	2	-	-	-	-	-
1	2	-	-	-	-	1	1	-	-	-	-
1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
8	41	13	-	-	4	13	11	-	-	-	-
2	1	-	-	-	1	-	-	-	-	-	-
27	110	2	-	1	2	42	63	-	-	-	-
4	12	-	-	-	-	2	10	-	-	-	-
6	54	1	-	-	4	10	39	-	-	-	-
4	32	5	-	-	2	8	17	-	-	-	-
1	35	8	-	-	2	9	16	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	3	1	-	-	-	1	1	-	-	-	-
-	1	-	-	-	-	1	-	-	-	-	-
2	3	-	-	-	1	1	1	-	-	-	-
-	1	-	-	-	-	-	1	-	-	-	-
162	1.171	149	-	2	205	146	669	1	-	1	421
159	1.686	401	-	-	248	233	804	-	-	-	696
5	254	70	-	1	82	20	81	-	-	-	198
-	17	7	-	-	7	-	3	-	-	-	15
5	120	18	-	-	10	22	70	-	-	-	-
2	9	-	-	-	-	2	7	-	-	-	-
27	139	8	-	-	1	62	68	-	-	-	-
5	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
1	11	-	-	-	-	3	8	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
377	4.243	2.145	130	622	1.307	13	26	994	2	10	80
3.512	37.100	7.557	55	375	5.634	3.886	19.593	352	1	18	1.970
51	137	3	-	-	5	19	110	-	-	-	1
1.566	12.032	1.120	2	90	1.370	2.166	7.284	6	-	3	1.827
5.506	53.512	10.825	187	1.087	8.316	6.084	27.013	1.352	3	31	3.878

TOTAUX :

TABLEAU 2. - NOMBRE ET DUREE DES SURSIS ACCORDES PAR LES TRIBUNAUX CORRECTIONNELS JUGEANT EN PREMIER RESSORT - 1964

ARRONDISSEMENTS	Durée des sursis						TOTAL
	6 mois et moins	1 an	2 ans	3 ans	4 ans	5 ans	
1	2	3	4	5	6	7	8
Bruxelles	5	13	2	217	1	1.496	1.734
Louvain	-	4	18	355	1	132	510
Nivelles	7	7	-	87	-	224	325
Anvers	5	101	-	1.634	-	180	1.920
Malines	2	23	-	320	1	10	356
Turnhout	1	12	-	631	1	7	652
Mons	4	41	8	563	1	209	826
Charleroi	2	22	-	697	-	330	1.051
Tournai	5	220	1	65	1	579	871
Gand	1	49	4	402	1	423	880
Audenarde	-	16	3	421	-	69	509
Termonde	-	34	-	531	-	178	743
Bruges	1	5	-	955	1	74	1.036
Coutrai	1	166	65	62	1	416	711
Furmes	-	84	19	10	-	3	116
Ypres	1	31	-	127	-	373	532
Liège	3	37	38	872	1	308	1.259
Huy	1	5	1	195	-	25	227
Verviers	1	32	158	27	-	37	255
Tongres	-	18	-	341	-	146	505
Hasselt	1	9	29	569	1	38	647
Arlon	4	14	168	37	-	44	2670
Marche-en-Famenne	1	-	1	62	-	32	96
Neufchâteau	-	6	7	37	-	47	97
Namur	13	13	1	319	-	36	382
Dinant	9	21	-	307	-	63	400
TOTAL :	68	983	523	9.843	11	5.479	16.907

TABLEAU 3 - PREVENUS JUGES, EN DEGRE. D'APPEL, PAR LES TRIBUNAUX CORRECTIONNELS CLASSES D'APRES LA NATURE DES INFRACTIONS ET LE RESULTAT DES POURSUITES - 1964

Récapitulation générale des prévenus jugés en premier ressort et en degré d'appel

NATURE DES INFRACTIONS	CONDAMNES								
	1	2	3	4	à l'emprisonnement		à l'amende		
					conditionnel	sans condition	conditionnelle	sans condition	
INFRACTIONS JUGEES EN DEGRE D'APPEL									
Délits jugés par le Code pénal		1.492	473	1.019	6	264	5	744	
Contraventions de police prévenues par le Code pénal		123	65	58	3	11	4	40	
Infractions prévenues par des lois spéciales		10.127	3.317	6.810	122	1.460	233	4.995	
Totaux :		11.742	3.855	7.887	131	1.735	242	5.779	
Totaux des infractions jugées en premier ressort :		59.018	5.506	53.512	10.825	9.590	6.084	27.013	
RECAPITULATION GENERALE									
Totaux des infractions jugées en premier ressort et en degré d'appel :		70.760	9.361	61.399	10.956	11.325	6.326	32.792	

TABLEAU 3 bis - APPELS DE POLICE - NOMBRE DES INTERDICTIONS DE CONDUIRE, PRONONCEES PAR LES TRIBUNAUX CORRECTIONNELS - 1964

ARRONDISSEMENTS	Interdictions	ARRONDISSEMENTS	Interdictions	ARRONDISSEMENTS	Interdictions
Bruxelles	232	Gand	54	Verviers	16
Louvain	10	Audenarde	28	Tongres	39
Nivelles	5	Termonde	44	Hasselt	8
Anvers	70	Bruges	65	Arlon	10
Malines	2	Courtrai	21	Marche-en-Famenne	11
Turnhout	6	Fumies	8	Neufchâteau	7
Mons	8	Tyres	9	Namur	39
Charleroi	15	Liège	16	Dinant	33
Tournai	7	Huy	7		
				Total :	770

TABEAU 4. - PREVENUS JUGES, EN PREMIER RESSORT, PAR CHAQUE TRIBUNAL CORRECTIONNEL PENDANT

NATURE DES INFRACTIONS	Bruxelles			Louvain			Nivelles		
	Total des prévenus	Acquités	Condamnés	Total des prévenus	Acquités	Condamnés	Total des prévenus	Acquités	Condamnés
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
INFRACTIONS PREVUES									
Crimes									
Sûreté de l'Etat, livraisons de document, renseignements espionnage (art. 118, 120, 123 ter)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Recel de condamnés (art. 121)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Contrefaçon d'effets publics (art. 173 à 176)	1	1	-	-	-	-	-	-	-
Contrefaçon, altération ou émission de fausse monnaie (art. 160, 161, 168)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Faux en écritures (art. 194 à 197)	311	17	294	42	7	35	76	12	64
Détournement par un dépositaire public (art. 240, § 1)	5	1	4	-	-	-	-	-	-
Rebellion en bande (art. 272)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Avortement du consentement de la femme ayant causé la mort (art. 352)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Suppression, substitution ou supposition d'enfants (art. 363)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Enlèvement de mineur (art. 364)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Enlèvement de mineur (art. 369)	1	-	1	-	-	-	-	-	-
Attentat à la pudeur sans violences ni menaces :									
sur un enfant de moins de 16 ans (art. 372, § 1)	104	4	100	16	-	16	11	2	9
sur un enfant de moins de 16 ans, par personne ayant autorité, etc... (art. 372, § 1, 377, § 2)	2	-	2	-	-	-	1	-	1
par ascendant sur mineur non émancipé par le mariage (art. 372, § 2)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Attentat à la pudeur avec violences ou menaces :									
sur un mineur de plus de 16 ans (art. 373, § 2)	18	2	16	4	2	2	-	-	-
sur mineur de plus de 16 ans par personne ayant autorité, etc... (art. 373, § 2, 377, § 4)	4	2	2	-	-	-	1	-	1
sur mineur de plus de 16 ans par plusieurs s'entr'aidant (art. 373, § 2, 377, § 4, L. 15.5.1912, 49, § 2, 52, § 4)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
sur mineur de moins de 16 ans (art. 373, § 3)	30	6	24	3	-	3	1	-	1
sur mineur de moins de 16 ans, par personne ayant autorité, etc... (art. 373, § 3, 377, § 4)	1	-	1	-	-	-	-	-	-
Viol :									
sur personne majeure (art. 375, § 1)	3	1	2	3	-	3	3	-	3
sur personne mineure de plus de 16 ans (art. 375, § 2)	2	-	2	1	-	1	1	-	1
sur personne mineure de plus de 16 ans par personne ayant autorité, etc... (art. 375, § 2, 377 quater)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
sur personne majeure, par personne ayant autorité, etc. (art. 375, § 1, 377, § 5)	2	-	2	-	-	-	1	-	1
sur personne majeure par plusieurs s'entr'aidant (art. 375, § 1, 377, § 5)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
sur personne mineure de plus de 16 ans par plusieurs s'entr'aidant (art. 375, § 2, 377, § 4)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
sur enfant de plus de 14 ans et de moins de 16 ans (art. 375, § 3)	6	1	5	-	-	-	-	-	-

L'ANNEE, CLASSES D'APRES LA NATURE DES INFRACTIONS ET LE RESULTAT DES POURSUITES 1964

Anvers			Malines			Turnhout			Mons			Charleroi			Tournai		
Total des prévenus	Acquités	Condamnés	Total des prévenus	Acquités	Condamnés	Total des prévenus	Acquités	Condamnés	Total des prévenus	Acquités	Condamnés	Total des prévenus	Acquités	Condamnés	Total des prévenus	Acquités	Condamnés
11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28
PAR LE CODE PENAL																	
correctionnalisés																	
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
118	14	104	13	1	12	19	7	12	47	9	38	95	13	82	29	4	25
4	1	3	-	-	-	-	-	-	1	-	1	2	-	2	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	3	-	3
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
98	11	87	19	-	19	29	1	28	45	5	40	45	11	34	18	-	18
5	-	5	-	-	-	-	-	-	1	-	1	3	2	1	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-
6	-	6	1	-	1	2	-	2	5	-	5	8	-	8	4	2	2
-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
14	1	13	1	-	1	1	-	1	2	-	2	11	4	7	-	-	-
2	-	2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
1	-	1	3	-	3	-	-	-	3	1	2	5	2	3	6	-	6
2	-	2	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	1	-	1
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
3	-	3	1	-	1	-	-	-	1	-	1	1	-	1	-	-	-

TABLEAU 4. - PREVENUS JUGES, EN PREMIER RESSORT, PAR CHAQUE TRIBUNAL CORRECTIONNEL PENDANT

NATURE DES INFRACTIONS	Gand			Audenarde			Termonde		
	Total des prévenus	Acquit-tés	Condam-nés	Total des prévenus	Acquit-tés	Condam-nés	Total des prévenus	Acquit-tés	Condam-nés
1 bis	29	30	31	32	33	34	35	36	37
	INFRACTIONS PREVUES								
	Crimes								
Sûreté de l'Etat, livraisons de document, renseignements espionnage (art. 118, 120, 123 ter)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Recel de condamnés (art. 121)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Contrefaçon d'effets publics (art. 173 à 176)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Contrefaçon, altération ou émission de fausse monnaie (art. 160, 161, 168)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Faux en écritures (art. 194 à 197)	85	13	72	13	-	13	27	1	26
Détournement par un dépositaire public (art. 340, § 1)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Rebellion en bande (art. 272)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Avortement du consentement de la femme ayant causé la mort (art. 368)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Suppression, substitution ou supposition d'enfants (art. 363)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Enlèvement de mineur (art. 364)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Enlèvement de mineur (art. 369)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Attentat à la pudeur sans violence ni menace :									
sur un enfant de moins de 16 ans (art. 378, § 1)	35	-	35	16	1	15	38	2	36
sur un enfant de moins de 16 ans, par personne ayant autorité, etc... (art. 378, § 1, 377, § 3)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
par ascendant sur mineur non émancipé par le mariage (art. 378, § 3)	-	-	-	-	-	-	1	-	1
Attentat à la pudeur avec violence ou menace :									
sur un mineur de plus de 16 ans (art. 373, § 2)	5	-	5	4	1	3	9	-	9
sur mineur de plus de 16 ans par personne ayant autorité, etc... (art. 373, § 2, 377, § 4)	1	-	1	-	-	-	1	-	1
sur mineur de plus de 16 ans par plusieurs s'entr'aidant (art. 373, § 2, 377, § 4, L. 15.5.1912, 49, § 2, 52, § 4)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
sur mineur de moins de 16 ans (art. 373, § 3)	6	-	6	5	-	5	22	4	18
sur mineur de moins de 16 ans, par personne ayant autorité, etc... (art. 373, § 3, 377, § 4)	-	-	-	-	-	-	1	-	1
Viol :									
sur personne majeure (art. 375, § 1)	1	-	1	2	-	2	2	2	-
sur personne mineure de plus de 16 ans (art. 375, § 2)	-	-	-	-	-	-	1	-	1
sur personne mineure de plus de 16 ans par personne ayant autorité, etc... (art. 375, § 2, 377 quater)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
sur personne majeure, par personne ayant autorité, etc. (art. 375, § 1, 377, § 5)	-	-	-	-	-	-	1	-	1
sur personne majeure par plusieurs s'entr'aidant (art. 375, § 1, 377, § 5)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
sur personne mineure de plus de 16 ans par plusieurs s'entr'aidant (art. 375, § 2, 377, § 4)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
sur enfant de plus de 14 ans et de moins de 16 ans (art. 375, § 3)	-	-	-	2	-	2	-	-	-

L'ANNEE. CLASSES D'APRES LA NATURE DES INFRACTIONS ET LE RESULTAT DES POURSUITES 1964

Bruges			Courtrai			Furnes			Ypres			Liège			Huy		
Total des prévenus	Acquit-tés	Condam-nés	Total des prévenus	Acquit-tés	Condam-nés	Total des prévenus	Acquit-tés	Condam-nés	Total des prévenus	Acquit-tés	Condam-nés	Total des prévenus	Acquit-tés	Condam-nés	Total des prévenus	Acquit-tés	Condam-nés
38	39	40	41	42	43	44	45	46	47	48	49	50	51	52	53	54	55
PAR LE CODE PENAL																	
correctionnalisés																	
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
59	2	57	60	3	57	8	1	7	15	2	13	109	11	98	14	1	13
1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	5	3	2	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
37	4	33	38	4	34	5	4	1	15	-	15	67	7	60	7	-	7
2	-	2	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-
3	-	3	3	1	2	1	-	1	2	-	2	9	3	6	1	-	1
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
1	-	1	-	-	-	1	1	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-
16	1	15	3	-	3	1	1	-	2	-	2	19	4	15	3	-	3
2	-	2	1	1	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-
4	-	4	2	-	2	-	-	-	-	-	-	4	2	2	-	-	-
1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2	-	2	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	4	1	3	-	-	-

TABEAU 4. - PREVENUS JUGES, EN PREMIER RESSORT, PAR CHAQUE TRIBUNAL CORRECTIONNEL PENDANT

NATURE DES INFRACTIONS	Verviers			Tongres			Hasselt		
	Total des prévenus	Acquittés	Condamnés	Total des prévenus	Acquittés	Condamnés	Total des prévenus	Acquittés	Condamnés
1 ter	56	57	58	59	60	61	62	63	64
INFRACTIONS PREVUES									
Crimes									
Sûreté de l'Etat, livraisons de document, renseignements espionnage (art. 118, 120, 123 ter)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Recel de condamnés (art. 121)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Contrefaçon d'effets publics (art. 173 à 176)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Contrefaçon, altération ou émission de fausse monnaie (art. 160, 161, 168)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Faux en écritures (art. 194 à 197)	28	7	21	33	5	28	33	4	29
Détournement par un dépositaire public (art. 240, § 1)	-	-	-	1	-	1	1	-	1
Rebellion en bande (art. 272)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Avortement du consentement de la femme ayant causé la mort (art. 352)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Suppression, substitution ou supposition d'enfants (art. 363)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Enlèvement de mineur (art. 364)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Enlèvement de mineur (art. 369)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Attentat à la pudeur sans violences ni menaces :									
sur un enfant de moins de 16 ans (art. 372, § 1)	15	-	15	11	2	9	24	-	24
sur un enfant de moins de 16 ans, par personne ayant autorité, etc... (art. 372, § 1, 377, § 2)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
par ascendant sur mineur non émancipé par le mariage (art. 372, § 2)	-	-	-	1	-	1	-	-	-
Attentat à la pudeur avec violences ou menaces :									
sur un mineur de plus de 16 ans (art. 373, § 2)	3	-	3	1	-	1	1	-	1
sur mineur de plus de 16 ans par personne ayant autorité, etc... (art. 373, § 2, 377, § 4)	-	-	-	2	-	2	-	-	-
sur mineur de plus de 16 ans par plusieurs s'entr'aidant (art. 373, § 2, 377, § 4, L. 15.5.1912, 49, § 2, 52, § 4)	1	-	1	-	-	-	-	-	-
sur mineur de moins de 16 ans (art. 373, § 3)	2	-	2	7	1	6	-	-	-
sur mineur de moins de 16 ans, par personne ayant autorité, etc... (art. 373, § 3, 377, § 4)	-	-	-	1	-	1	-	-	-
Viol :									
sur personne majeure (art. 375, § 1)	-	-	-	1	-	1	-	-	-
sur personne mineure de plus de 16 ans (art. 375, § 2)	-	-	-	3	-	3	-	-	-
sur personne mineure de plus de 16 ans par personne ayant autorité, etc... (art. 375, § 2, 377 quater)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
sur personne majeure, par personne ayant autorité, etc. (art. 375, § 1, 377, § 5)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
sur personne majeure par plusieurs s'entr'aidant (art. 375, § 1, 377, § 5)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
sur personne mineure de plus de 16 ans par plusieurs s'entr'aidant (art. 375, § 2, 377, § 4)	-	-	-	1	-	1	-	-	-
sur enfant de plus de 14 ans et de moins de 16 ans (art. 375, § 3)	1	-	1	-	-	-	-	-	-

L'ANNEE, CLASSES D'APRES LA NATURE DES INFRACTIONS ET LE RESULTAT DES POURSUITES 1964

Arlon			Marche-en-Famenne			Neufchâteau			Namur			Dinant					
Total des prévenus	Acquittés	Condamnés	Total des prévenus	Acquittés	Condamnés	Total des prévenus	Acquittés	Condamnés	Total des prévenus	Acquittés	Condamnés	Total des prévenus	Acquittés	Condamnés	Total des prévenus	Acquittés	Condamnés
65	66	67	68	69	70	71	72	73	74	75	76	77	78	79			
PAR LE CODE PENAL																	
correctionnalisés																	
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
35	18	17	4	-	4	5	2	3	34	11	23	11	1	10			
-	-	-	-	-	-	1	-	1	1	-	1	-	-	-			
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-			
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-			
11	-	11	11	-	11	5	1	4	12	1	11	19	2	17			
-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-			
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-			
2	-	2	1	-	1	-	-	-	3	-	3	-	-	-			
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-			
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-			
1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1			
1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-			
1	-	1	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-			
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-			
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-			
1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-			

TABEAU 4 - 1964 (suite)

NATURE DES INFRACTIONS	Gand			Audenarde			Termonde			Bruges			Courtrai			Furnes			Ypres			Liège			Huy			
	29	30	31	32	33	34	35	36	37	38	39	40	41	42	43	44	45	46	47	48	49	50	51	52	53	54	55	
Viol : (suite)																												
sur enfant de plus de 14 ans et de moins de 16 ans par personne ayant autorité, etc... (art. 375, § 3, 377, § 6)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	3	1	2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-
sur enfant de plus de 14 ans et de moins de 16 ans par plusieurs s'entraïdant (art. 375, § 3, 377, § 6)	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
sur enfant de plus de 10 ans et de moins de 14 ans (art. 375, § 4)	1	-	1	-	-	-	8	-	8	2	-	2	1	-	1	-	-	-	-	-	-	6	-	6	1	-	1	
sur enfant de plus de 10 ans et de moins de 14 ans par personne ayant autorité (art. 375, § 4, 377, § 6)	1	-	1	1	-	1	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	3	-	3	1	-	1	
sur enfant de plus de 10 ans et de moins de 14 ans par plusieurs s'entraïdant (art. 377, § 6)	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Excitation à la débauche																												
de mineur de plus de 14 ans et de moins de 16 ans (art. 379, § 2)	5	-	5	-	-	-	1	-	1	4	-	4	1	-	1	-	-	-	1	-	1	6	-	6	-	-	-	
de mineur de plus de 14 ans et de moins de 16 ans, par personne ayant autorité, etc... (art. 379, § 2, 381)	-	-	-	-	-	-	1	1	-	-	-	-	2	1	1	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	
de mineur de plus de 10 ans et de moins de 14 ans (art. 379, § 3)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
de mineur de plus de 10 ans et de moins de 14 ans par personne ayant autorité, etc... (art. 379, § 3, 381)	1	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Bigamie (art. 391)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Meurtre (art. 393)	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Infanticide (art. 396)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Coups et blessures avec préméditation ayant causé maladie incurable (art. 400, § 2)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-
Coups et blessures ayant causé la mort (art. 401)	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Coups et blessures à un mineur ayant causé la mort (art. 401, 410, § 2)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Privation d'aliments ou soins à l'égard de mineur de moins de 16 ans ou incapable (art. 401 et 401 bis)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Entrave à la circulation de convois sur un chemin de fer (art. 406, 407)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Arrestation arbitraire (art. 437)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Vol à l'aide d'effraction, d'escalade, de violences ou de menaces (art. 467 à 470)	87	1	86	21	-	21	51	1	50	113	3	110	35	3	32	14	2	12	10	-	10	172	2	170	11	-	11	
Vol à l'aide de violences ou de menaces dans maison habitée ou chemin public (art. 471, 472)	1	-	1	-	-	-	-	-	-	1	-	1	3	-	3	-	-	-	-	-	-	6	1	5	1	-	1	
Banqueroute frauduleuse (art. 489, § 2)	1	-	1	3	1	2	2	-	2	-	-	7	1	6	4	2	2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Recèlement d'objets obtenus par crime ou délit (art. 506)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Incendie de lieux habités (art. 510)	2	-	2	-	-	-	-	-	-	2	-	2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	1	-	1	
Incendie de lieux inhabités par propriétaire (art. 510, 511, 513)	1	-	1	-	-	-	-	-	-	2	-	2	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	1	-
Incendie de lieux inhabités (art. 511, § 1)	2	-	2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Incendie de récoltes coupées et bois mis en tas (art. 512, § 1)	-	-	-	-	-	-	2	-	2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Incendie de récoltes coupées et bois mis en tas la nuit (art. 513, 514)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Destruction de construction (art. 521)	3	-	3	-	-	-	1	-	1	-	-	1	-	1	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-
Destruction en réunion ou en bande de machines à vapeur etc. (art. 525)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Destruction de propriétés mobilières (art. 530)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-

TABEAU 4 - 1964 (suite)

NATURE DES INFRACTIONS	Verviers			Tongres			Hasselt			Arlon			Marche en Famienne			Neufchâteau			Namur			Dinant		
	56	57	58	59	60	61	62	63	64	65	66	67	68	69	70	71	72	73	74	75	76	77	78	79
Viol : (suite)																								
sur enfant de plus de 14 ans et de moins de 16 ans par personne ayant autorité, etc... (art. 375, § 3, 377, § 6)	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1
sur enfant de plus de 14 ans et de moins de 16 ans par plusieurs s'entr'aidant (art. 375, § 3, 377, § 6)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
sur enfant de plus de 10 ans et de moins de 14 ans (art. 375, § 4)	-	-	-	5	-	5	3	-	3	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-
sur enfant de plus de 10 ans et de moins de 14 ans par personne ayant autorité (art. 375, § 4, 377, § 6)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
sur enfant de plus de 10 ans et de moins de 14 ans par plusieurs s'entr'aidant (art. 377, § 6)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Excitation à la débauche																								
de mineur de plus de 14 ans et de moins de 16 ans (art. 379, § 2)	1	-	1	-	-	-	1	-	1	-	-	1	-	1	-	-	-	1	-	1	1	-	1	
de mineur de plus de 14 ans et de moins de 16 ans, par personne ayant autorité, etc... (art. 379, § 2, 381)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
de mineur de plus de 10 ans et de moins de 14 ans (art. 379, § 3)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2	-	2
de mineur de plus de 10 ans et de moins de 14 ans par personne ayant autorité, etc... (art. 379, § 3, 381)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Bigamie (art. 391)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Meurtre (art. 393)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Infanticide (art. 396)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Coups et blessures avec préméditation ayant causé maladie incurable (art. 400, § 2)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Coups et blessures ayant causé la mort (art. 401)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Coups et blessures à un mineur ayant causé la mort (art. 401, 410, § 2)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Privation d'aliments ou soins à l'égard de mineur de moins de 16 ans ou incapable (art. 401 et 401 bis)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Entrave à la circulation de convois sur un chemin de fer (art. 406, 407)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Arrestation arbitraire (art. 437)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Vol à l'aide d'effraction, d'escalade, de violences ou de menaces (art. 467 à 470)	50	2	48	41	2	39	52	-	52	19	1	18	13	-	13	4	-	4	52	1	51	18	2	16
Vol à l'aide de violences ou de menaces dans maison habitée ou chemin public (art. 471, 472)	2	-	2	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Banqueroute frauduleuse (art. 489, § 2)	2	-	2	2	1	1	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Récèlement d'objets obtenus par crime ou délit (art. 505)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Incendie de lieux habités (art. 510)	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Incendie de lieux inhabités par propriétaire (art. 510, 511, 513)	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Incendie de lieux inhabités (art. 511, § 1)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Incendie de récoltes coupées et bois mis en tas (art. 512, § 1)	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Incendie de récoltes coupées et bois mis en tas la nuit (art. 513, 514)	1	-	1	2	-	2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Destruction de construction (art. 521)	-	-	-	2	-	2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Destruction en réunion ou en bande de machines à vapeur etc. (art. 525)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1
Destruction de propriétés mobilières (art. 530)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1

TABIEAU 4 - 1964 (suite)

NATURE DES INFRACTIONS	Gand			Audenarde			Termonde		
	29	30	31	32	33	34	35	36	37
	DE -								
Recei d'inciviques. Epuration civique (art. 121, § 4, 123 sex, 123 non)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Atteintes à la sûreté intérieure de l'Etat (art. 135 bis)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Entraves au libre exercice d'un culte (art. 142, 143)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Outrages aux objets d'un culte (art. 144)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Coups à des ministres d'un culte (art. 145, 146)	1	-	1	-	-	-	-	-	-
Arrêté ou arrêté illégal ou arbitraire par un fonctionnaire public (art. 147)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Violation de domicile par un fonctionnaire public art. 148)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Suppression ou violation du secret des lettres ou autres communications par fonctionnaire (art. 149 ; L. 13.10.1930, art. 18)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Atteinte aux droits constitutionnels (art. 151)	1	-	1	-	-	-	-	-	-
Violation du secret des dépêches télégraphiques (L. 12.10.1930, art. 19)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Détention illégale ou irrégulière (art. 155 à 159)	-	-	-	1	-	1	-	-	-
Fausse monnaie, contrefaçon, altération (art. 162, 163, 168, 169)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Emission d'effets publics contrefaits (art. 177)	1	-	1	-	-	-	-	-	-
Emission d'effets publics contrefaits reçus pour bons (art. 178)	1	1	-	-	-	-	-	-	-
<u>Contrefaçon</u>									
Papier marqué d'un timbre contrefait (usage) coupons de transport, sceaux, timbres divers (contrefaçon, usage) (art. 183, 184)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Marques du bureau de garantie (application frauduleuse), sceaux, timbres, poinçons nationaux ou étrangers (usage préjudiciable) (art. 182, 185, 187)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Timbres-postes et autres et coupons de transport (contrefaçon et usage) (art. 188, 189)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Timbres, coupons : enlèvement de la marque indiquant qu'ils ont servi et usage de ces timbres, coupons (art. 190)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Apposition frauduleuse du nom d'un fabricant ; objets marqués de noms supposés ou altérés (usage) (art. 191)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Faux et usage de faux (art. 198 à 207, 209)	6	-	6	1	-	1	4	1	3
Registre des aubergistes (art. 210)	-	-	-	1	-	1	-	-	-
Faux dans les dépêches télégraphiques (art. 211, 212)	-	-	-	1	-	1	-	-	-
Fausse déclaration en matière criminelle (art. 217)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Faux témoignage en justice (art. 218, 220)	6	1	5	1	1	-	7	4	3
Fausse déclaration par interprète ou expert (art. 221)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Subordination de témoins, d'experts ou d'interprètes (art. 223)	-	-	-	-	-	-	1	-	1
Faux serment en matière civile (art. 226)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Usurpation de fonction (art. 227, 261 et 262)	1	-	1	-	-	-	1	1	-
Usurpation de nom ou de titre. Port illégal de décoration et de costume (art. 228 à 232)	1	-	1	1	-	1	7	-	7
Coalition de fonctionnaires (art. 233, 234, 236)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Empiètement des autorités (art. 237 à 239)	1	-	1	-	-	-	-	-	-
Détournement par un dépositaire public (art. 240, § 2)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Destruction de pièces dans un dépôt public (art. 242)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Concussion par un fonctionnaire public (art. 243 à 245)	-	-	-	1	-	1	-	-	-
Corruption, offres agréées par un fonctionnaire (art. 246 et 247)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Corruption, offres agréées pour commettre crime ou délit (art. 248)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Corruption d'arbitre ou de prud'hommes (art. 249, 251)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Menaces, promesses, offres pour corrompre un fonctionnaire (art. 252)	-	-	-	1	-	1	2	1	1

NATURE DES INFRACTIONS	Bruges			Courtrai			Furnes			Ypres			Liège			Huy		
	38	39	40	41	42	43	44	45	46	47	48	49	50	51	52	53	54	55
	LITS																	
Recei d'inciviques. Epuration civique (art. 121, § 4, 123 sex, 123 non)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Atteintes à la sûreté intérieure de l'Etat (art. 135 bis)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Entraves au libre exercice d'un culte (art. 142, 143)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Outrages aux objets d'un culte (art. 144)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Coups à des ministres d'un culte (art. 145, 146)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Arrêté ou arrêté illégal ou arbitraire par un fonctionnaire public (art. 147)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Violation de domicile par un fonctionnaire public art. 148)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Suppression ou violation du secret des lettres ou autres communications par fonctionnaire (art. 149 ; L. 13.10.1930, art. 18)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Atteinte aux droits constitutionnels (art. 151)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-
Violation du secret des dépêches télégraphiques (L. 12.10.1930, art. 19)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Détention illégale ou irrégulière (art. 155 à 159)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-
Fausse monnaie, contrefaçon, altération (art. 162, 163, 168, 169)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Emission d'effets publics contrefaits (art. 177)	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Emission d'effets publics contrefaits reçus pour bons (art. 178)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<u>Contrefaçon</u>																		
Papier marqué d'un timbre contrefait (usage) coupons de transport, sceaux, timbres divers (contrefaçon, usage) (art. 183, 184)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-
Marques du bureau de garantie (application frauduleuse), sceaux, timbres, poinçons nationaux ou étrangers (usage préjudiciable) (art. 182, 185, 187)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Timbres-postes et autres et coupons de transport (contrefaçon et usage) (art. 188, 189)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-
Timbres, coupons : enlèvement de la marque indiquant qu'ils ont servi et usage de ces timbres, coupons (art. 190)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Apposition frauduleuse du nom d'un fabricant ; objets marqués de noms supposés ou altérés (usage) (art. 191)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Faux et usage de faux (art. 198 à 207, 209)	10	-	40	10	-	10	5	-	5	5	-	5	13	-	13	-	-	-
Registre des aubergistes (art. 210)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Faux dans les dépêches télégraphiques (art. 211, 212)	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Fausse déclaration en matière criminelle (art. 217)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Faux témoignage en justice (art. 218, 220)	4	1	3	1	1	-	7	4	3	-	-	-	15	8	7	-	-	-
Fausse déclaration par interprète ou expert (art. 221)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Subordination de témoins, d'experts ou d'interprètes (art. 223)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-
Faux serment en matière civile (art. 226)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	6	2	4	-	-	-
Usurpation de fonction (art. 227, 261 et 262)	5	-	5	3	-	3	1	1	-	1	-	1	1	-	1	-	-	-
Usurpation de nom ou de titre. Port illégal de décoration et de costume (art. 228 à 232)	6	-	6	4	1	3	2	-	2	-	-	-	5	-	5	1	-	1
Coalition de fonctionnaires (art. 233, 234, 236)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Empiètement des autorités (art. 237 à 239)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Détournement par un dépositaire public (art. 240, § 2)	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-
Destruction de pièces dans un dépôt public (art. 242)	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Concussion par un fonctionnaire public (art. 243 à 245)	2	-	2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	3	1	2	-	-	-
Corruption, offres agréées par un fonctionnaire (art. 246 et 247)	-	-	-	2	-	2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Corruption, offres agréées pour commettre crime ou délit (art. 248)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Corruption d'arbitre ou de prud'hommes (art. 249, 251)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Menaces, promesses, offres pour corrompre un fonctionnaire (art. 252)	3	2	1	1	-	1	-	-	1	-	-	-	1	-	1	-	-	-

NATURE DES INFRACTIONS	Bruxelles			Louvain			Nivelles			Anvers			Malines			Turnhout			Mons			Charleroi			Tournai			
	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	
	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28
Abus d'autorité contre l'exécution d'une loi (art. 254)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Abus d'autorité, Violences envers les personnes (art. 257)	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Déni de justice (art. 258)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Abus d'autorité, Refus d'agir (art. 259)	1	-	1	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Infractions aux obligations concernant l'état civil (art. 263 à 267, 267, 361, 362, 365 à 367, 192 du Code civil)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Attaques contre les lois par un ministre des cultes (art. 268)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Rébellion par une ou plusieurs personnes (art. 271 et 272)	100	4	98	8	-	8	4	-	4	82	-	82	15	1	14	14	-	14	39	-	39	16	1	15	15	-	15	
Outrages envers député, ministre, magistrat (art. 275)	1	-	-	2	-	2	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	
Outrages envers jurés et témoins (art. 275, 282)	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Outrages envers officier ministériel/agent de l'autorité (art. 276)	242	7	235	40	1	39	22	8	22	241	8	233	40	1	39	48	1	47	137	10	127	82	5	77	38	1	37	
Outrages envers corps constitués (art. 277)	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Coups et blessures à un député, ministre, magistrat (art. 278, 279)	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Coups et blessures à un officier ministériel ou agent de l'autorité (art. 280, 281)	84	2	82	5	-	5	5	-	5	31	-	31	2	-	2	8	-	8	14	-	14	19	-	19	6	-	6	
Coups et blessures à des jurés ou témoins (art. 278, 279, 282)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Bris de scellés (art. 283 à 287)	1	-	1	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Bris de scellés par gardien ou fonctionnaire (art. 284, 286 et 287)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Opposition à des travaux publics (art. 289 à 291)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	1	-	1	1	-	1	-	-	-	-	-	-	
Fourniture de l'armée (art. 294, 295, 297, 298)	2	-	2	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Imprimés publiés ou distribués sans nom d'auteur ou d'imprimeur (art. 299)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	1	-	1	1	-	
Loteries non autorisées (art. 302, 303)	1	-	1	-	-	-	-	-	-	1	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Jeux de hasard (art. 305)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Maisons de prêt sur gages (art. 306 à 308)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Communications de secrets de fabrique (art. 309)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Haussé et baisse des marchandises (art. 311, 312)	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Entrave à la liberté des enchères (art. 314)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Inhumations (infractions) (art. 315)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Epizootie (art. 319 à 321)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Associations de malfaiteurs (art. 323, § 2, 324)	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Menaces verbales ou par écrit, par gestes ou emblèmes (art. 327 à 331)	29	2	27	3	-	3	2	-	2	10	-	10	7	1	6	9	1	8	31	2	29	16	4	12	9	2	7	
Evasion de détenus : négligences ou connivences des gardiens (art. 333, 334, 336, 337)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Evasion de détenus par aide d'autres personnes (art. 335 à 337)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Rupture de ban (art. 338)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Recèlement de criminels (art. 339)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1
Recel de cadavre d'une personne homicide (art. 340)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Mendicité et vagabondage (art. 342 à 347)	4	-	4	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Avortement sans le consentement (art. 348, § 2, 349)	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	
Avortement avec le consentement (art. 350, 351)	25	4	21	8	2	6	1	-	1	1	1	29	-	-	-	-	-	3	2	1	-	-	-	-	-	-	-	
Exposition, délaissement, abandon d'enfants ou d'incapables (art. 354, 356 à 358)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	31	2	29	-	-	-	-	-	-	10	-	10	17	7	10	3	-	3	
Exposition, délaissement, abandon d'enfants ou d'incapables par parents ou gardiens (art. 355, 356, 357, 359)	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	
Abandon d'enfants dans le besolp (art. 360 bis ; L. 15.5.1912, art. 60)	18	3	15	3	-	3	4	1	3	22	1	21	9	-	9	4	-	4	23	2	21	26	10	16	6	2	4	

NATURE DES INFRACTIONS	Gand			Audenarde			Termonde		
	29	30	31	32	33	34	35	36	37
Abus d'autorité contre l'exécution d'une loi (art. 254)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Abus d'autorité, Violences envers les personnes (art. 257)	-	-	-	-	-	-	1	-	1
Déni de justice (art. 258)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Abus d'autorité, Refus d'agir (art. 259)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Infractions aux obligations concernant l'état civil (art. 263 à 265, 267, 361, 362, 365 à 367, 192 du Code civil)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Atteintes contre les lois par un ministre des cultes (art. 268)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Rébellion par une ou plusieurs personnes (art. 271 et 272)	37	-	37	10	-	10	22	-	22
Outrages envers député, ministre, magistrat (art. 276)	3	-	3	-	-	-	3	-	3
Outrages envers jurés et témoins (art. 275, 282)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Outrages envers officier ministériel/agent de l'autorité (art. 276)	108	2	108	29	-	29	80	2	78
Outrages envers corps constitués (art. 277)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Coups et blessures à un député, ministre, magistrat (art. 278, 279)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Coups et blessures à un officier ministériel ou agent de l'autorité (art. 280, 281)	15	-	15	3	-	3	15	-	15
Coups et blessures à des jurés ou témoins (art. 278, 279, 282)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Bris de scellés (art. 283 à 287)	1	-	1	1	-	1	-	-	-
Bris de scellés par gardien ou fonctionnaire (art. 284, 286 et 287)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Opposition à des travaux publics (art. 289 à 291)	1	-	1	-	-	-	-	-	-
Fourniture de l'armée (art. 294, 295, 297, 298)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Imprimés publiés ou distribués sans nom d'auteur ou d'imprimeur (art. 299)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Loteries non autorisées (art. 302, 303)	1	-	1	-	-	-	1	-	1
Jeux de hasard (art. 306)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Maisons de prêt sur gages (art. 306 à 308)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Communications de secrets de fabrique (art. 309)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Hausse et baisse des marchandises (art. 311, 312)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Entrave à la liberté des enchères (art. 314)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Inhumations (infractions) (art. 315)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Epizootie (art. 319 à 321)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Associations de malfaiteurs (art. 323, § 2, 324)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Menaces verbales ou par écrit, par gestes ou emblèmes (art. 327 à 331)	10	1	9	19	2	17	12	1	11
Evasion de détenus : négligences ou connivences des gardiens (art. 333, 334, 336, 337)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Evasion de détenus par aide d'autres personnes (art. 335 à 337)	-	-	-	1	-	1	-	-	-
Rupture de ban (art. 338)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Recèlement de criminels (art. 339)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Recel de cadavre d'une personne homicide (art. 340)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Mendicité et vagabondage (art. 342 à 347)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Avortement sans le consentement (art. 348, § 2, 349)	-	-	-	-	-	-	2	-	2
Avortement avec le consentement (art. 350, 351)	2	1	1	-	-	-	14	4	10
Exposition, délaissement, abandon d'enfants ou d'incapables (art. 354, 356 à 358)	1	-	1	-	-	-	-	-	-
Exposition, délaissement, abandon d'enfants ou d'incapables par parents ou gardiens (art. 355, 356, 357, 359)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Abandon d'enfants dans le besoin (art. 360 bis ; L. 15.5.1912, art. 60)	7	1	6	7	-	7	10	4	6

	Bruges			Courtrai			Furnes			Ypres			Liège			Huy		
	38	39	40	41	42	43	44	45	46	47	48	49	50	51	52	53	54	55
	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	1	-	1	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	42	-	42	12	-	12	8	-	8	10	-	10	52	-	52	4	-	4
	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	1	-	1	-	-	-
	69	-	69	54	2	52	23	1	22	40	1	39	119	3	116	27	6	21
	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-
	9	-	9	14	-	14	-	-	-	3	-	3	6	-	6	-	-	-
	-	-	-	2	2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	1	-	1	1	-	1	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-
	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	1	-	-	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-	-	6	2	4	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2	-	2	-	-	-
	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	14	-	14	15	2	13	10	2	8	6	-	6	35	2	33	4	-	4
	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	1	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	18	4	14	-	-	-
	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	8	5	3	28	13	15	4	1	3	5	-	5	30	1	29	6	-	6

TABLEAU 4 - 1984 (suite)

NATURE DES INFRACTIONS 1 ^{er}	Verviers			Tongres			Hasselt		
	56	57	58	59	60	61	62	63	64
Abus d'autorité contre l'exécution d'une loi (art. 254)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Abus d'autorité, Violences envers les personnes (art. 257)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Déni de justice (art. 258)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Abus d'autorité. Refus d'agir (art. 259)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Infractions aux obligations concernant l'état civil (art. 263 à 265, 267, 361, 362, 365 à 367, 192 du Code civil)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Attaques contre les lois par un ministre des cultes (art. 268)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Rébellion par une ou plusieurs personnes (art. 271 et 272)	13	4	9	9	1	8	9	-	9
Outrages envers député, ministre, magistrat (art. 275)	-	-	-	1	-	1	-	-	-
Outrages envers jurés et témoins (art. 275, 282)	-	-	-	-	-	-	1	-	1
Outrages envers officier ministériel/agent de l'autorité (art. 276)	42	3	39	38	2	36	16	1	15
Outrages envers corps constitués (art. 277)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Coups et blessures à un député, ministre, magistrat (art. 278, 279)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Coups et blessures à un officier ministériel ou agent de l'autorité (art. 280, 281)	2	-	2	4	-	4	2	-	2
Coups et blessures à des jurés ou témoins (art. 278, 279, 282)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Bris de scellés (art. 283 à 287)	1	1	-	1	-	1	1	-	1
Bris de scellés par gardien ou fonctionnaire (art. 284, 286 et 287)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Opposition à des travaux publics (art. 289 à 291)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Fourniture de l'armée (art. 294, 295, 297, 298)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Imprimés publiés ou distribués sans nom d'auteur ou d'imprimeur (art. 299)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Loteries non autorisées (art. 302, 303)	1	-	1	-	-	-	-	-	-
Jeux de hasard (art. 305)	-	-	-	1	1	-	-	-	-
Maisons de prêt sur gages (art. 306 à 308)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Communications de secrets de fabrique (art. 309)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Hausse et baisse des marchandises (art. 311, 312)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Entrave à la liberté des enchères (art. 314)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Inhumations (infractions) (art. 315)	-	-	-	1	-	1	-	-	-
Épizootie (art. 319 à 321)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Associations de malfaiteurs (art. 323, § 2, 324)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Menaces verbales ou par écrit, par gestes ou emblèmes (art. 327 à 331)	4	-	4	6	-	6	12	1	11
Evasion de détenus : négligences ou connivences des gardiens (art. 333, 334, 336, 337)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Evasion de détenus par aide d'autres personnes (art. 335 à 337)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Rupture de ban (art. 338)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Recèlement de criminels (art. 339)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Recel de cadavre d'une personne homicide (art. 340)	-	-	-	1	-	1	-	-	-
Mendicité et vagabondage (art. 342 à 347)	1	-	1	1	-	1	-	-	-
Avortement sans le consentement (art. 348, § 2, 349)	1	-	1	-	-	-	-	-	-
Avortement avec le consentement (art. 350, 351)	-	-	-	1	-	1	3	-	3
Exposition, délaissement, abandon d'enfants ou d'incapables (art. 354, 356 à 358)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Exposition, délaissement, abandon d'enfants ou d'incapables par parents ou gardiens (art. 355, 356, 357, 359)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Abandon d'enfants dans le besoin (art. 360 bis ; L. 15.5.1912, art. 60)	12	4	8	1	-	1	3	-	3

Arlon			Marche-en-Famenne			Neufchâteau			Namur			Dinant		
65	66	67	68	69	70	71	72	73	74	75	76	77	78	79
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
2	-	2	2	-	2	3	-	3	12	-	12	7	-	7
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1
24	1	23	4	-	4	13	-	13	48	3	45	27	-	27
-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	1	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
1	-	1	-	-	-	-	-	-	4	-	4	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1
-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1
-	-	-	-	-	-	-	-	-	2	-	2	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
3	1	2	-	-	-	6	-	6	4	-	4	17	2	15
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
4	-	4	-	-	-	1	1	-	34	6	28	2	-	2

TABEAU 4 - 1964 (suite)

NATURE DES INFRACTIONS	Bruxelles			Louvain			Nivelles		
	2	3	4	5	6	7	8	9	10
Enlèvement de mineurs (art. 368)	2	-	2	-	-	-	-	-	-
Soustraction de mineur à la garde de ceux à qui il a été confié (art. 369 bis ; art. 57, L. 15.5.1912)	1	-	1	-	-	-	-	-	-
Enlèvement de fille de moins de 16 ans ayant consenti (art. 369)	3	-	3	-	-	-	-	-	-
Enlèvement de fille de moins de 18 ans et de plus de 16 ans ayant consenti (art. 370 ; L. 15.5.1912, art. 55)	7	-	7	-	-	-	-	-	-
<u>Attentat à la pudeur avec violences ou menaces sur personne majeure :</u>									
(art. 373, § 1, L. 15.5.1912, 49, § 1)	1	-	1	1	-	1	-	-	-
par personne ayant autorité, etc. (art. 373, § 1 et 377, § 3, L. 15.5.1912, 49, § 1, 52, § 3)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
par plusieurs s'entraïdant (art. 373, § 1, 377, § 3) L. 15.5.1912, 49, § 1, 52, § 3)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<u>Attentat aux moeurs :</u>									
Excitation à la débauche de mineur de plus de 16 ans (art. 379, § 1)	42	9	33	1	-	1	1	-	1
Excitation à la débauche de mineur de plus de 16 ans par personne ayant autorité, etc. (art. 379, § 1, 381)	15	2	13	-	-	-	-	-	-
Excitation à la débauche de mineur dont on ignorait l'état de minorité (art. 380)	16	3	13	-	-	-	-	-	-
Excitation à la débauche de mineur dont on ignorait l'état de minorité par personne ayant autorité, etc. (art. 380, 381)	1	-	1	-	-	-	-	-	-
Excitation à la débauche de majeur (art. 380 bis)	61	6	55	1	-	1	7	1	6
Excitation à la débauche de majeur par personne ayant autorité, etc. (art. 380 bis, 381)	9	2	7	1	-	1	1	1	-
Contrainte exercée en vue de la débauche (art. 380 ter)	33	6	27	1	-	1	2	2	-
Contrainte exercée en vue de la débauche par personne ayant autorité, etc. (art. 380 ter et 381)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Provocation à la débauche (prostitution) (art. 380 quater)	20	2	18	-	-	-	1	1	-
Violation de l'interdiction d'exploiter un commerce prévu par l'art. 382	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Ecrits, images, vente, impression, annonces, etc. (art. 383, § 1, 3, 4, art. 384)	17	7	10	-	-	-	-	-	-
Publications (L. 11.4.1936 ; arrêté du 29.5.1936)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Provocation à l'avortement ou propagande anticonceptionnelle (art. 383, §§ 5, 9)	1	1	-	1	1	-	-	-	-
Paroles obscènes (art. 383 § 2 ; L. 29.1.1905)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Outrage public aux moeurs (art. 385, § 1, 386)	157	11	146	13	1	12	12	-	12
Outrage public aux moeurs en présence de mineurs de moins de 16 ans (art. 385, § 2 ; L. 15.5.1912, art. 53)	25	5	20	4	-	4	3	-	3
Outrage public aux moeurs : images, figures, objets indécents (art. 386 bis)	1	-	1	-	-	-	-	-	-
Adultère et complicité d'adultère (art. 387 à 389)	1.303	10	1.293	87	-	87	108	5	103
Abandon de famille (art. 391 bis)	73	1	72	18	-	18	7	2	5

	Anvers			Malines			Turnhout			Mons			Charleroi			Tournai		
	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28
	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	-	-	-	2	1	1	2	2	-	6	4	2	1	1	-	1	-	1
	-	-	-	2	-	2	2	-	2	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	1	1	-	1	-	1	-	-	-	3	-	3	2	-	2	-	-	-
	2	-	2	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	7	-	7	3	-	3	-	-	-	14	1	13	12	2	10	2	-	2
	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	20	1	19	-	-	-	3	1	2	18	6	12	11	6	5	1	-	1
	5	-	5	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	2	-	2
	2	-	2	-	-	-	-	-	-	6	-	6	11	3	8	-	-	-
	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	-	-	-	1	-	1	1	-	1	5	-	5	3	-	3	-	-	-
	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-
	9	1	8	-	-	-	-	-	-	2	-	2	-	-	-	-	-	-
	1	-	1	-	-	-	1	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	179	20	159	8	1	7	23	1	22	37	2	35	32	7	25	55	-	55
	28	3	25	-	-	-	2	1	1	10	3	7	10	3	7	6	1	5
	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	1	-	1
	786	13	773	107	13	94	34	-	34	322	6	316	499	3	496	166	6	160
	95	18	77	18	3	15	5	1	4	43	5	38	34	8	26	15	3	12

TABLEAU 4 - 1964 (suite)

NATURE DES INFRACTIONS 1 bis	Gand			Audenarde			Termonde		
	29	30	31	32	33	34	35	36	37
Enlèvement de mineurs (art. 368)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Soustraction de mineur à la garde de ceux à qui il a été confié (art. 369 bis ; art. 57, L. 15.5.1912)	2	-	2	-	-	-	1	1	-
Enlèvement de fille de moins de 16 ans ayant consenti (art. 369)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Enlèvement de fille de moins de 16 ans et de plus de 16 ans ayant consenti (art. 370 ; L. 15.5.1912, art. 56)	1	-	1	-	-	-	-	-	-
Attentat à la pudeur avec violences ou menaces sur personne majeure : (art. 373, § 1, L. 15.5.1912, 49, § 1) par personne ayant autorité, etc. (art. 373, § 1 et 377, § 3, L. 15.5.1912, 49, § 1, 52, § 3) par plusieurs s'entr'aidant (art. 373, § 1, 377, § 3) L. 15.5.1912, 49, § 1, 52, § 3)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Attentat aux moeurs : Excitation à la débauche de mineur de plus de 16 ans (art. 379, § 1) Excitation à la débauche de mineur de plus de 16 ans par personne ayant autorité, etc. (art. 379, § 1, 381)	7 1	3 1	4 -	1 -	- -	1 -	4 -	- -	4 -
Excitation à la débauche de mineur dont on ignorait l'état de minorité (art. 380) Excitation à la débauche de mineur dont on ignorait l'état de minorité par personne ayant autorité, etc. (art. 380, 381)	3 -	- -	3 -	- -	- -	- -	- -	- -	- -
Excitation à la débauche de majeur (art. 380 bis) Excitation à la débauche de majeur par personne ayant autorité, etc. (art. 380 bis, 381)	5 -	2 -	3 -	- 1	- -	- 1	4 2	- -	4 2
Contrainte exercée en vue de la débauche (art. 380 ter) Contrainte exercée en vue de la débauche par personne ayant autorité, etc. (art. 380 ter et 381)	2 -	1 -	1 -	- -	- -	- -	- -	- -	- -
Provocation à la débauche (prostitution) (art. 380 quater) Violation de l'interdiction d'exploiter un commerce prévu par l'art. 382	3 -	- -	3 -	- -	- -	- -	- -	- -	- -
Ecrits, images, vente, impression, annonces, etc. (art. 383, § 1, 3, 4, art. 384) Publications (L. 11.4.1936 ; arrêté du 29.5.1936) Provocation à l'avortement ou propagande anticonceptionnelle (art. 383, § 5, 9)	5 - -	1 - -	4 - -	- - -	- - -	- - -	- - -	- - -	- - -
Paroles obscènes (art. 383 § 2 ; L. 29.1.1905) Outrage public aux moeurs (art. 385, § 1, 386) Outrage public aux moeurs en présence de mineurs de moins de 16 ans (art. 385, § 2 ; L. 15.5.1912, art. 53)	39 9	- 1	39 8	22 9	- 2	22 7	31 8	4 -	27 8
Outrage public aux moeurs : images, figures, objets indécents (art. 386 bis) Adultère et complicité d'adultère (art. 387 à 389) Abandon de famille (art. 391 bis)	324 52	9 7	315 45	51 7	- 3	51 4	195 37	12 13	183 24

Brugges			Courtrai			Furnes			Ypres			Liège			Huy		
38	39	40	41	42	43	44	45	46	47	48	49	50	51	52	53	54	55
2	-	2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-
4	1	3	3	2	1	1	-	1	-	-	-	4	2	2	-	-	-
1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
8	3	5	5	-	5	4	4	-	-	-	-	15	2	13	2	-	2
1	-	1	1	1	-	-	-	-	-	-	-	2	-	2	-	-	-
1	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	7	1	6	-	-	-
2	1	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
1	-	1	5	-	5	1	1	-	-	-	-	30	4	26	8	3	5
2	1	1	3	2	1	-	-	-	-	-	-	5	1	4	-	-	-
5	1	4	7	3	4	-	-	-	-	-	-	8	-	8	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2	-	2	1	-	1
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2	-	2	-	-	-
4	-	4	-	-	-	-	-	-	-	-	-	12	-	12	1	1	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2	1	1	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-
88	6	82	64	5	59	16	8	8	25	-	25	61	3	58	10	-	10
25	4	21	11	4	7	12	6	6	3	-	3	6	-	6	-	-	-
1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
222	4	218	150	6	144	32	2	30	24	-	24	562	21	541	38	-	38
79	7	72	24	1	23	10	1	9	10	1	9	37	3	34	5	-	5

TABEAU 4 - 1964 (suite)

NATURE DES INFRACTIONS 1 ^{er}	Verviers			Tongres			Hasselt			Arlon			Marche-en-Famienne			Neufchâteau			Namur			Dinant			
	56	57	58	59	60	61	62	63	64	65	66	67	68	69	70	71	72	73	74	75	76	77	78	79	
	Enlèvement de mineurs (art. 368)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Soustraction de mineur à la garde de ceux à qui il a été confié (art. 369 bis ; art. 57, L. 15.5.1912)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-
Enlèvement de fille de moins de 16 ans ayant consenti (art. 369)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2	1	1	2	-	2	-
Enlèvement de fille de moins de 16 ans et de plus de 16 ans ayant consenti (art. 370 ; L. 15.5.1912, art. 55)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<u>Attentat à la pudeur avec violences ou menaces sur personne majeure :</u>																									
(art. 373, § 1, L. 15.5.1912, 49, § 1)	1	-	1	-	-	-	2	-	2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-
par personne ayant autorité, etc. (art. 373, § 1 et 377, § 3, L. 15.5.1912, 49, § 1, 52, § 3)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
par plusieurs s'entraïdant (art. 373, § 1, 377, § 3) L. 15.5.1912, 49, § 1, 52, § 3)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<u>Attentat aux moeurs :</u>																									
Excitation à la débauche de mineur de plus de 16 ans (art. 379, § 1)	7	-	7	1	-	1	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	2	1	1	-	-	-	-	-
Excitation à la débauche de mineur de plus de 16 ans par personne ayant autorité, etc. (art. 379, § 1, 381)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Excitation à la débauche de mineur dont on ignorait l'état de minorité (art. 380)	-	-	-	-	-	-	2	1	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Excitation à la débauche de mineur dont on ignorait l'état de minorité par personne ayant autorité, etc. (art. 380, 381)	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Excitation à la débauche de majeur (art. 380 bis)	-	-	-	1	1	-	4	-	4	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Excitation à la débauche de majeur par personne ayant autorité, etc. (art. 380 bis, 381)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	1	-	5	2	3	-	-
Contrainte exercée en vue de la débauche (art. 380 ter)	1	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	3	3	-	-	
Contrainte exercée en vue de la débauche par personne ayant autorité, etc. (art. 380 ter et 381)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	4	3	1	-	-
Provocation à la débauche (prostitution) (art. 380 quater)	-	-	-	2	-	2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Violation de l'interdiction d'exploiter un commerce prévu par l'art. 382	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2	-	2	-
Écrits, images, vente, impress.on, annonces, etc. (art. 383, § 1, 3, 4, art. 384)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Publications (L. 11.4.1936 ; arrêté du 29.5.1936)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	4	-	4	-	-	-	-	-
Provocation à l'avortement ou propagande anticonceptionnelle (art. 383, § 5, 9)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Paroles obscènes (art. 383 § 2 ; L. 29.1.1905)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Outrage public aux moeurs (art. 385, § 1, 386)	22	3	19	18	-	18	8	-	8	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Outrage public aux moeurs en présence de mineurs de moins de 16 ans (art. 385, § 2 ; L. 15.5.1912, art. 53)	5	1	4	2	-	2	3	-	3	-	-	-	-	-	-	-	-	4	-	4	4	-	4	-	4
Outrage public aux moeurs : images, figures, objets indécents (art. 386 bis)	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Adultère et complicité d'adultère (art. 387 à 389)	108	2	106	53	-	53	52	3	49	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Abandon de famille (art. 391 bis)	8	-	8	1	1	-	14	1	13	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
										16	2	14	6	-	6	1	-	1	20	3	17	13	-	13	-
										1	-	1	-	-	-	-	-	4	-	4	4	-	4	-	4
										1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
										44	1	43	7	-	7	5	-	5	76	2	74	51	1	50	-
										17	-	17	1	-	1	2	2	23	5	18	12	2	10	-	

NATURE DES INFRACTIONS 1	Bruxelles			Louvain			Nivelles			Anvers			Mallnes			Turnhout			Mons			Charleroi			Tournai			
	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	
Coups et blessures (art. 398, 399, 400, § 1, 410)	575	71	504	124	12	112	41	2	39	238	15	223	160	17	143	126	22	104	189	94	395	306	120	186	190	35	155	
Coups et blessures à mineur de moins de 16 ans ou incapable (art. 398 à 400, § 1, 410, § 2)	-	-	-	2	2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Privation volontaire d'aliments et de soins à un enfant de moins de 16 ans ou à un invalide (art. 398, 401 bis)	1	-	1	-	-	-	2	-	2	6	1	5	1	-	1	-	-	-	5	-	5	1	1	-	-	-	-	
Administration volontaire de substances nuisibles (art. 402, 406)	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Administration volontaire de substances nuisibles à des ascendants (art. 402, 406, 410)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Coups et blessures provoqués (art. 398, 411, 414)	1	-	1	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Homicide provoqué (art. 401, 411 à 418)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Homicide involontaire (art. 419)	99	20	79	44	6	38	15	4	11	44	6	38	11	-	11	30	2	28	30	2	28	81	12	69	21	3	18	
Lésions corporelles involontaires (art. 420)	2.485	56	2.429	892	60	832	126	16	110	1.780	59	1.721	434	49	385	277	21	256	632	69	563	309	46	263	383	22	361	
Négligence dans l'entretien d'un enfant ou d'un incapable (art. 420 bis)	-	-	-	1	-	1	-	-	-	3	-	3	2	-	2	-	-	-	6	-	6	4	-	4	-	-	-	
Administration involontaire de substances nuisibles (art. 421)	2	-	2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Accident involontaire de chemin de fer (art. 422)	14	-	14	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Refus d'aider une personne en danger (art. 422 bis)	1	-	1	-	-	-	-	-	-	4	-	4	-	-	-	1	-	1	6	1	5	1	-	1	1	1	-	
Arrestation arbitraire par un particulier (art. 434, 435, 436)	1	-	1	-	-	-	-	-	-	1	-	1	1	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Violation de domicile avec menaces et violences par un particulier (art. 439)	9	1	8	3	-	3	2	1	1	7	-	7	1	-	1	3	-	3	10	-	10	5	2	3	8	-	8	
Violation de domicile à l'aide d'un faux ordre de l'autorité par un particulier (art. 440, 441)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Violation de domicile : introduction furtive la nuit (art. 442)	1	-	1	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	
Calomnie envers particulier (art. 444)	7	-	7	1	-	1	2	-	2	1	-	1	4	1	3	4	2	2	3	1	2	-	-	-	-	1	-	
Dénonciation calomnieuse (art. 445)	3	-	3	-	-	-	-	-	-	3	-	3	1	-	1	-	-	-	6	-	6	2	-	2	5	-	5	
Calomnie envers corps constitués (art. 446)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	1	-	-	-	-	
Injures par faits, écrits, images, emblèmes et paroles publiques (art. 448)	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2	1	1	1	-	1	-	-	-	
Injures par paroles à personne ayant un caractère public (art. 448, § 2)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Divulgation méchante (art. 449)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	
Violation de tombeaux ou de sépulture (art. 453)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	-	-	-	-	-	
Mélange de substances nuisibles (art. 454 à 456)	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Révélation de secrets professionnels (art. 458 et 459)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Suppression ou violation de secret des lettres ou autres communications par un particulier (art. 460, 460 bis ; L. 14.5.1930, art. 3 b et c ; L. 13.10.1930, art. 17)	2	-	2	-	-	-	-	-	-	2	-	2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	
Vol (art. 463 à 466)	697	41	656	154	8	146	81	3	78	844	59	785	151	19	132	115	5	110	309	19	290	239	36	203	108	4	104	
Fabrication de fausses clefs (art. 468)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Banqueroute simple (art. 489, § 1)	4	-	4	-	-	-	2	-	2	9	-	9	-	-	-	1	-	1	3	1	2	3	2	1	2	-	2	
Fraude dans les faillites (art. 490)	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Abus de confiance (art. 491)	86	11	75	11	1	10	16	2	14	60	12	48	25	1	24	11	1	10	31	3	28	38	5	33	19	1	18	
Abus des faiblesses de l'emprunteur (art. 493 et 494)	10	9	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Escroquerie (art. 496)	69	8	61	7	-	7	5	2	3	23	4	19	8	2	6	4	-	4	11	4	7	19	5	14	3	-	3	
Fausse monnaie : monnaies auxquelles on a donné l'apparence d'une monnaie supérieure (art. 497, 497 bis)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	
Tromperie sur l'identité, la nature ou la qualité des choses vendues (art. 498, 499)	6	1	5	-	-	-	1	1	-	6	2	4	3	1	2	-	-	-	2	-	2	2	-	2	2	-	2	
Falsification de denrées et boissons et détention volontaire de denrées et boissons falsifiées pour les remettre (art. 500 et 501)	43	-	43	8	-	8	-	-	-	3	1	2	-	-	-	1	-	1	1	-	1	-	-	-	1	-	1	
Recèlement d'objets obtenus à l'aide d'un crime ou d'un délit (art. 505)	94	22	72	10	2	8	11	3	8	95	17	78	12	5	7	13	3	10	41	12	29	31	8	23	8	4	4	
Destruction ou détournement d'objets saisis (art. 507)	22	3	19	2	-	2	-	-	-	33	5	28	4	1	3	6	-	6	10	-	10	6	1	5	-	-	-	

NATURE DES INFRACTIONS	Verviers			Tongres			Hasselt			Arlon			Marche-en-Famenne			Neufchâteau			Namur			Dinant		
	56	57	58	59	60	61	62	63	64	65	66	67	68	69	70	71	72	73	74	75	76	77	78	79
Coups et blessures (art. 398, 399, 400, § 1, 410)	92	8	84	170	41	120	265	54	211	58	10	48	16	-	16	33	3	30	50	12	38	83	17	66
Coups et blessures à mineur de moins de 16 ans ou incapable (art. 398 à 400, § 1, 410, § 2)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Privation volontaire d'aliments et de soins à un enfant de moins de 16 ans ou à un invalide (art. 398, 401 bis)	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Administration volontaire de substances nuisibles (art. 402, 405)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Administration volontaire de substances nuisibles à des ascendants (art. 402, 405, 410)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Coups et blessures provoqués (art. 398, 411, 414)	2	2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Homicide provoqué (art. 401, 411 à 414)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Homicide involontaire (art. 419)	20	-	20	37	7	30	33	2	31	14	2	12	9	3	6	9	1	1	-	5	29	28	4	24
Lésions corporelles involontaires (art. 420)	119	10	109	309	29	280	499	33	466	122	6	118	19	-	19	64	8	56	131	40	91	131	15	118
Négligence dans l'entretien d'un enfant ou d'un incapable (art. 420 bis)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Administration involontaire de substances nuisibles (art. 421)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Accident involontaire de chemin de fer (art. 422)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	1	-	-	-	-
Refus d'aider une personne en danger (art. 422 bis)	-	-	-	2	-	2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2	-	2	-	-	-
Arrestation arbitraire par un particulier (art. 434, 435, 436)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Violation de domicile avec menaces et violences par un particulier (art. 439)	3	-	3	2	-	2	3	-	3	3	-	3	2	1	1	1	-	1	4	-	4	13	-	13
Violation de domicile à l'aide d'un faux ordre de l'autorité par un particulier (art. 440, 441)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Violation de domicile : introduction furtive la nuit (art. 442)	1	-	1	5	2	3	5	1	4	1	-	1	-	-	-	-	-	-	1	-	1	1	-	1
Calomnie envers particulier (art. 444)	9	2	7	5	2	3	5	1	4	1	-	1	-	-	-	2	1	1	1	-	1	1	-	1
Dénonciation calomnieuse (art. 445)	2	1	1	4	-	4	1	-	1	-	-	-	1	-	1	-	-	-	1	-	1	1	-	1
Calomnie envers corps constitués (art. 446)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Injures par faits, écrits, images, emblèmes et paroles publiques (art. 448)	1	-	1	6	5	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Injures par paroles à personne ayant un caractère public (art. 448, § 2)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Divulgation méchante (art. 449)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Violation de tombeaux ou de sépulture (art. 453)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Mélange de substances nuisibles (art. 454 à 456)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Révélation de secrets professionnels (art. 458 et 459)	1	-	1	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Suppression ou violation de secret des lettres ou autres communications par un particulier (art. 460, 460 bis ; L. 14.5.1930, art. 3 b et c ; L. 19.10.1930, art. 17)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Vol (art. 463 à 466)	95	11	84	131	17	114	132	16	116	100	7	93	23	1	22	27	5	22	31	24	107	103	9	94
Fabrication de fausses clefs (art. 488)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Banqueroute simple (art. 489, § 1)	6	-	6	1	1	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	3	1	2	-	-	-
Fraude dans les faillites (art. 490)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	3	-	-	-	-	-
Abus de confiance (art. 491)	23	3	20	15	5	10	22	2	20	8	1	7	4	1	3	3	-	3	34	6	28	12	4	8
Abus des faiblesses de l'emprunteur (art. 493 et 494)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Escroquerie (art. 496)	8	2	6	3	-	3	9	-	9	1	-	1	-	-	2	-	2	19	5	14	3	1	-	2
Fausse monnaie : monnaies auxquelles on a donné l'apparence d'une monnaie supérieure (art. 497, 497 bis)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Tromperie sur l'identité, la nature ou la qualité des choses vendues (art. 498, 499)	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	3	2	1	-	-	-
Falsification de denrées et boissons et détention volontaire de denrées et boissons falsifiées pour les revendre (art. 500 et 501)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Recèlement d'objets obtenus à l'aide d'un crime ou d'un délit (art. 505)	9	1	8	7	-	7	8	1	7	3	-	3	13	2	11	2	-	2	20	10	10	7	3	4
Destruction ou détournement d'objets saisis (art. 507)	4	-	4	4	-	4	7	1	6	1	-	1	-	-	-	1	-	1	6	-	6	1	-	1

TABEAU 4 - 1964 (suite)

NATURE DES INFRACTIONS	Gand			Audenarde			Termonde			Bruges			Courtrai			Furnes			Ypres			Liège			Huy		
	29	30	31	32	33	34	35	36	37	38	39	40	41	42	43	44	45	46	47	48	49	50	51	52	53	54	55
1 bis																											
Cel frauduleux d'objets trouvés. Détournement d'un trésor (art. 508)	4	-	4	3	1	2	6	1	5	11	-	11	5	-	5	-	-	-	5	1	4	8	-	8	2	-	2
Grivèlerie (art. 508 bis, L. 23.3.1936)	19	2	17	1	-	1	9	3	6	39	1	38	6	-	6	8	3	5	4	-	4	20	-	20	3	-	3
Effets de commerce fictifs (art. 509)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Chèques sans provision (art. 509 bis)	6	1	5	4	-	4	3	-	3	28	3	25	15	-	15	7	3	4	2	-	2	11	-	11	4	-	4
Incendie de lieux inhabités (art. 511, § 2, 512, § 2, et §§ suivants, 514)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Incendie involontaire (art. 519)	6	-	6	1	-	1	2	-	2	1	1	-	2	-	2	1	-	1	-	-	-	3	-	3	-	-	-
Destruction																											
de machines à vapeur ou d'appareils télégraphiques (art. 523, L. 13.10.1936 ; art. 24)	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
de tombeaux, monuments, objets d'art. (art. 526)	5	-	5	-	-	-	1	-	1	3	-	3	5	-	5	3	-	3	1	-	1	2	-	2	-	-	-
de titres publics ou privés (art. 527)	3	-	3	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
de propriétés mobilières à l'aide de violences ou de menaces (art. 528)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2	-	2	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-
de marchandises ou de matières servant à la fabrication (art. 533)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
d'obstacles retenant bateaux ou voitures (art. 534)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-
de récoltes, plantations, instruments d'agriculture, etc. (art. 535 à 537)	2	-	2	3	-	3	-	-	-	1	-	1	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
d'animaux domestiques (art. 538, 540, 541)	8	-	8	9	2	7	3	-	3	3	-	3	7	-	7	2	-	2	-	-	-	8	-	8	2	-	2
de poisons ; empoisonnement (art. 539)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
de clôtures (art. 545, 546)	18	1	17	9	-	9	8	-	8	11	-	11	22	-	22	3	-	3	-	-	-	19	1	18	1	-	1
Inondation (art. 549, 550)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Maraudage avec circonstances aggravantes (art. 557, 6°, § 2, art. 463)	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	1	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-
CONTRAVENTIONS																											
Vente, débit, exposition de comestibles, denrées ou substances alimentaires gâtés, corrompus, déclarés nuisibles ou falsifiés, (art. 561, 2° et 3°, L. 4.8.1890, art. 5)	4	-	4	4	3	1	12	2	10	20	1	19	31	7	24	16	8	8	5	-	5	1	-	1	-	-	-
Autres contraventions (sauf art. 561, 2° et 3°)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
INFRACTIONS PREVUES																											
1. Ordre et														PAR LES LOIS SPECIALES													
1. Ordre et														sécurité publics													
Infraction d'audience (Code d'instruc. crimin., art. 505)	-	-	-	2	-	2	-	-	-	-	-	-	2	-	2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Témoins défallants (Code d'instruc. crimin., art. 2°, 157, 189)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	3	1	2	-	-
Assistance judiciaire et procédure gratuite, fausse déclaration (L. 29.6.1929, art. 49)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Port illicite du titre d'avocat (L. 30.8.1913)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Règles relatives à l'exercice d'une profession : géomètre, huissier, greffier, etc.	-	-	-	-	-	-	-	-	-	4	2	2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Mendicité et vagabondage (L. 15.5.1912, art. 63)	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Offre ou provocation pour commettre des crimes ou délits (L. 7.7.1875 ; L. 25.3.1891 ; L. 28.7.1934)	2	2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Elections (Lois électorales, art. 181 à 203, etc.)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-

TABLAU 4 - 1964 (suite)

NATURE DES INFRACTIONS 1 bis	Gand			Audenarde			Termonde			Bruges			Courtrai			Furnes			Ypres			Liège			Huy				
	29	30	31	32	33	34	35	36	37	38	39	40	41	42	43	44	45	46	47	48	49	50	51	52	53	54	55		
Registres de la population (L. 2.6.1886 ; A.R. 30.12.1900 ; L. 6.2.1919 ; A.R. 14.10.1939)	2	-	2	2	1	1	-	-	1	-	1	-	-	-	1	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-			
Dépôt par notaire des actes de mariage (L. 15.12.1873, art. 13)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-			
Règlements provinciaux	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-			
Règlements communaux	3	-	3	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-			
Impôts (Lois et règlements)	79	8	73	36	1	37	69	9	60	58	4	84	76	5	71	20	-	20	31	1	30	258	9	249	21	-	21		
Monnaies métalliques, Trafic et refonte (L. 8.3.1924, art. 1 et 2)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-			
Rupture de ban d'expulsion d'un étranger (L. 12.2.1897)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2	-	2	-	-	-		
Police des étrangers (A.L. 28.8.1909)	6	-	6	-	-	-	2	-	2	4	-	4	16	-	16	3	-	3	3	-	3	26	-	26	1	-	1		
Recensement des étrangers (A.R. 11.8.1939)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-		
Régime des passeports (A.L. 4.12.1909)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-		
Emigrants (L.L. 14.12.1878 et 28.8.1920)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-		
Contrôle des voyageurs dans les maisons d'hébergement (A. 21.1.40)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-		
Organisations militaires	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	3	2	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-		
Pigeons militaires (L. 24.7.1923 et 15.4.1940)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-		
Rappel de déserteur (L. 12.12.1917)	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-		
Milice privées interdites (L. 29.7.1934)	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-		
Domages de guerre (L.L. 1.10.1947, 1.8.1952)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-		
Fabrication, vente, etc. ; port d'armes prohibées (L. 3.1.1933, art. 4 et 17)	9	-	9	2	-	2	9	-	9	7	2	5	11	-	11	-	-	-	3	-	3	1	-	1	1	-	1		
Port d'armes de défense (L. 3.1.1933, art. 7 et 17)	19	3	16	5	-	5	26	5	23	10	1	9	11	1	10	3	-	3	6	1	5	9	-	9	4	-	4		
Armes à feu (Banc d'essai des) (L. 24 mai 1933)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-		
Armes de défense, de guerre, de chasse et de sport (L. 3.1.1933, sauf art. 4 et 7)	3	-	3	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2	1	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-		
Monuments et sites (L. 7.8.1931)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-		
Assurance de la mortalité infantile (L. 28.12.1909)	1	-	1	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-		
Protection de l'enfance (L. 28.5.1909)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-		
Protection de l'enfance (L. 16.5.1912, art. 62)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-		
Oeuvre nationale de l'enfance (L. 5.3.1925)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-		
Enseignement primaire (art. 12)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-		
Protection des titres d'enseignant et supérieur (L. 21.11.1909)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1		
Protection des titres d'infirmier et d'infirmière (L. 15.11.1946)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-		
Droits d'auteur (L. 22.3.1888, art. 22 à 27)	-	-	-	1	1	-	3	2	1	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-		
Presse (décret du 20.7.1831)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-		
Introduction, transport, etc. de publications interdites (A.R. 27.12.1939)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-		
Tracts interdits (A.R. 30.1.1940)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-		
Jeux de hasard (L. 24.10.1902, amendé art. 5)	50	9	41	2	-	2	7	-	7	2	-	2	4	2	2	-	-	-	9	1	8	13	1	12	-	-	-		
Collectes non autorisées (L. 6.3.1918 ; A.R. 23.9.1933)	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-		
Accès salle de danse interdit aux moins de 18 ans (L. 15.7.1960)	46	4	42	20	2	18	10	1	9	90	25	65	52	3	49	13	1	12	13	1	12	35	3	32	6	2	4		
2. SANTE																													
Art de guérir (lois et règlements)	5	1	4	1	1	-	1	-	1	1	-	1	7	2	5	3	-	3	1	-	1	2	-	2	-	-	-		
Loi sur l'hypnotisme (30.5.1892, art. 1 et 2)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-		
Régime des aliénés (L. 18.6.1880, etc.)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-		
Presses (A.L. 14.11.1939)	78	6	72	31	7	24	68	7	61	61	6	55	126	15	111	24	11	13	18	2	16	80	7	73	3	-	3		
Prohibition de l'alcool (L. 29.8.1919, art 1, 2, 12 et 14, etc. A.R. 3.4.1953)	39	6	33	8	2	6	11	1	10	22	3	19	32	11	21	9	7	2	3	-	3	54	1	53	7	1	6		
Régime de l'alcool. Clubs privés (A.L. 14.11.1939)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	3	-	3	-	-	-		
PUBLIQUE																													
1	-	-	1	7	2	5	3	-	3	1	-	1	2	5	3	-	3	1	-	1	2	-	2	-	-	-	-		
61	6	55	126	15	111	24	11	13	18	2	16	80	7	73	3	-	3	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-		
22	3	19	32	11	21	9	7	2	3	-	3	54	1	53	7	1	6	-	-	-	-	3	-	3	-	-	-		

TABLEAU 4 - 1964 (suite)

NATURE DES INFRACTIONS 1	Bruxelles			Louvain			Nivelles			Anvers			Malines			Turnhout			Mons			Charleroi			Tournai		
	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28
Produits agricoles et horticoles (A.R. 26.2.1935, etc.)	1	-	1	2	1	1	-	-	-	-	-	-	2	-	2	1	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Art vétérinaire (L. 4.4.1890, modifiée par L. 28.5.1908 ; 23.5.1924) Police sanitaire des animaux domestiques et des insectes nuisibles (L. 30.12.1882)	168	6	162	117	-	117	3	2	1	12	1	11	11	1	10	24	1	23	11	4	7	5	-	5	122	24	98
Rage canine (A.R. 29.10.1908)	1	-	1	-	-	-	-	-	-	1	-	1	4	3	1	1	1	-	9	1	8	4	-	4	5	1	4
Protection des animaux (L. 22.3.1929)	-	-	-	2	-	2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Protection des oiseaux insectivores, des goélands, mouettes, hirondelles de mer, cigognes et spatules (L. 28.2.1882, art. 31 ; A.R. 25.10.1929)	2	-	2	-	-	-	-	-	-	3	2	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Garde rurale (A.R. 8.1941)	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Chasse (L. 28.2.1882, modifiée par L.4.4.1900, sauf art.31)	32	1	31	21	2	19	14	2	12	30	2	28	13	1	12	50	12	38	31	7	24	32	11	21	34	9	25
Permis de tenderie (L. 30.7.1922)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Pêche fluviale (L. 19.1.1893 ; L. 5.7.1899 ; A.R. 13.3.1936)	1	-	1	-	-	-	-	-	-	40	1	39	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Commerce des engrais, semences, plants, substances destinées à l'alimentation des animaux (L. 15.7.1931, etc.)	2	-	2	1	-	1	-	-	-	3	-	3	-	-	-	1	-	1	1	-	1	-	-	-	11	10	1
5. TRAVAIL ET PREVOYANCE																											
Statut des commissions paritaires (A.L. 9.6.1945)	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	1	-	1	1	-	1	-	-	-	-	-	-
Liberté d'association (L. 24.5.1921 garantissant la)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Réparation des accidents de travail (L. 24.12.1903, etc.)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Règlements d'atelier (L. 15.6.1896 ; L. 14.6.1921, A.R. 20.6.1936)	1	1	-	-	-	-	1	-	1	5	-	5	-	-	-	6	1	5	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Contrat d'emploi (L. 7.8.1922 ; 2.5.1929 ; 28.9.1932)	1	-	1	1	-	1	-	-	-	4	-	4	-	-	-	3	-	3	1	-	1	-	-	-	-	-	-
Travail des femmes et des enfants (lois coordonnées par A.R. du 28.2.1919 ; L. 14.6.1921 ; A.R. 27.4.1927 ; L. 7.4.1936)	2	-	2	2	-	2	-	-	-	16	14	2	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Avoir admis au travail ou employé un enfant soumis à l'obligation scolaire (L. sur l'enseignement primaire, art. 11, § 9)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Logement des ouvriers employés dans les briqueteries et sur les chantiers (L. 30.4.1909 ; A.R. 4.7.1925)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Mesurage du travail (L. 30.7.1901)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Interdiction de modification des salaires et traitements A.6.7.1948)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Paiement des salaires (L. 16.8.1887 ; L.L. des 15 et 17.6.1896 ; L. 30.7.1934 ; L. 7.7.1936)	-	-	-	-	-	-	1	-	1	1	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1
Congés annuels payés (L. 8.7.1936 ; L. 20.8.1938)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Documents dont la tenue est imposée par la législation sociale (L. 26.1.1951)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Journée de huit heures et semaine de 48 heures (L. 14.6. 1921 ; arrêtés royaux d'exécution)	-	-	-	3	1	2	-	-	-	1	-	1	-	-	-	7	5	2	-	-	-	1	-	1	-	-	-
Repos dominical (L. 17.7.1905 ; L. 26.5.1914 ; L. 14.6. 1921 ; L. 24.7.1927)	4	1	3	1	-	1	-	-	-	4	-	4	1	-	1	7	-	7	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Repos hebdomadaire dans l'artisanat et le commerce A.R. 22.6.1960)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Fermeture de magasin (A.R. 6.12.1960)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Santé et sécurité des ouvriers (A.R. 23.12.1937 coordon- nant les lois des 2.7.1899 et 25.11.1937 ; A.R. des 30 et 31.3.1905, etc.)	2	1	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Emploi de la céruse (L. 20.5.1926)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Travail des diamantaires (A.R. 30.3.1936 ; L. 16.5.1938)	1	-	1	-	-	-	-	-	-	10	-	10	7	4	3	25	3	22	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Travail à domicile (L. 10.2.1934 ; A. 21.1.1941)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Travail des étrangers (A.R. 8.12.1934 ; A.R. de coordina- tion du 31.3.1936)	6	2	4	7	-	7	-	-	-	27	11	16	-	-	-	5	-	5	3	-	3	6	-	6	12	5	7
Allocations familiales (Loi de généralisation du 4.8.1930 et arrêtés royaux d'exécution)	6	1	5	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	1	-	-	-	-	-	-	-

TABEAU 4 - 1964 (suite)

NATURE DES INFRACTIONS	Gand			Audenarde			Termonde			Bruges			Courtrai			Furnes			Ypres			Liège			Huy		
	29	30	31	32	33	34	35	36	37	38	39	40	41	42	43	44	45	46	47	48	49	50	51	52	53	54	55
Produits agricoles et horticoles (A.R. 26.2.1935, etc.)	-	-	-	1	-	1	1	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Art vétérinaire (L. 4.4.1890, modifiée par L. 28.5.1906 ; L. 23.5.1924)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Police sanitaire des animaux domestiques et des insectes nuisibles (L. 30.12.1882)	28	1	27	12	-	12	7	2	5	31	2	29	54	8	46	27	4	23	23	1	22	5	-	5	8	-	8
Rage canine (A.R. 29.10.1908)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-
Protection des animaux (L. 22.3.1929)	-	-	-	3	-	3	1	-	1	8	1	7	9	-	9	1	1	-	3	-	3	3	1	2	9	-	9
Protection des oiseaux insectivores, des goélands, mouettes, hirondelles de mer, cigognes et spatules (L. 28.2.1882, art. 31 ; A.R. 25.10.1929)	-	-	-	-	-	-	2	-	2	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Garde rurale (A.R. 1941)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Chasse (L. 28.2.1882, modifiée par L. 4.4.1900, sauf art. 31)	55	10	45	18	3	15	49	1	48	31	11	20	18	1	17	10	3	7	11	1	10	21	9	12	23	1	22
Permis de tenderie (L. 30.7.1922)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Pêche fluviale (L. 19.1.1883 ; L. 5.7.1899 ; A.R. 13.3.1936)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2	-	2	-	-	-	1	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Commerce des engrais, semences, plants, substances destinées à l'alimentation des animaux (L. 15.7.1931, etc.)	2	-	2	-	-	-	1	-	1	1	-	1	7	-	7	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-

5. TRAVAIL ET									PREVOYANCE																		
Statut des commissions paritaires (A.L. 9.6.1945)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	1	-	1	-	1	-	-	-
Liberté d'association (L. 24.5.1921 garantissant la)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2	-	2	-	-	-
Réparation des accidents de travail (L. 24.12.1903, etc.)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Règlements d'atelier (L. 15.6.1896 ; L. 14.6.1921, A.R. 20.6.1936)	-	-	-	2	-	2	1	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-
Contrat d'emploi (L. 7.8.1922 ; 2.5.1929 ; 28.9.1932)	-	-	-	2	1	1	1	1	-	2	1	1	1	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Travail des femmes et des enfants (lois coordonnées par A.R. du 28.2.1919 ; L. 14.6.1921 ; A.R. 27.4.1927 ; L. 7.4.1936)	1	-	1	2	-	2	2	-	2	5	1	4	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	1	-	1
Avoir admis au travail ou employé un enfant soumis à l'obligation scolaire (L. sur l'enseignement primaire, art. 11 § 9)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Logement des ouvriers employés dans les briqueteries et sur les chantiers (L. 30.4.1909 ; A.R. 4.7.1925)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Mesurage du travail (L. 30.7.1901)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Interdiction de modification des salaires et traitements A.R. 7.1948)	-	-	-	3	2	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Paiement des salaires (L. 16.8.1887 ; L.L. des 15 et 17.6.1896 ; L. 30.7.1934 ; L. 7.7.1936)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Congés annuels payés (L. 8.7.1936 ; L. 20.8.1938)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Documents dont la tenue est imposée par la législation sociale (L. 26.1.1951)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Journée de huit heures et semaine de 48 heures (L. 14.6. 1921 ; arrêtés royaux d'exécution)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Repos dominical (L. 17.7.1905 ; L. 26.5.1914 ; L. 14.6. 1921 ; L. 24.7.1927)	-	-	-	2	-	2	8	6	2	1	-	1	3	-	3	-	-	-	14	-	14	1	1	-	-	-	-
Repos hebdomadaire dans l'artisanat et le commerce A.R. 22.6.1960)	-	-	-	1	1	-	2	1	1	1	-	1	1	-	1	1	1	-	-	-	-	1	1	-	-	-	-
Fermeture de magasin (A.R. 6.12.1960)	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Santé et sécurité des ouvriers (A.R. 23.12.1937 coordon- nant les lois des 2.7.1899 et 25.11.1937 ; A.R. des 30 et 31.3.1905, etc.)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Emploi de la céreuse (L. 20.5.1926)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Travail des diamantaires (A.R. 30.3.1936 ; L. 16.5.1938)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Travail à domicile (L. 10.2.1934 ; A. 21.1.1941)	-	-	-	1	-	1	1	-	1	-	-	-	-	-	-	4	1	3	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Travail des étrangers (A.R. 8.12.1934 ; A.R. de coordina- tion du 31.3.1936)	-	-	-	-	-	-	1	1	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Allocations familiales (Loi de généralisation du 4.8.1930 et arrêtés royaux d'exécution)	-	-	-	2	-	2	1	-	1	4	-	4	12	-	12	1	1	-	3	-	3	28	4	24	1	-	1
	-	-	-	1	-	1	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-

TABEAU 4 - 1964 (suite)

NATURE DES INFRACTIONS	Verviers			Tongres			Hasselt			Arlon			Marche en Famenne			Neufchâteau			Namur			Dinant		
	56	57	58	59	60	61	62	63	64	65	66	67	68	69	70	71	72	73	74	75	76	77	78	79
Produits agricoles et horticoles (A.R. 26.2.1935, etc.)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Art vétérinaire (L. 4.4.1890, modifiée par L. 28.5.1906 ; L. 23.5.1924)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Police sanitaire des animaux domestiques et des insectes nuisibles (L. 30.12.1882)	5	-	5	1	-	1	22	2	20	39	5	34	8	1	7	25	6	19	13	2	11	17	1	16
Rage canine (A.R. 29.10.1906)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Protection des animaux (L. 22.3.1929)	4	1	3	5	3	2	5	-	5	1	-	1	1	-	1	-	-	-	-	-	-	1	-	1
Protection des oiseaux insectivores, des goélands, mouettes, hirondelles de mer, cigognes et spatules (L. 28.2.1882, art. 31 ; A.R. 25.10.1929)	-	-	-	2	1	1	3	-	3	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Garde rurale (A.R. 8.1941)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Chasse (L. 28.2.1882, modifiée par L. 4.4.1900, sauf art.31)	19	2	17	29	12	17	41	18	23	4	-	4	9	1	8	7	1	6	41	15	28	61	23	38
Permis de tenderie (L. 30.7.1922)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1
Pêche fluviale (L. 19.1.1883 ; L. 5.7.1899 ; A.R. 13.3.1936)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Commerce des engrais, semences, plants, substances destinées à l'alimentation des animaux (L. 15.7.1931, etc.)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
5. TRAVAIL ET PREVOYANCE.																								
Statut des commissions paritaires (A.L. 9.6.1945)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Liberté d'association (L. 24.5.1921 garantissant la)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Réparation des accidents de travail (L. 24.12.1903, etc.)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Règlements d'atelier (L. 15.6.1896 ; L. 14.6.1921, A.R. 20.6.1936)	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Contrat d'emploi (L. 7.8.1922 ; 2.5.1929 ; 28.9.1932)	-	-	-	-	-	-	1	-	1	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Travail des femmes et des enfants (lois coordonnées par A.R. du 28.2.1919 ; L. 14.6.1921 ; A.R. 27.4.1927 ; L. 7.4.1936)	1	-	1	-	-	-	1	-	1	-	-	-	1	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Avoir admis au travail ou employé un enfant soumis à l'obligation scolaire (L. sur l'enseignement primaire, art. 11 § 9)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Logement des ouvriers employés dans les briqueteries et sur les chantiers (L. 30.4.1909 ; A.R. 4.7.1925)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Meurage du travail (L. 30.7.1901)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Interdiction de modification des salaires et traitements A. 6.7.1948)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Paiement des salaires (L. 16.8.1887 ; L.L. des 15 et 17.6.1896 ; L. 30.7.1934 ; L. 7.7.1936)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-
Congés annuels payés (L. 8.7.1938 ; L. 20.8.1938)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Documents dont la tenue est imposée par la législation sociale (L. 26.1.1951)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Journée de huit heures et semaine de 48 heures (L. 14.6. 1921 ; arrêtés royaux d'exécution)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2	1	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Repos dominical (L. 17.7.1906 ; L. 26.5.1914 ; L. 14.6. 1921 ; L. 24.7.1927)	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1
Repos hebdomadaire dans l'artisanat et le commerce A.R. 22.6.1960)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Fermeture de magasin (A.R. 6.12.1960)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-
Santé et sécurité des ouvriers (A.R. 23.12.1937 coordon- nant les lois des 2.7.1899 et 25.11.1937 ; A.R. des 30 et 31.3.1905, etc.)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Emploi de la céruse (L. 20.5.1926)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Travail des diamantaires (A.R. 30.3.1936 ; L. 16.5.1938)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Travail à domicile (L. 10.2.1934 ; A. 21.1.1941)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Travail des étrangers (A.R. 8.12.1934 ; A.R. de coordina- tion du 31.3.1936)	1	-	1	5	-	5	3	-	3	1	-	1	-	-	-	2	-	2	2	1	1	5	3	2
Allocations familiales (Loi de généralisation du 4.8.1930 et arrêtés royaux d'exécution)	3	1	2	1	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	1	-	1

TABLEAU 4 - 1964 (suite)

NATURE DES INFRACTIONS	Bruxelles			Louvain			Nivelles			Anvers			Malines			Turnhout			Mons			Charleroi			Tournai			
	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	
Assurances en vue de la vieillesse et du décès: prématuré (L. 14.7.1930 ; L. 23.7.1932 ; arrêtés royaux d'exécution du 15.12.1937)	13	-	13	2	1	1	-	-	-	16	-	16	-	-	-	7	1	6	3	1	2	-	-	-	-	-	-	
Chômage, subventions, indemnités ou allocations perçues indûment (A.R. 31.5.1933)	6	-	6	1	-	1	-	-	-	-	-	-	5	-	5	2	1	1	4	-	4	-	-	-	1	-	1	
Arrêté organique du 26.5.1945 instituant le fonds provisoire de soutien des chômeurs involontaires	1	-	1	10	-	10	-	-	-	1	-	1	1	-	1	4	-	4	4	-	4	1	-	1	-	-	-	
Chômage (infractions assimilées à l'art. 496)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Chômage (infractions assimilées à l'art. 508)	2	-	2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Contrôle des entreprises d'assurance sur la vie (L. 25.6.1930)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
6. TRANSPORT, VOIRIE, COMMUNICATIONS																												
Chemins de fer concédés ou vicinaux (L. 12.4.1835, L. 24.6.1885, L. 25.7.1891, etc.)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Tramways (A.R. des 2.12.1902 et 27.1.1931)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Voirie, roulage et messageries (réglementation)	137	10	127	30	4	26	13	2	11	97	14	83	34	2	32	27	2	25	36	2	34	83	2	81	23	2	21	
Assurance obligatoire véhicules automoteurs (L. 1.7.1956)	108	7	101	49	7	42	61	6	55	149	10	139	35	4	31	60	1	59	137	20	117	206	17	189	47	1	46	
Avoir pris la fuite avec un véhicule après avoir causé un accident (L. 1.8.1924, art. 3)	32	-	32	9	1	8	6	-	6	28	-	28	6	1	5	8	-	8	12	-	12	15	1	14	3	-	3	
Avoir conduit un véhicule pendant la déchéance du droit de conduire (L. 1.8.1924, art. 2)	3	-	3	-	-	-	-	-	-	1	-	1	1	-	1	1	-	1	1	-	1	-	-	-	-	-	-	
Police maritime (réglementation)	-	-	-	1	-	1	-	-	-	100	4	96	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Police des rivières et des polders	-	-	-	1	-	1	1	-	1	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	1	1	-	-	-	-	
Inscriptions sur la voie publique (A.L. 29.12.1945)	17	1	16	3	1	2	-	-	-	7	-	7	26	6	20	2	1	1	-	-	-	2	1	1	4	1	3	
Navigaton aérienne (L. L. des 16.11.1919 et 27.6.1937)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Télégraphes et téléphones (L. 1.3.1851)	7	-	7	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Postes (réglementation)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
RECAPITULATION DES INFRACTIONS JUGEES EN PREMIER RESSORT																												
Crimes correctionnalisés prévus par le Code pénal	1.017	53	964	143	13	130	124	17	107	465	35	430	69	4	65	91	10	81	230	23	207	323	48	275	101	7	94	
Délits prévus par le Code pénal	6.727	352	6.375	1.500	97	1.403	517	48	469	4.885	263	4.622	1.063	120	943	780	70	710	2.408	255	2.153	1.910	309	1.601	1.126	93	1.033	
Contraventions de police prévues par le Code pénal	10	6	4	2	-	2	-	-	-	8	4	4	2	-	2	1	-	1	36	10	26	6	1	5	3	1	2	
Infractions prévues par des lois spéciales	1.875	82	1.793	419	27	392	186	26	160	1.366	165	1.201	343	61	282	571	79	492	547	66	481	623	62	561	702	71	631	
TOTAUX :	9.629	493	9.136	2.064	137	1.927	827	91	736	6.724	467	6.257	1.477	185	1.292	1.443	159	1.284	3.221	354	2.867	2.862	420	2.442	1.932	172	1.760	

TABLEAU 4 - 1964 (suite)

NATURE DES INFRACTIONS)	Gand			Audenarde			Termonde			Bruges			Courtrai			Furnes			Ypres			Liège			Huy		
	29	30	31	32	33	34	35	36	37	38	39	40	41	42	43	44	45	46	47	48	49	50	51	52	53	54	55
I bis																											
Assurances en vue de la vieillesse et du décès prématuré (L. 14.7.1930 ; L. 23.7.1932 ; arrêtés royaux d'exécution du 15.12.1937)	-	-	-	1	-	1	1	-	1	5	2	3	2	-	2	2	-	2	1	-	1	2	-	2	-	-	-
Chômage, subventions, indemnités ou allocations perçues indûment (A.R. 31.5.1933)	1	-	1	-	-	-	10	3	7	1	-	1	-	-	-	1	-	1	-	-	-	2	-	2	-	-	-
Arrêté organique du 28.5.1945 instituant le fonds provisoire de soutien des chômeurs involontaires	1	-	1	4	-	4	3	-	3	1	-	1	-	-	-	1	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Chômage (infractions assimilées à l'art. 498)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Chômage (infractions assimilées à l'art. 508)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Contrôle des entreprises d'assurance sur la vie (L. 25.6.1930)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
6. TRANSPORT, VOIRIE, COMMUNICATIONS																											
Chemins de fer concédés ou vicinaux (L. 12.4.1835, L. 24.6.1885, L. 25.7.1891, etc.)	-	-	-	2	-	2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2	1	1	-	-	-
Tramways (A.R. des 2.12.1902 et 27.1.1931)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Voirie, roulage et messageries (réglementation)	119	28	93	54	12	42	68	8	60	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Assurance obligatoire véhicules automoteurs (L. 1.7.1956)	92	12	80	16	1	15	41	2	39	91	10	81	69	8	61	29	4	25	28	2	26	100	12	88	7	1	6
Avoir pris la fuite avec un véhicule après avoir causé un accident (L. 1.8.1924, art. 3)	25	-	25	5	1	4	13	-	13	60	8	52	46	5	41	15	3	12	10	1	9	262	8	254	36	2	34
Avoir conduit un véhicule pendant la déchéance du droit de conduire (L. 1.8.1924, art. 2)	-	-	-	-	-	-	1	-	1	8	-	8	23	-	23	2	-	2	3	1	2	20	-	20	4	-	4
Police maritime (réglementation)	3	-	3	-	-	-	-	-	-	2	-	2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-
Police des rivières et des polders	-	-	-	-	-	-	-	-	-	18	-	18	-	-	-	2	1	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Inscriptions sur la voie publique (A.L. 29.12.1945)	39	1	38	14	1	13	5	-	5	-	-	-	-	-	-	1	1	-	-	-	-	1	-	1	1	-	1
Navigation aérienne (L.L. des 16.11.1919 et 27.6.1937)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	3	-	3	14	5	9	7	7	-	3	-	3	5	-	5	-	-	-
Télégraphes et téléphones (L. 1.3.1851)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	3	3	-	-	-	-
Postes (réglementation)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2	-	2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
RECAPITULATION DES INFRACTIONS JUGES EN PREMIER RESSORT																											
Crimes correctionnalisés prévus par le Code pénal	239	15	224	68	3	65	172	11	181	254	11	243	158	14	144	34	11	23	49	2	47	419	34	385	41	2	39
Délits prévus par le Code pénal	2.881	190	2.691	1.041	95	946	1.979	189	1.790	2.836	250	2.586	2.309	267	2.042	490	92	398	772	18	754	2.247	177	2.070	302	24	278
Contraventions de police prévues par le Code pénal	4	-	4	4	3	1	12	2	10	20	1	19	31	7	24	18	8	8	5	-	5	1	-	1	-	-	-
Infractions prévues par des lois spéciales	816	118	698	322	54	268	511	64	447	645	107	538	760	100	660	224	70	154	220	19	201	1.013	69	944	144	7	137
TOTAUX :	3.940	323	3.617	1.435	155	1.280	2.674	266	2.408	3.755	369	3.386	3.258	388	2.870	764	181	583	1.046	39	1.007	3.680	280	3.400	487	33	454

TABEAU 4 - 1964 (suite)

NATURE DES INFRACTIONS)	Verviers			Tongres			Hasselt		
	56	57	58	59	60	61	62	63	64
1 ter									
Assurances en vue de la vieillesse et du décès prématuré (L. 14.7.1930 ; L. 23.7.1932 ; arrêtés royaux d'exécution du 15.12.1937)	-	-	-	1	-	1	2	1	1
Chômage, subventions, indemnités ou allocations perçues indûment (A.R. 31.5.1933)	2	-	2	-	-	-	-	-	-
Arrêté organique du 26.5.1945 instituant le fonds provisoire de soutien des chômeurs involontaires	2	-	2	-	-	-	2	-	2
Chômage (infractions assimilées à l'art. 496)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Chômage (infractions assimilées à l'art. 508)	1	-	1	-	-	-	-	-	-
Contrôle des entreprises d'assurance sur la vie (L. 25.6.1930)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
6. TRANSPORT									
Chemins de fer concédés ou vicinaux (L. 12.4.1835, L. 24.6.1885, L. 25.7.1891, etc.)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Tramways (A.R. des 2.12.1902 et 27.1.1931)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Voirie, roulage et messageries (réglementation)	25	1	24	59	3	56	97	9	88
Assurance obligatoire véhicules automobiles (L. 1.7.1956)	36	5	31	74	6	68	108	16	92
Avoir pris la fuite avec un véhicule après avoir causé un accident (L. 1.8.1924, art. 3)	2	-	2	4	-	4	20	-	20
Avoir conduit un véhicule pendant la déchéance du droit de conduire (L. 1.8.1924, art. 2)	-	-	-	1	-	1	1	-	1
Police maritime (réglementation)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Police des rivières et des polders	-	-	-	2	-	2	-	-	-
Inscriptions sur la voie publique (A.L. 29.12.1945)	-	-	-	1	-	1	9	-	9
Navigation aérienne (L.L. des 16.11.1919 et 27.6.1937)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Télégraphes et téléphones (L. 1.3.1851)	1	1	-	1	-	1	-	-	-
Postes (réglementation)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
RECAPITULATION DES									
Crimes correctionnalisés prévus par le Code pénal	107	9	98	116	11	105	116	4	112
Délits prévus par le Code pénal	661	63	598	896	126	770	1.176	121	1.055
Contraventions de police prévues par le Code pénal	5	1	4	2	2	-	6	2	4
Infractions prévues par des lois spéciales	264	39	225	376	53	323	534	60	474
TOTAUX :	1.037	112	925	1.390	192	1.198	1.832	187	1.645

Arlon		Marche en Famenne				Neufchâteau			Namur			Dinant		
65	66	67	68	69	70	71	72	73	74	75	76	77	78	79
2	-	2	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
VOIRIE, COMMUNICATIONS														
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
25	6	19	6	1	5	13	2	11	39	8	31	24	9	15
31	6	25	11	-	11	21	2	19	90	5	85	44	4	40
5	-	5	-	-	-	-	-	-	5	-	5	1	-	1
-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	1	-	1
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2	-	2
-	-	-	-	-	-	1	-	1	2	-	2	2	2	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	1	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
INFRACTIONS JUGEES EN PREMIER RESSORT														
73	19	54	33	-	33	16	3	13	105	13	92	57	5	52
453	34	419	119	11	108	201	25	176	729	138	591	604	85	519
-	-	-	1	-	1	-	-	-	4	1	3	9	2	7
221	30	191	80	9	71	129	12	117	382	49	333	325	67	258
747	83	664	233	20	213	346	40	306	1.220	201	1.019	995	159	836

TABLEAU 4 bis - PREVENUS JUGES EN DEGRE D'APPEL, PAR CHAQUE TRIBUNAL CORRECTIONNEL PENDANT
Récapitulation générale des prévenus jugés par chaque

NATURE DES INFRACTIONS	BRUXELLES			LOUVAIN			NIVELLES			ANVERS			MALINES			TURNHOUT			MONS			CHARLEROI			TOURNAI			
	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	
<u>Infractions jugées en degré d'appel</u>																												
Délits prévus par le Code pénal	14	1	13	7	1	6	47	16	31	28	2	26	14	4	10	33	4	29	89	19	70	166	74	92	41	5	36	
Contraventions de police prévues par le Code pénal	4	1	3	-	-	-	3	-	3	19	14	5	2	1	1	2	1	1	5	3	2	6	5	1	3	2	1	
Infractions prévues par des lois spéciales	1.654	337	1.317	259	80	179	112	43	69	890	298	598	138	44	94	141	41	100	286	79	207	476	252	224	121	14	107	
Totaux :	1.672	339	1.333	266	81	185	162	59	103	943	314	629	154	49	105	176	46	130	380	101	279	648	331	317	165	21	144	
Totaux des infractions jugées en premier ressort	9.629	493	9.136	2.064	137	1.927	827	91	736	6.724	467	6.257	1.477	185	1.292	1.443	159	1.284	3.221	354	2.867	2.862	480	2.442	1.932	172	1.760	
<u>Récapitulation générale</u>																												
Totaux des infractions jugées en premier ressort et en degré d'appel	11.301	832	10.469	2.330	218	2.112	989	150	839	7.667	781	6.886	1.631	234	1.397	1.619	205	1.414	3.601	455	3.146	3.510	751	2.759	2.097	193	1.904	

L'ANNEE ET CLASSES D'APRES LA NATURE DES INFRACTIONS ET LE RESULTAT DES POURSUITES - 1964
tribunal en premier ressort et en degré d'appel

NATURE DES INFRACTIONS	GAND			AUDENARDE			TERMONDE			BRUGES			COURTRAI			FURNES			YPRES			LIEGE			HUY			
	29	30	31	32	33	34	35	36	37	38	39	40	41	42	43	44	45	46	47	48	49	50	51	52	53	54	55	
<u>Infractions jugées en degré d'appel</u>																												
Délits prévus par le Code pénal	8	2	6	1	-	1	2	2	-	6	-	6	55	19	36	1	-	1	2	-	2	257	71	186	75	31	44	
Contraventions de police prévues par le Code pénal	7	5	2	3	2	1	9	5	4	8	6	2	6	3	3	4	2	2	1	-	1	5	4	1	4	1	3	
Infractions prévues par des lois spéciales	851	270	581	295	109	186	559	159	400	558	195	363	552	218	334	154	63	91	150	44	106	875	346	529	202	94	108	
Totaux :	866	277	589	299	111	188	570	166	404	572	201	371	613	240	373	159	65	94	153	44	109	1.137	421	716	281	106	155	
Totaux des infractions jugées en premier ressort	3.940	323	3.617	1.435	155	1.280	2.674	233	2.408	3.755	369	3.386	3.258	388	2.870	764	181	583	1.046	39	1.007	3.680	280	3.400	487	33	454	
<u>Récapitulation générale</u>																												
Totaux des infractions jugées en premier ressort et en degré d'appel	4.806	600	4.206	1.734	266	1.468	3.244	432	2.812	4.327	570	3.757	3.871	628	3.243	923	246	677	1.199	83	1.116	4.817	701	4.116	788	159	609	

NATURE DES INFRACTIONS	VERVIERS			TONGRES			HASSELT			ARLON			MARCHE-EN-FAMENNE			NEUFCHATEAU			NAMUR			DINANT					
	56	57	58	59	60	61	62	63	64	65	66	67	68	69	70	71	72	73	74	75	76	77	78	79			
<u>Infractions jugées en degré d'appel</u>																											
Délits prévus par le Code pénal	160	39	121	111	40	71	124	44	80	34	9	25	17	3	14	16	5	11	98	42	56	76	30	46			
Contraventions de police prévues par le Code pénal	8	3	5	1	1	-	2	-	2	3	-	3	1	-	1	1	-	1	10	3	7	6	3	3			
Infractions prévues par des lois spéciales	418	117	301	340	144	196	264	83	181	119	34	85	66	15	51	108	41	67	291	117	174	252	90	162			
Totaux :	586	159	427	452	185	267	390	127	263	156	43	113	84	18	66	125	46	79	399	162	237	334	123	211			
Totaux des infractions jugées en premier ressort	1.037	112	925	1.390	192	1.198	1.832	187	1.645	747	83	664	233	20	213	346	40	306	1.220	201	1.019	995	159	836			
<u>Récapitulation générale</u>																											
Totaux des infractions jugées en premier ressort et en degré d'appel	1.623	271	1.352	1.842	377	1.465	2.222	314	1.908	903	126	777	317	38	279	471	86	385	1.619	363	1.256	1.329	282	1.047			

TABLEAU 5 - RESULTAT DETAILLE DES POURSUITES DEVANT LES TRIBUNAUX CORRECTIONNELS

JUGEANT EN PREMIER RESSORT - PREVENUS CLASSES SUIVANT LEURS ANTECEDENTS JUDICIAIRES- 1964

ARRONDISSEMENTS	Totaux des prevenus	Nombre des acquittés	Nombre des condamnés	CONDAMNEMENTS											CONDAMNES ACCESSOIRE-MENT A										
				A L'EMPRISON-								NEMENT			A L'AMENDE			l'interdiction	la mise à la disposition du gouvernement		l'interdiction de conduire				
				conditionnel de				simple				de			conditionnelle de		simple de		LL. 27.11.1891, art. 14, 15.5.1912 art. 37	L. 9.4.1930 art. 25					
				6 mois à 2 ans	3 à 6 mois	1 à 3 mois	8 jours à 1 mois	moins de 8 jours	5 ans et plus	+ 2 à 5 ans	2 ans	+ 6 mois à 2 ans	6 mois	3 à 6 mois	1 à 3 mois	8 jours à 1 mois	- de 8 jours					26 F et plus	moins de 26 F	26 F et plus	moins de 26 F
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26
Bruxelles			4.324	248	274	288	113	-	-	16	17	86	47	115	136	65	-	73	3	2.800	43	119	-	1	331
	(Récidivistes)		4.812	174	228	200	102	1	7	27	48	206	115	348	399	247	-	28	2	2.666	14	137	1	3	480
	Total :	9.829	493	9.136	422	502	488	215	1	7	43	65	292	162	463	535	312	-	101	5	5.466	57	256	1	4
Louvain			1.150	25	36	125	77	-	-	-	-	4	5	6	14	5	1	96	1	697	58	17	-	-	40
	(Récidivistes)		777	10	21	71	25	-	1	-	3	16	14	36	62	39	-	23	-	440	16	9	-	1	44
	Total :	2.064	137	1.927	35	57	196	102	-	1	-	3	20	19	42	76	44	1	119	1	1.137	74	26	-	1
Nivelles			377	16	16	79	23	-	-	-	-	-	-	3	11	3	-	72	7	142	5	8	-	-	21
	(Récidivistes)		359	10	14	48	16	-	-	-	2	6	8	21	39	13	-	24	-	156	2	14	-	-	23
	Total :	827	91	736	26	30	127	39	-	-	-	2	6	8	24	50	16	-	96	7	298	7	22	-	-
Anvers			3.232	80	134	251	268	1	-	4	11	20	31	45	93	49	-	390	80	1.514	261	77	-	-	163
	(Récidivistes)		3.025	52	92	201	198	-	-	8	22	61	34	144	253	155	2	156	17	1.527	103	55	-	1	209
	Total :	6.724	467	6.257	132	226	452	466	1	-	12	33	81	65	189	346	204	2	546	97	3.041	364	132	-	1
Malines			700	13	23	50	9	-	1	-	1	4	5	9	24	6	-	156	17	336	46	16	-	-	19
	(Récidivistes)		592	8	7	20	12	-	-	1	5	11	7	21	60	28	1	35	6	350	20	10	-	-	19
	Total :	1.477	185	1.292	21	30	70	21	-	1	1	6	15	12	30	84	34	1	191	23	686	66	26	-	-
Turnhout			720	6	15	63	56	-	-	-	-	4	4	9	23	18	-	346	10	163	3	20	-	-	39
	(Récidivistes)		564	5	7	22	20	-	-	1	1	11	7	24	52	35	-	101	1	275	2	12	-	1	39
	Total :	1.443	159	1.284	11	22	85	76	-	-	1	1	15	11	33	75	53	-	447	11	438	5	32	-	1
Mons			1.354	34	83	113	89	2	1	3	2	10	10	25	33	30	-	142	27	650	100	37	-	-	37
	(Récidivistes)		1.513	21	59	94	90	-	1	4	2	25	29	63	123	121	-	66	6	722	87	39	-	3	72
	Total :	3.221	354	2.867	55	142	207	179	2	2	7	4	35	39	88	156	151	-	208	33	1.372	187	76	-	3
Charleroi			1.073	36	34	141	59	-	-	2	1	11	9	18	39	8	-	324	20	334	37	38	1	1	140
	(Récidivistes)		1.369	42	56	128	66	-	2	10	8	36	34	78	150	51	-	143	2	537	26	58	-	-	189
	Total :	2.862	420	2.442	78	90	269	125	-	2	12	9	47	43	96	189	59	-	467	22	871	63	96	1	1
Tournai			1.018	22	65	102	96	3	1	-	4	4	4	14	19	5	-	29	252	245	154	21	-	-	84
	(Récidivistes)		742	22	52	120	76	-	1	2	3	9	6	38	70	22	-	16	18	229	59	21	-	1	101
	Total :	1.932	172	1.760	44	117	222	171	3	2	2	7	13	10	52	89	27	-	44	270	474	213	42	-	1
Gand			1.731	36	72	150	73	-	1	-	2	5	7	32	36	33	-	208	32	997	47	27	-	-	71
	(Récidivistes)		1.886	25	50	108	59	-	1	2	7	36	34	104	196	149	-	66	4	1.001	46	26	-	-	155
	Total :	3.940	323	3.617	61	122	256	132	-	2	2	9	41	41	136	232	182	-	274	36	1.998	93	53	-	-
Audenarde			700	17	29	42	34	-	-	1	-	3	2	8	9	14	-	270	13	248	10	14	-	1	29
	(Récidivistes)		580	5	12	22	19	-	-	5	3	11	5	17	56	45	-	45	1	321	13	14	-	-	27
	Total :	1.436	155	1.280	22	41	64	53	-	-	6	3	14	7	25	65	59	-	315	14	569	23	28	-	1

TABLEAU 5 - RESULTAT DETAILLE DES POURSUITES DEVANT LES TRIBUNAUX CORRECTIONNELS

ARRONDISSEMENTS	Totaux des prévenus	Nombre des acquittés	Nombre des condamnés	CONDAMNÉS A L'EMPRISONNEMENT							
				conditionnel de					simple		
				6 mois à 2 ans	3 à 6 mois	1 à 3 mois	8 jours à 1 mois	moins de 8 jours	5 ans et plus	+ 2 à 5 ans	2 ans
				5	6	7	8	9	10	11	12
Termonde	2.674	266	1.182	25	33	93	26	-	-	4	4
(Primaires)			1.226	21	26	62	22	-	-	2	9
(Récidivistes)			2.408	46	59	155	48	-	-	6	13
Bruges	3.755	369	1.760	26	49	178	95	-	-	5	5
(Primaires)			1.626	13	25	148	127	-	2	6	8
(Récidivistes)			3.386	39	74	326	222	-	2	11	13
Courtrai	3.258	388	1.375	35	32	95	54	-	-	1	3
(Primaires)			1.495	18	34	76	38	-	3	3	3
(Récidivistes)			2.870	53	66	171	92	-	3	4	6
Furnes	764	181	308	3	6	7	4	-	-	-	1
(Primaires)			275	-	2	8	4	-	-	-	-
(Récidivistes)			583	3	8	15	8	-	-	-	1
Ypres	1.046	39	588	8	22	35	26	-	-	-	-
(Primaires)			419	5	14	26	13	-	-	1	-
(Récidivistes)			1.007	13	36	61	39	-	-	1	-
Liège	3.680	280	1.502	75	77	203	253	-	1	4	12
(Primaires)			1.898	43	52	165	157	-	7	20	21
(Récidivistes)			3.400	118	129	368	410	-	8	24	33
Huy	487	33	202	3	5	35	51	-	1	1	-
(Primaires)			252	-	9	27	33	-	-	2	1
(Récidivistes)			454	3	14	62	84	-	1	3	1
Verviers	1.037	112	410	5	14	46	58	-	-	-	-
(Primaires)			515	1	8	22	32	-	2	1	2
(Récidivistes)			925	6	22	68	90	-	2	1	2
Tongres	1.390	192	715	35	22	77	83	-	-	-	-
(Primaires)			483	4	11	54	44	-	-	3	8
(Récidivistes)			1.198	39	33	131	127	-	-	3	8
Hasselt	1.832	187	911	17	30	103	135	-	-	-	1
(Primaires)			734	15	20	69	83	-	1	2	2
(Récidivistes)			1.645	32	50	172	218	-	1	2	3
Arlon	747	83	336	10	15	14	21	-	-	1	4
(Primaires)			328	5	7	18	23	-	1	1	2
(Récidivistes)			664	15	22	32	44	-	1	2	6

JUGEANT EN PREMIER RESSORT - PREVENUS CLASSES SUIVANT LEURS ANTECEDENTS JUDICIAIRES - 1964 (SUITE)

CONDAMNÉS											CONDAMNÉS ACCESSOIRE-MENT A			
MENT						A L'AMENDE					l'inter-diction	la mise à la disposition du gouvernement LL. 27.11.1891 art. 14, 15.5.1912 art. 3	L. 9.4.1930 art. 25	l'inter-diction de conduire
de						conditionnelle de		simple de						
+ 6 mois à 2 ans	6 mois	3 à 6 mois	1 à 3 mois	8 jours à 1 mois	- de 8 jours	26 F et plus	moins de 26 F	26 F et plus	moins de 26 F	23				
11	7	9	29	14	-	320	29	553	25	53	-	1	66	
31	11	38	131	40	-	83	3	733	14	45	-	2	100	
42	18	47	160	54	-	403	32	1.286	39	98	-	3	166	
13	12	41	71	18	1	260	4	933	49	26	-	-	79	
27	18	67	149	63	-	110	1	636	26	38	-	2	115	
40	30	108	220	81	1	370	5	1.769	75	64	-	2	194	
5	6	10	25	15	-	252	9	737	96	22	-	1	49	
6	22	32	129	34	-	66	2	971	58	20	-	-	82	
1	28	42	154	49	-	318	11	1.708	154	42	-	1	131	
-	1	2	9	10	-	57	4	174	30	2	-	-	10	
2	-	2	18	24	-	19	2	175	19	-	-	-	12	
2	1	4	27	34	-	76	6	349	49	2	-	-	22	
-	-	3	7	8	-	277	20	170	12	7	-	-	14	
5	3	15	32	16	-	77	9	191	12	13	-	-	11	
5	3	18	39	24	-	354	29	361	24	20	-	-	25	
28	34	38	117	47	-	123	4	471	15	67	-	-	103	
53	72	154	323	137	-	104	3	573	14	76	-	7	146	
81	106	192	440	184	-	227	7	1.044	29	143	-	7	249	
3	1	2	7	1	-	43	3	42	4	9	-	-	20	
3	3	12	39	15	-	17	1	88	2	5	-	-	37	
6	4	14	46	16	-	60	4	130	6	14	-	-	57	
15	4	21	22	15	-	43	3	149	15	11	1	-	25	
9	13	44	103	63	-	22	1	187	5	23	-	1	41	
24	17	65	125	78	-	65	4	336	20	34	1	1	66	
7	9	18	55	28	-	116	10	238	17	19	-	1	125	
3	7	24	64	26	-	47	2	175	11	7	-	1	67	
10	16	42	116	54	-	163	12	413	28	26	-	2	192	
5	6	11	53	40	-	124	4	362	20	15	-	-	119	
11	8	23	97	67	-	45	2	285	4	19	-	-	93	
16	14	34	150	107	-	169	6	647	24	34	-	-	212	
7	3	12	18	15	-	107	8	98	3	11	-	-	27	
1	9	17	40	33	1	39	-	131	-	6	-	-	33	
8	12	29	58	48	1	146	8	229	3	17	-	-	60	

TABLEAU 5 - RESULTAT DETAILLE DES POURSUITES DEVANT LES TRIBUNAUX CORRECTIONNELS

ARRONDISSEMENTS	Totaux des prévenus	Nombre des acquittés	Nombre des condamnés	CONDAMNÉS																		CONDAMNÉS ACCESSOIRES A					
				A L'EMPRISONNEMENT									A L'AMENDE									l'interdiction	la mise à la disposition du gouvernement		l'interdiction de conduire		
				conditionnel de					simple				de					conditionnelle de					simple de			L.L. 27.11.1881 art. 14, 15.5.1912, art. 37	L. 9.4.1930 art. 25
				6 mois à 2 ans	3 à 6 mois	1 à 3 mois	8 jours à 1 mois	moins de 8 jours	5 ans et plus	de + 2 à - 5 ans	2 ans	+ 6 mois à - 2 ans	6 mois	3 à 6 mois	1 à 3 mois	8 jours à 1 mois	- de 8 jours	26 F et plus	moins de 26 F	26 F et plus	moins de 26 F						
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26		
Marche-en-Famenne (Primaires)			97	9	13	9	13	-	-	-	-	2	2	1	7	4	-	15	4	17	1	13	-	-	4		
(Récidivistes)			116	2	9	11	7	-	2	-	2	2	3	6	15	12	-	3	1	40	1	12	-	-	4		
Total :	233	20	213	11	22	20	20	-	2	-	2	4	5	7	22	16	-	18	5	57	2	25	-	-	8		
Neufchâteau (Primaires)			156	2	4	7	20	-	-	-	-	-	1	6	11	11	-	28	4	56	6	2	-	1	20		
(Récidivistes)			150	1	4	6	9	-	-	-	2	3	2	6	12	20	1	12	-	69	3	2	-	-	15		
Total :	346	40	306	3	8	13	29	-	-	-	2	3	3	12	23	31	1	40	4	125	9	4	-	1	35		
Namur (Primaires)			406	15	12	42	82	-	-	3	2	2	1	13	21	17	-	32	17	134	13	9	-	-	18		
(Récidivistes)			613	5	10	47	78	-	-	3	3	9	6	39	93	61	-	39	4	206	10	8	-	-	33		
Total :	1.220	201	1.019	20	22	89	160	-	-	6	5	11	7	52	114	78	-	71	21	340	23	17	-	-	51		
Dinant (Primaires)			366	14	13	54	73	-	-	-	2	-	-	6	20	15	-	68	15	73	13	9	-	-	27		
(Récidivistes)			470	8	9	37	69	-	-	1	2	4	4	10	64	76	-	30	10	137	9	14	-	1	51		
Total :	995	159	836	22	22	91	142	-	-	1	4	4	4	16	84	91	-	98	25	210	22	23	-	1	78		
Le Royau-me (Primaires)			26.693	815	1.128	2.402	1.890	6	6	45	72	249	211	477	909	494	2	3.971	600	12.333	1.083	669	2	7	1.680		
(Récidivistes)			26.819	515	838	1.808	1.422	1	31	105	169	597	474	1.383	2.769	1.592	5	1.415	98	13.021	576	683	1	24	2.198		
Total :	59.018	5.506	53.512	1.330	1.966	4.210	3.312	7	37	150	241	846	685	1.860	3.678	2.086	7	5.386	698	25.354	1.659	1.352	3	31	3.878		

JUGEANT EN PREMIER RESSORT - PREVENUS CLASSES SUIVANT LES ANTECEDENTS JUDICIAIRES - 1964 (SUITE)

Récapitulation des condamnés

CONDAMNÉS	à l'emprisonnement	conditionnel	10.825
		sans condition	187
	à l'amende	conditionnelle	6.084
		simple	27.013

Jugés en premier ressort en 1964

plus de 2 ans	187
plus de 6 mois à 2 ans	1.087
6 mois et moins	8.318
Total des condamnés	53.512

TABLEAU 6 - RECHUTES APRES UNE CONDAMNATION CONDITIONNELLE - 1964

PEINE NOUVELLE ENCOURUE Correctionnelle (ou criminelle)	Durée du sursis qui avait été accordé						Total
	6 mois	1 an	2 ans	3 ans	4 ans	5 ans	
1	2	3	4	5	6	7	8
<u>Emprisonnement de :</u>							
plus d'un mois à moins de 6 mois	2	4	4	191	-	230	431
6 mois à moins de 3 ans	-	1	3	70	-	106	180
3 ans et plus	-	-	1	3	-	6	10
TOTAL :	2	5	8	264	-	342	621

TABLEAU 7. - CONSEILS DE GUERRE ET COUR MILITAIRE - CONDAMNATIONS DEFINITIVES D'APRES LA NATURE DES INFRACTIONS - 1964

NATURE DES INFRACTIONS	Nombre des acquittements	Nombre des condamnations	PEINES PRINCIPALES										PEINES ACCESSOIRES				
			Mort	Peines privatives de liberté			Peines d'amendes		déchéance	destination	Interdiction	Disposition du Gouvernement	Loi de la Défense sociale				
				de 5 ans à perpétuité	de plus de 2 ans à moins de 5 ans	de 2 ans et moins	simples	conditionnelles									
														simples	simples		
	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15			
CRIMES																	
Faux en écriture (art. 194 à 197)	-	16	-	-	-	8	7	-	1	-	-	1	-	-			
Attentat à la pudeur sans violence ni menaces sur mineur de moins de 16 ans (art. 372, § 1)	-	15	-	-	-	6	9	-	-	-	-	14	-	-			
Attentat à la pudeur avec violence ou menaces sur mineur de plus de 16 ans (art. 373, § 2)	-	10	-	-	-	2	8	-	-	-	-	9	-	-			
Attentat à la pudeur avec violence ou menaces sur mineur de plus de 16 ans par personne ayant autorité (art. 373, § 2, 377)	-	1	-	-	-	1	-	-	-	-	-	1	-	-			
Attentat à la pudeur avec violence ou menaces sur mineur de plus de 16 ans par plusieurs s'entraïdant (art. 373, § 4, L. 15. 5. 1912)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-			
Attentat à la pudeur avec violence ou menaces sur mineur de moins de 16 ans (art. 373, § 3)	-	6	-	-	-	2	4	-	-	-	-	6	-	-			
Viol (art. 375, 377, § 5, 6, 7)	-	4	-	-	1	1	2	-	-	-	-	3	-	-			
Régamie (art. 391)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-			
Meurtre (art. 393, 394)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-			
Homicide (art. 392)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-			
Coups et blessures avec préméditation ayant causé maladie incurable (art. 400, § 2)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-			
Coups et blessures ayant causé la mort (art. 401)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-			
Vol à l'aide d'effraction, escalade, violence ou menaces (art. 467 à 470)	-	59	-	-	-	26	31	1	1	-	1	2	-	-			

TABLEAU 7. - 1964 (suite)

NATURE DES INFRACTIONS	Nombre des acquittements	Nombre des condamnations	PEINES PRINCIPALES										PEINES ACCESSOIRES				
			Mort	Peines privatives de liberté			Peines d'amendes		déchéance	destination	Interdiction	Disposition du Gouvernement	Loi de la Défense sociale				
				de 5 ans à perpétuité	de plus de 2 ans à moins de 5 ans	de 2 ans et moins	simples	conditionnelles									
														simples	simples		
	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15			
DELITS																	
Vol à l'aide de violences ou menaces dans maison habitée ou chemin public (art. 471, 472)	-	1	-	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-			
Recel de choses obtenues par crime ou délit (art. 505, 506)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-			
Incendie de lieux habités (art. 510)	-	3	-	-	-	-	3	-	-	-	-	-	-	-			
Destruction de construction (art. 521)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-			
Arrière à la sûreté extérieure de l'Etat (art. 118 bis, 119, 120, 120 bis, 120 ter, 123 bis)	-	1	-	-	-	-	-	1	-	-	-	-	-	-			
Ouverture, suppression de lettres ou autres communications par fonctionnaire (art. 149 L. 13.10.1930, art.18)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-			
Papier marqué d'un timbre contrefait (usage de) coupons de transport, sceaux, timbres divers (contrefaçon, usage de) (art. 183, 184)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-			
Contrefaçon de timbres, coupons, enlèvement de la marque indiquant qu'ils ont servi (et usage) (art. 190)	-	4	-	-	-	1	3	-	-	-	-	-	-	-			
Faux et usage de faux (art. 198 à 207, 209, 210)	-	1	-	-	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-			
Faux témoignage en justice (art. 218 à 220)	-	4	-	-	-	-	1	-	2	-	-	-	-	-			
Usurpation de nom ou de titre. Port illégal de décoration, costume, etc. (art. 228 à 232)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-			
Détournement par un dépositaire public (art. 240, § 2)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-			
Concussion (art. 243 à 245)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-			
Corruption : offres agréées par un fonctionnaire (art. 246, 247)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-			
Corruption d'arbitre ou de prud'homme (art. 249 - 251)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-			
Essais de corrompre fonctionnaire, arbitre (art. 252)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-			
Violation du secret des dépêches télégraphiques et communications téléphoniques (L. 13.10.1930)	-	11	-	-	-	1	5	-	5	-	-	-	-	-			
Rébellion (art. 271, 272)	-	-	-	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-			
Outrages envers député, ministre, magistrat (art. 275)	1	5	-	-	-	1	3	-	1	-	-	-	-	-			
Outrages envers officier ministériel, agents de l'autorité (art. 276)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-			
Coups et blessures à des jurés ou témoins (art. 278, 279, 282)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-			
Coups et blessures à un officier ministériel ou agent de l'autorité (art. 280, 281)	-	3	-	-	-	2	1	-	-	-	-	-	-	-			

TABLEAU 7 - 1964 (suite)

	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
III. - COMMERCE ET INDUSTRIE														
Réglementation des constructions privées (A. 2.12.1946)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
IV. - AGRICULTURE, ANIMAUX, CHASSE, PECHE														
Chasse L. 28.2.1882, modifiée par L. 4.4.1900, sauf art. 31	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Police sanitaire des animaux domestiques ; insectes nuisibles (L. 30.12.1889)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Protection des animaux (L. 22.3.1929)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
V. - TRANSPORTS, VOIRIE, COMMUNICATIONS														
Chemins de fer concédés ou vicéaux (L. 12.4.1835 ; L. 24.6.1885 ; L. 25.7.1891, etc.)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Avoir pris la fuite après avoir causé ou occasionné un accident (L. 1.8.1924, art. 3)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Voirie, roulage et messagerie (26.8.1925)	11	11	-	-	-	2	3	3	3	-	-	-	-	-
Navigation aérienne (L. L. 16.11.1919 et 27.6.1937)	23	460	-	-	-	25	68	113	254	-	5	-	-	1
Télégraphique et téléphone (L. 1.3.1851, L. 14.5.1830, except. 3, b et c L. 13.10.1930 except. art. 17 à 19 et 24 à 27)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	78	-	-	-
Assurance obligatoire véhicules automobiles (L. 1.7.1956)	-	12	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
CODE PENAL MILITAIRE														
Porté les armes contre la Belgique et ses alliés	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Dénunciation	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Désertion	-	217	-	1	4	38	170	-	-	-	-	-	-	-
Abandon de poste	-	17	-	-	-	1	16	-	4	-	-	1	-	-
Insubordination	1	102	-	-	-	15	76	1	10	-	1	-	-	-
Refus d'obéissance	-	34	-	-	-	-	32	1	1	-	-	-	-	-
Outrages envers supérieur	-	3	-	-	-	-	2	1	-	-	-	-	-	-
Violences envers un supérieur	-	7	-	-	-	-	2	4	-	-	-	-	-	-
Violences envers une sentinelle	-	2	-	-	-	-	2	-	-	-	-	-	-	-
Vente ou reproduction d'effets militaires	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Vol au préjudice de l'Etat ou de militaires	2	129	-	-	-	55	67	3	4	-	3	-	-	-
Détournement au préjudice de l'Etat ou de militaires	-	2	-	-	-	1	1	-	-	-	-	-	-	-
Vol qualifié d'effets militaires	3	1	-	-	-	1	1	-	-	-	-	-	-	-
Révolte	-	2	-	-	-	1	1	-	-	-	-	-	-	-

TABLEAU 7 - 1964 (suite)

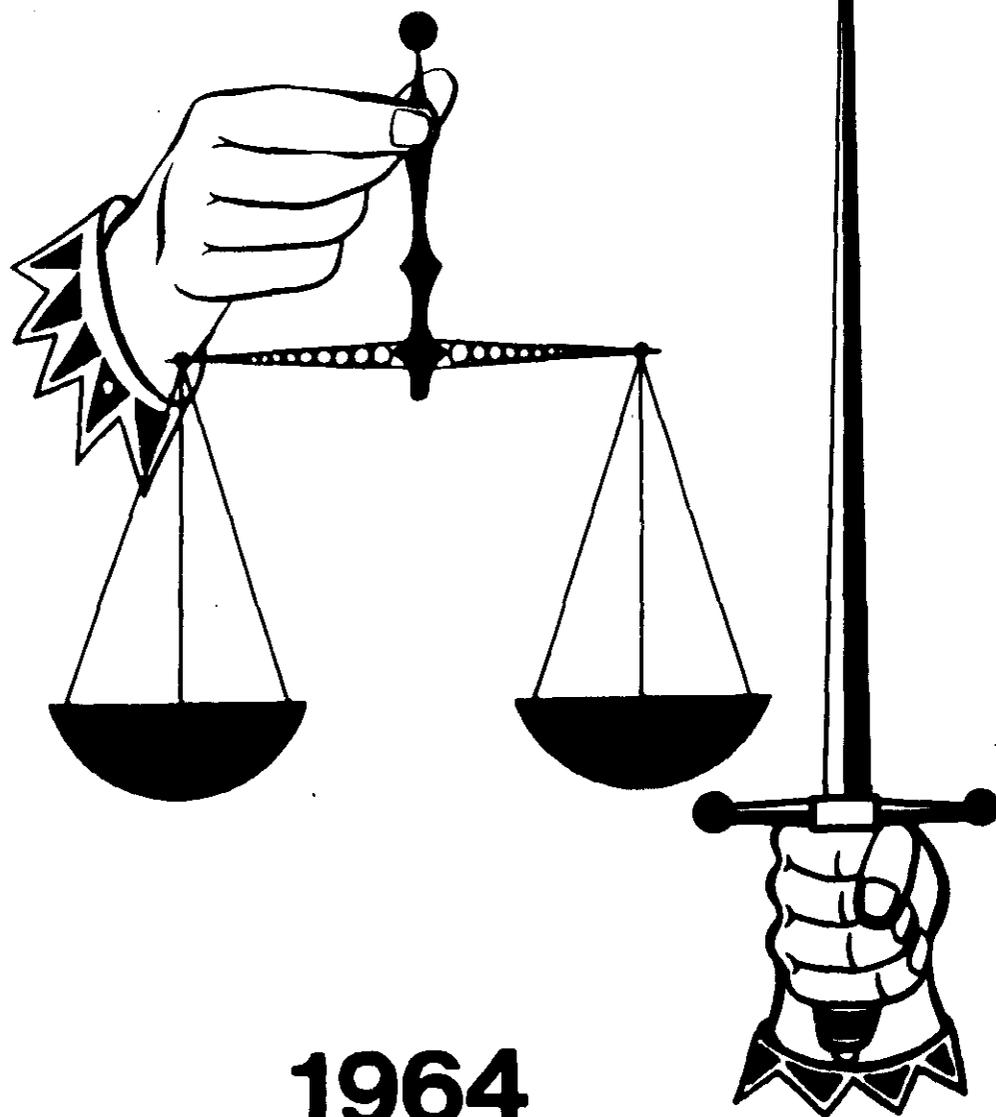
	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
RECAPITULATION														
Crimes	-	115	-	-	-	47	64	1	2	-	1	36	-	-
Délits	36	459	-	-	-	96	123	98	142	-	14	4	-	-
Contraventions	-	4	-	-	-	1	1	-	2	-	-	-	-	-
Lois spéciales	34	542	-	-	-	34	79	131	298	-	93	-	-	1
Code pénal militaire	6	516	-	1	4	116	370	5	20	-	5	1	-	-
TOTAL GENERAL :	76	1.636	-	1	5	294	637	235	464	-	113	41	-	1

TABLEAU 8. - CONdamnATIONS DEFINITIVES CLASSEES PAR CONSEIL DE GUERRE ET COUR MILITAIRE - 1964

CONSEILS DE GUERRE	Nombre de condamnations définitives	PEINES PRINCIPALES							PEINES ACCESSOIRES				
		Mort	Peines privatives de liberté				Peines d'amende		Déchéance	Destitution	Interdiction	Disposition du Gouvernement	Loi de la Défense sociale
			de 5 ans à perpétuité	de plus de 2 ans à moins de 5 ans	de 2 ans et moins		conditionnelles	simple					
					conditionnelles	simple							
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14
Bruxelles	384	-	-	4	87	177	36	80	-	18	12	-	-
Gand	266	-	-	-	37	73	87	69	-	7	8	-	-
Lidje	224	-	-	-	54	93	38	39	-	13	1	-	-
En Campagne	618	-	1	-	96	199	65	257	-	59	15	-	-
Total :	1.492	-	1	4	274	542	226	445	-	97	36	-	-
Cour militaire	144	-	-	1	20	95	9	19	-	16	5	-	1
Total général :	1.636	-	1	5	294	637	235	464	-	113	41	-	1

DOCUMENTATION

STATISTIQUES JUDICIAIRES



1964

JUILLET 1967

N° 3

INSTITUT NATIONAL DE STATISTIQUE

ROYAUME DE BELGIQUE

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES

SOMMAIRE

	Pages
Divorces et séparations de corps	1
Adoptions	11
Vagabondage et mendicité	15
Concordats et faillites	25
Protection de l'enfance (année 1963)	40
Protection de l'enfance (année 1964)	66
Juridictions du travail	92
Conseil d'Etat	100

STATISTIQUE DES DIVORCES

ET

SEPARATIONS DE CORPS

ANNEE 1964

TABLEAU 1. - DIVORCES - COMPTES DES

SPECIFICATION	Bruxelles	Louvain	Nivelles	Anvers	Malines	Turnhout	Mons	Charleroi	Tournai	Gand	Audenarde
Nombre total de demandes :	1.523	128	133	851	142	33	376	632	210	346	52
1. Répartition des demandes d'après la suite réservée :											
a) Demandes accueillies	1.415	121	115	782	120	29	350	622	196	333	52
b) Demandes rejetées	108	6	18	40	16	4	21	10	5	12	-
c) Demandes abandonnées	-	1	-	29	6	-	5	-	9	1	-
2. Répartition des demandes d'après les motifs invoqués et la suite réservée :											
a) Divorces pour cause déterminée :	1.099	110	110	641	112	32	318	548	185	263	43
1. Demandes accueillies :	991	104	92	572	94	28	293	538	173	250	43
2. Demandes rejetées et abandonnées	108	6	18	69	18	4	25	10	12	13	-
b) Divorces par consentement mutuel :	424	18	23	210	30	1	58	84	25	83	9
1. Demandes accueillies	424	17	23	210	26	1	57	84	23	83	9
2. Demandes rejetées et abandonnées	-	1	-	-	4	-	1	-	2	-	-
3. Répartition des demandes d'après l'auteur :											
a) Demandes formées par le mari	518	52	65	313	56	18	171	293	104	127	14
b) Demandes formées par la femme	581	58	45	328	56	14	147	255	81	136	29
c) Demandes formées par consentement mutuel	424	18	23	210	30	1	58	84	25	83	9

DEMANDES INTRODUITES (ANNEE 1964)

Termonde	Bruges	Courtrai	Furnes	Ypres	Liège	Huy	Verviers	Tongres	Hasselt	Arlon	Marche	Neufchâteau	Namur	Dinant	Le Royaume
110	206	208	31	52	675	107	175	30	55	48	3	6	197	40	6.369
98	176	156	29	41	609	87	146	28	54	40	2	6	166	36	5.809
11	29	23	2	7	66	11	10	2	1	5	1	-	19	4	431
1	1	29	-	4	-	9	19	-	-	3	-	-	12	-	129
103	162	195	31	48	510	93	132	27	45	43	1	4	160	35	5.050
91	136	143	29	37	444	73	103	25	44	35	-	4	129	31	4.502
12	26	52	2	11	66	20	29	2	1	8	1	-	31	4	548
7	44	13	-	4	165	14	43	3	10	5	2	2	37	5	1.319
7	40	13	-	4	165	14	43	3	10	5	2	2	37	5	1.307
-	4	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	12
59	94	87	15	22	261	40	62	16	15	26	1	2	78	21	2.530
44	68	108	16	26	249	53	70	11	30	17	-	2	82	14	2.520
7	44	13	-	4	165	14	43	3	10	5	2	2	37	5	1.319

TABLEAU 2. - DIVORCES - MENAGES

SPECIFICATION	Bruxelles	Louvain	Nivelles	Anvers	Malines	Turnhout	Mons	Charleroi	Tournai	Gand	Audenarde
1. Nombre de ménages en instance :											
1) Total des demandes	1.523	128	133	851	142	33	376	632	210	346	52
2) Demandes doubles à décompter	97	16	23	66	18	2	35	49	20	6	2
3) Nombre de ménages en instance	1.426	112	110	785	124	31	341	583	190	340	50
2. Répartition des ménages d'après la situation de famille :											
a) Pas ou plus d'enfant	668	38	41	310	49	25	116	261	68	195	20
b) 1 enfant	439	44	36	251	42	3	113	141	50	72	18
c) 2 enfants	233	18	21	121	15	2	71	122	45	47	9
d) 3 enfants	59	8	11	63	9	1	18	37	14	12	2
e) 4 enfants	17	2	-	18	5	-	8	8	9	8	1
f) 5 enfants	-	-	1	6	-	-	6	9	2	3	-
g) 6 enfants et plus	7	2	1	8	4	-	9	5	1	3	-
h) Situation inconnue	1	-	-	8	-	-	-	-	1	-	-
3. Répartition des ménages d'après la durée du mariage											
a) Moins d'un an	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
b) De 1 à moins de 5 ans	149	8	16	148	16	-	48	82	17	28	10
c) De 5 à moins de 10 ans	426	31	25	238	38	4	75	153	58	107	17
d) De 10 à moins de 20 ans	608	52	45	285	36	10	164	262	86	127	17
e) De 20 à moins de 30 ans	191	16	16	75	21	13	41	56	23	64	5
f) De 30 à moins de 40 ans	47	3	8	28	10	4	13	28	3	11	1
g) De 40 à moins de 50 ans	3	2	-	4	3	-	2	2	2	3	-
h) 50 ans et plus	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
i) Durée inconnue	2	-	-	7	-	-	-	-	1	-	-

EN INSTANCE (ANNEE 1964)

Termonde	Bruges	Courtrai	Furnes	Ypres	Liège	Huy	Verviers	Tongres	Hasselt	Arlon	Marche	Neufchâteau	Namur	Dinant	Le Royaume
110	206	208	31	52	675	107	175	30	55	48	3	6	197	40	3.369
-	40	23	1	10	33	20	19	-	-	5	-	-	20	-	505
110	166	185	30	42	642	87	156	30	55	43	3	6	177	40	5.864
50	62	81	10	19	287	35	55	15	32	14	3	3	104	23	2.584
29	68	69	8	11	208	29	50	8	8	9	-	1	35	7	1.749
20	13	19	7	6	93	17	30	4	6	16	-	2	18	3	958
3	20	8	1	4	29	4	9	2	5	1	-	1	14	4	339
5	2	3	2	1	8	-	5	-	2	1	-	-	5	1	111
-	-	5	2	1	5	2	4	-	2	-	-	-	-	1	51
3	1	-	-	-	12	-	3	-	-	-	-	-	1	1	61
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	-	-	-	11
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
8	9	26	2	5	110	16	33	6	7	10	-	1	19	6	778
35	60	50	9	11	179	27	44	11	17	14	1	1	54	9	1.694
44	70	73	15	15	272	31	60	10	20	15	2	2	72	19	2.412
16	15	25	4	7	63	9	14	2	8	1	-	2	22	3	712
6	10	10	-	2	15	4	2	1	2	3	-	-	9	3	223
1	2	1	-	2	3	-	2	-	-	-	-	-	1	-	33
-	-	-	-	-	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-	1
-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	-	-	-	-	11

TABLEAU 4. - SEPARATION DE CORPS

MENAGES EN INSTANCE (ANNEE 1964)

SPECIFICATION	Bruxelles	Louvain	Nivelles	Anvers	Malines	Turnhout	Mons	Charleroi	Tournai	Gand	Andenarde	Termonde	Bruges	Coutrai	Furnes	Ypres	Liège	Huy	Verviers	Tongres	Hasselt	Arjon	Marche	Neufchâteau	Namur	Dinant	Le Royaume
1. Nombre de ménages en instance :																											
1. Total des demandes	40	4	7	18	7	4	14	25	21	20	4	6	17	15	5	2	26	13	9	2	3	4	-	4	20	6	296
2. Demandes doubles à décompter	-	-	1	1	1	-	-	-	1	1	-	-	1	-	-	-	-	2	2	-	-	-	-	-	1	-	11
3. Nombre de ménages en instance	40	4	6	17	6	4	14	25	20	19	4	6	16	15	5	2	26	11	7	2	3	4	-	4	19	6	285
2. Répartition des ménages d'après la situation de famille :																											
a) Pas ou plus d'enfant	19	-	2	5	4	4	6	7	5	11	2	3	4	5	-	-	3	5	2	-	1	-	-	1	11	4	104
b) 1 enfant	9	1	-	3	1	-	3	7	4	1	1	-	5	5	2	1	12	-	3	2	-	1	-	-	2	1	64
c) 2 enfants	5	1	2	5	1	-	1	9	4	4	1	1	4	4	2	1	6	4	-	-	-	3	-	2	2	-	62
d) 3 enfants	6	2	-	1	-	-	3	1	6	3	-	2	2	-	-	-	4	2	2	-	1	-	-	1	1	-	37
e) 4 enfants	1	-	1	3	-	-	-	-	1	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	3	-	11
f) 5 enfants	-	-	1	-	-	-	1	-	-	-	-	-	-	1	-	-	-	-	-	-	1	-	-	-	-	1	5
g) 6 enfants et plus	-	-	-	-	-	-	-	1	-	-	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2
h) Situation inconnue	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
3. Répartition des ménages d'après la durée du mariage																											
a) Moins d'un an	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
b) de 1 à moins de 5 ans	1	-	1	2	-	-	1	-	-	1	-	-	-	2	2	1	1	-	-	-	1	-	-	1	1	1	16
c) de 5 à moins de 10 ans	9	1	1	1	2	2	3	4	6	1	-	2	4	4	-	-	4	1	2	-	1	-	1	2	2	1	54
d) de 10 à moins de 20 ans	17	2	3	8	-	1	7	15	7	6	3	2	7	4	3	-	10	4	2	2	-	1	-	1	12	3	120
e) de 20 à moins de 30 ans	8	1	1	2	3	-	1	2	2	5	-	1	5	5	-	-	7	4	3	-	-	1	-	1	3	1	56
f) de 30 à moins de 40 ans	3	-	-	2	1	1	1	4	3	6	1	1	-	-	-	1	3	2	-	-	-	-	-	-	1	-	30
g) de 40 à moins de 50 ans	2	-	-	-	-	-	-	-	2	-	-	-	-	-	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	5
h) 50 ans et plus	-	-	-	-	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1
i) durée inconnue	-	-	-	2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	-	-	-	-	3

STATISTIQUE

DES

ADOPTIONS

ANNEE 1964

Note. - A partir de 1964, le nombre des adoptants cesse d'être comparable à celui des années précédentes, l'unité statistique étant l'adoption tant pour le tableau II que pour le tableau I.

TABLEAU I. - REPARTITION DES ADOPTIONS SELON L'AGE ET LE SEXE DES ADOPTES - 1964

ARRONDISSEMENTS	Filles					Garçons					Totaux		
	0 à 1 an	+ 1 à 5 ans	+ 5 à 10 ans	+ 10 à 21 ans	+ 21 ans	0 à 1 an	+ 1 à 5 ans	+ 5 à 10 ans	+ 10 à 21 ans	+ 21 ans	Fil- les	Gar- çons	Ensem- ble
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14
Bruxelles	14	54	49	55	30	12	67	33	54	29	202	195	397
Louvain	4	3	6	7	9	2	4	4	6	6	29	22	51
Nivelles	1	5	7	8	-	2	6	5	5	2	21	20	41
Anvers	14	35	16	19	8	9	32	28	18	13	92	100	192
Malines	2	3	1	1	2	3	2	3	1	1	9	10	19
Turnhout	3	2	3	1	1	2	3	3	1	2	10	11	21
Mons	5	13	11	19	7	2	9	9	13	2	55	35	90
Charleroi	1	10	8	18	7	2	22	13	13	9	44	59	103
Tournai	2	4	12	7	-	1	4	8	5	5	25	23	48
Gand	-	7	3	7	3	1	10	5	8	4	20	28	48
Audenarde	-	2	1	1	1	-	1	-	-	4	5	5	10
Termonde	6	4	9	5	5	1	5	4	6	4	29	20	49
Bruges	1	4	-	5	3	-	7	4	4	3	13	18	31
Courtrai	3	6	6	6	7	-	7	12	6	3	28	28	56
Furnes	-	1	2	-	1	-	-	-	1	4	4	5	9
Ypres	-	4	2	4	-	-	-	2	4	6	10	12	22
Liège	5	18	23	25	16	2	18	19	20	14	87	73	160
Huy	1	2	-	2	5	1	-	-	3	-	10	4	14
Verviers	5	1	4	3	8	6	5	7	4	7	21	28	49
Tongres	1	-	2	1	2	-	2	1	9	-	6	12	18
Hasselt	1	4	2	2	7	1	6	4	3	2	16	16	32
Arlon	-	2	2	1	3	1	4	-	1	3	8	9	17
Marche-en-Famenne	1	-	-	1	1	1	1	-	-	-	3	2	5
Neufchâteau	-	1	-	1	1	2	1	1	1	1	3	6	9
Namur	2	3	8	5	3	1	2	2	9	3	21	17	38
Dinant	2	1	1	2	-	-	2	2	-	2	6	6	12
Par ressort de Cour d'appel de :													
Bruxelles	46	129	113	135	64	35	149	106	116	69	487	475	962
Gand	10	28	23	28	20	2	30	27	29	28	109	116	225
Liège	18	32	42	43	46	14	41	36	50	32	181	173	354
Le Royaume	74	189	178	206	130	51	220	169	195	129	777	764	1.541

TABLEAU 2. - REPARTITION DES ADOPTIONS SELON LES CARACTERISTIQUES DES ADOPTANTS - 1964

ARRONDISSEMENTS	Adoptions					Total des adoptions	Adoptions (1)	
	par céliba- taire masculin	par céliba- taire féminin	par le mari seul	par l'épouse seule	par les deux époux		de Belges par des étrangers	des étrangers par des Belges
1	2	3	4	5	6	7	8	9
Bruxelles	10	52	39	28	268	397	1	-
Louvain	-	5	18	8	20	51	-	-
Nivelles	3	-	5	4	29	41	-	1
Anvers	4	7	20	19	142	192	10	20
Malines	-	5	5	-	9	19	-	-
Turnhout	-	3	5	1	12	21	-	-
Mons	5	5	13	5	62	90	8	2
Charleroi	8	10	18	1	66	103	1	2
Tournai	9 *	1	3	2	33	48	-	-
Gand	-	6	3	2	37	48	-	1
Audenarde	1	-	1	-	8	10	-	-
Termonde	-	1	14	4	30	49	-	-
Bruges	-	2	5	5	19	31	-	1
Courtrai	3	4	10	5	34	56	-	2
Furnes	-	-	-	6	3	9	-	-
Ypres	6	5	5	2	4	22	-	-
Liège	4	11	19	18	108	160	5	10
Huy	-	1	3	1	9	14	-	-
Verviers	3	5	5	3	33	49	-	-
Tongres	2	4	8	-	4	18	3	-
Hasselt	5	2	13	2	10	32	1	2
Arlon	-	5	5	2	5	17	1	-
Marche-en-Famenne	-	2	2	-	1	5	-	-
Neufchâteau	-	2	3	-	4	9	-	-
Namur	-	1	6	3	28	38	-	2
Dinant	2	2	2	2	4	12	-	-
Par ressort de Cour d'Appel de :								
Bruxelles	39	88	126	68	641	962	20	25
Gand	10	18	38	24	135	225	-	4
Liège	16	35	66	31	206	354	10	14
Le Royaume	65	141	230	123	982	1.541	30	43

(1) Ces adoptions ont déjà relevées dans les col. 2 à 7.
* Y compris 4 adoptants veufs.

STATISTIQUE
DU
VAGABONDAGE ET DE LA MENDICITE
ANNEE 1964

STATISTIQUE DU VAGABONDAGE ET DE LA MENDICITE EN 1964

La statistique du vagabondage et de la mendicité suit les mouvements de la population des établissements destinés aux vagabonds et mendiants adultes.

Les vagabonds et les mendiants sont envoyés soit aux dépôts de mendicité, soit aux maisons de refuge. Les premiers établissements sont destinés, d'après la loi, aux individus valides qui, au lieu de demander au travail leurs moyens de subsistance, exploitent la charité comme mendiants de profession et aux individus qui, par fainéantise, ivrognerie ou dérèglement de mœurs, vivent en état de vagabondage. Les seconds hospitalisent les mendiants et vagabonds plutôt malheureux que coupables.

x

x x

La répression du vagabondage et de la mendicité est réglée en ce qui concerne les individus âgés de 18 ans et plus par la loi du 27 novembre 1891 (1). En voici les principales dispositions :

Art. 1er - Le gouvernement organisera, pour la répression du vagabondage et de la mendicité, des établissements de correction sous la dénomination de dépôts de mendicité, des maisons de refuge et des écoles de bienfaisance.

Art. 2. - Les établissements de correction dont il est fait mention à l'article précédent seront affectés exclusivement à l'internement des individus que l'autorité judiciaire mettra à la disposition du gouvernement pour être enfermés dans un dépôt de mendicité.

Les maisons de refuge, dont il est fait mention au même article, seront exclusivement affectés à l'internement des individus que l'autorité judiciaire mettra à la disposition du gouvernement pour y être internés et des individus dont l'internement dans une maison de refuge sera requis par l'autorité communale.

Art. 3. - Les individus âgés de plus de 18 ans accomplis, dont l'internement dans une maison de refuge sera demandé par l'autorité communale, y seront admis lorsqu'ils s'y présenteront volontairement, munis de l'expédition de l'arrêté d'un collège des bourgmestres et échevins autorisant leur admission.

Art. 4. - Lorsque l'internement dans une maison de refuge aura été demandé par une administration communale, les frais d'entretien seront à charge de la Commission d'Assistance publique, sans préjudice des subides de la commune en cas d'insuffisance des ressources de cette administration.

Art. 5. - Les individus âgés de - de 21 ans accomplis qui seront internés dans les dépôts de mendicité y seront entièrement séparés des reclus ayant dépassé cet âge.

Art. 6. - Les individus valides internés dans un dépôt de mendicité ou dans une maison de refuge seront astreints aux travaux prescrits dans l'établissement.

Ils recevront, sauf retrait par mesure disciplinaire, un salaire journalier sur lequel une retenue sera opérée pour former leur masse de sortie.

Le Ministre de la Justice fixera, pour les diverses catégories dans lesquelles les reclus seront rangés et d'après les travaux auxquels ils seront employés, le taux du salaire et le montant de la retenue.

Les masses de sortie seront délivrées aux intéressés, partie en espèces, partie en vêtements et outils.

Art. 7. - Le régime intérieur et la discipline des établissements seront réglés par arrêté royal. Les détenus peuvent être soumis au régime de la séparation.

(1) Les mineurs âgés de moins de 18 ans accomplis qui sont trouvés mendiants ou vagabonds ou se livrant habituellement à la mendicité ou au vagabondage sont en vertu de la loi du 15 mai 1912, déférés au juge des enfants institué par la dite loi.

Art. 8. - Tout individu trouvé en état de vagabondage sera arrêté et traduit devant le tribunal de police.

Art. 9. - Tout individu trouvé mendiant pourra être arrêté et traduit devant le tribunal de police.

Art. 12. - Les juges de paix vérifient l'identité, l'âge, l'état physique, l'état mental et le genre de vie des individus traduits devant le tribunal de police du chef de vagabondage ou de mendicité.

Art. 13. - Ils mettent à la disposition du gouvernement, pour être enfermés dans un dépôt de mendicité, pendant deux ans au moins et sept ans au plus, les individus valides, qui, au lieu de demander au travail leurs moyens de subsistance, exploitent la charité comme mendiants de profession et les individus qui, par fainéantise, ivrognerie ou dérèglement de moeurs, vivent en état de vagabondage.

Art. 14. - Les tribunaux correctionnels pourront mettre à la disposition du gouvernement pour être enfermés dans un dépôt de mendicité, pendant un an au moins et sept ans au plus, après leur peine subie, les vagabonds et mendiants qu'ils condamneront à un emprisonnement de moins d'un an du chef d'une infraction prévue par la législation pénale.

Art. 15. - Le Ministre de la Justice fera mettre en liberté les individus enfermés dans un dépôt de mendicité, dont il jugera inutile de prolonger l'internement jusqu'au terme fixé par le tribunal.

Art. 16. - Les juges de paix pourront mettre à la disposition du gouvernement, pour être internés dans une maison de refuge, les individus trouvés en état de vagabondage ou mendiant sans aucune des circonstances ci-dessus mentionnées à l'article 13.

Art. 17. - Les individus internés dans les maisons de refuge seront remis en liberté, lorsque leur masse de sortie aura atteint le chiffre qui sera fixé, par le Ministre de la Justice, pour les diverses catégories dans lesquelles ces reclus seront rangés et d'après le métier qu'ils exerceront.

Art. 18. - Les individus internés dans une maison de refuge ne pourront en aucun cas y être retenus contre leur gré au delà d'un an.

Le Ministre de la Justice fera mettre en liberté tout individu interné dans une maison de refuge dont il jugera que l'internement n'est plus nécessaire.

Art. 28. - Si, par suite d'une erreur commise dans la constatation de son âge, un individu n'ayant pas l'âge de 18 ans accomplis était mis à la disposition du gouvernement pour être enfermé dans un dépôt de mendicité, le transfèrement dans les écoles de bienfaisance de l'Etat serait immédiatement ordonné par le Ministre de la Justice.

De même, le transfèrement dans une maison de refuge serait immédiatement ordonné par le Ministre de la Justice, si un individu ayant dépassé l'âge de 18 ans accomplis était mis à la disposition du gouvernement pour être interné dans une école de bienfaisance de l'Etat.

Rédaction des tableaux. - La statistique des mouvements de la population des établissements de bienfaisance est dressée à l'aide de tableaux envoyés annuellement au département de la Justice par les directeurs des divers établissements.

La population moyenne donnée dans la colonne 16 du tableau suivant, est obtenue en divisant les journées d'entretien par 365.

TABLEAU 1. - MOUVEMENT DE LA POPULATION DES DEPOTS DE MENDICITE ET MAISONS DE REFUGE - 1964

ETABLISSEMENTS	Entrées						Sorties					Popu- lation au 31 décembre	Popu- lation moyenne		
	Entrées réelles			Total	Entrées après évasion	Total des entrées	Elargis	Trans- férés	Evadés	Décédés	Total				
	En vertu d'une décision judiciaire par application de la loi du 27 novembre 1891														
	Article 13	Article 14	Article 16	En vertu d'une décision de l'au- torité de l'Etat	En vertu d'une décision de l'au- torité de l'Etat	En vertu d'une décision de l'au- torité de l'Etat									
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16
HOMMES															
Dépôt de (Wortel	-	376	-	-	376	86	-	462	94	329	-	5	428	160	131
de (Merksplas	-	-	-	-	-	418	1	419	236	126	2	4	368	187	411 *
Refuge (Wortel	1	-	-	659	660	126	-	786	333	473	-	10	816	213	225
de (Merksplas	-	-	-	-	-	541	-	541	387	110	1	3	501	273	*
Totaux :	1	376	-	659	1.036	1.171	1	2.208	1.050	1.038	3	22	2.113	833	767
FEMMES															
Dépôt de Sint- Andries	-	2	-	-	2	41	-	43	28	24(1)	-	-	52	15	21
Refuge de Sint - Andries	-	-	-	18(2)	18	64(3)	-	82	48(3)	31(4)	5	1	85	37	42
Totaux :	-	2	-	18	20	105	-	125	76	55	5	1	137	52	63
Totaux généraux :	1	378	-	677	1.056	1.276	1	2.333	1.126	1.093	8	23	2.250	885	830

(1) Non compris 2 enfants accompagnant leur mère ou nés dans l'établissement
 (2) Non compris 4 enfants accompagnant leur mère ou nés dans l'établissement
 (3) Non compris 5 enfants accompagnant leur mère ou nés dans l'établissement
 (4) Non compris 1 enfant accompagnant sa mère ou né dans l'établissement
 * Population moyenne, commune au dépôt de mendicité et à la maison de refuge.

TABEAU 2. - REPARTITION D'APRES LEURS ANTECEDENTS DES RECLUS COMPOSANT LA POPULATION DES ETABLISSEMENTS AU 31 DECEMBRE 1964

ETABLISSEMENTS	Reclus mis à la disposition du gouvernement pour :					TOTAL
	la première fois	la deuxième fois	la troisième fois	la quatrième fois	la cinquième fois ou plus	
1	2	3	4	5	6	7
Chiffres absolus						
HOMMES						
(Wortel						
Dépôt de (Merksplas	9	4	27	38	82	160
(Wortel						
Refuge de (Merksplas	19	16	19	40	93	187
	30	14	29	50	90	213
	43	34	27	13	156	273
Totaux :	101	68	102	141	421	833
FEMMES						
Dépôt de Sint-Andries	2	8	4	-	1	15
Refuge de Sint-Andries	16	7	2	1	11	37
Totaux :	18	15	6	1	12	52
Totaux généraux :	119	83	108	142	433	885
Pourcentages						
HOMMES						
(Wortel						
Dépôt de (Merksplas	5,6	2,5	16,9	23,8	51,2	100,-
(Wortel						
Refuge de (Merksplas	10,2	8,5	10,2	21,4	49,7	100,-
	14,1	6,6	13,6	23,5	42,2	100,-
	15,8	12,4	9,9	4,8	57,1	100,-
Totaux :	12,1	8,2	12,3	16,9	50,5	100,-
FEMMES						
Dépôt de Sint-Andries	13,3	53,3	26,7	-	6,7	100,-
Refuge de Sint-Andries	43,3	18,9	5,4	2,7	29,7	100,-
Totaux :	34,6	28,9	11,5	1,9	23,1	100,-
Totaux généraux :	13,5	9,4	12,2	16,-	48,9	100,-

TABEAU 3. - REPARTITION PAR AGE DES RECLUS COMPOSANT LA POPULATION DES ETABLISSEMENTS AU 31 DECEMBRE 1964

ETABLISSEMENTS	De 18 à - de 21 ans	De 21 à - de 25 ans	De 25 à - de 30 ans	De 30 à - de 35 ans	De 35 à - de 40 ans	De 40 à - de 45 ans	De 45 à - de 50 ans	De 50 à - de 55 ans	De 55 à - de 60 ans	De 60 à - de 70 ans	De 70 ans et plus	Total
	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
(chiffres absolus)												
HOMMES												
Dépôt de (Wortel	1	24	18	15	6	5	18	38	27	7	1	160
(Merksplas												
Refuge de (Wortel	3	31	56	44	15	30	6	1	1	-	-	187
(Merksplas												
Refuge de (Wortel	3	8	14	29	8	35	40	52	15	5	4	213
(Merksplas												
	9	29	71	75	22	28	7	12	10	10	-	273
Totaux :	16	92	159	163	51	98	71	103	53	22	5	833
FEMMES												
Dépôt de Sint-Andries	-	-	1	2	3	1	3	1	2	1	1	15
Refuge de Sint-Andries	3	2	2	2	1	5	3	5	-	3	11	37
Totaux :	3	2	3	4	4	6	6	6	2	4	12	52
Totaux généraux :	19	94	162	167	55	104	77	109	55	26	17	885
(pourcentages)												
HOMMES												
Dépôt de (Wortel	0,6	15,0	11,2	9,4	3,8	3,1	11,2	23,8	16,9	4,4	0,6	100
(Merksplas												
Refuge de (Wortel	1,6	16,6	30,0	23,5	8,0	16,1	3,2	0,5	0,5	-	-	100
(Merksplas												
Refuge de (Wortel	1,4	3,8	6,6	13,6	3,8	16,4	18,8	24,4	7,0	2,3	1,9	100
(Merksplas												
	3,3	10,6	26,0	27,4	8,1	10,2	2,6	4,4	3,7	3,7	-	100
Totaux :	1,9	11,0	19,1	19,6	6,1	11,8	8,5	12,4	6,4	2,6	0,6	100
FEMMES												
Dépôt de Sint-Andries	-	-	6,7	13,3	20,-	6,7	20,-	6,7	13,2	6,7	6,7	100
Refuge de Sint-Andries	8,1	5,4	5,4	5,4	2,7	13,5	8,1	13,5	-	8,1	29,8	100
Totaux :	5,8	3,9	5,8	7,7	7,7	11,5	11,5	11,5	3,9	7,7	23,0	100
Totaux généraux :	2,2	10,6	18,3	18,9	6,2	11,8	8,7	12,3	6,2	2,9	1,9	100

TABLEAU 4. - DUREE DE L'INTERNEMENT SUBI PAR LES RECLUS SORTIS DES ETABLISSEMENTS - 1964

4. Dépôts de mendicité

RECLUS	Moins de 3 mois	De 3 mois à - de 6 mois	De 6 mois à - de 9 mois	De 9 mois à - de 12 mois	De 12 mois à - de 15 mois	De 15 mois à - de 18 mois	De 18 mois à - de 21 mois	De 21 mois à - de 24 mois	De 24 mois à - de 3 ans	De 3 ans à - de 4 ans	De 4 ans à - de 5 ans	De 5 ans à - de 6 ans	De 6 ans à - de 7 ans	De 7 ans	Total
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16
HOMMES															
Elargis par expiration de terme	-	-	-	-	-	-	-	15	19	-	-	-	-	-	34
Elargis par décision du Ministre	41	78	68	67	30	6	1	2	3	-	-	-	-	-	266
Conduits à la frontière	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Transférés	335	67	20	20	9	3	2	-	2	1	-	-	-	-	455
Evadés	1	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2
Colloqués	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Décédés	4	1	1	-	2	-	1	-	-	-	-	-	-	-	6
Totaux :	381	147	89	87	37	9	4	17	24	1	-	-	-	-	767
FEMMES															
Elargis par expiration de terme	-	-	-	-	-	-	-	8	-	1	-	-	-	-	6
Elargis par décision du Ministre	1	4	5	3	2	2	1	1	-	-	-	-	-	-	19
Conduites à la frontière	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Transférées	15	7	1	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	24
Evadées	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Colloquées	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Décédées	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Totaux :	16	11	6	4	2	2	1	6	-	1	-	-	-	-	52

TABLEAU 4. - 1964 (suite)

RECLUS	Moins de 1 mois	De 1 mois à - de 2 mois	De 2 mois à - de 3 mois	De 3 mois à - de 4 mois	De 4 mois à - de 5 mois	De 5 mois à - de 6 mois	De 6 mois à - de 7 mois	De 7 mois à - de 8 mois	De 8 mois à - de 9 mois	De 9 mois à - de 10 mois	De 10 mois à - de 11 mois	De 11 mois à - de 12 mois	De 12 mois (expiration de terme)	Plus de 12 mois (par autorisation ministérielle)	Total	Sortis à l'expiration du terme	Sortis à l'expiration du terme et au-delà	Total
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19
HOMMES																		
Elargis par expiration de terme	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Elargis par décision du Ministre	16	32	35	26	19	10	7	-	2	1	2	3	24	47	95	71	95	
Conduits à la frontière	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	155	4	155	
Transférés	399	52	39	28	17	9	8	6	6	3	4	5	-	7	576	7	583	
Evadés	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	1	-	
Colloqués	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	-	
Décédés	2	1	1	-	-	-	-	1	-	-	-	-	-	8	13	8	13	
Renvoyés par mesure disciplinaire	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Elargis en vertu art. 17, loi 27.11.1891	7	15	42	65	87	79	66	43	26	12	9	10	-	8	469	8	469	
Totaux :	424	102	117	119	123	98	81	52	34	16	15	42	24	70	1.317	98	1.317	
FEMMES																		
Elargies par expiration de terme	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Elargies par décision du Ministre	-	-	2	2	8	7	8	2	-	2	1	2	14	-	14	-	14	
Conduites à la frontière	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Transférées	-	-	3	4	3	5	3	5	1	2	1	2	-	-	29	15	29	
Evadées	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Colloquées	-	1	-	1	-	1	1	1	-	-	-	-	-	1	5	1	5	
Décédées	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Renvoyées par mesure disciplinaire	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2	-	2	
Totaux :	-	2	5	7	11	14	12	8	1	4	2	4	14	1	85	55	30	85

STATISTIQUE DES

CONCORDATS ET FAILLITES

ANNEE 1964

1° CONCORDATS JUDICIAIRES

TABLEAU 1 A - CONCORDATS JUDICIAIRES - 1964

TRIBUNAUX	Demandes de concordats			
	suivies d'homologation	non homologuées ou suivies de faillite	tenues en suspens	Total
1	2	3	4	5
Bruxelles	4	9	7	20
Louvain	2	2	-	4
Nivelles	2	-	-	2
Anvers	4	7	3	14
Malines	3	1	12	16
Turnhout	-	-	1	1
Mons	9	3	6	18
Charleroi	9	1	7	17
Tournai	6	1	-	7
Gand	3	4	1	8
Audenarde	3	2	3	8
Alost	1	2	-	3
Saint-Nicolas	-	1	-	1
Termonde	1	1	-	2
Bruges	-	-	-	-
Ostende	-	1	-	1
Courtrai	4	3	24	31
Furnes	1	-	1	2
Ypres	1	-	-	1
Liège	5	1	2	8
Huy	-	1	-	1
Verviers	3	-	1	4
Tongres	-	1	1	2
Hasselt	2	2	1	5
Arlon	6	1	2	9
Marche-en-Famenne	2	-	-	2
Neufchâteau	1	-	-	1
Namur	-	2	1	3
Dinant	2	1	1	4
Cour d'Appel de				
{ Bruxelles	39	24	36	99
{ Gand	14	14	29	57
{ Liège	21	9	9	39
Totaux généraux :	74	47	74	195

TABLEAU 1 B - CONCORDATS JUDICIAIRES AYANT RECU UNE SOLUTION EN 1964

TRIBUNAUX	Concordats				
	suisvis d'aban- don d'actif	suisvis de faillite	clôturés	Total	
1	2	3	4	5	
Bruxelles	3	8	-	11	
Louvain	-	2	-	2	
Nivelles	-	1	-	1	
Anvers	2	8	-	10	
Malines	-	1	-	1	
Turnhout	-	-	-	-	
Mons	-	1	-	1	
Charleroi	-	5	1	6	
Tournai	-	1	-	1	
Gand	-	3	-	3	
Audenarde	-	-	-	-	
Alost	1	2	-	3	
Saint-Nicolas	-	1	-	1	
Termonde	-	1	-	1	
Bruges	-	1	-	1	
Ostende	-	1	-	1	
Coutrai	-	3	-	3	
Furnes	-	-	-	-	
Ypres	1	-	-	1	
Liège	2	1	-	3	
Huy	-	1	-	1	
Verviers	-	-	-	-	
Tongres	-	1	-	1	
Hasselt	-	2	-	2	
Arlon	-	1	-	1	
Marche-en-Famenne	-	-	-	-	
Neufchâteau	-	-	-	-	
Namur	-	2	-	2	
Dinant	1	1	-	2	
Cour d'Appel de	Bruxelles Gand Liège	5	27	1	33
		2	12	-	14
		3	9	-	12
Totaux généraux :	10	48	1	59	

2° FAILLITES

TABLEAU 2. - FAILLITES - APERCU GENERAL - 1964

TRIBUNAUX	Nombre de faillites											
	anté- rieures à l'année	Décla- rées pendant l'année	Rouvertes		T O T A L	Terminées		révo- qués	Closes à défaut d'actif	T O T A L	restant à terminer	
			après clôture pour défaut d'actif	après révoca- tion du concordat		par concor- dat	par liqui- dation					
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	
Bruxelles	432	231	1	-	664	1	11	5	217	234	430	
Louvain	67	13	-	-	80	-	16	-	4	20	60	
Nivelles	57	24	-	-	81	1	5	-	6	12	69	
Anvers	437	145	5	3	590	6	117	6	38	167	423	
Malines	111	15	-	-	126	-	6	-	3	9	117	
Turnhout	55	10	-	-	65	-	4	-	-	4	61	
Mons	75	32	-	-	107	-	2	-	16	18	89	
Charleroi	210	41	2	-	253	1	3	2	13	19	234	
Tournai	18	9	-	-	27	1	1	-	6	8	19	
Gand	169	30	3	-	202	2	10	1	29	42	160	
Audenarde	22	4	-	-	26	-	3	-	-	3	23	
Alost	82	8	-	-	90	-	9	-	3	12	78	
Saint-Nicolas	36	25	-	-	61	1	5	-	4	10	51	
Termonde	27	7	-	-	34	-	1	-	-	1	33	
Bruges	131	19	-	-	150	1	19	-	-	20	130	
Ostende	58	17	-	-	75	-	21	-	-	21	54	
Coutrai	141	35	2	-	178	-	22	2	2	26	152	
Furnes	31	3	-	-	34	-	2	-	-	2	32	
Ypres	28	7	-	-	35	-	-	-	5	5	30	
Liège	237	66	1	-	304	1	63	2	8	74	230	
Huy	35	11	1	-	47	-	3	1	5	9	38	
Verviers	72	18	-	-	90	3	5	-	11	19	71	
Tongres	73	7	-	-	80	-	1	-	3	4	76	
Hasselt	46	11	-	-	57	-	3	-	-	3	54	
Arlon	26	5	-	-	31	-	-	-	2	2	29	
Marche-en- Famenne	18	1	-	-	19	-	3	-	-	3	16	
Neufchâteau	23	3	-	-	26	-	2	-	-	2	24	
Namur	40	23	-	-	63	-	13	-	2	15	48	
Dinant	47	6	-	-	53	-	5	-	-	5	48	
Cour d'ap- pel de	Bruxelles Gand Liège	1.482	520	8	3	1.993	10	165	13	303	491	1.502
		725	155	5	-	885	4	92	3	43	142	743
		617	151	2	-	770	4	98	3	31	136	634
Totaux généraux:	2.804	826	15	3	3.648	18	355	19	377	769	2.879	

TABLEAU 3. - FAILLITES DECLAREES - 1964

A. Montant du passif chirographaire

TRIBUNAUX	Nombre total de faillites déclarées et rouvertes	Montant du passif					Inconnu
		Moins de 100.000 F	100.000 F à moins de 500.000 F	500.000 F à moins de 1.000.000 F	1.000.000 F à moins de 5.000.000 F	5.000.000 F et plus	
1	2	3	4	5	6	7	8
Bruxelles	232	24	71	48	68	21	-
Louvain	13	1	4	5	3	-	-
Nivelles	24	8	7	2	7	-	-
Anvers	153	64	44	17	18	1	10
Malines	15	7	3	2	2	1	-
Turnhout	10	1	2	2	4	1	-
Mons	32	16	11	2	2	-	-
Charleroi	43	12	12	7	9	-	3
Tournai	9	4	2	2	1	-	-
Gand	33	4	8	6	3	-	12
Audenarde	4	1	1	1	1	-	-
Alost	8	-	-	2	2	1	-
Saint-Nicolas	25	1	14	6	4	-	3
Termonde	7	1	1	1	4	-	-
Bruges	19	1	8	3	7	-	-
Ostende	17	-	10	3	2	2	-
Courtrai	37	-	14	7	11	1	4
Furnes	3	-	1	2	-	-	-
Ypres	7	3	1	-	2	1	-
Liège	67	22	21	8	7	-	9
Huy	12	4	1	2	5	-	-
Verviers	18	5	4	3	4	1	1
Tongres	7	2	3	1	1	-	-
Hasselt	11	5	4	-	2	-	-
Arlon	5	2	1	1	1	-	-
Marche-en-Famenne	1	-	-	-	1	-	-
Neufchâteau	3	-	1	-	1	-	1
Namur	23	2	11	7	3	-	-
Dinant	6	1	2	1	2	-	-
Cour d'appel de Bruxelles	531	137	156	87	114	24	13
Cour d'appel de Gand	160	11	58	31	36	5	19
Cour d'appel de Liège	153	43	48	23	27	1	11
Totaux généraux :	844	191	262	141	177	30	43

TABLEAU 3. - FAILLITES DECLAREES

B. Total du Passif

O.N.S.S.
Hypothécaire
Autre passif privilégié
Chirographaire

TRIBUNAUX	Nombre total des faillites déclarées et rouvertes	Montant du passif					Inconnu
		Moins de 100.000 F	100.000 F à - de 500.000 F	500.000 F à - de 1.000.000 F	1.000.000 F à - de 5.000.000 F	5.000.000 F et plus	
1	2	3	4	5	6	7	8
Bruxelles (1)							
Louvain	13	-	3	5	4	1	-
Nivelles	24	3	8	2	10	1	-
Anvers	153	25	63	24	28	3	10
Malines	15	4	2	5	2	2	-
Turnhout	10	-	1	1	6	2	-
Mons	32	10	14	3	3	2	-
Charleroi	43	2	11	8	19	1	2
Tournai	9	1	3	2	3	-	-
Gand	33	5	5	5	4	2	12
Audenarde	4	1	1	1	1	-	-
Alost	8	-	-	2	1	2	3
Saint-Nicolas	25	4	6	9	6	-	-
Termonde	7	-	1	1	4	1	-
Bruges	19	1	7	3	7	1	-
Ostende	17	-	4	6	4	3	-
Courtrai	37	-	10	9	11	3	4
Furnes	3	-	1	-	2	-	-
Ypres	7	3	-	-	3	1	-
Liège (2)	67	15	27	9	12	-	4
Huy	12	-	3	-	3	3	3
Verviers	18	4	4	3	3	3	1
Tongres	7	1	2	1	3	-	-
Hasselt	11	1	7	1	2	-	-
Arlon	5	1	2	1	1	-	-
Marche-en-Famenne	1	-	-	-	1	-	-
Neufchâteau	3	-	-	1	-	1	1
Namur	23	1	8	8	5	1	-
Dinant	6	-	3	1	2	-	-
Cour d'appel de Bruxelles	299	45	105	50	75	12	12
Cour d'appel de Gand	160	14	35	36	43	13	19
Cour d'appel de Liège	153	23	56	25	32	8	9
Totaux généraux :	612	82	196	111	150	33	40

(1) Bruxelles : les faillites avaient encore été relevées sur base des anciens tableaux

(2) Liège : l'O.N.S.S. ne figure pas aux tableaux.

TABLEAU 3. - FAILLITES
C. Profession du

PROFESSIONS	Bruxelles	Louvain	Nivelles	Anvers	Malines	Turnhout	Mons	Charleroi	Tournai	Gand	Audenaarde
I. Vente ou location de denrées et marchandises											
a) Produits bruts et demi-finis											
Industrie extractive	-	-	-	5	-	-	-	-	-	-	-
Industrie des métaux	3	-	-	-	-	-	1	-	-	-	-
Verrerie et céramique	1	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-
Produits chimiques	2	1	-	2	-	-	1	2	-	-	-
Produits agricoles	2	1	-	2	1	-	-	1	-	1	-
Bois	5	-	-	1	-	1	1	1	-	1	-
Peaux et cuirs	-	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-
Papiers et cartons	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
b) Produits finis et de consommation immédiate :											
Marchands de charbon	-	-	-	1	-	-	1	-	-	-	-
Machines diverses, outils, quincailleries	3	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-
Verrerie et céramique	1	-	-	1	-	-	-	2	-	-	-
Drogueries et pharmacies	1	-	-	2	1	-	-	-	-	1	-
Produits agricoles, de chasse et de pêche	12	-	1	20	-	-	2	1	-	2	1
Produits alimentaires	7	-	-	13	3	-	3	1	2	1	-
Tissus, vêtements, habillement	15	-	1	4	-	2	-	-	-	4	-
Produits textiles	3	-	-	2	-	-	-	1	-	1	-
Aménagement	12	2	2	14	3	2	3	6	-	2	-
Accessoires du bâtiment	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Tabacs	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Polygraphie (éditeurs, imprimeurs, librairies, etc...)	7	-	-	2	-	-	-	-	1	3	-
Automobiles et accessoires	10	-	2	7	-	1	-	-	-	-	-
Electricité et appareils électro-ménagers	14	2	-	20	2	-	1	3	-	3	-
Art et précision	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-
c) Autres commerces de vente ou location :	22	-	8	5	-	-	-	-	-	3	-
II. Entreprises de travaux publics ou privés	41	4	6	22	3	3	10	8	1	2	-
III. Transports	4	1	2	4	-	-	-	7	3	-	1
IV. Agences et bureaux d'affaires	16	-	-	2	-	-	-	2	-	-	-
V. Banque et crédit	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
VI. Métaux précieux et valeurs mobilières	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
VII. Assurances	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
VIII. Intermédiaires commerciaux	5	-	-	5	-	-	-	-	-	3	-
IX. Divertissements publics	8	-	-	2	1	-	1	1	-	-	1
X. Hôtels, cafés, restaurants	19	2	1	8	1	-	3	1	1	2	-
XI. Soins personnels, blanchisseries, teintureries	7	-	-	2	-	-	2	-	1	-	1
XII. Activités commerciales inconnues ou mal déterminées.	11	-	1	4	-	-	3	6	-	3	-
TOTAL :	232	13	24	153	15	10	32	43	9	33	4

DECLAREES
failli

DECLAREES failli	Alost	Saint-Nicolas	Termonde	Bruges	Ostende	Courtrai	Fumes	Ypres	Liège	Huy	Verviers	Tongres	Hasselt	Arion	Marche-en-Famenne	Neufchâteau	Namur	Dinant	Total	
	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	6
	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	4
	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1
	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	5
	-	2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	18
	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	9
	5	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	14
	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1
	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	5
	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	7
	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	4
	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	11
	-	1	-	1	1	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	63
	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	40
	1	5	-	1	3	3	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	51
	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	10
	12	2	2	14	3	2	3	6	-	2	1	-	4	1	-	1	2	-	-	65
	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	16
	7	-	-	2	-	-	-	-	-	1	1	-	-	-	-	-	-	-	-	27
	10	-	2	7	-	1	-	-	-	1	1	-	-	2	1	-	-	-	-	67
	14	2	-	20	2	-	1	3	-	3	-	-	2	1	-	-	-	2	-	4
	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	1	1	-	2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	52
	2	2	1	5	1	3	1	-	-	9	2	7	4	3	3	1	2	8	1	155
	-	-	1	2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	38
	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	22
	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1
	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	13
	8	-	-	2	1	-	1	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	15
	19	2	1	8	1	-	3	1	1	2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	58
	7	-	-	2	-	-	2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	21
	-	3	-	1	2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	41
	8	25	7	19	17	37	3	7	67	12	18	7	11	5	1	3	23	6	-	844

TABLEAU 3. - FAILLITES DECLAREES

D. Circonstances personnelles aux faillits - 1964

TRIBUNAUX	Nombre total des faillites déclarées et rouvertes	Faillites contre des					Origine des faillits		
		Hommes	Femmes	sociétés			Belge	Etrangère	Inconnue
				de personnes	de capitaux				
					Ass. de fait Société en nom collectif Société en commandite simple et S.P.R.L.	sociétés coopératives			
2	3	4	5	6	7	8	9	10	
Bruxelles	232	78	28	88	7	31	216	16	-
Louvain	13	8	-	4	-	1	13	-	-
Nivelles	24	17	-	5	-	2	24	-	-
Anvers	153	72	17	53	1	10	146	7	-
Malines	15	6	1	6	-	2	15	-	-
Turnhout	10	3	1	4	-	2	10	-	-
Mons	32	18	6	7	1	-	32	-	-
Charleroi	43	30	6	4	-	3	43	-	-
Tournai	9	7	1	1	-	-	9	-	-
Gand	33	17	7	8	-	1	33	-	-
Audenarde	4	1	-	2	-	1	4	-	-
Alost	8	6	-	1	-	1	8	-	-
Saint-Nicolas	15	18	1	4	1	1	25	-	-
Termonde	7	5	-	1	-	1	7	-	-
Bruges	19	13	2	4	-	-	19	-	-
Ostende	17	12	2	-	1	2	17	-	-
Courtrai	37	20	5	11	-	1	37	-	-
Furnes	3	2	1	-	-	-	3	-	-
Ypres	7	2	-	2	-	3	7	-	-
Liège	67	46	7	8	2	4	67	-	-
Huy	12	8	-	2	-	2	12	-	-
Verviers	18	11	1	3	-	3	18	-	-
Tongres	7	6	1	-	-	-	7	-	-
Hasselt	11	8	-	2	1	-	11	-	-
Arlon	5	4	-	1	-	-	4	1	-
Marche-en-Famenne	1	-	-	-	-	1	1	-	-
Neufchâteau	3	1	-	-	-	2	3	-	-
Namur	23	18	3	2	-	-	23	-	-
Dinant	6	5	-	1	-	-	6	-	-
Cour d'appel de Bruxelles	531	239	60	172	9	51	508	23	-
Cour d'appel de Gand	160	96	18	33	2	11	160	-	-
Cour d'appel de Liège	153	107	12	19	3	12	152	1	-
Totaux généraux	844	442	90	224	14	74	820	24	-

TABLEAU 4. - FAILLITES TERMINEES PAR LIQUIDATION ET PAR CONCORDAT EN 1964

A. - Durée de la procédure

TRIBUNAUX	Faillites terminées par liquidation et par concordat								T C T A L
	Moins de 6 mois	6 mois à - 1 an	1 an à - de 2 ans	2 ans à - de 3 ans	3 ans à - de 4 ans	4 ans à - de 5 ans	5 ans à - de 6 ans	6 ans et plus	
	2	3	4	5	6	7	8	9	
Bruxelles	-	3	1	3	1	2	1	1	12
Louvain	1	2	3	4	2	-	1	3	16
Nivelles	1	-	1	-	2	1	-	1	6
Anvers	20	15	27	16	14	11	2	18	123
Malines	-	-	-	-	1	1	2	2	6
Turnhout	-	-	1	2	-	-	-	1	4
Mons	-	1	-	-	-	-	-	1	2
Charleroi	-	1	1	-	1	-	1	-	4
Tournai	-	-	2	-	-	-	-	-	2
Gand	1	5	2	3	-	-	-	1	12
Audenarde	-	1	1	-	-	1	-	-	3
Alost	-	-	2	1	2	1	2	1	9
Saint-Nicolas	-	-	-	-	3	-	-	3	6
Termonde	-	-	1	-	-	-	-	-	1
Bruges	1	1	2	1	1	3	2	9	20
Ostende	2	3	6	3	1	-	1	5	21
Courtrai	1	2	3	3	6	2	1	5	22
Furnes	-	-	1	1	-	-	-	-	2
Ypres	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Liège	4	8	13	11	7	4	5	12	64
Huy	-	-	1	-	1	-	-	1	3
Verviers	-	-	3	-	1	2	-	2	8
Tongres	-	-	-	-	-	-	-	1	1
Hasselt	-	-	1	1	-	-	1	-	3
Arlon	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Marche-en-Famenne	-	-	-	1	-	-	1	1	3
Neufchâteau	-	-	-	-	-	1	1	-	2
Namur	2	1	3	1	2	2	1	1	13
Dinant	-	-	3	-	-	-	-	2	5
Cour d'appel de Bruxelles	22	22	36	25	21	15	7	27	175
Cour d'appel de Gand	5	12	18	12	13	7	6	23	96
Cour d'appel de Liège	6	9	24	14	11	9	9	20	102
Totaux généraux	33	43	78	51	45	31	22	70	373

TABLEAU 4. - FAILLITES TERMINEES PAR LIQUIDATION EN 1964
B. Emploi de l'actif réalisé (1)

CLASSEMENT DES FAILLITES suivant l'importance de leur passif total	Nombre de faillites	Passif		Actif réalisé	Dépenses		
		chirographaire	privilegié		Frais et honoraires	Paiement aux créanciers	
						privilegiés	chirographaires
1	2	3	4	5	6	7	8
Moins de 100.000 F	61	3.217.099	6.846.363	2.975.158	809.959	1.618.354	719.543
De 100.000 à - 500.000 F	143	37.177.184	67.940.941	17.749.364	3.784.203	11.788.355	2.927.025
De 500.000 F à - 1.000.000 F	81	57.855.468	35.275.063	20.219.558	3.897.718	13.187.199	4.571.113
De 1.000.000 F à - 5.000.000 F	61	118.677.771	61.323.015	40.363.856	11.553.227	30.083.711	3.749.224
5.000.000 F et plus	9	135.528.771	24.254.379	19.187.161	1.338.931	14.435.103	3.414.117
TOTAL	355	352.656.293	195.699.761	100.495.097	21.384.038	71.112.722	15.381.022

(1) Des soldes pouvant se présenter, des paiements pouvant être d'autre part effectués par des tiers à la décharge du failli, l'actif réalisé ne doit pas nécessairement correspondre aux sommes dépensées.

3° PROTETS
TABLEAU 5. - NOMBRE DE LETTRES DE CHANGE ACCEPTEES PROTESTEES
Montant des valeurs protestées

TRIBUNAUX	1962		1963		1964	
	Nombre de protets	Montant des valeurs protestées	Nombre de protets	Montant des valeurs protestées	Nombre de protets	Montant des valeurs protestées
Bruxelles	20.035	249.673.427	18.697	203.014.937	16.474	224.744.728
Louvain	2.057	20.945.340	1.899	23.038.521	1.803	28.255.221
Nivelles	2.434	19.566.879	2.192	21.646.739	2.265	28.223.036
Anvers	10.171	96.735.974	10.479	94.730.694	8.930	126.891.701
Malines	1.222	11.969.327	1.262	21.168.947	695	35.526.383
Turnhout	1.712	41.300.025	1.488	18.744.403	1.563	22.757.948
Mons	4.918	34.536.714	4.304	37.903.155	4.729	52.804.252
Charleroi	8.518	64.700.294	8.577	82.457.838	8.043	113.456.898
Tournai	1.816	15.185.974	1.629	16.049.995	2.214	31.644.082
Gand	3.176	35.599.144	2.941	26.215.954	3.240	37.290.011
Audenarde	442	4.948.175	640	4.908.910	565	12.997.860
Alost	1.472	20.069.348	1.330	17.515.556	1.416	58.106.260
Saint-Nicolas	920	7.310.755	879	11.150.200	1.138	14.039.865
Termonde	980	14.408.117	974	14.055.803	946	13.977.692
Bruges	1.389	12.423.270	1.458	18.056.521	1.709	26.890.013
Ostende	1.013	13.329.300	1.015	14.913.381	991	12.182.298
Courtrai	2.362	31.654.315	2.278	81.678.315	2.082	28.361.049
Furnes	561	6.145.655	522	4.763.479	657	7.526.369
Ypres	588	4.221.373	504	6.755.802	526	6.371.009
Liège	7.752	80.206.968	7.820	84.646.288	8.524	106.956.005
Huy	1.776	15.197.269	1.594	13.256.235	1.526	16.030.475
Verviers	2.220	40.980.777	2.370	25.542.546	2.231	36.409.622
Tongres	2.360	14.446.058	2.518	21.023.583	2.307	21.786.581
Hasselt	1.829	16.034.233	2.033	18.981.182	2.183	22.347.700
Arlon	1.186	8.864.447	985	7.530.161	913	9.075.243
Marche-en-Famenne	603	4.871.990	578	7.863.476	570	8.852.692
Neufchâteau	622	5.712.547	515	4.697.559	844	19.832.034
Namur	3.536	27.068.487	3.662	30.186.420	3.286	31.433.273
Dinant	1.903	16.129.116	1.937	13.667.017	1.655	16.724.985
Cour d'appel de						
Bruxelles	52.883	554.613.954	50.527	518.755.229	46.716	664.304.249
Gand	12.903	150.109.452	12.541	200.013.921	13.270	218.242.426
Liège	23.787	299.511.892	24.010	344.394.467	24.039	289.448.610
Totaux généraux :	89.573	934.235.298	87.078	946.163.617	84.025	1.171.995.285

4° SAISIES IMMOBILIERES
 TABLEAU 6. - TRANSCRIPTIONS DE SAISIES IMMOBILIERES
 (du 1er août au 31 juillet)

ARRONDISSEMENTS	1957	1958	1959	1960	1961	1962	1963	1964
	1958	1959	1960	1961	1962	1963	1964	1965
Bruxelles	117 (1)	96 (2)	108	105	83	71	67 (3)	53 (2)
Louvain	36	48	31	30	40	33	28	31
Nivelles	17	37	29	22	27	22	24	17
Anvers	71	65	68	66	38	59	28	34
Malines	16	21	16	18	19	16	15	11
Turnhout	31	19	23	18	22	16	24	20
Mons	41	42	50	34	51	37	28	38
Charleroi	65	69	72	70	87	59	68	71
Tournai	35	32	40	24	19	26	13	24
Ga	22	26	20	30	17	17	14	13
Audenaerde	24	27	13	11	25	19	18	10
Termonde	31	23	26	23	26	25	17	23
Bruges	19	30	23	26	15	16	15	15
Courtrai	55	46	39	27	35	21	27	18
Furnes	10	10	9	10	2	3	4	8
Ypres	2	3	6	1	3	2	8	5
Liège	44	43	28	33	29	28	28	42
Huy	34	30	18	17	29	19	20	17
Verviers	26	27	18	31	26	30	21	26
Tongres	14	26	26	16	21	16	26	16
Hasselt	30	25	28	40	31	27	30	17
Arlon	8	19	7	12	10	12	8	13
Marche-en-Famenne	19	16	18	24	12	13	14	17
Neufchâteau	10	6	10	14	16	10	9	9
Namur	71	33	26	29	29	22	26	25
Dinant	22	28	22	22	23	23	26	24
Le Royaume :	870	847	774	753	735	642	606	597

(1) dont 5 renouvellements
 (2) dont 2 renouvellements
 (3) dont 4 renouvellements

5° SURSIS DE PAIEMENT

TABLEAU 7. - NOMBRE DES DECISIONS DE JUSTICE ACCORDANT DES SURSIS PROVISOIRES OU DEFINITIFS

	1957	1958	1959	1960	1961	1962	1963	1964
Sursis provisoires	-	-	1	-	1	-	-	-
Sursis définitifs	-	-	-	-	1	-	-	-
Total :	-	-	1	-	2	-	-	-

STATISTIQUE
DE LA
PROTECTION DE L'ENFANCE
ANNEE 1963

PROTECTION DE L'ENFANCE - ANNEE 1963

Chapitre premier

DECHEANCE DE LA PUISSANCE PATERNELLE

TABLEAU 1. - NOMBRE ET SEXE DES INDIVIDUS DECLARES DECHUS DE LA PUISSANCE PATERNELLE
ARTICLES 1er, 3 ET 4

ARRONDISSEMENTS	Déchéance de droit (article 1er)		Déchéance facultative (art. 3 et 4)				Total (art. 1, 3 et 4)		Réquisitions du ministère public non suivies de déchéance (art. 3 et 4)
			En tout		En partie				
	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	
	2	3	4	5	6	7	8	9	10
A. Première instance									
Bruxelles	7	5	48	39	6	13	61	57	-
Louvain	1	-	-	-	-	-	1	-	-
Nivelles	5	2	-	-	-	-	5	2	-
Anvers	16	5	23	18	9	10	48	31	1
Malines	5	-	4	4	-	-	9	4	3
Turnhout	4	-	4	5	-	-	8	5	2
Mons	4	1	19	13	-	-	23	14	-
Charleroi	13	5	31	20	6	6	50	31	2
Tournai	5	3	6	10	-	-	11	13	1
Gand	8	1	20	17	-	-	28	18	3
Audenarde	1	1	9	7	-	-	10	8	-
Termonde	1	1	13	9	-	-	14	10	8
Bruges	6	1	15	13	-	-	21	14	-
Courtrai	2	2	11	9	1	1	14	12	-
Furnes	-	-	8	5	-	-	8	5	-
Ypres	-	-	2	1	1	1	3	2	6
Liège	1	2	35	32	6	8	42	42	-
Huy	1	-	3	2	1	1	5	3	-
Verviers	-	-	2	2	-	2	2	4	-
Tongres	6	1	6	3	-	-	12	4	1
Hasselt	3	-	4	6	-	-	7	6	-
Arlon	-	-	8	8	-	-	8	8	-
Marche-en-Fam.	1	-	-	-	-	-	1	-	-
Neufchâteau	-	-	3	2	1	1	4	3	-
Namur	6	-	11	4	-	-	17	4	1
Dinant	-	1	6	7	-	-	6	8	1
Totaux :	96	31	291	234	31	43	418	308	29
B. Appel									
Bruxelles	-	-	2	2	-	-	2	2	-
Gand	-	-	3	4	-	-	3	4	-
Liège	-	-	2	1	-	-	2	1	-
Totaux :	-	-	7	7	-	-	7	7	-

TABLEAU 2. - NOMBRE ET SEXE DES INDIVIDUS REINTEGRES DANS LES DROITS DE LA PUISSANCE PATERNELLE - ARTICLE 7

ARRONDISSEMENTS	Demandes en réintégration accueillies						Demandes en réintégration rejetées		
	Déchéance de droit (art. 1er)		Déchéance facultative (art. 3 et 4)		Total (art. 1, 3 et 4)		Hommes	Femmes	
	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes			
	1	2	3	4	5	6	7	8	9
A. Première instance									
Bruxelles	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Louvain	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Nivelles	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Anvers	1	-	-	-	-	-	-	-	-
Malines	-	-	-	-	1	-	-	-	-
Turnhout	-	-	-	1	1	1	-	-	-
Mons	-	-	-	1	1	1	-	-	-
Charleroi	1	-	-	-	-	-	2	1	-
Tournai	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Gand	-	-	-	-	2	2	-	1	-
Audenarde	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Termonde	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Bruges	-	1	-	-	-	1	-	-	-
Courtrai	1	-	2	1	3	1	-	-	-
Furnes	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Ypres	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Liège	-	-	-	-	-	-	-	2	-
Huy	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Verviers	3	-	-	-	3	-	-	-	-
Tongres	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Hasselt	1	-	-	-	1	-	1	-	-
Arlon	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Marche-en-Famenne	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Neufchâteau	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Namur	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Dinant	-	-	1	2	1	2	-	-	-
Totaux :	7	1	4	7	11	8	3	4	
B. Appel									
Bruxelles	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Gand	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Liège	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Totaux :	-	-	-	-	-	-	-	-	

TABLEAU 3. - DECHEANCE DE LA PUISSANCE PATERNELLE MESURES PRISES A L'EGARD DES ENFANTS - NATURE DES DECISIONS - NOMBRE D'ENFANTS - ARTICLES 5 ET 6

NATURE DES DECISIONS	Enfants confiés à la mère	Enfants confiés à une personne autre que la mère, une société ou une institution de charité ou d'enseignement publique ou privée	Total	
	1	2	3	4
I. Mesures de garde	48	649	697	
II. Décisions définitives :				
A. Du Conseil de famille	149	719	868	
B. Du tribunal	108	558	666	
Totaux :	305	1.926	2.231	

TABLEAU 4. - ENFANTS DE PARENTS DECHUS DE LA PUISSANCE PATERNELLE - MOUVEMENT DE LA DANS LES ETABLISSEMENTS D'EDUCATION ET

NATURE DU PLACEMENT	Entrés			Sortis						
	Présents au 1er janvier	Entrés pendant l'année	Total	Mineurs qui ont été soumis à une autre mesure ou rendus à leurs parents	Evadés	Décédés	Aliénés	Entrés à l'armée	Rapatriés	Par expiration de terme
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
Placements familiaux :										
Garçons	959	228	1.187	88	-	2	-	7	-	33
Filles	981	228	1.209	111	-	-	1	-	3	40
Ensemble :	1.940	456	2.396	199	-	2	1	7	3	73
Placem. au trav. chez un part.										
Garçons	147	60	207	27	-	-	1	5	-	18
Filles	349	175	524	106	-	-	-	-	1	50
Ensemble :	496	235	731	133	-	-	1	5	1	68
Etablissements d'éducation privés :										
Garçons	2.879	700	3.579	329	2	2	-	33	-	29
Filles	2.814	629	3.443	282	1	-	1	-	-	28
Ensemble :	5.693	1.329	7.022	591	3	2	1	33	-	55
Etablissements spéciaux privés :										
Garçons	495	142	637	84	-	-	2	1	-	8
Filles	468	99	567	78	-	-	4	-	-	8
Ensemble :	963	241	1.204	162	-	-	6	1	-	12
Etablissements d'éducation de l'Etat :										
Garçons	9	23	32	21	-	-	-	-	-	-
Filles	17	25	42	11	6	-	2	-	-	1
Ensemble :	26	48	74	32	6	-	2	-	-	1
Etablissements spéciaux de l'Etat :										
Garçons	6	35	41	13	2	-	7	-	-	-
Filles	9	26	35	7	5	-	-	-	-	-
Ensemble :	15	61	76	20	7	-	7	-	-	-
Total :										
Garçons	4.495	1.188	5.683	562	4	4	10	46	-	86
Filles	4.638	1.182	5.820	575	12	-	8	-	4	123
Ensemble :	9.133	2.370	11.503	1.137	16	4	18	46	4	209

POPULATION PENDANT L'ANNEE - SITUATION AU 31 DECEMBRE, DES PLACEMENTS FAMILIAUX SPECIAUX PRIVES, ET DANS LES ETABLISSEMENTS DE L'ETAT

Transférés dans un autre établissement de l'Etat	Restant au 31 décembre, la mesure ayant à cette date une durée de														Total des mineurs restant au 31 décembre
	Total des sortis	Moins de 1 an	1 an à 2 ans	2 ans à 3 ans	3 ans à 4 ans	4 ans à 5 ans	5 ans à 6 ans	6 ans à 7 ans	7 ans à 8 ans	8 ans à 9 ans	9 ans à 10 ans	10 ans et plus			
12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25		
-	130	217	184	151	109	99	65	57	55	39	23	58	1.057		
-	155	198	183	145	107	97	72	63	66	40	29	54	1.054		
-	285	415	367	296	216	196	137	120	121	79	52	112	2.111		
-	51	57	34	22	21	7	10	5	-	-	-	-	156		
-	157	135	112	62	28	13	7	6	-	2	1	1	367		
-	208	192	146	84	49	20	17	11	-	2	1	1	523		
-	395	632	539	489	334	277	233	171	138	122	93	156	3.184		
-	290	622	660	432	319	237	204	166	124	119	64	206	3.153		
-	685	1.254	1.199	921	653	514	437	337	262	241	157	362	6.337		
-	93	112	86	70	81	48	33	25	16	17	21	35	544		
-	88	80	67	55	77	41	33	28	24	21	20	33	479		
-	181	192	153	125	158	89	66	53	40	38	41	68	1.023		
2	23	6	2	1	-	-	-	-	-	-	-	-	9		
1	21	13	5	1	1	1	-	-	-	-	-	-	21		
3	44	19	7	2	1	1	-	-	-	-	-	-	30		
4	26	14	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	15		
15	27	8	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	8		
19	53	22	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	23		
6	718	1.038	846	733	545	431	341	258	209	178	137	249	4.965		
16	738	1.056	1.027	695	532	389	316	263	214	182	114	294	5.082		
22	1.456	2.094	1.873	1.428	1.077	820	657	521	423	360	251	543	10.047		

TABLEAU 5. - ENFANTS DECHUS DE LA PUISSANCE (non compris ceux confiés à la mère), MORALEMENT ABANDONNES OU MARTYRS ET ADULTERINS DE GUERRE - SITUATION PAR ARRONDISSEMENT AU 31 DECEMBRE

ARRONDISSEMENTS (Autorités ou comités dont les enfants dé- pendent)	Confiés à un particulier			Confiés à une société ou à un établissement privé			Confiés à un établissement spécial privé			Placés dans un établissement de l'Etat				Total	Enfants mo- ral. aband. rec. par les comités de patronage et les sociétés des enf. mar- tyrs	Enfants Adultérins
	avec frais	sans frais	Total	avec frais	sans frais	Total	avec frais	sans frais	Total	Spécial	éduca- tion	Total	Total			
Bruxelles	372	156	528	643	33	676	166	23	189	3	3	6	1.399	268	-	
Louvain	7	15	22	125	-	125	30	-	30	-	-	-	177	-	-	
Nivelles	40	29	69	115	2	117	39	-	40	-	-	-	226	14	-	
Anvers	42	111	153	574	19	593	51	16	67	-	-	4	813	32	-	
Malines	47	50	97	199	1	200	27	4	31	1	3	4	332	13	11	
Turnhout	10	16	26	72	-	72	3	-	3	-	-	-	101	-	-	
Mons	43	36	79	387	11	398	64	2	66	1	1	2	545	5	-	
Charleroi	149	151	300	818	23	841	59	15	74	5	3	8	1.223	282	-	
Tournai	30	49	79	194	13	207	33	2	35	-	3	3	324	46	-	
Gand	56	55	111	263	10	273	46	6	52	-	-	-	496	4	-	
Audenarde	17	49	66	186	2	188	22	1	23	1	-	1	278	47	-	
Termonde	16	57	73	305	18	323	36	5	41	-	1	1	438	28	-	
Bruges	17	72	89	287	14	301	40	5	45	2	4	4	439	-	-	
Courtrai	40	41	81	139	13	152	72	8	80	-	-	-	313	4	-	
Furnes	14	24	38	137	5	142	15	-	15	-	-	-	195	-	-	
Ypres	17	22	39	83	14	97	20	-	20	-	-	11	156	8	2	
Liège	157	189	346	745	11	756	99	3	102	1	10	11	1.215	-	-	
Huy	15	19	34	127	2	129	8	1	9	-	-	-	172	57	-	
Verviers	53	29	82	154	4	158	26	-	26	1	-	1	267	-	-	
Tongres	12	4	16	54	-	54	13	-	13	2	-	2	85	-	-	
Hasselt	7	24	31	77	-	77	4	1	5	-	-	-	113	-	2	
Arlon	14	7	21	62	-	62	9	4	13	1	1	1	97	3	-	
Marche-en-Famenne	25	9	34	7	-	7	-	-	-	1	1	1	42	-	-	
Neufchâteau	6	5	11	28	-	28	6	-	6	2	3	3	50	2	-	
Namur	128	47	175	215	6	221	31	3	34	2	1	3	433	8	-	
Dinant	1	33	34	138	2	140	4	-	4	-	-	-	178	8	-	
Totaux :	1.335	1.299	2.634	6.134	203	6.337	923	100	1.023	23	30	53	10.047	831	-	13

Chapitre II

TABLEAU 6. - MINEURS SIGNALES AUX PARQUETS - ARTICLE 12

ARRONDISSEMENTS	Implicques dans les affaires entrées au parquet avant le 1er janvier			Implicques dans les affaires entrées au parquet pendant l'année pour						Total des mineurs dont les parquets ont eu à s'occuper					
	Garçons	Filles	Total	mendicité et vagabondage (art. 19)		inconduite et indiscipline (art. 14)		prostitution, débau- che, jeu, occupation et trafics dangereux (art. 15)		faits qualifiés infractions art. 16 - Loi scolaire - pré- servation morale de la jeunesse (15. 7.)			Garçons	Filles	Total
				Garçons	Filles	Garçons	Filles	Garçons	Filles	Garçons	Filles	Garçons			
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	
Bruxelles *	30	22	52	416	427	60	41	9	6	623	132	701	180	202	
Louvain	39	9	48	13	22	11	5	-	5	425	103	477	132	141	
Nivelles	127	40	167	-	501	326	91	2	2.400	545	2.902	962	3.029	1.002	
Anvers	102	35	137	-	46	44	1	-	815	258	882	304	964	339	
Malines	21	17	38	-	4	14	-	-	2.111	663	2.117	679	2.138	696	
Turnhout	64	25	89	41	17	15	-	-	1.355	393	1.420	449	1.474	474	
Mons	23	12	35	34	191	110	36	33	1.383	592	1.667	769	1.690	781	
Charleroi	24	4	28	8	35	17	-	-	570	114	627	139	651	143	
Tournai	41	24	65	52	76	37	41	50	1.765	568	1.927	707	1.968	731	
Gand	13	9	22	1	19	15	11	11	538	180	558	207	571	216	
Audenarde	118	83	201	-	51	12	20	39	1.315	615	1.386	666	1.504	749	
Termonde	130	72	202	22	65	41	124	127	1.458	567	1.695	757	1.825	829	
Bruges	67	42	109	13	41	29	-	-	1.050	379	1.119	421	1.186	463	
Courtrai	20	6	26	-	27	15	-	5	381	138	408	158	428	164	
Furnes	20	17	37	-	7	9	-	-	301	124	308	133	328	150	
Ypres	36	11	47	55	63	47	54	115	1.655	393	1.866	610	1.902	621	
Liège	29	5	34	26	10	6	-	-	459	89	503	121	532	126	
Huy	50	22	72	1	73	22	-	-	408	94	486	117	536	139	
Verviers	122	24	146	-	12	16	-	-	952	355	964	371	1.086	395	
Tongres	63	15	78	-	30	13	1	3	1.366	621	1.397	637	1.460	652	
Hasselt	37	11	48	4	1	1	1	1	197	61	210	66	247	77	
Arlon	23	11	34	-	8	5	-	-	152	32	160	37	183	48	
Marche-en-Famenne	8	5	13	3	-	1	-	-	190	51	192	55	200	60	
Neufchâteau	40	9	49	33	22	17	3	15	564	105	627	170	667	179	
Namur	-	-	-	2	18	18	-	1	334	57	354	76	354	76	
Dinant	-	-	-	2	18	18	-	1	-	-	-	-	-	-	
Totaux (1) :	1.237	530	1.767	467	309	1.399	882	280	503	7.229	24.933	8.923	26.170	9.453	
Totaux (2) :	5.166	2.708	7.874	1.212	1.100	34.744	39.764	41.930	8.923	26.170	9.453	41.930			

* Détail pour Bruxelles non communiqué
(1) Chiffres de Bruxelles non compris
(2) Chiffres de Bruxelles compris.

TABEAU 7. - AFFAIRES TRANCHEES PAR LE PARQUET - ARTICLE 12.

ARRONDISSEMENTS	Mineurs impliqués dans les affaires laissées sans suite par le parquet		Mineurs déferés au juge d'instruction		Mineurs déferés au juge des enfants		Mineurs impliqués dans des affaires restant au parquet au 31 décembre		Total	
	Garçons	Filles	Garçons	Filles	Garçons	Filles	Garçons	Filles	Garçons	Filles
	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
Bruxelles *	4.080		-	-	998		354		6.307	
Louvain	592	143	5	1	103	32	31	26	731	202
Nivelles	449	116	1	-	42	19	24	6	516	141
Anvers	2.411	757	-	-	571	238	47	7	3.029	1.002
Malines	828	283	1	-	96	35	39	21	964	339
Turnhout	2.058	668	-	1	47	11	33	16	2.138	696
Mons	1.229	364	-	-	204	91	41	29	1.474	474
Charleroi	1.489	604	-	-	182	144	39	33	1.690	781
Tournai	517	117	-	-	49	19	85	7	651	143
Gand	1.580	513	4	-	250	122	134	96	1.968	731
Audenarde	446	151	-	-	92	56	33	9	571	216
Termonde	900	547	-	1	559	179	45	22	1.504	749
Bruges	1.422	634	1	-	210	107	192	88	1.885	829
Courtrai	987	388	-	-	134	50	65	25	1.186	463
Furnes	413	155	1	-	14	9	-	-	428	164
Ypres	293	129	-	-	21	13	14	8	328	150
Liège	1.524	453	3	-	374	167	1	1	1.902	621
Huy	392	91	-	-	120	34	20	1	532	126
Verviers	374	96	6	-	73	22	83	21	538	139
Tongres	898	347	1	-	115	30	72	18	1.086	395
Hasselt	1.302	584	1	-	147	66	10	2	1.480	652
Arlon	174	51	-	-	33	20	40	6	247	77
Marche-en-Fam.	123	32	2	1	20	7	38	8	183	48
Neufchâteau	184	53	-	-	6	4	10	3	200	60
Namur	563	137	1	-	94	35	9	7	667	179
Dinant	251	39	3	1	100	36	-	-	354	76
Totaux (1) :	21.399	7.442	30	5	3.636	1.546	1.105	460	26.170	9.453
Totaux (2) :	33.801		35		6.175		1.919		41.930	

* Détail pour Bruxelles non communiqué
 (1) Chiffres de Bruxelles non compris
 (2) Chiffres de Bruxelles compris.

TABEAU 8. - MINEURS DONT LES JUGES D'INSTRUCTION ONT EU A S'OCCUPER
 RESULTATS - ARTICLE 12.

ARRONDISSEMENTS	Mineurs déferés aux juges d'instruction						Mineurs renvoyés des poursuites par le juge d'instruction	Mineurs déferés au juge des enfants par le juge d'instruction		Mineurs au sujet desquels le juge d'instruction n'avait pas encore statué au 31 décembre		
	Avant le 1er janvier		Pendant l'année		Total			Garçons	Filles	Garçons	Filles	
	Garçons	Filles	Garçons	Filles	Garçons	Filles						
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
Bruxelles	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Louvain	14	2	5	1	19	3	2	-	15	3	2	-
Nivelles	-	-	1	-	1	-	-	-	1	-	-	-
Anvers	-	1	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-
Malines	1	-	1	-	2	-	1	-	-	-	1	-
Turnhout	1	1	-	1	1	2	-	-	1	1	-	1
Mons	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Charleroi	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Tournai	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Gand	-	-	4	-	4	-	-	-	3	-	1	-
Audenarde	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Termonde	1	-	-	1	1	1	-	-	1	-	-	1
Bruges	-	-	1	-	1	-	-	-	1	-	-	-
Courtrai	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Furnes	-	-	1	-	1	-	-	-	1	-	-	-
Ypres	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Liège	-	-	3	-	3	-	-	-	3	-	-	-
Huy	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Verviers	-	-	6	-	6	-	-	-	4	-	2	-
Tongres	-	-	1	-	1	-	-	-	1	-	-	-
Hasselt	-	-	1	-	1	-	-	-	1	-	-	-
Arlon	2	5	-	-	2	5	-	-	2	2	-	3
Marche-en-Famenne	4	1	2	1	6	2	-	-	3	2	3	-
Neufchâteau	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Namur	-	-	1	-	1	-	-	-	1	-	-	-
Dinant	-	-	3	1	3	1	-	-	3	1	-	-
Totaux :	23	10	30	5	53	15	3	1	41	9	9	5

TABLEAU 9. I. MESURES DE GARDE PROVISOIRE ORDONNEES - DUREE DES MESURES QUI ONT PRIS FIN - ARTICLES 28, 29, 30 ET 32, § 5.

ARRONDISSEMENTS	Mesures ordonnées														Nombre des mesures qui ont pris fin après une durée de						Total				
	Mineurs confiés à un particulier		Mineurs confiés à une société ou institution		Mineurs confiés à un établissement de l'Etat		Mineurs gardés dans une maison d'arrêt		Total		Moins de 1 mois		1 à - de 3 mois		3 à - de 6 mois		6 à - de 9 mois		9 à - de 12 mois			1 an et plus		Total	
	(*) G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.		G.	F.		G.
																								4	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	
Bruxelles	4	4	149	118	-	-	7	-	160	122	7	1	29	28	54	32	29	10	-	4	-	-	-	75	
Louvain	-	-	19	7	-	-	1	-	20	7	-	-	-	-	1	2	3	6	-	-	1	4	-	14	
Nivelles	-	-	6	4	2	-	3	-	11	4	4	-	1	1	1	1	1	-	-	-	-	-	-	5	
Anvers	3	3	43	44	-	-	20	1	66	48	16	3	15	10	14	24	13	6	1	2	-	-	-	2	
Malines	-	-	-	3	-	-	-	-	3	3	-	-	-	-	-	-	6	-	-	-	-	-	-	45	
Turnhout	-	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	
Mons	-	-	20	24	1	1	6	-	27	25	8	1	2	4	6	8	11	1	-	1	2	1	-	1	
Charleroi	18	11	29	58	5	-	1	-	53	69	-	1	10	21	28	37	6	4	2	2	1	1	-	16	
Tournai	3	2	22	9	1	-	2	1	28	12	2	-	6	2	9	4	2	2	-	-	-	-	-	65	
Gand	6	8	29	35	-	-	1	1	36	44	3	3	3	9	9	18	5	8	2	2	1	-	-	8	
Audenarde	2	-	5	6	-	-	-	-	7	6	-	-	-	-	-	1	1	-	-	-	-	-	-	40	
Termonde	-	-	1	6	-	-	-	-	1	6	1	2	1	-	1	3	-	-	-	-	-	-	-	1	
Bruges	3	-	17	18	2	-	3	-	25	18	4	4	1	1	5	2	2	-	2	1	-	-	-	5	
Courtrai	-	-	3	9	-	-	-	-	3	12	-	-	1	1	2	8	2	-	-	-	-	-	-	-	9
Furnes	-	-	1	1	-	-	-	-	1	1	-	-	1	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	9	
Ypres	-	-	1	3	-	-	-	-	1	3	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2	
Liège	-	-	44	28	-	-	3	2	47	30	7	6	3	2	7	6	4	2	3	3	-	-	-	-	19
Huy	-	-	10	5	2	-	5	-	17	5	-	-	2	-	10	7	-	-	-	-	-	-	-	-	7
Verviers	-	-	5	6	3	-	-	-	8	6	1	-	-	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	7
Tongres	-	-	7	11	-	-	-	-	7	11	1	1	2	2	3	4	1	-	-	-	-	-	-	-	1
Hasselt	-	-	1	2	-	-	-	-	1	3	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	7
Arlon	-	-	-	-	-	-	1	-	1	3	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1
Marche-en-Fam.	-	-	4	4	-	-	-	-	4	4	1	-	-	-	-	-	-	-	2	-	-	-	-	-	-
Neufchâteau	-	-	1	2	1	-	-	-	3	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Namur	-	-	7	14	-	-	-	-	7	14	-	-	1	9	-	2	1	-	-	-	-	-	-	-	11
Dinant	2	3	5	32	1	-	2	2	10	37	2	-	1	-	1	1	4	-	2	-	3	12	4	4	
Totaux :	41	36	430	448	18	1	55	7	544	492	57	22	78	93	152	162	91	43	14	15	9	10	401	345	

(*) G. = Garçons - F. = Filles.

TABLEAU 9. II. - MISES EN OBSERVATION AVANT JUGEMENT ORDONNEES, DUREE DES MESURES QUI ONT PRIS FIN - ARTICLE 2., § 1er

ARRONDISSEMENTS	Mesures ordonnées														Nombre des mesures qui ont pris fin après une durée de						Total			
	Mineurs confiés à un particulier		Mineurs confiés à une société ou institution privée		Mineurs confiés à un établissement de l'Etat		Total		Moins de 1 mois		1 à - de 3 mois		3 à - de 6 mois		6 à - de 9 mois		9 à - de 12 mois		1 an et plus			Total		
	(*) G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.			G.	F.
																						15		
Bruxelles	-	-	2	40	15	40	17	40	17	2	-	10	2	4	4	-	-	-	-	-	-	16	6	
Louvain	-	-	1	9	1	9	1	9	1	-	-	1	-	3	3	-	-	-	-	-	-	-	4	
Nivelles	-	-	4	2	-	2	4	2	4	2	2	4	2	4	1	-	-	-	-	-	-	-	5	
Anvers	-	-	4	6	-	6	6	6	6	4	4	2	4	4	-	-	-	-	1	-	-	-	7	
Malines	-	-	6	6	-	6	6	6	6	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	9	
Malines	-	-	2	3	-	3	3	3	3	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2	
Turnhout	-	-	-	14	1	14	1	14	1	-	-	3	7	1	1	3	-	-	-	-	-	-	-	2
Mons	-	-	-	13	2	13	2	13	2	2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1
Charleroi	-	-	-	4	1	4	1	4	1	2	-	-	1	1	1	1	-	-	-	-	-	-	-	1
Tournai	-	-	-	5	4	5	4	5	4	-	-	1	1	1	1	1	-	-	-	-	-	-	-	1
Gand	-	-	1	5	-	5	5	5	5	-	-	1	-	-	-	2	-	-	-	-	-	-	-	2
Audenarde	-	-	-	15	4	15	4	15	4	1	-	2	2	3	2	-	-	-	-	-	-	-	-	3
Termonde	-	-	2	20	2	20	4	20	4	4	-	2	2	3	3	-	-	-	-	-	-	-	-	9
Bruges	-	-	1	11	-	11	1	11	1	1	-	1	3	1	1	-	-	-	-	-	-	-	-	6
Courtrai	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1
Furnes	-	-	-	2	-	2	1	2	1	4	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	4
Ypres	-	-	1	14	7	14	7	14	7	1	2	3	5	4	4	-	-	-	2	-	-	-	-	8
Liège	-	-	1	6	5	6	5	6	5	3	1	3	1	3	2	2	-	-	1	2	-	-	-	2
Huy	-	-	-	8	1	8	1	8	1	3	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2
Verviers	-	-	-	1	-	1	2	1	2	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2
Tongres	-	-	-	2	1	2	1	2	1	2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2
Hasselt	-	-	-	2	1	2	1	2	1	2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2
Arlon	-	-	-	1	4	1	4	1	4	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1
Marche-en-Fam.	-	-	-	2	1	2	1	2	1	2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1
Neufchâteau	-	-	-	3	1	3	1	3	1	3	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1
Namur	-	-	7	14	-	14	7	14	7	2	-	-	1	9	-	2	1	-	-	-	-	-	-	11
Dinant	2	3	5	32	1	2	2	10	37	2	-	1	-	1	1	4	-	2	-	3	12	4	4	
Totaux :	-	-	4	21	55	213	76	213	76	6	2	31	11	45	20	26	9	1	3	-	-	109	45	

(*) G. = Garçons - F. = Filles.

TABLEAU 10. - MINEURS JUGES - RESULTATS DES POURSUITES PAR ARRONDISSEMENT

Les mineurs jugés plusieurs fois dans le courant de l'année, à raison des faits qui a prononcé la mesure

ARRONDISSEMENTS	Total des mineurs jugés		Renvoyés des poursuites		Réprimandés et rendus aux personnes qui avaient la garde (liberté surveillée) (Art. 13, 14, 15, 17)		Confiés à une personne (Art. 13, 14, 15, 17)		Confiés société ou tutelle de ou d'enseignement publique ou (Art. 13, 14, 15, 17)												
	Garçons	Filles	Garçons	Filles	Garçons	Filles	Garçons	Filles													
										1	2	3	4	5	6	7	8	9	10		
Première instance:																					
Bruxelles	347	194	-	-	120	79	8	4	116		75	90	25	13	11	-	-	347	194		
Louvain	88	29	-	-	50	16	-	1	8		10	21	2	9	-	-	-	88	29		
Nivelles	24	11	2	-	3	3	-	-	3		1	13	5	3	2	-	-	22	11		
Anvers	283	120	-	1	71	35	6	7	35		42	164	33	7	2	-	-	283	119		
Malines	50	21	1	-	36	4	-	-	2		7	10	10	1	-	-	-	49	21		
Turnhout	27	12	-	-	7	1	-	-	-		2	16	9	4	-	-	-	27	12		
Mons	144	94	-	-	26	19	-	-	23		27	85	48	10	-	-	-	144	94		
Charleroi	108	99	1	3	12	1	19	13	64		78	1	2	11	2	-	-	107	96		
Tournai	41	28	1	-	4	1	2	1	13		8	18	17	3	1	-	-	40	28		
Gand	134	67	4	6	55	16	4	13	32		23	37	7	2	2	-	-	130	61		
Audenarde	78	53	-	-	61	42	2	2	3		6	11	3	1	-	-	-	78	53		
Termonde	25	19	-	-	-	-	-	1	7		9	7	4	11	5	-	-	25	19		
Bruges	200	80	60	26	91	26	1	3	16		8	28	17	4	-	-	-	140	54		
Courtrai	146	50	5	-	86	22	2	2	9		12	35	13	9	1	-	-	141	50		
Furnes	5	2	-	-	5	1	-	-	-		1	-	-	-	-	-	-	5	2		
Ypres	22	15	-	1	11	9	-	1	3		3	5	1	3	-	-	-	22	14		
Liège	80	38	-	-	21	4	2	-	15		8	24	13	18	13	-	-	80	38		
Huy	69	16	-	1	38	5	-	-	7		7	9	1	15	2	-	-	69	15		
Verviers	17	8	-	-	5	1	-	-	3		1	8	4	1	2	-	-	17	8		
Tongres	104	17	-	-	55	4	-	1	9		5	38	7	2	-	-	-	104	17		
Hasselt	51	19	2	1	19	3	-	1	2		3	21	7	7	4	-	-	49	18		
Arlon	33	9	-	-	24	8	1	-	2		-	3	1	3	-	-	-	33	9		
Neufchâteau	10	3	-	-	4	1	-	-	1		-	5	-	-	2	-	-	10	3		
Namur	-	3	-	-	-	-	-	-	-		1	-	-	-	2	-	-	-	3		
Dinant	42	17	1	1	28	6	-	-	3		8	5	-	5	2	-	-	41	16		
Totaux :	2,144	1,032	78	40	832	307	47	50	385		350	654	230	148	55	-	-	2,066	992		
Appel:																					
Bruxelles	-	-	-	-	-	1	1	-	2		1	-	2	-	-	-	-	3	4		
Gand	-	-	-	-	1	-	-	-	-		1	-	-	-	-	-	-	1	1		
Liège	-	-	-	-	-	-	-	-	-		-	-	-	-	-	-	-	-	-		
Totaux :	-	-	-	-	1	1	1	-	2		2	-	2	-	-	-	-	4	5		

* Chiffres non communiqués.

ARTICLES 13 A 19, 21 § 2, 22, 23 ET 37

distincts ne sont comptés qu'une seule fois d'après le jugement la plus grave.

ARRONDISSEMENTS	Total des mineurs jugés		Renvoyés des poursuites		Réprimandés et rendus aux personnes qui avaient la garde (liberté surveillée) (Art. 13, 14, 15, 17)		Confiés à une personne (Art. 13, 14, 15, 17)		Confiés société ou tutelle de ou d'enseignement publique ou (Art. 13, 14, 15, 17)	à une ins- charité gnement privée (Art. 15, 17)	Confiés à un établissement de l'Etat (Art. 13, 14, 15, 17, 22, 23, 37)				Placés dans un asile ou un établissement officiel ou privé approprié à leur état (Art. 21, § 2)		Total des mineurs ayant fait l'objet d'une mesure Colonne 6 à 17		Mis à la disposition du gouvernement après condamnation (Art. 37) *		
	Garçons	Filles	Garçons	Filles	Garçons	Filles	Garçons	Filles			Garçons	Filles	Garçons	Filles	Garçons	Filles	Garçons	Filles	Garçons	Filles	
																					11
Première instance:																					
Bruxelles	347	194	-	-	120	79	8	4	116		75	90	25	13	11	-	-	347	194		
Louvain	88	29	-	-	50	16	-	1	8		10	21	2	9	-	-	-	88	29		
Nivelles	24	11	2	-	3	3	-	-	3		1	13	5	3	2	-	-	22	11		
Anvers	283	120	-	1	71	35	6	7	35		42	164	33	7	2	-	-	283	119		
Malines	50	21	1	-	36	4	-	-	2		7	10	10	1	-	-	-	49	21		
Turnhout	27	12	-	-	7	1	-	-	-		2	16	9	4	-	-	-	27	12		
Mons	144	94	-	-	26	19	-	-	23		27	85	48	10	-	-	-	144	94		
Charleroi	108	99	1	3	12	1	19	13	64		78	1	2	11	2	-	-	107	96		
Tournai	41	28	1	-	4	1	2	1	13		8	18	17	3	1	-	-	40	28		
Gand	134	67	4	6	55	16	4	13	32		23	37	7	2	2	-	-	130	61		
Audenarde	78	53	-	-	61	42	2	2	3		6	11	3	1	-	-	-	78	53		
Termonde	25	19	-	-	-	-	-	1	7		9	7	4	11	5	-	-	25	19		
Bruges	200	80	60	26	91	26	1	3	16		8	28	17	4	-	-	-	140	54		
Courtrai	146	50	5	-	86	22	2	2	9		12	35	13	9	1	-	-	141	50		
Furnes	5	2	-	-	5	1	-	-	-		1	-	-	-	-	-	-	5	2		
Ypres	22	15	-	1	11	9	-	1	3		3	5	1	3	-	-	-	22	14		
Liège	80	38	-	-	21	4	2	-	15		8	24	13	18	13	-	-	80	38		
Huy	69	16	-	1	38	5	-	-	7		7	9	1	15	2	-	-	69	15		
Verviers	17	8	-	-	5	1	-	-	3		1	8	4	1	2	-	-	17	8		
Tongres	104	17	-	-	55	4	-	1	9		5	38	7	2	-	-	-	104	17		
Hasselt	51	19	2	1	19	3	-	1	2		3	21	7	7	4	-	-	49	18		
Arlon	33	9	-	-	24	8	1	-	2		-	3	1	3	-	-	-	33	9		
Neufchâteau	10	3	-	-	4	1	-	-	1		-	5	-	-	2	-	-	10	3		
Namur	-	3	-	-	-	-	-	-	-		1	-	-	-	2	-	-	-	3		
Dinant	42	17	1	1	28	6	-	-	3		8	5	-	5	2	-	-	41	16		
Totaux :	2,144	1,032	78	40	832	307	47	50	385		350	654	230	148	55	-	-	2,066	992		
Appel:																					
Bruxelles	-	-	-	-	-	1	1	-	2		1	-	2	-	-	-	-	3	4		
Gand	-	-	-	-	1	-	-	-	-		1	-	-	-	-	-	-	1	1		
Liège	-	-	-	-	-	-	-	-	-		-	-	-	-	-	-	-	-	-		
Totaux :	-	-	-	-	1	1	1	-	2		2	-	2	-	-	-	-	4	5		

TABEAU 11. - MINEURS JUGES. - RESULTATS DES POURSUITES EN RAPPORT AVEC L'AGE. - ARTICLES 13 A 19, 21, § 2, 22, 23 et 37

Les mineurs jugés plusieurs fois dans le courant de l'année, à raison de faits distincts, ne sont comptés qu'une seule fois, d'après le jugement qui a prononcé la mesure la plus grave.

AGE AU MOMENT OU LES FAITS ONT ETE COMMIS	Total des mineurs jugés		Renvoyés des poursuites		Réprimandés et renvoyés aux personnes qui en avaient la garde (Liberté surveillée) (art. 13, 14, 15 et 17)		Confiés à une personne (art. 13, 14, 15 et 17)		Confiés à une société ou une institution de charité ou d'enseignement publique ou privée (art. 13, 14, 15, et 17)		Confiés à un établissement de l'Etat (art. 13, 14, 15, 17, 22 et 23)				Placés dans un asile ou dans un établissement officiel ou privé approprié à leur état (art. 21, § 2)		Total des mineurs ayant fait l'objet d'une mesure Colonne 6 à 17	
	Garçons	Filles	Garçons	Filles	Garçons	Filles	Garçons	Filles	Garçons	Filles	Garçons	Filles	Garçons	Filles	Garçons	Filles	Garçons	Filles
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19
Moins de 10 ans	131	41	6	7	57	11	1	-	49	17	17	6	1	-	-	-	125	34
de 10 à moins de 11 ans	94	28	5	3	47	12	3	-	23	10	15	3	1	-	-	-	89	25
de 11 à moins de 12 ans	125	34	6	2	65	16	-	-	31	14	20	2	3	-	-	-	119	32
de 12 à moins de 13 ans	221	93	12	5	103	38	1	1	51	35	49	14	5	-	-	-	209	88
de 13 à moins de 14 ans	249	126	11	7	113	40	1	5	47	50	57	20	20	4	-	-	238	119
de 14 à moins de 15 ans	360	194	13	3	152	62	7	15	55	59	109	44	24	11	-	-	347	191
de 15 à moins de 16 ans	432	282	17	4	168	75	18	11	56	83	134	88	39	21	-	-	415	278
de 16 à moins de 17 ans	292	142	7	5	66	32	8	6	49	52	132	34	30	13	-	-	285	137
de 17 à moins de 18 ans	240	92	1	4	61	21	8	12	24	30	121	19	25	6	-	-	239	88
Totaux :	2.144	1.032	78	40	832	307	47	50	385	350	654	230	148	55	-	-	2.066	992

TABEAU 12. - MINEURS JUGES. - RESULTATS DES POURSUITES EN RAPPORT AVEC LES FAITS COMMIS

Les mineurs jugés plusieurs fois dans le courant de l'année, à raison de faits distincts, ne sont comptés qu'une seule fois, d'après le jugement qui a prononcé la mesure la plus grave.

NATURE DES FAITS COMMIS	Total des mineurs jugés		Renvoyés des poursuites		Réprimandés et renvoyés aux personnes qui en avaient la garde (Liberté surveillée) (art. 13, 14, 15 et 17)		Confiés à une personne (art. 13, 14, 15 et 17)		Confiés à une société ou une institution de charité ou d'enseignement publique ou privée (art. 13, 14, 15 et 17)		Confiés à un établissement de l'Etat (art. 13, 14, 15, 17, 23 et 37)				Placés dans un asile ou dans un établissement officiel ou privé approprié à leur état (art. 21, § 2)		Total des mineurs ayant fait l'objet d'une mesure Colonne 6 à 17	
	Garçons	Filles	Garçons	Filles	Garçons	Filles	Garçons	Filles	Garçons	Filles	Garçons	Filles	Garçons	Filles	Garçons	Filles	Garçons	Filles
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19
Vagabondage ou mendicité	121	101	-	3	49	26	6	7	31	33	20	27	15	5	-	-	121	98
Inconduite	525	256	9	7	11	1	20	23	168	143	253	57	64	25	-	-	516	249
Prostitution, débauche, jeux, trafics ou occupations qui exposent à la prostitution ou au vagabondage, à la mendicité ou à la criminalité	102	172	30	22	47	59	-	9	7	45	15	33	3	4	-	-	72	150
Faits qualifiés infractions : contre l'autorité	6	1	-	-	4	1	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	6	1
contre les moeurs	263	208	3	1	117	44	9	5	26	74	94	68	14	16	-	-	260	207
crimes	-	2	-	-	-	-	-	-	-	1	-	-	-	1	-	-	-	2
délits	96	9	10	1	64	6	2	-	5	2	14	-	1	-	-	-	86	8
incendies	44	4	-	-	32	4	-	-	6	-	5	-	1	-	-	-	44	4
vols	776	136	23	4	351	76	7	3	109	21	236	31	50	1	-	-	753	132
escroqueries	5	1	-	-	5	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	-	5	1
d'autre nature	123	83	1	1	109	65	3	2	3	10	7	4	-	1	-	-	122	32
Infraction à la loi scolaire	83	59	2	1	43	25	-	1	29	21	9	10	-	1	-	-	81	58
Totaux :	2.144	1.032	78	40	832	307	47	50	385	350	654	230	148	55	-	-	2.066	992

TABLEAU 13. - RESULTATS DEFINITIFS DES AFFAIRES TERMINEES.

NATURE ET POURCENTAGE DES DECISIONS INTERVENUES.

Nature des décisions 1	Nombre 2	Pourcentage 3
Affaires laissées sans suite par les parquets et par les juges	33.923	91,71
Mineurs commandés (Liberté surveillée)	1.139	3,08
Mineurs placés chez un particulier	97	0,27
Mineurs placés dans une institution privée	735	2,-
Mineurs placés conditionnellement dans un établissement de l'Etat (liberté surveillée)	884	2,39
Mineurs placés dans un établissement de l'Etat	303	0,85
Mineurs placés dans un établissement approprié à leur état		
Totaux :	36.981	100,-

TABLEAU 14. - ORDONNANCES ET JUGEMENTS MODIFICATIFS, REVISIONS TRIENNALES, RENDUS A L'EGARD DES MINEURS - NATURE DE LA DECISION NOUVELLE
ARTICLE 31.

ARRONDISSEMENTS 1	Maintenant la situation		Ordonnant la mise en liberté pure et simple		Ordonnant la liberté surveillée		Plaçant chez un particulier		Plaçant dans une société ou dans une institution		Plaçant dans un établissement de l'Etat		Plaçant dans un établissement spécial		Total	
	Garçons	Filles	Garçons	Filles	Garçons	Filles	Garçons	Filles	Garçons	Filles	Garçons	Filles	Garçons	Filles	Garçons	Filles
Bruxelles	65	90	94	41	215	100	29	22	37	71	28	44	25	613	343	
Louvain	9	2	3	1	13	5	2	13	6	7	2	4	2	46	31	
Nivelles	-	2	32	9	24	9	5	2	4	7	2	6	1	78	29	
Anvers	35	11	73	45	105	43	23	22	34	51	7	13	2	347	165	
Malines	-	14	23	13	4	2	2	2	2	3	1	2	-	38	34	
Turnhout	-	-	-	-	5	4	-	3	-	-	-	-	-	9	10	
Mons	13	9	87	85	50	33	10	9	14	19	9	4	2	208	166	
Charleroi	53	81	27	68	36	36	72	52	34	34	18	30	22	289	358	
Tournai	14	4	13	22	20	11	5	6	15	12	11	6	3	82	69	
Gand	-	8	1	2	49	39	23	63	14	40	18	6	4	106	174	
Audenarde	-	2	-	2	16	5	5	5	3	4	3	6	1	35	20	
Termonde	2	2	-	3	15	14	2	4	7	10	4	3	3	34	40	
Bruges	1	1	1	9	28	21	3	13	10	10	5	5	3	58	62	
Courtrai	1	1	1	1	17	6	7	14	8	10	2	7	5	56	39	
Furnes	-	-	-	-	1	-	-	2	1	1	-	-	-	2	3	
Ypres	2	1	2	1	5	2	2	4	2	5	1	1	1	18	15	
Litge	32	9	-	6	58	42	5	8	30	27	17	10	5	170	114	
Huy	4	1	-	-	20	12	4	4	8	4	4	4	-	48	22	
Verviers	-	-	-	-	13	8	-	1	6	6	6	6	1	28	19	
Tongres	-	-	-	-	17	8	4	6	7	2	2	3	3	37	23	
Hasselt	1	1	6	4	7	7	1	5	4	2	2	-	1	21	23	
Arlon	-	-	-	1	4	4	5	2	-	3	3	1	-	16	12	
Marche-ep-Famenne	-	-	-	-	3	-	1	-	1	-	-	-	-	6	-	
Neufchâteau	-	-	3	4	1	1	-	-	1	-	-	-	-	5	6	
Namur	-	-	-	-	18	21	2	10	13	4	4	3	1	43	48	
Dinant	-	-	-	2	10	11	2	8	1	2	2	2	3	24	30	
Totaux :	232	237	366	319	754	444	214	281	340	151	340	166	86	2.417	1.855	

TABLEAU 15. - MOUVEMENT DE LA POPULATION DES

ETABLISSEMENTS D'OBSERVATION - SITUATION AU 31 DECEMBRE 1963

ETABLISSEMENTS 1	ENTRES			SORTIS						RESTANT au 31 décembre, l'observation ayant à cette date une durée de													
	Présents au 1er janvier 2	Entrés pen- dant l'année 3	Total des mineurs observés 4	à la suite d'une décision du juge des enfants					Total 10	Evadés 11	Décédés 12	Aliénés 13	Entrés à l'armée 14	Rapatriés 15	Total des sorties 16	Moins de 15 jours 17	15 jours à - de 1 mois 18	1 mois à - de 2 mois 19	2 mois à - de 3 mois 20	3 mois à - de 6 mois 21	6 mois à - de 1 an 22	1 an et plus 23	Total 24
				Rendus à leurs parents 5	Confiés à un parti- culier 6	Confiés à une société ou à une ins- titution 7	Placés dans un éta-bli- sement de l'Etat 8	Placés dans un éta-bli- sement spécial approp- rié à leur état 9															
Privés																							
Woluwé Saint-Pierre : poste d'observation de l'Institut du Bon Pasteur (filles)	12	60	72	5	4	54	2	1	66	-	-	-	-	-	66	2	2	2	-	-	-	-	6
Anvers : quartier d'observation de l'Institut Sainte-Marguerite de Cortone (filles)	117	99	216	38	25	51	3	2	119	7	-	-	-	-	126	2	10	14	16	25	18	5	90
Malaise : centre d'accueil et d'orientation	52	118	170	6	19	67	1	27	120	-	-	-	-	-	120	5	26	12	7	-	-	-	50
Totaux :	181	277	458	49	48	172	6	30	305	7	-	-	-	-	312	9	38	28	23	25	18	5	146
D'Etat																							
Mol (garçons)	103	531	634	173	22	78	136	84	493	13	-	6	22	7	541	13	15	24	23	17	1	-	93
Namur (filles)	86	196	282	58	15	17	79	8	177	21	-	1	-	-	199	6	6	9	10	36	13	3	83
Wauthier-Braine (garçons)	46	94	140	6	-	-	91	-	97	-	-	-	-	-	97	4	8	3	11	17	-	-	43
Totaux :	235	821	1.056	237	37	95	306	92	767	34	-	7	22	7	837	23	29	36	44	70	14	3	219

TABLEAU 17. - SITUATION PAR ARRONDISSEMENT AU 31 DECEMBRE 1963, DES MINEURS QUI ONT FAIT L'OBJET D'UNE MESURE PRISE PAR LE JUGEMENT DES ENFANTS

ARRONDISSEMENTS	En liberté surveillée dans leur famille	Confiés à un particulier			Confiés à une société ou à un établissement privé			Cotifié à un établissement spécial privé			Placés dans un établissement de l'Etat			Totaux
		avec frais		Total	avec frais		Total	avec frais		Total	sans frais		Total	
		1	2		3	4		5	6		7	8		
Bruxelles	1.918	29	54	83	1	502	189	503	189	59	118	59	118	2.811
Louvain	483	-	10	10	1	70	25	71	25	3	18	3	18	607
Nivelles	182	1	6	7	-	27	15	27	15	7	14	7	14	245
Anvers	1.178	1	69	70	2	211	28	213	28	13	44	13	44	1.546
Malines	183	-	4	4	-	20	1	20	1	5	9	5	9	217
Turnhout	215	-	4	4	-	19	-	19	-	6	9	6	9	247
Mons	573	2	15	17	-	154	13	154	13	17	41	17	41	798
Charleroi	603	1	169	170	13	300	58	313	59	16	34	16	34	1.195
Tournai	263	1	20	21	-	70	29	70	29	10	28	10	28	411
Gand	855	11	111	122	1	233	29	234	29	12	41	12	41	1.281
Audenarde	433	1	30	31	1	38	8	39	8	7	12	7	12	523
Termonde	243	1	11	12	-	35	7	35	7	9	15	9	15	313
Bruges	783	-	27	27	-	62	15	62	15	5	23	5	23	920
Courtrai	1.145	-	29	29	1	50	25	51	25	8	25	8	25	1.275
Furnes	61	-	5	5	-	4	-	4	-	-	-	-	-	70
Ypres	140	-	8	8	-	23	7	23	7	2	7	2	7	185
Liège	620	3	29	32	2	110	14	112	14	24	63	24	63	843
Huy	315	1	7	8	1	32	7	33	7	9	21	9	21	384
Verviers	175	-	1	1	-	24	2	24	2	7	19	7	19	221
Tongres	562	4	12	16	2	34	6	36	6	3	6	3	6	627
Hasselt	122	-	12	12	-	10	4	10	4	3	9	3	9	160
Arlon	135	-	9	9	-	15	1	15	1	2	5	2	5	165
Marche-en-Famenne	63	1	4	5	-	12	1	12	1	2	3	2	3	84
Neufchâteau	20	-	4	4	-	12	2	16	2	1	5	1	5	47
Namur	381	1	20	21	4	60	7	62	7	6	14	6	14	487
Dinant	102	-	30	30	1	58	5	59	5	8	18	8	18	214
Totaux :	11.763	58	700	758	32	2.185	498	2.217	505	244	633	389	633	15.876

TABLEAU 18. - ANCIENS MINEURS DE JUSTICE AYANT ATTEINT LEUR 30^e ANNEE. CONdamnATION ENCOURUES AU 31 DECEMBRE, DEPUIS LEUR MAJORITE

REGIME LE PLUS SEVERE APPLIQUE PENDANT LA MINORITE	Nombre de mineurs auxquels ce régime a été appliqué	Individus qui, depuis leur majorité, ont été condamnés à										Individus qui n'ont subi aucune condamnation après leur majorité			
		une ou plusieurs condamnations de police		une condamnation correctionnelle	deux condamnations correctionnelles	trois condamnations correctionnelles	quatre condamnations correctionnelles	cinq condamnations correctionnelles	plus de cinq condamnations correctionnelles	Condamnés par une Cour d'assises	Interdits pour vagabondage		Condamnés par une juridiction militaire	Condamnés par plusieurs cours et tribunaux	Total des individus qui ont été condamnés après leur majorité
		1	2	3	4	5	6	7	8	9	10		11	12	13
Liberté surveillée	1.236	96	197	75	33	21	15	19	1	4	39	49	549	687	
Placement chez un particulier	27	5	7	1	1	2	-	-	-	-	-	2	18	9	
Placement dans une institution privée	183	17	28	14	6	3	2	2	-	1	6	5	84	99	
Placement dans un établissement spécial privé	8	1	-	3	-	-	-	2	-	-	-	-	6	2	
Placement dans un établissement de l'Etat	549	33	89	51	30	20	12	15	4	8	21	61	344	205	
Totaux :	2.003	152	321	144	70	46	29	38	5	13	66	117	1.001	1.002	
Liberté surveillée	301	6	39	9	7	-	-	1	-	-	-	-	62	239	
Placement chez un particulier	17	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	16	
Placement dans une institution privée	295	10	31	11	3	2	4	-	-	-	1	-	62	233	
Placement dans un établissement spécial privé	5	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	5	
Placement dans un établissement de l'Etat	179	13	33	15	3	1	1	2	-	-	2	-	70	109	
Totaux :	797	29	104	35	13	3	5	3	-	-	3	-	195	602	

STATISTIQUE

de la

PROTECTION DE L'ENFANCE

ANNEE 1964

PROTECTION DE L'ENFANCE - ANNEE 1964

Chapitre premier

DECHEANCE DE LA PUISSANCE PATERNELLE

TABLEAU 1. - NOMBRE ET SEXE DES INDIVIDUS DECLARES DECHUS DE LA PUISSANCE PATERNELLE - ARTICLES 1er, 3 ET 4.

ARRONDISSEMENTS	Déchéance de droit (article 1er)		Déchéance facultative (art. 3 et 4)				Total (art. 1, 3 et 4)		Réquisitions du ministère public non suivies de déchéance (art. 3 et 4)
			En tout		En partie		Hommes	Femmes	
	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes			
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
A. Première instance									
Bruxel	7	7	67	55	12	10	86	72	3
Louvain	4	1	-	-	-	-	4	1	-
Nivelles	1	-	3	3	1	-	5	3	4
Anvers	17	13	21	17	9	9	47	39	-
Malines	1	-	16	13	-	-	17	13	-
Turnhout	4	1	3	2	-	-	7	3	3
Mons	6	5	6	6	-	1	12	12	1
Charleroi	11	5	39	20	10	18	60	43	6
Tournai	3	4	8	4	-	-	11	8	-
Gand	3	1	10	11	-	-	13	12	6
Audenarde	2	-	7	8	-	-	9	8	-
Termonde	4	-	11	11	-	-	15	11	2
Bruges	10	3	19	17	-	-	29	20	2
Furnes	3	1	7	6	-	-	10	7	3
Ypres	-	-	5	4	-	-	5	4	2
Liège	1	-	7	4	-	-	8	4	4
Huy	7	1	34	36	-	2	41	39	-
Verviers	3	-	6	9	-	-	9	9	-
Tongres	-	-	-	-	-	-	-	-	1
Hasselt	4	-	4	1	-	-	8	1	-
Arlon	3	-	5	5	1	1	9	6	2
Marche-en- Famenne	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Neufchâteau	-	-	-	-	-	1	-	1	-
Namur	-	-	1	1	-	-	1	1	-
Dinant	1	1	8	5	-	-	9	6	-
	2	1	3	4	-	-	5	5	-
Totaux :	97	44	290	242	33	42	420	328	39
B. Appel *									
Bruxelles									
Gand									
Liège									
Totaux :									

* Renseignements non communiqués au Ministère de la Justice.

TABLEAU 2. - NOMBRE ET SEXE DES INDIVIDUS REINTEGRES DANS LES DROITS DE LA PUISSANCE PATERNELLE - ARTICLE 7

ARRONDISSEMENTS	Demandes en réintégrations accueillies						Demandes en réintégration rejetées	
	Déchéance de droit (art. 1er)		Déchéance facultative (art. 3 et 4)		Total (art. 1, 3 et 4)		Hommes	Femmes
	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes		
1	2	3	4	5	6	7	8	9
A. Première instance								
Bruxelles	-	-	1	-	1	-	-	-
Louvain	-	-	-	-	-	-	-	-
Nivelles	-	-	-	-	-	-	-	-
Anvers	-	-	1	1	1	1	-	-
Malines	-	-	-	-	-	-	-	1
Turnhout	1	-	-	-	1	-	-	-
Mons	-	-	-	-	-	-	-	-
Charleroi	-	-	1	1	1	1	-	-
Tournai	-	-	-	1	-	1	-	-
Gand	-	-	-	2	-	2	-	-
Audenarde	-	-	-	-	-	-	-	-
Termonde	-	-	-	-	-	-	-	-
Bruges	-	-	1	3	1	3	1	1
Courtrai	-	-	-	-	-	-	-	-
Furnes	-	-	-	-	-	-	-	-
Ypres	-	-	-	-	-	-	-	-
Liège	-	-	-	-	-	-	-	-
Huy	-	-	-	-	-	-	-	-
Verviers	1	2	-	-	1	2	-	-
Tongres	-	-	-	-	-	-	-	-
Hasselt	-	-	-	1	-	1	1	1
Arlon	-	-	-	-	-	-	-	-
Marche-en-Fam.	-	-	-	-	-	-	-	-
Neufchâteau	-	-	-	-	-	-	-	-
Namur	-	-	2	1	2	1	-	-
Dinant	1	-	-	-	1	-	-	-
Totaux :	3	2	6	10	9	12	2	3
B. Appel (*)								
Bruxelles								
Gand								
Liège								
Totaux :								

(*) Renseignements non communiqués au Ministère de la Justice.

TABLEAU 3. - DECHEANCE DE LA PUISSANCE PATERNELLE MESURES PRISES A L'EGARD DES ENFANTS. NATURE DES DECISIONS NOMBRE D'ENFANTS - ARTICLES 5 ET 6.

NATURE DES DECISIONS	Enfants confiés à la mère	Enfants confiés à une personne autre que la mère, une société ou une institution de charité ou d'enseignement publique ou privée	Total
1	2	3	4
I. Mesure de garde	17	826	843
II. Décisions définitives :			
A. Du conseil de famille	236	748	984
B. Du tribunal	150	786	936
Totaux :	403	2.360	2.763

TABLEAU 4. - ENFANTS DE PARENTS DECHUS DE LA PUISSANCE PATERNELLE - MOUVEMENT FAMILIAUX DANS LES ETABLISSEMENTS D'EDUCATION ET

NATURE DU PLACEMENT	Entrés			Sortis						
	Présents au 1er janvier	Entrés pendant l'année	Total	Mineurs qui ont été soumis à une autre mesure ou rendus à leurs parents	Evadés	Décédés	Alliés	Entrés à l'armée	Rapatriés	Par expiration de terme
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
Placements familiaux :										
garçons	1.057	210	1.267	111	-	-	-	7	-	69
filles	1.054	235	1.289	109	-	1	-	-	-	38
Ensemble :	2.111	445	2.556	220	-	1	-	7	-	105
Placement au travail chez un particulier :										
garçons	156	55	211	41	-	-	-	8	-	15
filles	367	171	538	86	-	1	-	-	-	69
Ensemble :	523	226	749	127	-	1	-	8	-	84
Etablissements d'éducation privé :										
garçons	3.184	665	3.849	243	1	2	1	41	-	32
filles	3.153	665	3.818	465	-	1	-	-	-	34
Ensemble :	6.337	1.330	7.667	708	1	3	1	41	-	66
Etablissements spéciaux privés :										
garçons	544	162	706	87	-	1	1	2	-	13
filles	479	144	623	95	-	-	1	-	-	10
Ensemble :	1.023	306	1.329	182	-	1	2	2	-	23
Etablissements d'éducation de l'Etat :										
garçons	9	19	28	13	-	-	-	1	-	-
filles	21	13	34	20	1	-	1	-	-	1
Ensemble :	30	32	62	33	1	-	1	1	-	1
Etablissements spéciaux de l'Etat :										
garçons	15	39	54	35	1	-	2	-	-	-
filles	8	23	31	17	2	-	1	-	-	-
Ensemble :	23	62	85	52	3	-	3	-	-	-
Total :										
garçons	4.965	1.150	6.115	530	2	3	4	59	-	129
filles	5.082	1.251	6.333	792	3	3	3	-	-	150
Ensemble :	10.047	2.401	12.448	1.322	5	6	7	59	-	279

DE LA POPULATION PENDANT L'ANNEE - SITUATION AU 31 DECEMBRE, DES PLACEMENTS SPECIAUX PRIVES, ET DANS LES ETABLISSEMENTS DE L'ETAT.

Transférés à un autre établissement de l'Etat	Total des sortis	Restant au 31 décembre, la mesure ayant à cette date une durée de												Total des mineurs restant au 31 décembre
		Moins de 1 an	1 à - de 2 ans	2 à - de 3 ans	3 à - de 4 ans	4 à - de 5 ans	5 à - de 6 ans	6 à - de 7 ans	7 à - de 8 ans	8 à - de 9 ans	9 à - de 10 ans	10 ans et plus		
12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	
-	187	192	185	156	131	92	86	50	48	45	37	58	1.080	
-	146	212	165	167	128	94	86	67	60	64	36	64	1.143	
-	333	404	350	323	259	186	172	117	108	109	73	122	2.223	
-	64	43	38	19	17	18	3	8	1	-	-	-	147	
-	156	159	98	73	29	11	5	3	1	-	-	2	382	
-	220	202	136	92	46	29	8	11	2	-	-	2	529	
-	320	670	556	515	440	305	241	192	169	128	111	202	3.529	
-	500	677	543	548	369	263	200	187	144	101	91	195	3.318	
-	820	1.347	1.099	1.063	809	568	441	379	313	229	202	397	6.847	
-	104	138	83	73	66	70	40	32	21	15	19	45	602	
-	106	125	54	66	46	63	29	30	23	24	17	40	517	
-	210	263	137	139	112	133	69	62	44	39	36	85	1.119	
-	14	8	6	1	-	-	-	-	-	-	-	-	14	
-	23	7	2	1	-	-	1	-	-	-	-	-	11	
-	37	15	7	2	-	-	1	-	-	-	-	-	25	
6	44	8	1	1	-	-	-	-	-	-	-	-	10	
-	20	11	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	11	
6	64	19	1	1	-	-	-	-	-	-	-	-	21	
6	733	1.059	868	765	654	485	370	282	239	188	167	305	5.382	
-	951	1.191	862	855	572	431	321	287	228	189	146	300	5.382	
6	1.684	2.250	1.730	1.620	1.226	916	691	569	487	377	313	605	10.764	

TABEAU 5. - ENFANTS DE PARENTS DECHUS DE LA PUISSANCE PATERNELLE (non compris ceux confiés à la mère), MORALEMENT ABANDONNES OU MARTYRS ET ADULTERINS DE GUERRE - SITUATION PAR ARRONDISSEMENT AU DECEMBRE

ARRONDISSEMENTS (Autorités ou comités dont les enfants dépendent)	Confiés à un particulier			Confiés à une société ou à un établissement privé			Confiés à un établisse- ment spécial privé			Placés dans un établissement de l'Etat			Total	Enfants morali- sés, abandon- nés, par les comités de patronage et les so- ciétés protectrices des enfants martyrs	Enfants adultérins
	avec frais		sans frais		avec frais		sans frais		avec frais		Total				
	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13			
Bruxelles	418	167	585	700	32	732	206	21	227	1	3	4	1.548	320	-
Louvain	7	22	29	132	-	132	34	-	34	2	-	2	197	-	-
Nivelles	47	30	77	128	1	129	31	1	32	-	-	-	238	15	-
Anvers	46	117	163	630	28	658	58	27	85	-	-	-	906	31	-
Malines	51	54	105	213	-	213	40	2	42	-	4	4	364	6	-
Turnhout	8	11	19	84	-	84	4	-	4	-	-	-	107	-	13
Mons	51	36	87	414	8	422	56	4	60	1	1	2	571	6	-
Charleroi	171	152	323	941	24	965	60	15	75	2	2	4	1.367	448	-
Tournai	45	44	89	190	13	203	40	3	43	-	-	-	336	37	-
Gand	47	46	93	270	11	281	55	4	59	-	-	-	433	6	-
Audenarde	16	49	65	193	3	196	26	2	28	-	-	-	289	-	-
Termonde	17	60	77	332	18	350	43	5	48	-	-	-	475	40	-
Bruges	23	63	86	300	15	315	49	4	53	2	1	3	457	-	-
Courtrai	49	46	95	147	19	166	79	2	81	-	-	-	342	-	-
Fumes	10	22	32	140	5	145	14	-	14	-	-	-	192	-	-
Ypres	12	17	29	84	11	95	18	-	18	-	-	-	142	-	-
Liège	158	193	351	803	15	818	104	1	105	8	6	14	1.288	-	-
Huy	18	10	28	143	2	145	6	1	7	1	-	-	181	-	-
Verviers	50	28	78	159	3	162	35	2	37	-	-	-	277	-	-
Tongres	12	7	19	77	-	76	11	-	11	-	-	-	108	-	-
Hasselt	18	27	45	77	-	77	6	1	7	-	-	-	129	-	-
Arlon	16	5	21	54	-	54	7	4	11	-	-	-	86	-	-
Marche-en-Fam.	24	8	32	8	-	8	-	-	-	-	-	-	40	-	-
Neufchâteau	5	10	15	40	2	42	4	-	4	-	-	-	62	-	-
Namur	123	44	167	223	6	229	29	-	29	-	5	6	431	-	-
Dinant	2	40	42	145	5	150	3	2	5	1	-	1	198	10	-
Totaux	1.444	1.308	2.752	6.626	221	6.847	1.018	101	1.119	21	25	46	10.764	935	31

Chapitre II
TABLEAU 6. - MINEURS SIGNALES AUX PARQUETS - ARTICLE 12

ARRONDISSEMENTS	Implicés dans les affaires entrées au parquet pendant l'année pour												Total des mineurs dont les Parquets ont eu à s'occuper	
	Implicés dans les affaires entrées au parquet avant le 1er janvier		mendicité et vagabondage (art. 13)		Inconduite indisciplinée (art. 14)		prostitution, débau- che, jeu, occupation et trafic dangereux (art. 15)		Faits civils		Total			
	Garçons	Fillles	Garçons	Fillles	Garçons	Fillles	Garçons	Fillles	Garçons	Fillles	Garçons	Fillles	Garçons	Fillles
Bruxelles *	31	26	6	464	334	87	6	15	730	140	824	243	855	269
Louvain	24	6	16	12	21	7	9	334	304	73	371	101	395	107
Nivelles	47	7	1	1	606	347	2	101	2.957	706	3.566	1.155	3.613	1.162
Anvers	39	21	-	-	31	25	-	2	706	249	737	276	776	297
Malines	33	16	1	1	13	9	-	-	1.756	632	1.770	641	1.803	657
Turnhout	41	29	53	39	19	16	-	3	1.207	351	1.279	409	1.320	438
Mons	39	33	68	37	52	41	17	30	1.270	482	1.407	590	1.446	623
Charleroi	85	7	17	15	30	19	-	-	572	167	619	201	704	208
Tournai	134	96	49	40	114	57	27	43	1.578	439	1.768	579	1.902	675
Gand	33	9	-	3	38	22	-	5	644	170	682	200	715	209
Audenarde	45	22	1	-	46	35	26	106	1.270	772	1.343	913	1.388	935
Termonde	192	88	45	32	60	40	79	101	1.766	620	1.950	793	2.142	881
Bruges	65	25	16	9	12	21	-	1	1.057	421	1.085	452	1.150	477
Courtrai	-	-	1	1	38	22	-	3	459	178	498	204	498	204
Furnes	14	8	-	69	105	70	37	88	368	114	374	117	388	125
Ypres	1	1	116	7	73	22	-	-	1.667	473	1.925	700	1.926	701
Liège	20	1	5	1	17	15	-	-	458	119	476	133	496	134
Huy	83	21	21	7	73	22	-	-	369	95	447	118	530	139
Verviers	72	18	17	1	17	15	-	2	1.125	331	1.142	348	1.214	366
Tongres	10	2	3	3	38	12	2	13	1.492	576	1.535	604	1.545	606
Hasselt	40	6	4	4	2	1	-	-	208	42	214	47	254	53
Arlon	38	8	2	2	17	5	-	-	167	29	196	34	224	42
Marche-en-Famenne	10	3	-	-	-	-	-	-	244	59	244	59	254	62
Neufchâteau	9	7	28	24	37	27	7	18	586	105	658	174	667	181
Namur	-	-	-	-	19	9	-	-	323	68	342	77	342	77
Dinant	-	-	-	-	19	9	-	-	-	-	-	-	-	-
Totaux (1) :	1.105	460	439	298	1.487	919	203	540	23.313	7.411	25.442	9.168	26.547	9.628
Totaux (2) :	1.919	1.201	2.740	992	34.993	39.926	41.845							

(*) Chiffres de Bruxelles non communiqué (1) Chiffres de Bruxelles non compris (2) Chiffres de Bruxelles compris.

TABLEAU 7. - AFFAIRES TRANCHEES PAR LE PARQUET - ARTICLE 12.

ARRONDISSEMENTS	Mineurs impliqués dans les affaires laissées sans suite par le parquet		Mineurs déferés au juge d'instruction		Mineurs déferés au juge des enfants		Mineurs impliqués dans des affaires restant au parquet au 31 décembre		Total			
	Garçons	Filles	Garçons	Filles	Garçons	Filles	Garçons	Filles	Garçons	Filles		
	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11		
1	4.098		-		921		651		5.670			
Bruxelles *	694	210	6	1	113	29	42	29	855	269		
Louvain	309	88	1	-	65	18	20	3	395	107		
Nivelles	2.693	775	-	2	844	364	76	21	3.613	1.162		
Anvers	688	258	-	-	61	31	27	8	776	297		
Malines	1.737	632	1	1	30	8	35	16	1.803	657		
Turnhout	1.081	309	1	-	165	83	73	46	1.320	438		
Mons	1.212	444	-	-	172	146	62	34	1.446	623		
Charleroi	587	153	2	3	83	42	52	10	704	208		
Tournai	1.588	481	1	-	234	156	79	38	1.902	675		
Gand	579	174	3	-	99	29	34	6	715	209		
Audenarde	938	680	1	-	292	134	167	121	1.388	935		
Termonde	1.803	711	1	-	171	93	167	77	2.142	881		
Bruges	877	406	-	-	203	46	70	25	1.150	477		
Courtrai	466	200	-	-	32	4	-	-	498	204		
Furnes	298	108	-	-	66	8	24	9	388	125		
Ypres	1.566	501	1	-	352	194	7	6	1.926	701		
Liège	317	58	-	-	140	72	39	4	496	134		
Huy	374	96	6	-	67	22	83	21	530	139		
Verviers	1.012	329	4	-	109	27	89	10	1.214	366		
Tongres	1.319	529	-	-	207	77	19	-	1.545	606		
Hasselt	195	27	-	-	34	8	25	18	254	53		
Arlon	137	28	7	-	56	5	24	9	224	42		
Marche-en-Fam.	225	56	1	-	18	2	10	4	254	62		
Neufchâteau	500	135	1	-	123	36	43	10	667	181		
Namur	225	44	1	2	116	31	-	-	342	77		
Dinant	Totaux : (1)		21.400	7.432	38	9	3.852	1.662	1.257	525	26.547	9.628
Totaux : (2)		32.930		47		6.435		2.433		41.845		

* Détail pour Bruxelles non communiqué.

(1) Chiffres de Bruxelles non compris.

(2) Chiffres de Bruxelles compris.

TABLEAU 8. - MINEURS DONT LES JUGES D'INSTRUCTION ONT EU A S'OCCUPER
RESULTATS. - ARTICLE 12.

ARRONDISSEMENTS	Mineurs déferés aux juges d'instruction						Mineurs renvoyés des poursuites par le juge d'instruction	Mineurs déferés au juge des enfants par le juge d'instruction	Mineurs au sujet desquels le juge d'instruction n'avait pas encore statué au 31 décembre			
	Avant le 1er janvier		Pendant l'année		Total							
	Garçons	Filles	Garçons	Filles	Garçons	Filles						
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
Bruxelles	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Louvain	2	-	6	1	8	1	-	-	4	1	4	-
Nivelles	-	-	1	-	1	-	-	-	1	-	-	-
Anvers	-	-	-	2	-	2	-	-	-	-	-	2
Malines	1	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-
Turnhout	-	1	1	1	1	2	-	-	1	1	-	1
Mons	-	-	1	-	1	-	1	-	-	-	-	-
Charleroi	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Tournai	-	-	2	3	2	3	1	-	1	3	-	-
Gand	1	-	1	-	2	-	1	-	1	-	-	-
Audenarde	-	-	3	-	3	-	-	-	3	-	-	-
Termonde	-	1	1	-	1	1	-	-	1	1	-	-
Bruges	-	-	1	-	1	-	-	-	1	-	-	-
Courtrai	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Furnes	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Ypres	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Liège	-	-	1	-	1	-	-	-	1	-	-	-
Huy	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Verviers	2	-	6	-	8	-	2	-	4	-	2	-
Tongres	-	-	4	-	4	-	-	-	4	-	-	-
Hasselt	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Arlon	-	3	-	-	-	3	-	3	-	-	-	-
Marche-en-Fam.	3	-	7	-	10	-	2	-	8	-	-	-
Neufchâteau	-	-	1	-	1	-	1	-	-	-	-	-
Namur	-	-	1	-	1	-	-	-	1	-	-	-
Dinant	-	-	1	2	1	2	-	-	1	2	-	-
Totaux :	9	5	38	9	47	14	9	3	32	8	6	3

TABEAU 9. I - MESURES DE GARDE PROVISOIRE ORDONNEES - DUREE DES MESURES QUI ONT PRIS FIN - ARTICLES 28, 29, 30 et 32, § 5.

ARRONDISSEMENTS	Mesures ordonnées						Nombre des mesures qui ont pris fin après une durée de										Total							
	Mineurs confiés à un particulier		Mineurs confiés à une société ou institution de l'Erat		Mineurs confiés à un établissement de l'Erat		Mineurs gardés dans une maison d'arrêt		Moins de 1 mois		1 à 3 mois		3 à 6 mois		6 à 9 mois			9 à 12 mois		1 an et plus		Total		
	(*) G.	(*) F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.		G.	F.	G.	F.		G.	F.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25
Bruxelles	6	2	152	83	1	-	3	-	162	85	12	5	39	26	53	31	27	21	3	6	-	-	134	89
Louvain	-	-	9	11	1	-	7	-	17	11	-	1	2	-	3	2	1	-	-	2	1	-	-	7
Nivelles	-	-	8	2	-	-	-	-	8	3	-	-	-	1	1	1	3	1	-	-	-	-	-	4
Anvers	-	-	51	44	-	-	7	-	58	51	5	7	18	10	11	17	9	7	3	1	-	-	-	42
Malines	-	-	3	2	-	-	-	-	3	2	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1
Turnhout	-	-	1	1	-	-	-	-	1	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1
Mons	-	-	14	20	1	-	-	-	15	22	-	-	-	3	2	15	2	7	1	1	1	-	-	2
Charleroi	19	12	41	54	4	-	-	-	64	66	3	1	11	16	29	28	3	1	1	1	1	-	-	26
Tournai	-	-	11	8	-	-	2	-	13	11	2	-	1	-	9	6	2	1	-	-	-	-	-	46
Gand	3	11	34	52	-	-	2	2	39	65	4	6	6	5	15	16	5	13	2	8	-	-	-	6
Audenarde	-	-	6	4	-	-	1	-	6	3	-	-	-	1	7	1	2	1	2	1	1	-	-	12
Termonde	-	-	6	4	-	-	3	-	9	4	3	-	2	1	1	5	2	3	1	-	-	-	-	9
Bruges	-	-	13	19	-	-	2	-	13	25	-	4	6	9	6	5	1	2	2	3	1	-	-	23
Courtrai	-	-	4	5	-	-	1	-	5	7	-	-	3	-	1	2	-	-	-	1	-	-	-	4
Furnes	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	3
Ypres	-	-	1	-	-	-	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Liège	2	2	67	43	1	1	5	3	75	49	6	2	3	1	12	9	8	5	6	4	6	-	-	1
Huy	-	-	6	10	1	-	3	2	10	14	3	1	2	-	5	-	1	-	-	-	-	-	-	21
Verviers	-	-	8	10	-	-	-	-	8	10	-	-	3	1	2	1	1	-	-	-	-	-	-	1
Tongres	-	-	10	6	-	-	1	-	11	9	-	1	5	2	3	7	1	-	-	-	-	-	-	3
Hasselt	-	-	1	2	-	-	-	-	1	2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	11
Arlon	-	-	6	1	-	-	-	-	6	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Marche-en-Famenne	-	-	2	2	-	-	-	-	2	2	-	-	1	-	1	-	1	-	-	1	1	-	-	-
Neufchâteau	-	-	3	3	2	-	-	-	2	3	-	-	2	-	1	-	1	-	-	1	1	-	-	2
Namur	2	-	16	16	-	-	-	-	18	16	-	1	-	1	13	7	5	1	-	-	-	-	-	10
Dinant	-	-	1	21	-	-	1	3	2	26	-	1	1	1	3	2	1	1	-	4	-	-	-	12
TOTAUX :	32	51	471	421	11	5	35	11	549	488	38	31	103	78	179	158	79	63	23	31	12	5	434	366

(*) G = Garçons F = Filles

TABEAU 9. II - MISES EN OBSERVATION AVANT JUGEMENT ORDONNEES. DUREE DES MESURES QUI ONT PRIS FIN - ARTICLE 21 § 1er.

ARRONDISSEMENTS	Mesures ordonnées						Nombre des mesures qui ont pris fin après une durée de																Total	
	Mineurs confiés à un particulier		Mineurs confiés à une société ou une institution privée		Mineurs confiés à un établissement de l'Erat		Mineurs gardés dans une maison d'arrêt		Moins de 1 mois		1 à 3 mois		3 à 6 mois		6 à 9 mois		9 à 12 mois		1 an et plus		Total			
	(*) G.	(*) F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.		G.		F.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25
Bruxelles	-	-	20	21	44	23	64	44	5	3	9	1	2	15	17	10	3	1	-	-	-	-	-	25
Louvain	-	-	1	1	14	-	15	1	-	-	1	-	1	-	2	2	-	-	-	-	-	-	-	-
Nivelles	-	-	2	2	4	3	6	5	-	-	1	-	1	1	2	2	2	1	-	-	-	-	-	5
Anvers	-	-	8	21	12	1	12	22	2	1	6	1	3	7	-	-	7	-	-	-	-	-	-	15
Malines	-	-	1	1	6	1	8	2	-	-	2	-	1	1	1	-	-	-	-	-	-	-	-	1
Turnhout	-	-	1	2	6	1	7	3	-	-	2	-	2	2	1	1	-	-	-	-	-	-	-	1
Mons	-	-	28	-	-	3	28	3	-	-	1	-	5	1	7	1	1	-	-	-	-	-	-	1
Charleroi	-	-	2	6	11	1	13	7	-	-	4	-	6	5	1	1	1	-	-	-	-	-	-	2
Tournai	-	-	2	1	5	1	5	2	-	-	2	-	1	1	1	1	1	-	-	-	-	-	-	6
Gand	-	-	2	3	2	2	4	5	-	-	-	-	2	1	1	1	2	-	-	-	-	-	-	3
Audenarde	-	-	1	2	6	-	6	2	-	-	3	-	2	1	2	1	1	-	-	-	-	-	-	1
Termonde	-	-	1	2	11	3	12	5	-	-	3	-	2	2	1	1	1	-	-	-	-	-	-	3
Bruges	-	-	1	3	5	5	6	8	-	-	1	-	3	1	3	1	1	-	-	-	-	-	-	1
Courtrai	-	-	1	1	3	-	4	1	-	-	2	-	1	2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1
Furnes	-	-	-	1	1	-	1	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Ypres	-	-	2	2	12	6	14	8	-	-	1	1	1	1	1	3	4	1	1	1	1	-	-	7
Liège	-	-	1	3	6	3	7	6	-	-	2	-	5	2	2	2	1	1	-	-	-	-	-	4
Huy	-	-	4	-	4	1	4	1	-	-	2	-	5	2	1	1	1	-	-	-	-	-	-	1
Verviers	-	-	3	3	3	1	3	4	-	-	1	-	1	1	1	1	1	-	-	-	-	-	-	1
Tongres	-	-	2	-	4	1	6	1	-	-	1	-	1	-	1	1	1	-	-	-	-	-	-	2
Hasselt	-	-	2	-	4	1	6	1	-	-	2	-	1	-	1	1	1	-	-	-	-	-	-	1
Arlon	-	-	-	-	1	1	2	1	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1
Marche-en-Famenne	-	-	-	-	1	1	2	1	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1
Neufchâteau	-	-	-	-	1	1	2	1	-	-	2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1
Namur	-	-	8	-	8	1	8	2	-	-	2	-	2	2	2	2	1	-	-	-	-	-	-	5
Dinant	-	-	1	-	1	1	2	1	-	-	1	-	-	1	1	2	1	1	-	4	-	-	-	3
TOTAUX :	-	-	73	75	167	60	240	135	7	5	36	8	62	39	34	25	7	3	3	2	149	82	-	-

(*) G = Garçons - F = Filles.

TABLEAU 10 - MINEURS JUGES - RESULTATS DES POURSUITES PAR ARRONDISSEMENT
Les mineurs jugés plusieurs fois dans le courant de l'année, à raison des faits distincts ne sont compté qu'une

ARRONDISSEMENTS	Total des mineurs jugés		Renvoyés des poursuites		Réprimandés et rendus aux personnes qui en avaient la garde (liberté surveillée) (art. 13, 14, 15, 17)		Confiés à une personne (art. 13, 14, 15, 17)		Confiés à cité ou tutelle ou d'enseignement public (art. 13,
	Garçons	Filles	Garçons	Filles	Garçons	Filles	Garçons	Filles	Garçons
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
Première instance									
Bruxelles	396	212	-	-	139	82	4	5	86
Louvain	104	25	-	-	57	5	-	-	10
Nivelles	48	9	2	-	4	-	-	-	2
Anvers	333	152	-	-	85	40	1	5	32
Malines	41	17	1	-	23	4	-	-	3
Turnhout	37	19	-	-	10	12	-	-	4
Mons	112	57	-	-	27	10	-	2	11
Charleroi	102	74	1	2	5	3	7	8	52
Tournai	60	26	-	-	8	4	-	-	14
Gand	125	114	6	3	45	25	6	16	32
Audenarde	57	19	-	-	32	11	1	-	11
Termonde	22	16	5	-	2	1	-	-	5
Bruges	137	66	21	13	70	16	1	3	17
Courtrai	149	50	-	1	100	21	-	3	7
Furnes	1	3	-	-	1	2	-	-	-
Ypres	26	6	-	-	17	1	-	1	5
Liège	101	36	-	-	33	10	2	1	37
Huy	57	26	-	-	20	11	-	-	9
Verviers	24	3	-	-	2	-	-	-	11
Tongres	107	25	-	-	51	5	-	1	7
Hasselt	67	22	-	-	25	3	-	-	4
Arlon	33	13	-	-	24	7	-	-	3
Marche-en-Famenne	31	2	-	-	25	1	-	-	1
Neufchâteau	5	-	-	-	-	-	-	-	2
Namur	55	21	2	-	16	2	2	1	16
Dinant	17	13	-	-	-	-	1	1	4
Totaux :	2.247	1.026	38	19	821	276	25	47	385
Appel									
Bruxelles	4	2	-	-	1	-	1	-	1
Gand	3	1	-	-	-	-	-	-	1
Liège	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Totaux :	7	3	-	-	1	-	1	-	2

ARTICLES 13 A, 19, 21 § 2, 22, 23 et 37
seule fois d'après le jugement qui a prononcé la mesure la plus grave.

une so- une ins- charité gnement ou privée 14, 15, 17	Confiés à un établissement de l'Etat (art. 13, 14, 15, 17, 22, 23, 37)				Placés dans un asile ou dans un établisse- ment officiel ou privé approprié à leur état (art. 21, § 2)		Total des mineurs ayant fait l'objet d'une mesure Colonnes 6 à 17		Mis à la disposition du gouvernement après condamnation (art. 37)	
	conditionnellement (liberté surveillée)		non conditionnellement		Garçons	Filles	Garçons	Filles	Garçons	Filles
Filles	Garçons	Filles	Garçons	Filles	Garçons	Filles	Garçons	Filles	Garçons	Filles
11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21
73	130	36	21	11	16	5	396	212	-	-
11	24	8	7	-	6	1	104	25	-	-
1	38	4	2	4	-	-	46	9	-	-
43	207	64	7	-	1	-	333	152	-	-
5	12	8	1	-	1	-	40	17	-	-
1	15	5	6	1	2	-	37	19	-	-
22	66	22	8	1	-	-	112	57	-	-
52	2	3	21	3	14	3	101	72	-	-
6	27	16	8	-	3	-	60	26	-	-
45	30	19	4	4	2	2	119	111	-	-
5	6	3	4	-	3	-	57	19	-	-
14	2	-	7	-	1	1	17	16	-	-
13	19	19	8	2	1	-	116	53	-	-
9	35	14	4	1	3	1	149	49	-	-
1	-	-	-	-	-	-	1	3	-	-
4	3	-	1	-	-	-	26	6	-	-
7	10	4	17	11	2	3	101	36	-	-
4	24	8	2	3	2	-	57	26	-	-
3	4	-	7	-	-	-	24	4	1	-
10	39	8	7	1	3	-	107	25	-	-
12	34	7	4	-	-	-	67	22	-	-
3	2	1	3	2	1	-	33	13	-	-
1	3	-	2	-	-	-	31	2	-	-
-	-	-	3	-	-	-	5	-	-	-
8	14	10	4	-	1	-	53	21	-	-
9	6	1	6	2	-	-	17	13	-	-
Totaux :	362	752	280	164	46	62	2.209	1.007	1	-
-	1	1	-	1	-	-	4	2	-	-
-	2	1	-	-	-	-	3	1	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	3	2	-	1	-	-	7	3	-	-

TABEAU 11. - MINEURS JUGES - RESULTATS DES POURSUITES EN RAPPORT AVEC L'AGE - ARTICLES 13 à 19, 21, § 2, 22, 23 et 37

Les mineurs jugés plusieurs fois dans le courant de l'année, à raison de faits distincts, ne sont comptés qu'une seule fois, d'après le jugement qui a prononcé la mesure la plus grave.

AGE AU MOMENT OU LES FAITS ONT ETE COMMIS	Total des mineurs jugés		Renvoyés des poursuites		Réprimandés et rendus aux personnes qui en avaient la garde (Liberté surveillée (art. 13, 14, 15 et 17)		Confiés à une personne (art. 13, 14, 15 et 17)		Confiés à une société ou une institution de charité ou d'enseignement publique ou privée (art. 13, 14, 15 et 17)		Confiés à un établissement de l'Etat (art. 13, 14, 15, 17, 22 et 23)				Placés dans un asile ou dans un établissement officiel ou privé approprié à leur état (art. 21, § 2)		Total des mineurs ayant fait l'objet d'une mesure Colonne 6 à 17	
	Garçons	Filles	Garçons	Filles	Garçons	Filles	Garçons	Filles	Garçons	Filles	Garçons	Filles	Garçons	Filles	Garçons	Filles		
																		Conditionnel-lement (Liberté surveillée)
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19
Moins de 10 ans	127	24	6	1	59	14	-	-	41	6	12	2	-	-	9	1	121	23
De 10 à moins de 11 ans	93	25	7	1	47	10	-	-	26	11	8	3	1	-	4	-	86	24
De 11 à moins de 12 ans	140	30	3	-	64	11	-	1	44	12	20	5	3	-	6	1	137	30
De 12 à moins de 13 ans	186	45	5	-	95	16	-	1	46	19	28	8	8	-	4	1	181	45
De 13 à moins de 14 ans	299	141	1	5	146	47	1	2	58	47	67	34	15	3	11	3	298	136
De 14 à moins de 15 ans	372	188	8	4	159	53	5	8	45	61	117	53	29	7	9	2	364	184
De 15 à moins de 16 ans	422	287	6	8	171	78	4	19	47	89	140	77	45	14	9	2	416	279
De 16 à moins de 17 ans	316	167	1	-	45	30	6	11	39	67	178	46	40	10	7	3	315	167
De 17 à moins de 18 ans	292	119	1	-	35	17	9	5	39	50	182	32	23	12	3	3	291	119
Totaux :	2.247	1.026	38	19	821	276	25	47	385	362	752	260	164	46	62	16	2.209	1.007

TABEAU 12. - MINEURS JUGES - RESULTATS DES POURSUITES EN RAPPORT AVEC LES FAITS COMMIS

Les mineurs jugés plusieurs fois dans le courant de l'année, à raison de faits distincts, ne sont comptés qu'une seule fois, après le jugement qui a prononcé la mesure la plus grave.

NATURE DES FAITS COMMIS	Total des mineurs jugés		Renvoyés des poursuites		Réprimandés et rendus aux personnes qui en avaient la garde (Liberté surveillée (art. 13, 14, 15 et 17)		Confiés à une personne (art. 13, 14, 15 et 17)		Confiés à une société ou une institution de charité ou d'enseignement publique ou privée (art. 13, 14, 15 et 17)		Confiés à un établissement de l'Etat (art. 13, 14, 15, 17, 22, 23 et 37)				Placés dans un asile ou dans un établissement officiel ou privé approprié à leur état (art. 21, § 2)		Total des mineurs ayant fait l'objet d'une mesure Colonne 6 à 17	
	Garçons	Filles	Garçons	Filles	Garçons	Filles	Garçons	Filles	Garçons	Filles	Garçons	Filles	Garçons	Filles	Garçons	Filles		
																		conditionnel-lement
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19
Vagabondage ou mendicité	145	114	1	-	64	29	3	5	35	50	25	17	12	9	5	4	144	114
Inconduite	727	281	4	3	11	5	13	16	183	147	413	87	75	18	28	5	723	278
Prostitution, débauche, jeux, trafics ou occupations qui exposent à la prostitution ou au vagabondage à la mendicité ou à la criminalité	59	183	11	9	39	46	-	11	1	56	4	57	3	2	1	2	48	174
Faits qualifiés infractions :																		
contre l'autorité	2	2	-	1	2	-	-	-	-	-	-	1	-	-	-	-	2	1
contre les moeurs	205	178	4	3	85	49	-	10	16	48	73	56	22	11	5	1	201	175
contre les personnes	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
{ crimes	72	10	5	1	54	7	-	-	3	1	8	1	-	-	2	-	67	9
{ délits	53	2	2	-	35	2	-	-	5	-	7	-	1	-	3	-	51	2
contre les propriétés	814	122	8	2	429	55	5	3	108	25	203	31	46	3	15	3	806	120
{ incendies	5	-	-	-	4	-	-	-	-	-	1	-	-	-	-	-	5	-
{ vols	97	76	3	-	76	51	4	1	2	15	9	6	3	3	-	-	94	76
{ escroqueries	68	58	-	-	22	32	-	1	32	20	9	4	2	-	3	1	68	58
d'autre nature																		
Infractions à la loi scolaire																		
Totaux :	2.247	1.026	38	19	821	276	25	47	385	362	752	260	164	46	62	16	2.209	1.007

TABLEAU 13. - RESULTATS DEFINITIFS DES AFFAIRES TERMINEES
NATURE ET POURCENTAGE DES DECISIONS INTERVENUES

NATURE DES DECISIONS 1	Nombre 2	Pourcentage 3
Affaires laissées sans suite par les parquets et par les juges	32.999	91,12
Mineurs réprimandés (liberté surveillée)	1.097	3,03
Mineurs placés chez un particulier	72	0,20
Mineurs placés dans une institution privée	747	2,06
Mineurs placés conditionnellement dans un établissement de l'Etat (liberté surveillée)	1.012	2,79
Mineurs placés dans un établissement de l'Etat	210	0,58
Mineurs placés dans un établissement approprié à leur état	78	0,22
Totaux :	36.215	100,00

TABLEAU 14. - ORDONNANCES ET JUGEMENTS MODIFICATIFS, REVISIONS TRIENNALES RENDUS A L'EGARD DES MINEURS - NATURE DE LA DECISION NOUVELLE
ARTICLE 31

ARRONDISSEMENTS 1	Maintenant la situation		Ordonnant la mise en liberté pure et simple		Ordonnant la liberté surveillée		Plaçant chez un particulier		Plaçant dans une société ou une institution privée		Plaçant dans un établissement de l'Etat		Plaçant dans un établissement spécial		Total	
	Garçons	Filles	Garçons	Filles	Garçons	Filles	Garçons	Filles	Garçons	Filles	Garçons	Filles	Garçons	Filles	Garçons	Filles
Bruxelles	83	28	144	81	218	123	13	27	95	58	47	39	27	26	627	382
Louvain	8	5	12	5	5	4	-	4	6	4	9	2	1	-	41	24
Nivelles	-	-	25	28	19	8	-	2	9	3	10	2	1	2	64	45
Anvers	39	26	58	32	115	44	22	28	59	35	38	10	6	6	337	179
Nalines	-	-	-	2	7	8	-	2	6	6	3	-	-	-	16	18
Turnhout	2	-	-	-	11	2	-	2	1	4	2	-	3	-	19	8
Mons	3	2	111	67	44	35	3	7	13	16	21	7	5	2	200	136
Charleroi	75	72	15	36	21	13	68	59	51	68	33	20	19	16	282	284
Tournai	3	-	33	32	24	16	4	5	7	7	7	4	5	2	83	66
Gand	7	11	1	6	67	40	13	67	16	46	19	20	-	6	123	196
Audenarde	-	2	-	1	13	2	3	4	3	6	4	2	4	-	27	17
Termonde	-	3	3	4	14	10	-	6	9	7	5	6	3	1	34	37
Bruges	4	6	2	8	22	14	3	10	7	8	12	10	1	2	51	58
Courtrai	2	3	-	3	15	10	4	20	6	10	7	3	3	2	37	51
Fumes	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	-	1	-	-	1	1
Ypres	-	-	-	-	10	5	1	1	-	2	4	2	1	-	16	10
Liège	26	14	-	-	51	26	2	11	34	23	21	20	7	9	141	103
Huy	7	1	-	1	19	9	6	5	6	6	5	3	2	-	45	24
Verviers	-	1	-	-	10	14	-	3	5	6	5	2	2	1	22	27
Tongres	5	-	-	-	19	7	-	5	5	6	4	3	4	5	40	26
Hasselt	3	1	7	4	10	3	3	7	2	4	4	3	1	-	30	22
Arlon	-	-	1	1	2	-	-	1	5	1	2	-	3	-	13	3
Marche-en-Famenne	-	-	-	-	2	4	-	2	2	1	1	-	1	-	6	7
Neufchâteau	1	-	2	8	2	4	-	2	2	2	-	-	-	-	7	16
Namur	2	5	-	-	29	8	7	13	23	14	11	1	1	2	73	43
Dinant	-	-	-	-	6	11	4	15	4	9	4	5	1	2	19	42
Totaux :	270	180	414	319	755	420	159	306	377	351	278	165	101	84	2.354	1.825

TABLEAU 15. - MOUVEMENT DE LA POPULATION DANS LES ETABLISSEMENTS

ETABLISSEMENTS 1	ENTRES			SOR-						Total
	Présents au 1er janvier 2	Entrés pendant l'année 3	Total des mineurs observés 4	à la suite d'une décision du juge des enfants						
				Rendus à leurs parents 5	Confiés à un particulier 6	Confiés à une société ou à une institution 7	Placés dans un établissement de l'Etat 8	Placés dans un établissement spécial approprié à leur état 9		
Privés										
Woluwé Saint-Pierre ; poste d'observation de l'Institut du Bon Pasteur (Filles)	6	56	62	3	2	42	1	2	50	
Anvers : quartier d'observation de l'Institut Sainte-Marguerite de Cortone (Filles)	90	131	221	57	38	85	8	15	203	
Malaise : centre d'accueil et d'orientation	50	119	169	13	8	63	3	34	121	
Totaux :	146	306	452	73	48	190	12	51	374	
d'Etat										
Mol (Garçons)	93	494	587	185	18	93	117	70	483	
Namur (Filles)	83	199	282	43	15	24	66	14	162	
Wauthier-Braine (Garçons)	43	105	148	8	-	-	82	3	93	
Totaux :	219	798	1.017	236	33	117	265	87	738	

D'OBSERVATION - SITUATION AU 31 DECEMBRE

TIS						RESTANT au 31 décembre, l'observation ayant à cette date une durée de							
Evadés	Décédés	Aliénés	Majorité	Rapatriés	Total des sorties	Moins de 15 jours	15 jours à - de 1 mois	1 mois à - de 2 mois	2 mois à - de 3 mois	3 mois à - de 6 mois	6 mois à - de 1 an	1 an et plus	Total
11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24
-	-	-	-	-	50	2	4	6	-	-	-	-	12
2	-	-	4	-	209	8	4	-	-	-	-	-	12
-	-	-	-	-	121	5	35	4	3	-	-	1	48
2	-	-	4	-	380	15	43	10	3	-	-	1	72
19	-	3	14	1	520	13	14	21	13	6	-	-	67
18	-	-	-	-	180	3	6	9	15	33	31	5	102
2	-	-	-	2	97	1	6	23	19	2	-	-	51
39	-	3	14	3	797	17	26	53	47	41	31	5	220

TABLEAU 16. - MOUVEMENT DE LA POPULATION PENDANT L'ANNEE
Liberté surveillée - Placements familiaux - Etablissements d'éducation privés -
Etablissements d'éducation de l'Etat -

NATURE DE LA MESURE	ENTRES			SORTIS						
	Présents au 1er janvier	Entrés pendant l'année	Total	Mineurs qui par décision du juge des enfants ont été soumis à une autre mesure ou rendus à la liberté pure et simple	Evadés	Décédés	Alliés	Entrés à l'armée	Rapatriés	Expiration de terme
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
Liberté surveillée { garçons	8.628	1.921	10.549	390	-	3	-	100	-	1.325
{ filles	3.135	1.009	4.144	470	-	1	-	-	-	509
Placements familiaux { garçons	135	48	183	38	-	-	-	3	-	22
{ filles	92	61	153	38	-	-	-	-	-	14
Placement au travail chez un particulier { garçons	197	135	332	123	3	2	1	19	-	21
{ filles	334	291	625	245	-	-	2	-	-	36
Etablissements d'éducation privés { garçons	1.153	820	1.973	628	16	2	3	43	4	29
{ filles	1.064	879	1.943	769	11	-	1	-	6	36
Etablissements spéciaux privés { garçons	377	238	615	197	-	-	3	2	-	9
{ filles	128	119	247	96	1	1	-	-	-	4
Etablissements d'éducation de l'Etat										
Ruislede - Wingene { garçons	124	99	223	80	2	-	1	8	-	3
Mol { garçons	70	306	376	261	8	-	7	32	2	1
Saint-Servais { filles	64	98	162	97	10	-	-	-	-	1
Bruges { filles	37	77	114	55	9	-	3	-	-	-
Jumet, Home scolaire (garçons	46	39	85	29	-	-	-	-	-	-
Wauthier-Braine { garçons	48	76	124	60	-	-	1	-	-	-
Etablissements spéciaux de l'Etat : Mol (établissement pour anormaux avec colonie familiale pour garçons)	25	95	120	76	6	-	1	10	-	-
Totaux : garçons	10.803	3.777	14.580	1.882	35	7	17	217	6	1.410
filles	4.854	2.534	7.388	1.770	31	2	6	-	6	600
Total :	15.657	6.311	21.968	3.652	66	9	23	217	12	2.010

N.B. Pour le calcul de la durée, les placements successifs dans les établissements de même espèce sont cumulés. Les transferts sont comptés ni à la sortie, ni à la rentrée.

SITUATION AU 31 DECEMBRE
Etablissements spéciaux privés -
Etablissements de l'Etat.

Transférés dans un autre établissement de l'Etat	Total des sortis	Total des mineurs restant au 31 décembre	RESTANT au 31 décembre, la mesure ayant à cette date une durée de												
			Moins de 1 an	1 an à - de 2 ans	2 ans à - de 3 ans	3 ans à - de 4 ans	4 ans à - de 5 ans	5 ans à - de 6 ans	6 ans à - de 7 ans	7 ans à - de 8 ans	8 ans à - de 9 ans	9 ans à - de 10 ans	10 ans et plus		
12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25		
-	1.818	8.731	2.059	1.710	1.399	1.125	808	528	397	280	209	110	128		
-	980	3.164	830	667	556	381	284	166	112	73	40	24	31		
-	63	120	42	33	19	16	3	4	2	1	-	-	-		
-	52	101	40	21	14	16	6	1	1	2	-	-	-		
-	169	163	80	45	17	15	2	2	1	-	1	-	-		
-	283	342	184	79	36	24	13	5	1	-	-	-	-		
-	725	1.248	528	268	204	89	69	45	20	11	7	3	6		
-	823	1.120	550	268	151	69	35	18	14	10	1	2	2		
-	211	404	151	92	71	43	18	10	9	5	2	1	2		
-	102	145	68	21	19	9	15	6	-	2	3	-	2		
17	111	112	75	23	10	4	-	-	-	-	-	-	-		
5	316	60	58	1	1	-	-	-	-	-	-	-	-		
1	109	53	41	7	1	4	-	-	-	-	-	-	-		
1	68	46	44	2	-	-	-	-	-	-	-	-	-		
5	34	51	26	14	5	6	-	-	-	-	-	-	-		
17	78	46	31	15	-	-	-	-	-	-	-	-	-		
6	99	21	14	5	-	1	1	-	-	-	-	-	-		
50	3.624	10.956	3.062	2.206	1.726	1.299	901	587	429	277	219	114	136		
2	2.417	4.971	1.757	1.065	777	503	353	196	128	87	44	26	35		
52	6.041	15.927	4.819	3.271	2.503	1.802	1.254	783	557	364	263	140	171		

provisoire, visites aux parents, envois à l'hôpital, mises à la disposition d'un magistrat, visites pour incorporation, etc... ne

TABLEAU 17. - SITUATION PAR ARRONDISSEMENT AU 31 DECEMBRE DES MINEURS QUI ONT FAIT L'OBJET D'UNE MEURE PRISE PAR LE JUGE DES ENFANTS

ARRONDISSEMENTS	En liberté surveillée dans leur famille		Confiés à un particulier		Confiés à une société ou à un établissement privé			Confiés à un établissement spécial privé			Placés dans un établissement de l'Etat			Totaux	
	1	2	avec frais	sans frais	Total	avec frais	sans frais	Total	avec frais	sans frais	Total	spécial	ordinal-		Total
Bruxelles	1.984	25	43	68	511	1	184	184	8	10	11	12	13	14	15
Louvain	522	-	11	11	74	-	29	74	-	-	184	56	44	100	2.848
Nivelles	161	1	4	5	29	-	15	29	-	-	29	5	19	24	660
Anvers	1.210	4	64	68	244	2	246	246	2	-	23	10	39	49	226
Malines	211	-	2	2	21	-	21	21	2	-	3	3	1	4	1.596
Turnhout	234	-	5	5	13	-	13	13	2	-	2	-	3	3	241
Mons	543	6	12	18	134	-	134	134	10	-	10	27	18	45	257
Charleroi	565	2	158	160	317	11	328	328	82	3	85	25	46	71	750
Tournai	284	1	15	16	71	-	71	71	23	-	23	7	14	21	1.209
Gand	844	6	120	126	256	1	257	257	30	-	30	17	23	40	415
Audenarde	444	-	26	26	43	1	44	44	8	-	8	3	6	9	1.297
Termonde	189	1	8	9	42	-	42	42	10	1	11	5	8	13	531
Bruges	820	-	28	28	72	-	72	72	13	-	13	9	19	28	264
Courtrai	1.149	1	27	28	40	1	41	41	31	-	31	2	9	11	961
Furnes	49	-	5	5	4	-	4	4	-	-	-	-	-	1	1.260
Ypres	118	-	3	3	23	-	23	23	5	-	5	3	4	7	59
Liège	598	3	33	36	142	4	146	146	27	-	27	28	43	71	156
Huy	340	-	10	10	41	-	41	41	10	-	10	8	6	14	878
Verviers	161	1	1	2	39	-	39	39	3	-	3	5	8	13	415
Tongres	589	3	11	14	37	3	40	40	13	-	13	2	6	8	218
Hasselt	172	1	18	19	17	-	17	17	2	-	2	6	9	15	664
Arlon	151	-	7	7	15	1	16	16	5	-	5	4	6	10	225
Marche-en-Famenne	83	1	3	4	11	-	11	11	3	-	3	1	1	2	189
Neufchâteau	17	-	3	3	12	-	12	12	2	-	2	1	7	8	103
Namur	361	4	17	21	73	1	74	74	8	-	8	2	7	9	44
Dinant	96	-	32	32	58	1	59	59	3	1	4	5	12	17	473
Totaux :	11.895	60	666	726	2.339	29	2.368	2.368	544	5	549	241	368	609	16.147

TABLEAU 18. - ANCIENS MINEURS DE JUSTICE AYANT ATTEINT LEUR 30e ANNEE, CONdamnATIONS ENCOURUES AU 31 DECEMBRE, DEPUIS LEUR MAJORITE

REGIME LE PLUS SEVERE APPLIQUE PENDANT LA MINORITE	Individus qui, depuis leur majorité, ont été condamnés à												Individus qui n'ont subi aucune condamnation après leur majorité		
	Nombre de mineurs auxquels ce régime a été appliqué	une ou plusieurs condamnations de police		une condamnation correctionnelle	deux condamnations correctionnelles	trois condamnations correctionnelles	quatre condamnations correctionnelles	cinq condamnations correctionnelles	plus de cinq condamnations correctionnelles	condamnés par une Cour d'Assises	condamnés par vagabondage	condamnés par une juridiction militaire		condamnés par plusieurs cours et tribunaux	Total des individus qui ont été condamnés après leur majorité
		1	2												
Liberté surveillée	1.088	81	174	57	29	19	21	22	2	2	1	29	62	497	591
Placement chez un particulier	26	3	2	1	-	1	1	1	-	-	-	2	-	11	15
Placement dans une institution privée	202	13	30	14	8	5	-	2	-	-	1	10	9	92	110
Placement dans un établissement spécial privé	13	-	2	2	-	-	-	-	-	-	1	-	-	5	8
Placement dans un établissement de l'Etat	476	32	77	41	21	21	8	16	-	-	7	31	59	313	163
Totaux :	1.805	129	285	115	58	46	30	41	2	2	10	72	130	918	887
Liberté surveillée	339	4	48	11	7	2	-	-	-	-	-	1	-	73	266
Placement chez un particulier	20	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	19
Placement dans une institution privée	283	8	39	9	4	2	-	-	-	-	1	2	-	65	218
Placement dans un établissement spécial privé	14	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2	12
Placement dans un établissement de l'Etat	175	10	33	11	6	2	-	1	-	-	1	-	-	64	111
Totaux :	831	24	120	32	17	6	-	1	-	-	2	3	-	205	626

Hommes

Femmes

STATISTIQUE

DÈS

JURIDICTIONS DU TRAVAIL

ANNEE 1964

JURIDICTIONS DU TRAVAIL. - ANNEE 1964

Les données de la statistique des juridictions du travail sont inscrites pour chacun des conseils de prud'hommes et des conseils de prud'hommes d'appel, par les soins des greffiers, dans des formulaires issus du Ministère du Travail et de la Prévoyance sociale.

Transmis par ce département à l'Institut national de Statistique, ces documents y sont vérifiés et dépouillés en tant qu'ils concernent l'administration de la justice et les actes spéciaux de ces juridictions.

TABLEAU 1. - CONSEILS DE PRUD'HOMMES, APERCU DES AFFAIRES INSCRITES, TERMINEES ET RESTANT A JUGER

SIEGES DE JURIDICTION	C h a m b r e	BUREAU DE CONCILIATION Nombre d'affaires					BUREAU DE JUGEMENT Nombre d'affaires					CONSEIL Nombre d'affaires				
		pendantes et inscrites dans l'année	terminées par conciliation	renvoyées au bureau de jugements	renvoyées au Conseil	restées sans suite	pendantes et inscrites dans l'année	terminées à l'amiable	terminées par jugement	rayées ou abandonnées	restant à juger à la fin de l'année	pendantes et inscrites dans l'année	terminées à l'amiable	terminées par jugement	rayées ou abandonnées	restant à juger à la fin de l'année
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17
Bruxelles	O	2.522	135	208	1.696	398	312	47	240	-	25	2.145	92	1.723	-	330
	E	1.726	67	16	1.441	202	16	1	15	-	-	1.920	42	1.477	-	401
	M	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	134	-	128	-	6
Hal	O	88	1	-	79	8	-	-	-	-	-	64	7	57	-	-
	E	23	-	-	18	5	-	-	-	-	-	27	5	11	-	11
	M	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Vilvorde	O	157	39	-	67	51	-	-	-	-	-	53	5	40	-	8
	E	54	17	-	34	3	-	-	-	-	-	24	1	17	-	6
	M	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Louvain	O	193	43	-	91	59	-	-	-	-	-	96	6	47	-	43
	E	52	9	-	34	9	-	-	-	-	-	47	4	20	-	23
	M	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Nivelles	O	70	6	13	34	17	26	-	22	-	4	51	-	34	-	17
	E	14	-	-	14	-	-	-	-	-	-	25	-	12	-	13
	M	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	3	-	-	-	3
Tubize	O	18	7	-	7	4	-	-	-	-	-	8	1	6	-	1
	E	4	2	-	-	2	-	-	-	-	-	3	-	2	-	1
	M	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-
Wavre	O	120	13	-	78	29	-	-	-	-	-	44	-	41	-	3
	E	28	2	-	25	1	-	-	-	-	-	16	-	11	-	5
	M	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Anvers	O	1.549	154	-	1.246	150	-	-	-	-	-	921	-	603	-	318
	E	557	20	-	499	38	-	-	-	-	-	757	-	382	-	375
	M	63	3	-	48	12	-	-	-	-	-	52	-	37	-	15
Malines	O	289	152	-	106	31	-	-	-	-	-	124	3	91	-	30
	E	69	8	-	52	9	-	-	-	-	-	52	3	19	-	30
	M	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Turnhout	O	258	18	38	184	16	27	4	20	-	3	86	16	55	-	15
	E	50	5	1	40	4	-	-	-	-	-	57	9	32	-	16
	M	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-

O = Pour ouvriers; E = Pour employés; M = Mixte.

TABEAU 1 (suite)

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17
Mons	O	115	25	2	78	10	2	-	2	-	-	-	43	7	25	-	11
	E	72	11	1	56	4	1	-	1	-	-	-	39	3	23	-	13
	M	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2	-	1	-	1
Dour	O	18	2	1	15	-	1	-	1	-	-	-	20	-	15	-	5
	E	6	-	-	6	-	-	-	-	-	-	-	11	-	4	-	7
	M	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	-	-	1
La Louvière	O	574	36	84	406	48	40	36	4	-	-	-	30	3	22	-	5
	E	75	8	-	57	10	-	-	-	-	-	-	68	1	34	-	33
	M	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	5	-	4	-	1
Pâturages	O	94	9	-	63	22	-	-	-	-	-	-	48	10	25	-	13
	E	19	1	-	17	1	-	-	-	-	-	-	39	1	21	-	17
	M	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	-	-	1
Soignies	O	37	5	-	9	23	1	1	-	-	-	-	14	1	11	-	2
	E	13	3	-	5	5	-	-	-	-	-	-	9	1	3	-	5
	M	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Charleroi	O	598	153	45	136	1.204	45	2	43	-	-	-	136	8	128	-	-
	E	394	39	1	82	272	1	-	1	-	-	-	82	8	74	-	-
	M	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Binche	O	283	167	4	70	42	4	2	2	-	-	-	62	5	56	-	1
	E	25	2	-	20	3	-	-	-	-	-	-	23	2	19	-	2
	M	1	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-	5	1	2	-	2
Font. - l'Evêque	O	32	3	-	24	5	-	-	-	-	-	-	21	-	16	-	5
	E	21	3	-	18	-	-	-	-	-	-	-	20	-	6	-	14
	M	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Tournai	O	63	21	6	32	4	6	-	6	-	-	-	23	3	17	-	3
	E	21	2	-	16	3	-	-	-	-	-	-	20	1	15	-	4
	M	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Lessines	O	16	3	-	8	5	-	-	-	-	-	-	19	2	15	-	2
	E	7	-	-	5	2	-	-	-	-	-	-	5	1	2	-	2
	M	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Gand	O	580	52	166	284	87	81	20	50	-	11	230	40	140	-	-	50
	E	172	16	1	145	10	6	1	2	-	3	148	16	69	-	-	63
	M	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	11	4	5	-	-	2
Eeklo	O	46	4	12	22	8	11	1	4	-	6	23	1	9	-	-	13
	E	14	3	-	11	-	-	-	-	-	-	12	-	7	-	-	5
	M	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	-	-	-	1
Audenarde	O	16	6	-	5	5	-	-	-	-	-	-	7	5	2	-	-
	E	14	1	-	9	4	-	-	-	-	-	-	12	5	2	-	5
	M	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Renaix	O	45	4	-	14	27	-	-	-	-	-	-	16	4	10	-	2
	E	19	-	-	13	6	-	-	-	-	-	-	18	1	5	-	12
	M	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Termonde	O	209	24	48	122	15	27	2	16	-	10	95	11	53	-	-	31
	E	27	3	-	24	-	-	-	-	-	-	31	3	10	-	-	18
	M	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2	-	2	-	-	-
Alost	O	244	8	-	192	44	-	-	-	-	-	137	1	106	-	-	30
	E	60	2	-	48	10	-	-	-	-	-	65	13	34	-	-	18
	M	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	6	-	5	-	-	1

TABEAU 1. - (suite)

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17
Saint-Nicolas	O	186	21	6	115	44	5	-	1	4	-	-	122	7	90	-	25
	E	19	1	-	17	1	-	-	-	-	-	-	31	-	27	-	4
	M	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Bruges	O	264	66	-	172	26	1	-	-	1	-	-	111	16	56	-	39
	E	94	5	-	85	4	-	-	-	-	-	-	81	4	53	-	24
	M	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	8	-	4	-	4
Ostende	O	255	13	99	113	30	19	1	15	-	3	85	10	50	-	-	25
	E	69	4	2	55	8	1	-	1	-	-	51	5	23	-	-	23
	M	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Tielt	O	29	8	-	21	-	4	1	2	-	1	25	-	6	-	-	19
	E	7	3	-	4	-	2	-	-	-	2	7	-	2	-	-	5
	M	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Courtrai	O	95	25	15	51	4	15	5	9	-	1	61	4	41	-	-	16
	E	47	1	-	46	-	-	-	-	-	-	43	1	22	-	-	20
	M	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2	-	2	-	-	-
Mouscron	O	37	5	-	32	-	-	-	-	-	-	16	-	9	-	-	7
	E	7	-	-	7	-	-	-	-	-	-	7	-	3	-	-	4
	M	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Roulers	O	162	8	70	81	6	34	1	12	-	21	99	6	75	-	-	18
	E	44	3	1	39	1	-	-	-	-	-	36	2	26	-	-	8
	M	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	-	-	-	1
Ypres	O	32	12	-	17	3	-	-	-	-	-	14	5	7	-	-	2
	E	16	1	-	13	2	-	-	-	-	-	17	3	11	-	-	3
	M	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Liège	O	500	200	-	270	30	-	-	-	-	-	205	-	119	-	-	86
	E	264	10	-	234	20	-	-	-	-	-	220	-	136	-	-	84
	M	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	10	-	6	-	-	4
Comblain-au-Pont	O	21	8	-	12	1	-	-	-	-	-	12	-	11	-	-	1
	E	23	-	-	5	18	-	-	-	-	-	5	-	4	-	-	1
	M	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Fléron	O	5	1	-	2	2	-	-	-	-	-	2	-	1	-	-	1
	E	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2	-	2	-	-	-
	M	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Huy	O	33	5	-	25	3	-	-	-	-	-	37	2	19	-	-	16
	E	16	3	-	11	2	-	-	-	-	-	29	-	8	-	-	21
	M	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Jemeppe	O	120	15	-	91	14	-	-	-	-	-	80	3	77	-	-	-
	E	26	2	-	21	3	-	-	-	-	-	39	-	39	-	-	-
	M	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-
Verviers	O	177	8	113	52	4	30	-	24	-	6	111	-	98	-	-	13
	E	62	4	-	56	2	1	-	1	-	-	60	-	35	-	-	25
	M	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Eupen	O	10	1	-	7	2	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-
	E	2	-	-	-	2	-	-	-	-	-	3	-	3	-	-	-
	M	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Hasselt	O	216	17	-	188	11	-	-	-	-	-	173	14	80	-	-	79
	E	66	4	-	61	1	-	-	-	-	-	85	5	26	-	-	54
	M	1	-	-	1	-	-	-	-	-	-	4	-	4	-	-	-
Tongres	O	108															

TABLEAU 1 (suite)

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17
Namur	O	276	46	91	124	15	8	-	5	-	3	81	19	46	-	16
	E	79	6	-	70	3	-	-	-	-	-	51	6	29	-	16
	M	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	4	-	3	-	1
Andenne	O	11	7	1	1	2	1	-	1	-	-	1	-	1	-	-
	E	1	-	-	-	1	-	-	-	-	-	2	-	2	-	-
Auvclais	O	62	21	1	30	10	1	-	1	-	-	32	5	25	-	2
	E	11	4	6	-	1	-	-	-	-	-	11	6	5	-	-
	M	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-
Dinant	O	62	6	5	33	18	5	-	5	-	-	31	-	27	-	4
	E	22	-	-	20	2	-	-	-	-	-	22	-	18	-	4
Philippeville	O	51	17	-	32	2	-	-	-	-	-	32	2	27	-	3
	E	3	1	-	2	-	-	-	-	-	-	5	-	2	-	3
	M	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Arlon	O	56	5	3	20	28	1	-	1	-	-	30	-	17	-	13
	E	21	1	1	16	3	1	-	1	-	-	21	-	11	-	10
Libramont	O	47	14	14	16	3	3	-	3	-	-	19	-	14	-	5
	E	12	2	1	9	-	-	-	-	-	-	13	-	7	-	6
	M	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Marche-en-Famenne	O	48	9	-	29	8	-	-	-	-	-	21	-	17	-	4
	E	17	3	-	13	1	-	-	-	-	-	15	-	10	-	5
Le Royaume	O	12.102	1.633	1.133	6.689	2.647	710	124	492	-	94	5.964	325	4.309	-	1.350
	E	4.477	285	31	3.481	680	29	2	22	-	5	4.402	154	2.822	-	1.426
	M	65	3	-	50	12	-	-	-	-	-	259	5	210	-	44
Total :		16.644	1.921	1.164	10.220	3.339	739	126	514	-	99	10.645	484	7.341	-	2.820

TABLEAU 1 bis. - DEPOTS DE REGLEMENT D'ATELIER ET DE DESSINS ET MODELES INDUSTRIELS

SIEGE DE JURIDICTION	Nombre de dépôts de règlements d'atelier	Nombre de dépôt de dessins et modèles industriels	SIEGE DE JURIDICTION	Nombre de dépôts de règlements d'atelier	Nombre de dépôts de dessins et modèles industriels
1	2	3	1	2	3
Bruxelles	918	255	Saint-Nicolas	136	3
Hal	25	5	Bruges	260	5
Vilvorde	46	194	Ostende	80	-
Louvain	232	2	Tielt	75	1
Nivelles	-	-	Courtrai	204	15
Tubize	17	1	Mouscron	28	2
Wavre	190	1	Roulers	408	24
Anvers	1.284	24	Ypres	107	-
Malines	687	17	Liège	391	30
Turnhout	356	3	Comblain-au-Pont	17	-
Mons	134	1	Fléron	-	-
Dour	30	2	Huy	85	1
La Louvière	234	5	Jemeppe	108	5
Pâturages	79	3	Verviers	90	1
Soignies	45	1	Eupen	-	-
Charleroi	239	2	Hasselt	496	3
Binche	58	1	Tongres	285	-
Fontaine-l'Evêque	64	1	Namur	105	3
Tournai	140	5	Andenne	12	-
Lesines	129	-	Auvclais	31	-
Gand	582	24	Dinant	72	6
Eeklo	103	1	Philippeville	21	-
Audenarde	86	1	Arlon	190	1
Renaix	53	-	Libramont	146	1
Termonde	170	-	Marche-en-Famenne	-	-
Alost	400	11			
			Le Royaume :	9.548	661

TABLEAU 2. - CONSEILS DE PRUD'HOMMES D'APPEL
APERCU DES AFFAIRES INSCRITES, TERMINEES ET RESTANT A JUGER

RESSORT DE	CHAMBRE	AFFAIRES A JUGER			AFFAIRES TERMINEES			Affaires restant à juger
		Pendantes au début de l'année	Nouvelles introduites pendant l'année	Total	par arrêt au fond	par radiation abandon etc...	Total	
1	2	3	4	5	6	7	8	9
Bruxelles	pour ouvriers	100	114	214	118	-	118	96
	pour employés	475	347	822	433	-	433	389
	mixte	21	26	47	24	-	24	23
Anvers	pour ouvriers	49	48	95	41	20	61	34
	pour employés	85	117	202	88	15	103	99
	mixte	1	2	3	2	1	3	-
Mons	pour ouvriers	17	32	49	21	-	21	28
	pour employés	56	55	111	38	6	44	67
	mixte	2	3	5	2	2	4	1
Gand	pour ouvriers	36	54	90	35	9	44	46
	pour employés	54	61	115	55	4	59	56
	mixte	-	3	3	-	-	-	3
Bruges	pour ouvriers	53	30	83	24	3	27	56
	pour employés	26	44	70	39	1	40	30
	mixte	2	2	4	4	-	4	-
Liège	pour ouvriers	18	19	37	17	4	21	16
	pour employés	57	55	112	41	2	43	69
	mixte	-	2	2	2	-	2	-
Hasselt	pour ouvriers	9	14	23	6	1	7	16
	pour employés	12	8	20	12	-	12	8
	mixte	-	1	1	1	-	1	-
Namur	pour ouvriers	7	25	32	16	1	17	15
	pour employés	17	21	38	20	2	22	16
	mixte	-	-	-	-	-	-	-
Libramont	pour ouvriers	-	-	-	-	-	-	-
	pour employés	2	5	7	3	-	3	4
	mixte	6	11	17	11	-	11	6
le Royaume	pour ouvriers	291	339	630	281	36	319	311
	pour employés	788	719	1.507	737	30	767	740
	mixte	26	39	65	35	3	38	27
Total :		1.105	1.097	2.202	1.053	71	1.124	1.078

STATISTIQUE
DE L'ACTIVITE
DU CONSEIL D'ETAT

ANNEE
1963-1964

STATISTIQUE DE L'ACTIVITE DU CONSEIL D'ETAT

Le Conseil d'Etat a été créé par la loi du 23 décembre 1946 qui entra en vigueur à la date du 23 août 1948.

Cette haute juridiction comporte deux sections ayant chacune une mission bien distincte :

1) La section de législation donne des avis sur les textes législatifs qui lui sont soumis par un ministre ou par le président d'une des chambres législatives;

2) La section d'administration émet des avis ou tranche par voie d'arrêt. Dans la compétence d'avis on doit surtout retenir le contentieux de l'indemnité (art. 7, par. 1^{er}). La section d'administration connaît, dans les cas où il n'existe pas d'autre juridiction compétente, des demandes d'indemnité relatives à la réparation d'un dommage exceptionnel résultant d'une mesure prise ou ordonnée par l'Etat, la province, la commune ou le gouvernement de la colonie, soit que l'exécution en ait été normale, soit qu'elle ait été défectueuse ou différée. Dans la compétence d'arrêt, il faut mettre l'accent sur les recours en annulation "pour violation des formes soit substantielles, soit prescrites à peine de nullité, excès ou détournement de pouvoir formés contre les actes et règlements des diverses autorités administratives ou contre les décisions contentieuses administratives". La loi accordait ainsi à l'individu la protection qui ne lui avait pas toujours été garantie en face de la puissance publique.

Le tableau I est un bilan sommaire de l'activité des deux sections susvisées.

Le tableau II donne le détail des affaires de la section d'administration en distinguant la compétence d'avis, la compétence juridictionnelle et les affaires minières et d'union professionnelles.

TABLEAU 1. - ACTIVITE EN GENERAL

ANNEES	Section de législation Avis donnés pendant l'année			Section d'administration Nombre d'affaires (1)				
	A la demande du président d'une des Chambres législatives	A la demande d'un Ministre	Total des avis donnés pendant l'année	Affaires antérieures à l'année	Affaires introduites pendant l'année	Total des affaires à traiter	Affaires terminées (2)	Affaires restant à traiter à la fin de l'année
1953	-	669	669	1.448	852	2.310	973	1.337
1954	1	514	515	1.337	911	2.248	1.001	1.247
1955	-	437	437	1.247	688	1.930	957	973
1956-57	1	485	486	1.041	842	1.883	535	1.348
1957-58	-	422	422	1.246	844	2.090	753	1.337
1958-59	-	453	453	1.337	767	2.104	701	1.403
1959-60	-	472	472	1.403	710	2.113	915	1.198
1960-61	-	315	315	1.198	856	2.054	778	1.276
1961-62	-	493 *	493 *	1.276	692	1.968	867	1.101
1962-63	-	409 *	409 *	1.101	670	1.771	679	1.092
1963-64	1	512	513	1.092	732	1.824	682	1.142

(1) Non compris les affaires minières et d'union professionnelle

(2) Y compris les affaires terminées sans arrêt ni avis.

* Chiffres rectifiés

TABEAU II - SECTION D'ADMINISTRATION : DETAIL DES AFFAIRES

A. - Compétence juridictionnelle (art. 8, 9 et 10)

ANNEES	Arrêts rendus en matière de recours en annulation (article 9)				Arrêts rendus en matières spéciales (article 10)				Total des arrêts rendus							
	Recours contre des décisions contentieuses administratives		Autres recours		Loi électorale communale (§ 1)	Revision des contrats conclus avant ou pendant la guerre (§ 2)	Assistance publique (§ 3)	Assistance publique (§ 4)		Total						
	En matière de dommages de guerre															
	Accordant l'annulation	Refusant l'annulation	Accordant l'annulation	Refusant l'annulation												
	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16
1953	-	34	33	180	113	68	226	654	68	-	29	11	108	63	99	924
1954	1	62	25	188	121	73	241	710	12	-	30	2	44	56	78	889
1955	-	60	70	195	93	144	182	744	6	-	20	1	27	28	76	875
1956-57	-	29	42	51	6	56	148	393	-	-	13	-	13	13	66	485
1957-58	2	52	98	129	13	63	198	613	2	-	15	2	19	8	77	719
1958-59	-	90	83	65	54	58	131	491	63	-	8	2	73	12	122	708
1959-60	-	90	94	69	69	72	198	633	5	-	26	8	39	21	137	830
1960-61	-	68	67	102	64	80	217	598	3	-	20	5	28	14	84	724
1961-62	-	46	55	161	115	78	176	631	3	-	10	2	15	19	75	740
1962-63	-	14	116	155	65	65	125	512	-	-	8	-	8	5	39	562
1963-64	-	-	-	-	-	-	-	Non communiqué	-	-	-	-	-	-	-	-

B. - COMPETENCE D'AVIS - (ART. 6 ET ART. 7. par 1)

ANNEES	Avis émis sur la base de l'art. 6	Avis émis en matière de contentieux de l'indemnité (art. 7, paragraphe 1)			Total des avis émis
		Favorables à la demande		Défavorables à la demande	
		Complètement	Partiellement		
1953	22	1	-	13	36
1954	23	4	-	15	42
1955	22	-	-	11	33
1956-1957	22	-	-	13	35
1957-1958	13	-	1	6	20
1958-1959	20	-	-	5	25
1959-1960	21	-	-	4	25
1960-1961	15	-	-	6	21
1961-1962	17	-	-	6	23
1962-1963	21	-	1	12	34
1963-1964	14	Non communiqué		9	23

C. - COMPETENCE EN MATIERE MINIERE ET D'UNIONS PROFESSIONNELLES

(Art. 7, par. 2, arrêté du Régent du 23 août 1948)

ANNEES	Affaires minières		Affaires d'unions professionnelles	
	Entrées	Terminées	Entrées	Terminées
1953	14	16	727	671
1954	20	15	852	855
1955	9	15	559	581
1956-1957	16	4	551	664
1957-1958	16	15	594	505
1958-1959	13	27	557	498
1959-1960	35	6	528	614
1960-1961	30	16	677	573
1961-1962	(1)	9	(1)	820
1962-1963	(1)	72	(1)	609
1963-1964	35	26	646	535

(1) Non communiqué.